AYMERIC MANTOUX

VOYAGE AU PAYS DES ULTRA RICHES

4000 4345 5432 9342
400
VALID THRU MONTH/YEAR 01/12

Flammarion

Voyage au pays des ultra-riches

Aymeric Mantoux

Voyage au pays des ultra-riches

Flammarion

Livre publié sous la direction de Laurent Léger

Aymeric Mantoux

Voyage au pays des ultra-riches

Flammarion

Livre publié sous la direction de Laurent Léger

Dépôt légal : Juin 2010

ISBN numérique : 978-2-0812-5071-0
N° d'édition numérique : N.01ELKN000159.N001

Le livre a été imprimé sous les références :
ISBN : 978-2-0812-3678-3
N° d'édition : L.01ELKN000263.N001

84 905 mots

Ouvrage composé et converti par PCA (44400 Rezé)

La crise ? Quelle crise ? Pendant que les uns boivent la tasse, les autres trinquent à coups de premiers crus classés. Alors que les turbulences des marchés financiers font vaciller l'économie mondiale, les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux. Certains disposent de fortunes supérieures au PIB de bien des États. De l'art contemporain aux chevaux de course, les ultra-riches continuent de s'amuser avec de coûteux joujoux. Sur les marinas, dans les foires d'art internationales, dans les vignobles en France et à l'étranger, les écuries, les champs de course, les châteaux en Sologne et les mas en Provence, l'auteur a mené l'enquête pour comprendre comment et pourquoi ils dépensent leur argent. Par-delà les clichés, la réalité est souvent plus complexe. À travers leurs passions, les grandes fortunes se font la guerre jusque dans leur vie privée. Achats de propriétés viticoles pour des raisons fiscales, acquisition d'art pour échapper à l'ISF et passer à la postérité, châteaux entretenus grâce à des niches fiscales… Ces « danseuses » sont-elles toujours sincères ? Quand les grandes fortunes ont déjà tout, à quoi rêvent-elles encore ? Quel est le revers de la médaille de ce monde si fermé ? Bienvenue chez les ultra-riches, où les loisirs ne sont jamais désintéressés et les dépenses toujours des investissements optimisés par des armadas de conseillers fiscaux.



Création Studio Flammarion Carte de crédit © Flammarion

Journaliste, Aymeric Mantoux, 33 ans, est rédacteur en chef adjoint du magazine L'Optimum et chroniqueur dans Goûts de luxe sur BFM. Il est également l'auteur de plusieurs essais économiques et politiques.

Du même auteur

Jean-Pierre Raffarin, l'homme que personne n'attendait, avec Thierry Mantoux, Éditions du Cherche Midi, 2002
Nicolas Sarkozy, l'instinct du pouvoir, First Éditions, 2003
Villepin, l'homme qui s'aimait trop, avec Yves Derai, Éditions de l'Archipel, 2005
Ségolène Royal, la dame aux deux visages, avec Benoist Simmat, Éditions de l'Archipel, 2006
Infiltrés : 403 jours au cœur de l'UMP et du PS, avec Baudouin Eschapasse, Éditions Privé, 2007
Kouchner vu par..., Éditions Calmann-Levy, 2008
NRJ, l'empire des ondes, avec Benoist Simmat, Mille et une nuits, 2008

« Je déteste les riches qui vivent au-dessous de leurs moyens. »

Karl Lagerfeld.

« Il n’y a qu’une catégorie de gens qui pensent plus à l’argent que les riches, *ce sont les pauvres.* »

Oscar Wilde.

« Être riche, ce n'est pas avoir de l'argent, c'est en dépenser. »

Sacha Guitry, *Mémoires d'un tricheur*.

Sommaire

Introduction
Signes extérieurs de richesse

Nicolas Sarkozy, en s'affichant au *Fouquet's*, Patek Philippe au poignet, ou sur le yacht de Vincent Bolloré, a tout osé pour réconcilier les Français avec l'argent et décomplexer les riches. L'essayiste Alain Minc, par ailleurs conseiller en stratégie de nombreux grands patrons, a justifié la posture du président par rapport à l'argent, comme un signe des temps : « L'argent en France se cachait, aujourd'hui il s'affiche. Les gens riches avaient honte de l'être, ce n'est plus le cas (…). La royauté de l'argent se manifeste enfin par le fait qu'avec la montée de l'individualisme la classe moyenne ne pense qu'à l'argent et commence comme les Américains à ne parler que d'argent[1]. » L'avènement de la mondialisation a consacré l'argent comme un étalon et la réussite comme une valeur. Une nouvelle caste a pris le pouvoir. Celle qui a fait fortune dans le bâtiment, l'immobilier, la finance, le commerce international ou Internet. Symbole de sa génération, Nicolas Sarkozy est fasciné par la fortune de ses amis Martin Bouygues, Arnaud Lagardère ou Vincent Bolloré. Sur un sujet banni en France, il affiche un comportement nouveau et accompagne un mouvement qui fait se délier les langues. Rarement grands patrons, hommes d'affaires ou affairistes en tout genre auront autant été à la fête que depuis son élection. Bouclier fiscal, réforme de l'ISF… Tous sont à la manœuvre pour obtenir d'un pouvoir ami qu'il protège leurs intérêts. C'est la loi de l'argent et du pouvoir qui en découle. Avec Sarkozy, on est bien loin des dépenses discrètes de Chirac ou de l'hypocrisie de François Mitterrand. « Pour vivre heureux, vivons cachés » fut une maxime longtemps partagée par les plus importantes fortunes de France. Et pour cause. Dans notre bon vieux pays, la tradition judéo-chrétienne a toujours condamné radicalement l'argent. Le riche, c'était le coupable, par extension celui qui commet le péché d'avarice. Cette époque est bel et bien révolue.

Sous Sarko, comme sous le Second Empire, ce sont ceux qui ont l'argent qui décident de tout. L'heure est à la ploutocratie.

Pendant que les marchés boursiers s'effondrent et que les cours des matières premières grimpent, les affaires, elles, continuent. Penchés sur la terrasse de l'hôtel *Fairmont* sur le port de Monte-Carlo, une coupe de champagne Cristal Roederer à la main, ils n'ont d'yeux que pour le *Lady Moura*, que l'on devine au loin. Depuis que le président Sarkozy se pavane sur le yacht d'un milliardaire – certes bien plus modeste que ceux des familles princières saoudiennes, mais quand même –, montrer qu'*on en a sous le capot* est nettement moins vulgaire qu'avant. Porter une Rolex est redevenu à la mode, et les ventes se sont envolées depuis 2008. Les bonus des banquiers, après une courte pause, reprennent de plus belle. Les délits d'initiés se multiplient, les *golden parachutes* et les stock-options aussi. Ce n'est donc pas franchement la crise pour tout le monde.

Il fait désormais bon être riche en France, malgré le contexte économique global. D'ailleurs, qu'ils soient héritiers ou bâtisseurs de fortunes colossales, les hyper-riches se portent plutôt bien, merci pour eux. Les événements boursiers, économiques et sociaux ne semblent même pas les affecter. Leurs passions ne souffrent pas trop de la crise et la plupart continuent de flamber. En 2009, les ventes de yearlings à Deauville ont continué de battre des records, les enchères de l'art aussi, et il faut toujours patienter des mois si l'on souhaite acquérir une Ferrari, une montre tourbillon[2] ou un yacht, fût-il à voile. D'ailleurs, à peine le plus grand navire de plaisance du monde, *Dubaï*, – 165 mètres –, vient-il d'être mis à l'eau, que déjà un chantier allemand annonce avoir pulvérisé le record. Non, les investissements passions ne sont pas en berne malgré le contexte économique, assure chiffres à l'appui l'étude sur l'« état des riches du monde », publiée chaque année par Cap Gemini et la banque Merril Lynch. L'art et les diverses danseuses des ultra-riches représentent même, contrairement à toute attente, plus de 32 % de leurs dépenses[3]. Comme pour conjurer la crise, les grands châteaux bordelais rivalisent de fêtes somptueuses. L'homme d'affaires François Pinault continue d'acheter par brassées des œuvres d'art valant des millions d'euros à Abu-Dhabi, à Paris et à New York. Le créateur du

groupe immobilier Foncia, Jacky Lorenzetti, devenu millionnaire, investit des dizaines de millions d'euros dans le Racing, le club de rugby de Colombes, et les Dassault poursuivent la transformation du quotidien *Le Figaro* en ouvrant notamment leur carnet de chèques. Les journaux ont beau jeu d'expliquer que le patrimoine de tel ou tel a « fondu » de 16 à 9 milliards d'euros, ou que la fortune d'untel s'est volatilisée, les intéressés n'ont pas changé leur train de vie d'un iota. Car « quand on est riche, on est riche », aurait pu chanter Georges Brassens. Et quand on est super riche, on n'est pas vraiment touché par la baisse du pouvoir d'achat ou les effets de l'inflation. De surcroît, notent Monique et Michel Pinçon-Charlot, les sociologues attitrés des riches : « Ils peuvent se donner à voir sans risquer d'envenimer le climat social. Les non-riches y trouvent le plaisir de la vie par procuration[4]. » C'est le syndrome bien contemporain de la peoplisation.

Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Et surtout où leur quête de la richesse, de l'accumulation, de la collection, les mènera-t-elle ? C'est ce que j'ai voulu savoir. En enquêtant sur leur terrain. Ce livre raconte donc l'histoire de gens prêts à tout pour briller en société et exister par leur influence. Avec en toile de fond, la guerre entre le vieil et le nouvel argent, et entre des statuts sociaux que tout oppose. On y rencontre de vieux *play-boys* qui courent après leur jeunesse, des milliardaires atypiques, des aristocrates sympathiques, des stars du Net et une bonne dose d'excentriques. Autant de personnages hauts en couleurs qui forment l'élite financière du pays et parlent rarement d'argent en public. Alors qu'en privé c'est l'un de leurs sujets de prédilection.

1- *Marianne*, 12 janvier 2008.
2- Des mécanismes horlogers à complication, particulièrement onéreux.
3- *World Wealth Report*, 2010.
4- Entretien avec l'auteur, 25 février 2005.

« Le peuple peut me huer, mais quand je rentre chez moi
et pense à ma fortune, je m'applaudis. »
Horace.

La France compte une trentaine de milliardaires seulement, mais environ cinq cents nababs possèdent plus de 40 millions d'euros d'actifs financiers. Ce sont les seuls à faire partie du club des « très grandes fortunes[1] ». Autrement dit les ultra-riches. Certes, les Français occupent une place relativement modeste au palmarès international des grandes fortunes, mais ils sont deux fois plus nombreux et cinq fois plus riches qu'il y a vingt ans. Premier Français, Bernard Arnault (LVMH) occupe le quinzième rang avec 16,5 milliards de dollars. Dans le classement des cent plus grosses fortunes mondiales, il devance Liliane Bettencourt (L'Oréal) à la vingt et unième place avec 13,4 milliards, loin devant Alain et Gérard Wertheimer (Chanel), cinquante-cinquième avec 8 milliards, suivi de François Pinault (Pinault-Printemps-Redoute) soixantième avec 7,6 milliards, de Serge Dassault (groupe Dassault) avec 5,4 milliards, de Jean-Claude Decaux (groupe Jean-Claude Decaux), cent quatre-vingt-onzième avec 3,2 milliards, de Martin et Olivier Bouygues (groupe Bouygues), deux cent trente-quatrième avec 2,7 milliards, ou encore d'Alain Mérieux (Laboratoires Biomerieux). Autant d'évaluations sujettes à caution car réalisées à partir des capitalisations boursières des entreprises possédées. Or les vieilles familles, comme les Rothschild ou celles qui ont vendu leur affaire, possèdent d'innombrables biens non répertoriés. Comme l'écrit l'historien Jacques Marseille[2], ce sont les milliards « qui sont la marque de la richesse mais qui ne traduisent aucune extravagance ». Surtout, ces statistiques ne disent pas grand-chose sur le train de vie des ultra-riches. Entre la plutôt discrète Liliane Bettencourt[3] et le flamboyant François Pinault, il y a un monde. Pour mesurer plus précisément la réalité du patrimoine des ultra-riches, estimer leurs propriétés ou leurs œuvres

d'art, il était donc indispensable d'enquêter sur leurs danseuses, partie émergée de leur fortune. Un château à Bordeaux est le symbole d'un statut social, comme un jet privé ou une écurie de pur-sang, mais ce sont aussi des façons de dépenser son argent. Ce livre est donc une plongée dans les endroits les plus exclusifs et les plus réservés de la planète. Sur les ponts des yachts les plus chers, dans les soirées les plus huppées, dans les écuries aux côtés de leurs cracks et dans les caves de leurs vignobles, dans les chasses en Sologne et les mas en Provence. Pour comprendre les différents univers que recouvrent leurs signes extérieurs de richesse et en analyser les codes et les règles de fonctionnement, il était indispensable de se mêler à eux. Car ces ultras-riches forment un monde à part, qui vit entre Paris et Monaco, New York, Genève et la Normandie, Saint-Tropez et Saint-Moritz. En une poignée de secondes, ils peuvent lâcher un million d'euros pour s'offrir un pur-sang aux ventes de yearlings à Deauville, ou plusieurs dizaines de millions pour une œuvre d'art de Damien Hirst ou de Jeff Koons, vedettes actuelles des ventes d'art contemporain.

1- *World Wealth Report*, Merrill Lynch et Cap Gemini, 2009.

2- Jacques Marseille, *L'Argent des Français, les chiffres et les mythes*, Perrin, 2009.

3- Propulsée bien malgré elle à la une des journaux avec l'affaire François-Marie Banier, un photographe auquel la vieille dame aurait cédé près de un milliard d'euros dans des circonstances indéterminées. La justice est saisie du dossier.

« Les pauvres sont faits pour être pauvres, et les riches, plus riches. »
Louis de Funès, *La Folie des grandeurs*.

Dans le monde de 2010, la sentence drolatique du comédien s'applique toujours. Les contribuables les plus riches ne sont pas toujours ceux qui paient le plus d'impôts, car ils ont davantage recours aux mécanismes d'exonération de la loi TEPA (appelée aussi « paquet fiscal »). C'est le vrai petit miracle permis par la très complexe législation française et le maquis de sa fiscalité. Pas moins de cinq cents niches fiscales ont été mises en place à destination des plus riches pour compenser l'impôt sur la fortune (ISF). Un manque à gagner pour l'État de 73 milliards d'euros[1]. Ainsi, investir dans la pierre, l'art ou les DOM-TOM permet de réduire son ISF, voire de l'effacer. « Un moyen privilégié pour l'État de financer ce qu'il ne peut plus faire, de s'appuyer sur les riches pour se substituer à lui », note Jacques Marseille. Des placements qui ont parfois comme seul intérêt l'avantage fiscal qu'ils procurent. Avec des rendements parfois supérieurs à 30 %. Objets d'art, chevaux, bois, forêts, monuments historiques, terres, anneaux d'amarrage et yachts… autant d'investissements qui bénéficient de réductions d'impôts et d'avantages financiers. Car chez les hyper-riches, l'évasion fiscale est la norme et l'impôt un symbole vieillot. Les cabinets d'avocats fiscalistes qui conseillent les contribuables fortunés parviendraient à mettre à l'abri de l'ISF entre 75 et 150 milliards d'euros[2]. Ces armadas de conseillers leur permettent de réinvestir chaque euro gagné pour échapper à l'impôt.

Tout aussi extraordinaire : la capacité des possesseurs de grandes fortunes à obtenir des financements et des subventions publiques, non seulement pour leurs entreprises, mais pour eux-mêmes. Ainsi, le transfert de l'argent public vers des actionnaires privés s'opère en toute discrétion. Comme l'a écrit le journaliste Olivier Toscer, « le recyclage des fonds publics en capitaux privés est en réalité une industrie des plus

prospères dans le pays. Toutes les grandes fortunes surgies brusquement ces vingt dernières années dans le pays s'expliquent par ce savoir-faire, inconnu des classifications officielles[3] ». Mais curieusement, lorsque l'État vient au secours des grandes fortunes via l'aide à la restauration de demeures historiques, les subventions aux élevages de chevaux ou les primes agricoles pour les propriétaires de grands crus bordelais, leurs représentants sont peu diserts.

1- Pascal Salin, « Faut-il supprimer les niches fiscales ? », *Les Échos*, 11 juillet 2008 et Jean-Marc Vittori, « Le délire des niches fiscales », *Les Échos*, 19 juin 2008.

2- *L'Argent des Français, op. cit*.

3- Olivier Toscer, *Argent public, fortunes privées, historie secrète du favoritisme d'État*, Denoël, 2002.

« Toute passion non partagée n'existe pas. »
Jacques Garcia[1].

Très discrets sur leur vie privée parce qu'ils veulent la protéger, les puissants n'aiment pas montrer à quoi ils utilisent leur argent et comment ils font financer leurs passions privées. Sauf lorsqu'il s'agit d'une médiatisation orchestrée par leurs soins, destinée à les faire passer pour des mécènes des arts et lettres, ce qui est plus élégant que de passer pour un financier sans âme. Cette publicité apporte la notoriété et le vernis qui manquent souvent aux gens d'argent ou aux commerçants, même ultra-riches. Il est intéressant de mettre en regard l'argent dépensé dans sa fondation d'art contemporain par François Pinault (le plus important mécénat privé) et ce qu'elle lui rapporte, en termes d'image et en nombre de pages dans la presse.

La plupart des super-riches font ainsi soigneusement recenser, décrypter et chiffrer les retombées presse qui les concernent, eux et leurs signes extérieurs de richesse, grand cru bordelais, club de football ou œuvre d'art célèbre. Car ils savent que la valeur de cette publicité excède parfois la dépense qui en est à l'origine. Le paradoxe des riches est là : à la fois souhaitant conserver un certain anonymat et en même temps faisant tout pour qu'on parle d'eux. Qu'on parle d'eux, oui, mais comme ils l'entendent, avec les légendes qu'ils colportent. Les nouveaux riches cherchent à acquérir la noblesse des aristocrates en achetant leurs codes, leurs maisons. Alors ils « patinent » l'argent clinquant, récemment gagné, en l'investissant dans le vignoble à Bordeaux ou en Provence. On fait du vin, on en parle et on a l'air d'être la douzième génération de châtelains. Aussitôt, voilà l'argent comme anobli. Les fortunes qui se cachaient se montrent donc davantage. Il y a un nom à cela, bien connu des banquiers d'affaires : le syndrome du carnet de chèques. Lorsqu'un chef d'entreprise vend sa société, il touche le pactole. Soucieux de réinvestir ou d'en profiter, parfois mal conseillé, le nouveau riche investit à tort et à travers. Comme cet industriel qui a

touché 150 millions d'euros et s'est offert pour 30 millions de propriétés viticoles, histoire d'avoir son nom sur l'étiquette, et dont le banquier d'affaires assure qu'« il n'en tirera jamais aucune rentabilité [2] ».

Savoir manœuvrer une danseuse et la tourner à son profit requiert une grande habileté. Tout cela participe pour les patrons à la construction d'un monde dans lequel leur image est meilleure. Non sans mégalomanie parfois. Lorsque Patrick Khayat, propriétaire de la marque de vêtements Blanc-Bleu, acquiert par exemple un sublime voilier de 22 mètres, c'est un grand *K* qu'il fait apposer sur la grand-voile. À ce sujet, la psychologue Bénédicte Haubold, qui a analysé le narcissisme des dirigeants, rappelle que lorsqu'il est bien maîtrisé, ce peut être un moteur à la fois pour le dirigeant et pour la société. C'est d'ailleurs souvent là que réside la motivation à l'achat d'une danseuse.

Gageons en tout cas qu'il n'est jamais sans arrière-pensées. Car souvent, les passions des patrons font partie intégrante d'une stratégie d'image ou d'entreprise où le désintéressement trouve de moins en moins sa place. Les entrepreneurs utilisent très souvent leurs « hobbies » dans leur vie professionnelle. Lorsque le milliardaire russe Roman Abramovitch rachète en Angleterre un club comme Chelsea pour 400 millions d'euros (3 % de sa fortune), que Robert Louis-Dreyfus, héritier d'un vaste empire industriel, s'offre l'OM, quels intérêts servent-ils ? Quand, comme ce dernier, on a investi 170 millions de ses deniers propres dans l'Olympique de Marseille sans aucun résultat pendant dix ans, on peut se le demander. Car les danseuses peuvent être parfois des maîtresses bien ingrates. Mais elles font briller les yeux des financiers au cœur en forme de portefeuille et leur offrent l'occasion ou jamais de devenir des figures incontournables de l'*establishment* moderne. À cet égard, le cas des médias, qui depuis Bel Ami suscitent les convoitises des hommes d'affaires, est assez flagrant. Les combats qu'ils mènent dans le monde des affaires rejaillissent également la plupart du temps sur la sphère privée. C'est d'ailleurs particulièrement visible dans la compétition sportive, comme dans les courses, où les familles les plus riches de la planète s'affrontent, alignant jockeys et casaques à leurs couleurs, comme en France les Wertheimer ou l'Aga Khan, et plus modestement Noël Forgeard, l'ancien patron d'EADS.

C'est également le cas dans le vin ou l'art contemporain. La haine que se vouent Arnault et Pinault par exemple, dont l'apothéose a été leur bataille pour le contrôle de Gucci, s'est déplacée sur le terrain privé. Les deux hommes, qui rivalisent pour le titre d'empereur du luxe, s'offrent le titre d'esthète à coups de millions : une querelle structurante de la vie économique et sociale française de notre temps. Ce ne sont pas les seuls. En quête de notoriété et de diversification patrimoniale, industriels et financiers se sont ainsi disputés ces dernières années les domaines viticoles les plus prestigieux.

Comprendre le comportement des hommes d'affaires avec leurs danseuses toujours discrètes et souvent secrètes, c'est mieux appréhender les ressorts qui les animent. Ils ont toujours besoin de rationaliser froidement leurs passions. Même le richissime homme d'affaires belge Albert Frère, copropriétaire de Cheval-Blanc, premier cru classé à Bordeaux, se plaît ainsi à souligner qu'en l'achetant il a fait une bonne affaire et que le domaine est aujourd'hui largement aussi rentable que d'autres investissements industriels. Car les grandes familles françaises des affaires ne placent pas non plus seulement pour l'image ou l'ego. Les domaines dans lesquels ils investissent leur argent, l'art ou le vin, sont parfois très lucratifs. Et certains ont prouvé que leur fortune pouvait s'accroître grâce à leur passion : les Wildenstein avec les tableaux, les Rothschild avec le vin, Paul Ricard avec les îles des Embiez, Jean-Michel Aulas avec l'Olympique Lyonnais. Même Hervé Morin, le ministre de la Défense, a gagné plus d'argent avec ses chevaux de course qu'avec les appointements de la République.

1- *Le Figaro*, 3 août 2009.
2- Entretien avec l'auteur, 19 novembre 2009.

« Ce qui se voit donne une idée de ce qui ne se voit pas. »
Proverbe espagnol.

Ces passions sont au cœur du rapport des ultra-riches à leur ego, à la trace qu'ils entendent laisser dans l'histoire, mais aussi au pouvoir, complice des plus gros contribuables. Bien qu'il soit souvent jugé tentaculaire dans notre pays, l'État déserte des pans entiers d'activités qui lui sont naturellement et historiquement dévolus. Il en est ainsi dans les arts, qu'il s'agisse de l'opéra ou de l'art contemporain, mais aussi du patrimoine et des vieilles pierres. Faute de moyens, l'État laisse des multimillionnaires investir ces secteurs en leur consentant d'importants avantages fiscaux. Ce faisant, il abandonne ses prérogatives et laisse ces « mécènes » tout décider, tout ordonner. Au bémol près que ces investisseurs agissent pour leur compte et non pour celui de la collectivité. Ainsi, Hubert Martigny, le cofondateur d'Altran Technologies, a racheté pour sa femme la salle Pleyel puis les pianos du même nom, alors en pleine déconfiture, avec la bénédiction de l'État, trop heureux de voir accourir un repreneur pour cette coûteuse mais prestigieuse salle de concert. Il en est de même lorsque le frère de l'émir du Qatar, légitimé par sa proximité avec Nicolas Sarkozy et d'autres politiques français, s'offre l'hôtel Lambert et entend le restaurer sans tenir compte de son classement comme monument historique avant de se rétracter devant la pression médiatique. Par les temps qui courent, le payeur est le décideur, c'est bien connu. À fortiori en période de vaches maigres budgétaires. Cela mérite bien une petite explication, non ?

Chapitre 1

Qui va à la chasse gagne une place

« Les riches sont différents de vous et moi. »
F. Scott Fitzgerald.

Le 17 septembre 2009, il y a affluence chez Kettner, élégante boutique du boulevard Gouvion-Saint-Cyr dans le très chic XVII[e] arrondissement de Paris, à deux pas de la place de l'Étoile. Voiturier, champagne Besserat de Bellefon, le célèbre armurier, fournisseur attitré de tous les grands chasseurs, n'a pas lésiné sur les moyens et a mis les petits plats dans les grands. C'est qu'il y a du beau monde : Olivier Dassault, fils de Serge Dassault, le milliardaire député UMP, président fondateur du magazine de luxe *Jours de chasse*, et ami de François Bich, directeur général délégué de Bic et héritier de l'empire, ou encore Claude Tendil, le très chic et très grand P.-D.G. de l'assureur Générali France. Tous sont réunis à l'occasion du lancement du *Guide des meilleures chasses de France*, à l'invitation d'Erick Berville, président de Hunting International et vice-président du groupe d'assurance April Group. Un guide qui recense les plus beaux territoires de chasse, les noms et coordonnées de leurs propriétaires, le coût de leur location à la journée, ce qu'on y trouve comme gibier, ainsi que les services et prestations disponibles. Une bible donc pour tous les amateurs de chasse : cet épais volume permet de savoir chez qui on va

chasser et le type de gibier qu'on y trouve. Et un vrai *who's who* des grandes fortunes. En déambulant une coupe de champagne à la main entre les vestes huilées et les cartouchières, les invités ont les yeux qui brillent à l'évocation de leurs prochaines chasses puisque la saison vient d'ouvrir. Parmi les habitués, Yves Galland, président de Boeing France, ancien ministre, ex-vice-président du Parlement européen, Bruno Julien-Laferrière, président de la Banque Transatlantique, ou encore le publicitaire Hervé Blandin, ancien P.-D.G. de CIA-Le Lab et président de l'Udecam (Union des entreprises de conseil et d'achat média), entre autres. De la cage d'escalier qui conduit au sous-sol où sont entreposées les armes, un murmure se fait entendre. Couvrant à peine le tintement des flûtes, quelques amateurs – banquiers, hommes d'affaires, rentiers – devisent discrètement, échangeant comme toujours des histoires de chasse. Mais pas n'importe lesquelles. On est loin ici des stéréotypes des tireurs avinés du « Bouchonois » partis en quête de « gallinettes cendrées » comme dans un sketch des Inconnus. D'ailleurs, bon nombre de ces chasseurs chic tirés à quatre épingles avec leurs cravates en twill et leurs vestes en tweed possèdent leur propre propriété. Ils ne louent des actions de chasse à la journée qu'exceptionnellement, afin de varier les plaisirs sur de nouveaux territoires. De véritables Nemrod qui se fournissent chez l'armurier Jeannot à Levallois-Perret ou chez Alex, boulevard de Courcelles, l'armurerie la plus chic de Paris, où l'on peut acheter des cartouches marquées à ses armes.

Parties de chasse en Sologne

La plupart du temps, entre septembre et mars, les chasseurs se retrouvent entre eux dans l'Orléanais et s'invitent les uns les autres en petit comité. Terrain de jeu et de chasse de tous les rois de France depuis la Renaissance, les pays de Loire concentrent un nombre incroyable de châteaux, tous plus beaux les uns que les autres. De Fontainebleau à Blois, ces demeures qui appartenaient jadis aux princes et aux grands serviteurs de l'État se succèdent à un rythme effréné le long des nationales boisées. Surtout à l'ouest de l'autoroute A 71. Autant de

propriétés devenues, au cours des XIXe et XXe siècles, les emblèmes de la nouvelle caste en vue. Particulièrement au sud d'Orléans : on ne compte plus les capitaines d'industrie qui se sont offert des propriétés de chasse, des Peugeot aux Bouygues, en passant par Bernard Arnault, les Wertheimer ou les Dassault, mais aussi les Pernod ou les Vuitton. D'ailleurs, c'est un membre de la famille héritière du prestigieux malletier, Hubert-Louis Vuitton, établi à Vernou-en-Sologne, qui est le président de la fédération de chasse du Loir-et-Cher. Marcel Bich, le créateur du fameux stylo Bic et du briquet du même nom, s'était lui établi dans le domaine giboyeux du Luet, notamment prisé pour les cerfs, repris depuis sa mort par ses deux fils, Bruno et François. Le baron s'était également offert sur ses terres son propre golf, le golf des Bordes. Véritable joyau, celui-ci est le seul en France à figurer dans tous les classements internationaux parmi les cent plus beaux golfs du monde[1]. Il a également reçu la distinction de plus beau parcours d'Europe continentale.

Également parmi les grands propriétaires solognots, Jacques Dessange, le fondateur des salons de coiffure éponymes. Né en Sologne où il a démarré dans le salon de coiffure paternel, il possède un somptueux domaine à Pierreffite, au sud d'Orléans, où il se rend avec ses fils. Alain Prédo, le créateur de la marque de jambon Paul Prédault, également. Même le très socialiste président du conseil régional d'Île-de-France, Jean-Paul Huchon, dispose d'une propriété à Malvaux, entre Pierrefitte et Nouan-le-Fuzelier, bien qu'il ne chasse pas. C'est Jean Prouvost[2], industriel du textile et grand patron de presse (il fut entre autres propriétaires de *Paris-Soir*, *Paris Match*, *Marie-Claire*), qui a le premier relancé la mode. Longtemps propriétaire à Yvoy-le-Marron – dont il fut également le maire pendant de nombreuses années –, il conviait en Sologne toutes les personnalités de son époque, ce qui a contribué à faire de cette région giboyeuse une destination particulièrement prisée des Parisiens fortunés. Désormais, c'est Arnold de Contades, fils d'Évelyne Prouvost et héritier du groupe de presse Marie-Claire, qui reçoit banquiers d'affaires et trentenaires aux dents longues. Mais il n'est plus seul, loin de là.

À l'instar de Prouvost, Olivier et Martin Bouygues, les deux fils de

Francis, possèdent par exemple de somptueux domaines de 700 hectares près de Romorantin[3]. Créateur de l'empire du BTP et également propriétaire de TF1, Francis Bouygues, amateur de chasse, avait acheté en Sologne un domaine d'une centaine d'hectares, qui a été partagé entre sa femme et ses quatre enfants. Martin, lui, a acquis une autre propriété. Dans son immense domaine des Nardilays, trône un superbe château aux élégants toits de tuiles et aux nombreuses dépendances. C'est Jacques Garcia, le décorateur fétiche des *Costes* et de la jet-set, inventeur du style Empire chic qui a décoré l'intérieur. Tout autour, bien séparé de la forêt si grande qu'on s'y perd facilement, un immense jardin paysagé à la française, des pelouses dignes de Versailles, un plan d'eau central bordé d'allées de tilleuls alignés et des sculptures. Sa conception, par le même architecte paysagiste que celui qui a réalisé les toits végétalisés du siège parisien de la holding Bouygues, a coûté 2,5 millions d'euros, soit autant que le parc paysager de l'Olympic-Plaza à Pékin pour les jeux Olympiques[4] ! À l'année, cinq à six jardiniers composent l'équipe d'entretien et réalisent de nouveaux espaces, carrés de buis, de pivoines, potager, jardin italien, landes de bruyère, et gèrent les cent voies d'arrosage automatique et les nombreux prestataires extérieurs. Le chef jardinier fait même quotidiennement un rapport au propriétaire ! C'est dire si la chasse et la Sologne intéressent Martin. Mais chez les Bouygues, on ne donne pas vraiment dans la chasse sociale. On ne reçoit que des amis richissimes, les Dassault et Vuitton par exemple. Pas question de frayer avec le petit gibier. Juste avec ses amis industriels de même rang et ses relations politiques. Les fortunes plus modestes devront se contenter d'aller chasser chez les autres possesseurs de vastes domaines dans la région, Yves Forestier, propriétaire du Petit Forestier, une société spécialisée dans la location de matériel de transport frigorifique, Bernard Lozé, l'ancien administrateur du groupe pétrolier russe Ioukos, pionnier de la gestion alternative en France qui dispose d'un château à Ligny-le-Ribault, ou encore les producteurs de télévision Claude Berda (AB groupe) et Christophe Dechavanne (Coyote TV), longtemps un invité privilégié de Francis Bouygues. Mais on ne se mélange pas. Forcément, il est bien vu d'accrocher des grands patrons à son tableau de chasse. Mais, très sollicités, les capitaines d'industrie

s'amusent entre personnes du même rang et de même patrimoine. Sur deux cents invitations reçues chaque saison, les stars du classement *Challenges* des grosses fortunes se rendent à peine à dix d'entre elles. C'est dire si elles trient leurs fréquentations cynégétiques sur le volet.

Plus discrets, les Houzé (propriétaires des *Galeries Lafayette*) ont une propriété, Burry, qu'ils louent pour des chasses au canard à la journée. Inconnue du grand public, la famille Ubald Bocquet possède, elle, l'une des plus grandes propriétés de Sologne. Mais bien entendu, on reste relativement discret. Peur du fisc, des écologistes aussi, la plupart des propriétaires se présentant également comme des patrons d'entreprise « responsables ». Pourtant lorsqu'on se rend chez eux, on traverse des pièces de bois de plusieurs centaines d'hectares d'un seul tenant, du côté de La-Ferté-Saint-Aubin, Souvigny-en-Sologne ou Salbris. La chose est loin d'être rare. Plus exceptionnelle, cette propriété, proche de Blois, de 1 400 hectares, où il faut rouler plus de deux kilomètres au milieu des bois et des faisans en liberté, après avoir franchi le portail, pour enfin se retrouver devant le château, habité toute l'année par quinze domestiques. La propriétaire, richissime héritière d'une grande entreprise agricole, n'y vient que quelques jours par an. Hormis les domaines publics, la Sologne a surtout été investie par de grands industriels. Des fils de famille fortunés qui n'hésitent pas à racheter à tour de bras d'immenses propriétés totalement dédiées à la chasse. Finis les aristocrates. Place aux nouveaux riches, à des entrepreneurs ou des financiers qui ont fait fortune à la bourse. Claude Bébéar, président du conseil de surveillance d'Axa, qu'il a fondé, et « parrain » du capitalisme français, aurait récemment acheté au nom de son épouse le domaine de la Porte, tout près d'Orléans[5]. Mais le triangle d'or est celui formé par Neuvy, Bozy et Dhuizon, l'un des plus beaux coins de gros gibiers. C'est la partie la plus chic de Sologne, à l'ouest de l'A 71, vers Chambord. Les propriétés s'échangent pour un bon paquet de millions d'euros, surtout quand elles hébergent un joli relais de chasse ou, mieux, un château.

Le dada des Dassault

On se rappelle sans doute qu'en octobre 1996, comme l'avait révélé *Le Canard enchaîné*, Serge Dassault, le P.-D.G. de Dassault Aviation, héritier du fondateur de la dynastie, avait été pris en flagrant délit de « chasse à l'aide de moyens prohibés » par des agents de l'Office national des forêts. Il tirait cerfs et chevreuils dans sa propriété de Coignières, offerte par son père Marcel, usant de moyens digne d'une chasse en Afrique de Tartarin de Tarascon : fusil à lunette, 44 doté d'une tourelle sur laquelle il se trouvait perché… Totalement interdit[6] ! Le tribunal de police de Rambouillet lui avait alors retiré son permis de chasse, le condamnant à 10 000 francs (1 500 euros) d'amende. Par la suite, la cour d'appel de Versailles a confirmé l'amende mais restitué le permis. Voilà qui en dit long sur les pratiques des riches propriétaires lorsqu'ils imaginent se mettre à l'abri des lois derrière les clôtures barbelées et électrifiées de leurs parcs privés.

Alors que Serge Dassault avait défrayé la chronique en chassant depuis sa voiture, son fils Olivier préfère la chasse au château de l'Écheveau, à La-Ferté-Saint-Aubin. « Mon père m'a emmené la première fois gamin, j'adorais l'accompagner[7], confie le député UMP de l'Oise, également dirigeant de sociétés et successeur autoproclamé de l'empire familial. En Sologne, on avait une maison à Saint-Aignan-sur-Cher. Il allait chasser dans le coin. Il avait un chien, avec lequel je jouais. J'aimais beaucoup cette ambiance de nature, de forêt, les bons déjeuners. J'étais toujours impressionné par les discours des présidents de chasse et je ne pensais pas qu'un jour ce serait mon tour. » Preuve que chez les Dassault, de père en fils, quand on parle de chasse, il ne s'agit pas forcément d'avions de guerre. Même si au départ, Olivier reconnaît qu'il « chassotait ». Invité en 1975 par Francis Bouygues à une chasse en Espagne, il tire deux oiseaux quand les autres reviennent avec trente. Perfectionniste, il en prend ombrage et met le holà. « Le déclic a été dans les années 1979-1980. J'ai créé mes agences de pub, j'avais des clients chasseurs, je les invitais au ball-trap. L'esprit de compétition est revenu : il n'y avait pas de raison que je sois plus mauvais qu'un autre. Alors je m'y suis attelé, régulièrement, en acceptant les moments contraignants, comme j'ai appris à piloter. En trois ans, je suis passé à un autre niveau[8]. » Il est devenu en quelques années l'une des gâchettes

les plus réputées et les plus demandées en France et dans le monde, notamment en Afrique. Bon convive, jamais avare d'une plaisanterie ou d'un bon mot, Olivier Dassault se déplace avec ses deux fusils et son chargeur. « La chasse est un outil relationnel formidable, reconnaît-il. Mais je n'organise pas que des chasses avec des clients ou des annonceurs. C'est avant tout avec des gens sympathiques. Et mes chasses professionnelles, je les organise surtout chez les autres. » Il y a les Rémillys dans le Cher, la Nava en Espagne, Coignières, et maintenant chez lui en Sologne.

L'ancienne propriété de Roger-Patrice Pelat, proche ami de François Mitterrand, qu'il aurait rachetée 7 millions d'euros[9], a été totalement réhabilitée et agrandie en 2003 par un grand architecte parisien. Véritable dandy mondain et élégant, sourire de carnassier en bandoulière, Dassault est aussi propriétaire d'une chasse de plusieurs centaines d'hectares depuis dix ans à Salbris, chef-lieu de canton du Loir-et-Cher. Désireux d'en acquérir une autre mitoyenne, il achète le 15 janvier 2009 le Bas-Boulay (154 hectares) pour 1,5 million d'euros[10]. Quelques semaines plus tard, le maire décide de préempter pour en faire un parc de loisirs pour les seniors. Dassault attaque en justice la mairie et dénonce « l'excès de pouvoir ». Le problème, c'est que le projet du maire vise à créer des emplois dans une zone sinistrée par les fermetures industrielles. Un ami du président Sarkozy contre de nouveaux emplois ? La polémique a de quoi renforcer l'acrimonie des locaux contre ces grandes fortunes qui possèdent leur chasse dans la région. Les Solognots sont d'avis que les riches Parisiens se moquent de la dynamique du territoire. Ce que contestent bien entendu les férus de chasse ou de vénerie. Le conflit envenime les relations de voisinage. Des riverains s'en prennent à Olivier Dassault. Lui-même ne comprend pas pourquoi on lui cherche des poux dans la tête : « Certains ont raconté n'importe quoi. On a osé dire que je tirais quatre-vingt mille cartouches par an, alors que je tire cinq ou six balles dans l'année ! J'ai bien des canards mais je les chasse peu. Je chasse peu dans ma propriété en Sologne. Je tire très peu et jamais pour blesser. On oublie trop souvent de dire que le premier écolo, c'est le chasseur. Sans chasseurs, il n'y a plus de gibier, pas de garde, de préservation, de comptage, de plans de

chasse. Le chasseur est un protecteur de la faune qu'il nourrit, comme de la flore, c'est un bon régulateur[11]. »

Dans les grandes demeures des environs, il est de bon ton d'exposer une ou plusieurs photos achetées à Olivier Dassault si l'on entend rester en bons termes avec lui. Quoi qu'il en soit, pour lui comme de nombreux autres propriétaires terriens de la région, la chasse n'est pas un vain mot. À tel point qu'ils ont créé une association, Vigilance Salbris, qui conteste avec force recours au tribunal administratif tous les projets du maire. Quand Olivier Dassault ne pilote pas des avions, il convie régulièrement patrons de presse, amis richissimes ou simples cadres supérieurs promis à un grand avenir. Et il a le choix des armes, entre le gros gibier en Sologne, la chasse familiale à Rambouillet, sa propriété de famille dans l'Oise, où l'on se retrouve en petit comité à six ou sept, en compagnie d'un ou deux ministres et de députés, ou encore le château de Voisins. Propriété du comte Jean de Fels, cette chasse qui se loue à la journée est « la plus belle de France », assure l'un de ses convives réguliers. À 1 h 15 de Paris, dans les Yvelines, à la sortie du village de Saint-Hilarion, il faut imaginer une route goudronnée qui serpente dans la propriété sur près de deux kilomètres et débouche sur une grande allée bordée d'ifs taillés au cordeau, protégée par une grille en fer forgée magnifiquement ouvragée. Au bout, un splendide château de style XVIIIe en pierre de Méru avec ses deux ailes rehaussées d'élégants toits d'ardoise. Reconstruit au début du XXe siècle, c'est l'un des derniers châteaux élevés en France à l'ancienne. Autour, un parc manucuré, un exceptionnel jardin à la française, des sculptures et surtout un territoire de chasse au petit gibier, perdreaux, faisans et faisans vénérés, très prisé des plus grands patrons et financiers. Rien d'étonnant, chaque année, cinquante-cinq mille gibiers à plume y sont élevés… À chaque chasse, huit à dix fusils pour un tableau qui peut dépasser mille pièces ! Surtout « un monde très fermé où la confidentialité est une règle absolue », précise le site Internet de Voisins. Comme chez Olivier Dassault, un maître d'hôtel se charge de votre sac de chasse dès la descente de voiture et assemble les fusils. « Un “chargeur” en gants blanc est assigné à chaque tireur[12] », confie un invité régulier à ces parties de chasse qui se réservent d'une année sur l'autre. « Il faut avoir

deux fusils, car lorsqu'on a tiré, le "loader" vous repasse la seconde arme rechargée, pendant qu'il remet des cartouches dans la seconde. » En Espagne, on appelle cela un *secretario*, comme un secrétaire personnel qui vous est attaché pour toute la durée de la chasse. Olivier Dassault, lui, vient toujours avec trois fusils et à chaque fois qu'il a tiré, il précise à son chargeur s'il veut son fusil à canon « court » ou « long », selon l'animal qu'il a en joue. « C'est la plus fine gâchette de France, confie Édouard Courtial, jeune député prometteur de l'Oise, également grand chasseur et bon vivant. On se croirait dans un jeu vidéo. Il tire plus vite que son ombre. À peine l'oiseau s'est-il envolé qu'il est déjà dessus avant même que le voisin ait pu épauler[13] ! » Dans les chasses au gros, le tableau peut atteindre facilement trente animaux.

Des gâchettes dorées

Pour ces *tycoons*, la chasse n'est pas un petit plaisir. Plutôt une fort coûteuse passion. Prenons juste le fusil. Pour un express de belle facture, compter sans exagérer au moins 15 000 euros pièce. Mais ce n'est rien à côté des Purdey, Holland Holland, Vernet Caron ou encore Aya (armes espagnoles) qui peuvent atteindre 500 000 euros. Normalement, on possède deux fusils, voire trois, numérotés. Les platines latérales sont souvent gravées et finement ciselées. Un travail d'orfèvre, comme sur celui de ce patron du CAC 40 qui ne tire qu'avec des armes anciennes. « On s'habille chez Beretta même si ceux qui ont de l'argent viennent avec des bottes trouées et ne ressemblent à rien, note un initié[14]. Tout est dans les armes. Mais ce qu'il y a de plus distingué c'est de savoir tirer comme Bich ou Dassault qui sont les plus remarquables Nemrod du pays. » Ce sont donc les chasseurs les plus demandés. Mais attention, pour un simple dirigeant d'entreprise, l'invitation peut se révéler un véritable piège. En effet, la journée pour un invité peut grimper jusqu'à 3 000 euros, mais plus généralement entre 500 et 1 000 euros. Et il faut connaître les codes, comme la coutume de la « pièce du garde » – un pourboire qui peut atteindre 200 euros par chasseur ! Ou encore la pratique de la « bourriche » – les animaux tués pendant la chasse – qu'il

est de bon ton de dédaigner quand on est richissime… D'ailleurs la pratique est en net recul dans les chasses les plus chic. Quoique ! Mais le lecteur l'aura compris, une invitation dans l'une de ces belles chasses ne se refuse pas. C'est plus prestigieux qu'obtenir une place à la finale de Roland-Garros et presque aussi bien qu'être convié à un voyage du président de la République. Une version luxueuse du dîner en ville en somme. On y est entre soi, gens du beau monde et initiés. Quand on parle *business*, ce qui est rare, il s'agit de grand gibier.

Pour les grands patrons, posséder une chasse est aussi important socialement que de couvrir sa femme de bijoux. C'est un symbole de réussite, mais plus discret, que l'on réserve à ses proches, ses amis et ses relations de travail. Voire quelques très bons clients triés sur le volet, comme le font marques de luxe, banques d'affaires ou banques privées, société de travaux publics ou, par exemple, les Boucheries Nivernaises. Jean-Pascal Forges, patron d'Affaire de chasse, une société qui organise des parties de chasse pour des entreprises, raconte : « Les grands patrons ne veulent pas que cela se sache. Mais une invitation se refuse rarement. J'ai eu pour client le patron d'une entreprise de bâtiment, qui se plaignait de ne pas être toujours au courant des appels d'offres passés par certaines sociétés. Il a invité des donneurs d'ordres : sur les vingt personnes invitées, douze sont venues. Depuis, plus aucun marché ne lui passe sous le nez[15]. » Chasse et bonnes affaires riment donc bien ensemble, comme en témoigne Victor Scherrer, vice-président du Medef et grand chasseur. En 2002, cet entrepreneur, habitué des chasses présidentielles de Rambouillet et de Chambord, signe même un rapport, « Réinventer la chasse au XXIe siècle[16] ». Propriétaire d'un manoir historique dans la Sarthe, un prieuré qu'il a patiemment fait restaurer, il y convie régulièrement personnalités, politiques et relations professionnelles, quand il n'est pas lui-même en week-end sur un autre territoire.

Chapeaux Motsch et bottes de cuir

Chaque fois les invitations suivent le même rituel, hérité du

XVIIIe siècle : un bristol écrit à la plume vous conviant à une chasse à telle date vous est adressé. Une fois sur place, puisqu'il faut épater la galerie, il faut garer son Aston Martin, sa Jaguar ou sa limousine dans un endroit bien visible. Les invités sont accueillis par le personnel de la maison et un petit déjeuner pantagruélique. Puis des Range Rover, ou des carrioles réalisées sur mesure aux armes de la propriété, tirées par de splendides Massey Fergusson astiqués et également « logotés », vous escortent à vos postes où vous vous retrouvez placé selon votre « niveau » dans la hiérarchie sociale par le maître des lieux. Pendant ce temps, la « traque », menée par le garde-chasse, une petite troupe de locaux inféodés au propriétaire, rabat le gibier vers les invités. Entre deux battues de faisans ou de sangliers, le majordome vous propose selon l'humeur du bouillon de poule, du jambon Serrano ou de petits toasts de foie gras. À la mi-journée, une collation – souvent un déjeuner placé et servi – est proposé aux chasseurs. Nouvelles battues l'après-midi avant l'inévitable dîner de chasse, lieu de tous les exploits et de toutes les folies. Foie gras, caviar et mets les plus délicats sont souvent au menu, accompagnés des vins les plus fins. Au soir d'une grande chasse, il n'est pas rare de compter soixante grands animaux (sangliers, chevreuils, cerfs) au tapis. Le gibier est alors étendu dans la cour du château afin que les chasseurs puissent lui rendre les honneurs. On entoure éventuellement le tableau de branchages et l'on met une branche de sapin ou autre entre les dents du plus bel animal. Le soir venu, il faut entendre tel chef d'entreprise raconter comment il a servi un cerf à l'agonie, ou tel autre se féliciter de son doublé de chevreuils réalisé avec un beretta qu'il s'est offert avec ses bénéfices de l'année ou avec un fusil espagnol acquis lors d'une vente aux enchères. À la fin, chacun repart repu et satisfait, avec une pièce de gibier tirée au sort, dépecée et disposée dans un sac aux armes de la propriété. Le garde-chasse de la propriété remplit un carnet de bons autorisant le transport et donnant l'origine de la pièce de gibier pour éviter tout trafic. Mais surtout, on repart avec son carnet d'adresses bien gonflé. Une véritable privilégiature, si l'on en juge par la liste des invités : les grands chefs étoilés Jean-Pierre Vigato (propriétaire d'*Apicius* à Paris), surnommé « Le Boucher », Guy Savoy, des banquiers d'affaires de chez Lazard, Rothschild ou encore Ladislas Poniatowski, sénateur UMP et président

du groupe Chasse de la Haute Assemblée sont des chasseurs invétérés. Tout comme Pierre Mutz, préfet de la région Île-de-France. Sans être en Sologne, mais suivant les mêmes règles, la famille Nonancourt, toujours propriétaire des champagnes Laurent-Perrier, dispose, elle, d'un château familial historique. Sur des terres qu'il louait, Bernard de Nonancourt, le patriarche, a longtemps organisé des chasses parmi les plus courues de la région auxquelles il conviait amis et parfois clients. Quant à Patrick Ricard, héritier du groupe éponyme, à la tête de la vingt-quatrième fortune de France avec un patrimoine professionnel estimé à plus de 1,7 milliard d'euros[17], il possède notamment une chasse à Clairefontaine en bordure de la forêt de Rambouillet qui aurait été vendue à la société Ricard et que la famille louerait au groupe pour chasser. De quoi soigner en tout cas ses relations publiques. Dans l'Oise et aussi dans l'est de la France, comme en Alsace, on trouve également des chasses très chic et totalement fermées. Les héritiers du champagne Mercier y tiennent un domaine très couru. Les Peugeot y sont vus régulièrement. Passion privée ? Chasses d'affaires ? Les frontières au flou artistique savamment entretenu, notamment aux yeux du fisc, possèdent la faculté d'évoluer au fil du temps, des saisons ou des besoins. Surtout qu'avoir du gibier sur son territoire coûte cher : il faut l'entretenir, le nourrir, payer un garde-chasse à plein temps, notamment lorsqu'on dispose de volières pour le petit gibier à plumes.

Chasse à l'ISF

Pour certains importants contribuables, l'engouement pour la cynégétique s'explique en partie par des raisons fiscales. Un argument non négligeable en période de récession. Par exemple, bon nombre de propriétaires, en Sologne ou ailleurs, touchent des subventions pour cultiver les denrées destinées au gibier qu'ils chassent sur leurs terres. Parmi ces cultures à gibier, blé noir, sorgho, maïs ou millet. En témoigne cette annonce lue dans *Propriétés de France*[18] : « 112 hectares dans le Loiret, un paradis pour les amateurs de cynégétique […] cette propriété séduit par ses alentours giboyeux […]. Avec une bonne

répartition entre les cultures à gibiers et les espaces boisés, cette propriété permet au passage de toucher 15 000 euros par an de primes, au titre de la PAC (politique agricole commune). »

La fiscalité des propriétés de chasse est par ailleurs extrêmement avantageuse : toute personne privée qui investit dans une forêt son patrimoine privé bénéficie d'une réduction d'impôts de 25 % de l'investissement. De plus, les revenus des coupes de bois ne sont pas imposables et sont quasi totalement défiscalisés. En cas de succession ou donation, la valeur retenue par le fisc correspond à 25 % de sa valeur réelle, ce qui correspond à peine à la seule valeur du sol. Et ce sans limite de montant ! Pour l'ISF c'est pareil, les trois quarts de la valeur d'une forêt en sont exonérés, voire la totalité pour les professionnels. On comprend dès lors pourquoi les clients potentiels, conseillés par des fiscalistes avisés, se pressent dans les agences spécialisées comme Forêt patrimoine[19] où l'on peut lire ce type d'annonces : « Un client est intéressé par l'acquisition d'une forêt de feuillus entre 250 et 100 hectares », ou encore « On recherche de toute urgence une forêt de 100 à 250 hectares, idéalement sise dans l'Oise ou dans l'Aisne. Objectif : chasse » !

Extravaganza

Plus recherchée encore que les chasses dans l'Oise ou en Sologne, une célèbre mais très discrète propriété, la Nava en Espagne, dans la région de Castille, réputée pour les perdreaux et les *montería*[20], attire la crème des milliardaires chasseurs. Cette chasse privée de 25 000 hectares est le *must* en Europe, le top du top. « L'une des destinations les plus exclusives et excitantes pour tous ces chasseurs qui désirent des chasses de très haute qualité », assurent ses propriétaires. Sur des terrains de montagne, on y pratique la chasse en battue avec chiens. On s'y cache en hauteur et les animaux, cerfs, biches, faons arrivent en contrebas des chasseurs postés. Les Bich, les Dassault s'y rendent régulièrement, en Falcon évidemment, puisque la propriété dispose d'une piste d'atterrissage en asphalte habilitée à recevoir tous les vols

internationaux. Il n’est pas rare d’y trouver plusieurs Cessna et jets au bout du tarmac. Et sa fréquentation n’est pas en berne. Pour la petite histoire, lorsque Serge Dassault emmène ses fils à la Nava, il leur demanderait, selon les mauvaises langues, de régler leur quote-part du carburant. Il faut savoir mégoter pour durer ! Pourtant une journée de chasse à la Nava rapporte plus de 80 000 euros à l’organisateur, soit près de 5 000 euros par personne. Autant dire rien pour ces milliardaires comme le baron belge Albert Frère – que nous recroiserons plus tard –, hôte recherché pour de fines parties cynégétiques aux quatre coins de la planète, du Canada à l’Espagne, en passant par l’Écosse et la Sologne. Pareil à L’Andalouse, chasse espagnole à laquelle se rendait Francis Bouygues accompagné des Dassault. C’est là qu’Olivier Dassault a pris goût à l’art cynégétique. « La chasse en Espagne comme en Angleterre est totalement magique, confie-t-il. Mais je vais davantage en Espagne où il y a autant de nombre de jours de soleil que de pluie outre-Manche et je déteste chasser sous la pluie[21]. »

À les écouter le soir à la veillée, avec saint-jacques, foie gras, vins fins, champagne et cognac, il est clair que les récits de chasse sont un objet de fierté pour ceux qui les racontent et d’envie pour les autres chasseurs. Comme les fameuses battues de faisans de haut vol en Angleterre, les chasses à la grouse en Écosse ou les grandes chasses lointaines en Afrique ou en Asie. Alain-Dominique Perrin, ancien patron du groupe de luxe Richemont dont il est encore l’un des administrateurs et conseils, apprécie ainsi particulièrement – tous ses proches le savent – les chasses écossaises. Benjamin de Rothschild, président de la Compagnie financière Edmond de Rothschild, considéré comme le plus riche de la famille avec un patrimoine estimé à plus de deux milliards d’euros, chasse beaucoup en Afrique, surtout avec ses amis, qu’il convie dans une concession de 350 000 hectares achetée au Mozambique. Au milieu des éléphants, léopards et antilopes, il a fait aménager des pistes. Il rapporte de ses virées autant de trophées qui viennent orner le bar africain de sa demeure princière à Pregny, non loin de Genève, sur les bords du lac Léman.

S’offrir un gibier exceptionnel est le rêve de tout grand chasseur. On ne lésine donc pas à la dépense pour débusquer des animaux rares,

des chasses uniques. Rien n'est trop beau, ni trop cher. Valéry Giscard d'Estaing en sait quelque chose, lui dont la passion pour les safaris africains a souvent fait les grands titres des journaux. L'ancien président de la République affiche encore aujourd'hui les souvenirs de ses grandes chasses africaines dans le vestibule de son hôtel particulier rue de Bénouville dans le XVIe arrondissement de Paris. Comme VGE, Olivier Bouygues, Claude Bébéar, Serge et Olivier Dassault prisent les grandes chasses en Afrique. Ils y recherchent des animaux originaux qu'on ne trouve pas dans nos contrées, des éléphants, des phacochères, des lions, des léopards ou encore des Antilopes. Namibie, Burkina Faso, Afrique du Sud, Kenya sont autant de destinations prisées des gros chasseurs, à l'instar de Robert Peugeot, gérant de la Société foncière financière, le trésor de guerre de la famille. Propriétaire d'une maison au large du Kenya, c'est un amateur de chasse au buffle. Feu Édouard Stern, le jeune banquier milliardaire assassiné par sa maîtresse, adorait pour sa part chasser en Tanzanie. Il y avait même emmené cette dernière et aimait poser avec ses trophées de chasse.

L'addition monte vite. En plus du voyage en jet privé, de l'accommodation en lodge de luxe, un gros week-end de chasse en Afrique coûte facilement 5 000 à 10 000 euros. Sans compter les taxes d'abattage pour tout gibier chassé, de 90 euros pour un babouin à 3 500 euros pour un léopard, encore bien davantage pour un éléphant, un lion ou un rhinocéros. Et puis, l'Afrique, c'est pratique. Hors saison de chasse, on pêche au gros, l'espadon ou le requin au Sénégal, également à Madagascar mais pas à moins de 1 000 euros la journée. Dernière tendance très en vogue, la chasse en Russie depuis un hélicoptère. Plusieurs agences de voyage spécialisées proposent cette sortie aux chasseurs fortunés, ainsi que la chasse à l'ours brun dans la péninsule du Kamtchatka. Passe-temps dangereux puisque plusieurs hommes d'affaires et de hauts fonctionnaires russes ont trouvé la mort en traquant des Argali, des chèvres rares, dans les montagnes de l'Altaï. Au fond, on serait presque mieux en Sologne.

1- Voir www.golftrotter.com.
2- Né en 1885 et mort en 1978.
3- On parle de Luet et Blancheron à Vannes-sur-Cosson.
4- Voir www.interscene.fr/?parcours=references.

5- *L'Express*, 22 août 2005.
6- *Le Canard enchaîné*, 16 octobre 1996.
7- Entretien avec l'auteur, 13 décembre 2009.
8- Entretien avec l'auteur, 3 décembre 2009.
9- *Le Point*, 26 juillet 2007.
10- *La République du Centre*, 11 avril 2009.
11- Entretien avec l'auteur, 3 décembre 2009.
12- Entretien avec l'auteur, 4 novembre 2009.
13- Entretien avec l'auteur, 15 septembre 2009.
14- Entretien avec l'auteur, 25 novembre 2008.
15- *L'Express*, 1er novembre 2001.
16- *Éditions des Journaux officiels*, 2002.
17- En 2009.
18- *Propriétés de France*, novembre-décembre 2008.
19- Http ://www.foret-patrimoine.com/achat-de-forets.html.
20- Sorte de perdrix rouge.
21- Entretien avec l'auteur, 20 décembre 2009.

Chapitre 2

Les bateaux du gotha

« La mer est un miroir ; tu contemples ton âme [...] »
Charles Baudelaire.

En ce dernier jour de régate, la grande pendule dorée installée devant le yacht-club aux allures d'avion furtif marque 16 h 30. Le thermomètre affiche 26°. La mi-septembre est toujours délicieuse ici. Au fond de la baie de Porto Cervo, en Sardaigne, dans la lumière tombante, on affale les voiles les unes après les autres. À toute vitesse, les navires rejoignent leur emplacement le long des pontons réservés à cet effet. Son *Magic Carpet II* – un voilier exceptionnel de 29 mètres – à peine apponté, Lindsay Owen-Jones descend d'un pas décidé. Tout en parlant à haute voix dans son téléphone, le président non exécutif de L'Oréal fait les cent pas sur le quai encombré de cordages et de sacs de voile. Vêtu très simplement, en short blanc et polo bleu, la soixantaine bronzée et dans le vent, il est reconnaissable à sa silhouette longiligne d'échassier et à son élégance naturelle. Accompagné de son épouse, l'air déterminé mais souriant, l'ancien tueur de la cosmétique, en son temps l'un des vingt-cinq P.-D.G. les mieux payés d'Europe avec 30 millions de dollars de salaire annuel, a mis toutes les chances de son côté pour remporter cette régate. Son tacticien n'est autre que Tony Rey, vétéran des Coupes de l'America 1995, 1997 et 2007. Devant lui, c'est

l'équipage de *J-One*, son ancien navire, aujourd'hui propriété du jeune et fringant Jean-Charles Decaux, 38 ans, l'un des fils de Jean-Claude, fondateur du groupe éponyme de mobilier urbain et sixième fortune professionnelle de France avec près de 3,2 milliards d'euros[1], qui descend à terre. *J-One* est un Wally 92, repeint et rebaptisé, dont le premier nom fut *Magic Carpet I* ! Mais son nouveau propriétaire est beaucoup plus discret quoiqu'il prenne aussi un plaisir évident à inscrire son nom sur les plaques prévues pour les gagnants des régates sur les portes du yacht-club local, comme à la Maxi-Yatch Rolex Cup en 2007. Magnat de l'affichage et codirigeant de la multinationale familiale, Jean-Charles Decaux ne participe guère à la vie de la course. Il arrive en voiture au bout du ponton au moment de larguer les amarres, l'air stressé, tendu, sans un geste ni un sourire. Lunettes noires vissées sur le nez, tenue sport chic, gants de marin à la main, l'élégant à la frange blonde, sorte de curieux mélange physique entre Villepin et Sarkozy, il passe ses journées à la barre et ses soirées loin des curieux, refusant les séances photo et les entretiens prévus par les organisateurs. Dans un style opposé, les équipiers de *Beau Geste*, un 80 pieds de course qui bat pavillon chinois, se remettent de leurs émotions avec force bières et bouteilles de *spumante* offertes par le patron, un magnat hongkongais de la distribution. Plus loin, le *Luna Rossa* Team au grand complet, reconnaissable à sa tenue « logotée » Prada des pieds à la tête. Juste à côté, Niklas Zennstrom, le patron fondateur de Skype, société de téléphonie via Internet, félicite les équipiers de son *Ran*, un sacré gagneur de compétition qui a remporté la Rolex Fastnet en août dernier, l'une des courses au large les plus difficiles. Zennstrom, la quarantaine apaisée, est un géant à l'air tranquille. Discret, modeste, il pratique une voile peu ostentatoire avec son épouse et ses amis. Contrairement à d'autres participants, il est très aimable avec le staff et n'hésite pas à partager un sandwich avec ses équipiers. Il y a aussi ce navire *Bella Mente* – « beau mensonge » en français. L'histoire veut que son propriétaire, le financier américain Hap Fauth, ait promis à sa femme qu'il achèterait un bateau de croisière, alors qu'il avait mis en chantier un maxi[2] de course, bien moins confortable mais plus sportif. La belle ne l'aurait découvert qu'en montant à bord pour son baptême et afin de

se rattraper, le mari l'aurait nommé ainsi.

À Porto Cervo, Rolex au poignet

Ça se passe comme ça à Porto Cervo, station balnéaire la plus cossue de Sardaigne. L'Aga Khan, dont le prestige et la fortune séduisent la jet-set internationale, a fait de la désertique Costa Smeralda, dans les années 60, « la baie des milliardaires » qu'on connaît aujourd'hui. Chaque année depuis 1980 s'y tient justement la Maxi-Yacht Rolex Cup, une épreuve réservée aux voiliers les plus grands et les plus rapides, qui fête cette année ses trente ans. Les *tycoons* de la planète s'y affrontent, armés de véritables arsenaux flottants. Sur l'eau translucide, le gagnant n'est jamais le plus riche, mais bien le plus malin. Pour participer, c'est très simple. D'abord il faut posséder un maxi-yacht (plus de 18 mètres). Seul hic, ça coûte cher (10 à 20 millions d'euros) et ça prend du temps à faire construire. Pour ceux qui sont pressés, une seconde main sur le marché de l'occasion se trouve pour environ 1,5 million d'euros. Ensuite, il faut s'inscrire, payer les frais et recruter un équipage de préférence parmi les anciens équipiers de la Coupe de l'America ou les anciens médaillés olympiques en voile. Et être prêt à dépenser environ 3 millions d'euros chaque année pour les régates d'entraînement. Mais cela vaut le déplacement. La « Maxi », comme l'appellent les initiés, rassemble quarante-trois des plus incroyables yachts contemporains à voile du monde, entre 25 et 88 mètres. À la barre, les entrepreneurs les plus célèbres de la planète et les meilleurs marins du monde. C'est la plus belle concentration de Wally au monde. Les Wally, ce sont les Rolls des voiliers, créés par l'Italien Luca Bassani, basé à Monaco. Également présent à Porto Cervo, sur son dernier-né, le Wally 130, le petit homme rond à la barbe poivre et sel a tout simplement révolutionné la plaisance. Sa philosophie : « Faire mieux et différent de ce qui existe déjà[3]. » Résultat, une simplicité qui cache un luxe inouï, un maximum d'aménagements dans une épure et un *design* minimalistes. Et pas d'ornements. Ces quinze dernières années, Bassani a dessiné et fabriqué

trente-cinq voiliers, pas un de plus. C'est un artisan du luxe. Pour une petite unité de moins de 10 mètres, Wally Yachts propose des voiliers d'exception à partir de 5 millions d'euros. Kimi Räikkönen, le champion du monde 2007 de Formule 1, qui s'est offert en août 2008 un bateau Sunseeker Predator 108 de 33 mètres, compte parmi ses clients. Il aurait coûté 10 millions d'euros avec ses quatres cabines, salles de bains et jacuzzi sur le pont. De quoi remplacer le précédent, de 22 mètres, payé 3,5 millions d'euros, qui avait malencontreusement échoué sur des rochers. Un jouet remplace l'autre.

En régate, pour les Wally, la règle de course est très claire : c'est le propriétaire du bateau lui-même, inscrit sur la feuille de course, qui doit être à la barre. À lui d'écouter les indications de son tacticien qui doit le conseiller, l'encourager et le convaincre. Comme à la Bourse, les gains ou les pertes sont immédiats et visibles. C'est entre Porto Cervo, cœur névralgique du yachting chic, et l'archipel de la Maddalena que croisent chaque année les plus impressionnants géants des mers. On connaissait la légende de la sardine qui avait failli boucher l'entrée du port de Marseille, légèrement exagérée, mais lorsque l'on entend que ces maxi-yachts sont suffisamment larges pour barrer l'entrée de la minuscule marina de Porto Cervo, c'est vrai ! La Côte d'Émeraude, elle, porte bien son nom avec sa mer de carte postale. Un mélange d'opulence et de beauté minérale. Surtout par une belle journée ensoleillée sans un nuage à l'horizon avec, en toile de fond, les blocs de falaise de la Sardaigne sauvage troués de quelques plages sablonneuses vierges.

Une affaire de famille

Briller sur les mers après avoir réussi sur terre. C'est l'ambition presque divine de tous ces chefs d'entreprise qui aimeraient aussi être considérés comme des capitaines au long cours. « Si certaines entreprises sont allées en bourse, c'est parce que leurs fondateurs aimaient les voiliers et qu'un jour ils ont voulu en acheter » assure Gérard Mulliez, fondateur du groupe Auchan, à la tête d'une fortune familiale estimée à plus de 15 milliards d'euros[4]. D'ailleurs, ce n'est

pas un hasard ni une coïncidence si, parmi les habitués des premières places des classements des grandes fortunes françaises, ils sont nombreux à posséder de sublimes navires : Nicolas Seydoux (Gaumont), Antoine Guichard (ex-Casino), Christophe Bonduelle (Bonduelle), entre autres. Longtemps, l'éditeur Gallimard fut le propriétaire du ketch[5] *Fifty*, sorti du chantier Jezequel à Carantec, sur le littoral finistérien. Mais les plus gros yachts, comme celui de Jean-Charles Decaux, sont immatriculés dans des territoires finalement plus avantageux – en l'occurrence le Royaume-Uni – et battent pavillon étranger dont ils défendent les couleurs dans les régates. « C'est évidemment pour payer moins d'impôts, confie l'organisateur d'une prestigieuse course de yachts. Tous les plus beaux bateaux ont quitté l'Hexagone[6]. » D'ailleurs, la plupart des ultra-riches amoureux de la belle bleue préfèrent garder l'anonymat.

À l'instar de la famille Bich. Car plus que la chasse qu'il pratiquait assidûment, la voile était la vraie passion du baron Bich, l'inventeur du célèbre stylo. Son premier voilier, le *Lak*, acquis en 1958, était un vieux bateau de course tout en bois, construit en 1939. Mais très vite, en 1964, Marcel Bich se passionne pour la Coupe de l'America. Il achète et arme à ses frais personnels *Sovereign*, un premier douze mètres JI[7], puis toute une collection. En 1970, c'est à son tour de tenter le coup pour une série de quatre « Défis » qui échoueront tous, à l'image du dernier, France-3, en 1980. « La règle de la nature est la compétition partout : c'est la condition de la survie[8] », répétait-il. Jusqu'au bout, il tente en vain mais avec audace et un réel esprit de sportivité de conquérir la mythique aiguière. Cette danseuse lui a coûté des fortunes sans jamais rien lui rapporter, hormis de la publicité. Contrairement à bon nombre de nos contemporains, il n'a jamais utilisé son bateau pour des opérations de relations publiques. Pourtant, ses engagements successifs en tant que challenger lui vaudront sa popularité, bien plus que ses succès industriels. L'un de ses Défis atteindra la troisième place, meilleur niveau jamais atteint par des Français dans cette compétition ! Une épreuve exceptionnelle qui attire des personnalités uniques comme le baron Bich pour la bonne raison qu'il peut porter une vareuse d'équipier sur le bateau qu'il finance, participer à la manœuvre et mouliner sur les

winchs. Aucun autre sport ne permet au partenaire de mettre la main à la pâte. D'où l'intérêt de la voile.

Aujourd'hui, les descendants de Marcel, François et Bruno, toujours actionnaires et dirigeants du groupe Bic, disposent d'une flotte complète de bateaux à voile et à moteur que l'on peut apercevoir amarrés en face de leur propriété à Brégançon, à proximité du fort du même nom, résidence d'été du président de la République. Près d'une dizaine de navires dont d'anciens voiliers de compétition qui régatent ensemble et naviguent parfois jusqu'en Corse du Nord, autre base estivale de la famille qu'on ne voit jamais dans les journaux. Parmi ceux-ci, la plus récente acquisition de François Bich, le *Sojana*. Superbe voilier de 35 mètres, ce ketch construit par Farr Yacht design, célèbre cabinet d'architectes navals américain, a été mis à l'eau en 2003 et immatriculé à Cowes, en Irlande. Athlétique en régate, il est aussi manœuvrable facilement en famille et se loue également à la semaine 53 500 euros, en raison de son luxueux intérieur qui peut recevoir huit personnes dans un décor acajou et plaqué or[9]. Mais même lorsqu'il est présent aux Voiles de Saint-Tropez ou à la Giraglia, ses propriétaires se font oublier, tant la discrétion est une marque de fabrique chez les Bich. Jamais d'interviews, jamais de tribunes dans la presse, des bonnes œuvres cachées. On n'est pas baron de père en fils sans savoir tenir son rang ! On ne peut pas en dire autant de tous.

Certaines grosses fortunes sont de véritables « milliardaires dans le vent » en quête de vitesse, de records, de victoires. Ce qu'ils veulent ? Entrer dans l'histoire. Comme l'Américain Bob Miller, propriétaire du *Maricha IV*, sorti des chantiers JMV à Cherbourg. Ce bijou technologique de 45 mètres de long a remporté le Rolex Transatlantique Challenge en 2005, battant par la même occasion le record de traversée de l'Atlantique en monocoque, avec, à la barre, son propriétaire. Aux États-Unis, en Angleterre, être propriétaire d'un yacht est alors l'un des signes de la consécration, de l'accession, véloce ou laborieuse, à une certaine forme de réussite sociale. On le dit, on le montre volontiers. En France, on en est encore loin. « La mer, c'est mon jardin secret, il y a aussi une dimension intérieure. C'est un autre monde, le plaisir de naviguer[10] » confie Olivier Pécoux, banquier d'affaires parisien réputé.

Lui aussi particulièrement discret, il est numéro deux de David de Rothschild, associé gérant de la Banque Rothschild dont il est membre du comité de direction. Encore très récemment, il possédait un voilier de collection sublime. Mais la crise est passée par là. Pourtant, l'un des vrais gages de l'appartenance à la tribu des ultra-riches est de faire partie de l'aristocratie de l'anneau. Dans l'Hexagone, la voile est culturelle. Mieux, quasiment génétique. C'est aussi l'un des signes les plus spécifiques de la distinction, de l'appartenance à la bonne bourgeoisie, voire à la grande bourgeoisie. Celle qui fuit, avec un effroi feint, les quais surpeuplés de Saint-Tropez pour leur préférer la solitude hautaine, rugueuse des pontons et des côtes bretonnes. Et qui entretient avec son bateau, sorte de rêve incarné, des liens affectifs. On baptise bien son bateau !

En Bretagne, terre de voile, nombreuses sont les grandes fortunes également passionnées par la mer. Ces « fils du vent » se retrouvent dans les yacht-clubs comme celui d'Arradon. Parmi cette élite, Pierre-Yves Legris, à la tête d'une fortune familiale industrielle de plus de 400 millions d'euros[11], le milliardaire bretonnant Vincent Bolloré, Jean-Paul Agon, P.-D.G. de L'Oréal, Henri Giscard d'Estaing, celui du Club Méditerranée, ou encore l'iconoclaste distributeur Michel-Édouard Leclerc. Tous l'assurent, la voile c'est pour le plaisir. Pas besoin pour cela de rouler sur l'or, assure le célèbre ludion médiatique de la grande distribution : « Je navigue avec des voileux, des copains d'enfance. Ce sont d'abord des gens de mer, pas des gens riches[12]… » Oui, mais quand ils le sont, il faut bien avouer que cela aide, tant la voile est une passion dispendieuse. Fidèle à l'adage familial qui dit : « Qui veut bien gérer n'entretient pas de maîtresses », Michel-Édouard Leclerc se tient donc à distance de la voile professionnellement malgré ses « quelques qualités de chaloupeur [13] ». Seule entorse à la règle, la mise à l'eau du bateau du jeune skipper Corentin Douguet, aux couleurs de Leclerc, pour laquelle MEL – comme on le surnomme – a déclaré forfait à une réunion sur le pétrole au ministère de l'Économie.

En outre dans la voile, le suspense est quasi inexistant : pour y réussir honorablement, il faut être né dedans. Et si possible en Bretagne. La plupart des propriétaires interrogés ont passé leur vie sur l'eau,

depuis leur plus tendre enfance. « La mer c'est toute ma vie, confie ce grand patron, autre Breton très attaché à sa région. J'ai commencé à 14 ans et maintenant je continue avec mes enfants. » Comme lui, la plupart des amateurs de voile disent leur attachement fondamental à leur bateau. Pour eux, les navires modernes fabriqués en série sont tous rigoureusement identiques, alors que leurs voiliers peuvent tous se targuer d'une histoire extraordinaire, arborer un pedigree flamboyant, comme un cheval de course. De quoi leur conférer une certaine magie, une dose de nostalgie aussi. Cette élite voileuse se retrouve en vacances à La-Trinité-sur-Mer, à Arcachon, ou à Noirmoutiers, où Alain-Dominique Perrin par exemple, ancien président du groupe de luxe Richemont, ne manque pas une édition de la Lancel Classic, des régates aoûtiennes qui opposent les plus élégants quillards. Fils d'un directeur de chantiers navals à Nantes, ADP, – comme l'appellent ses amis –, possède également des origines corses. Ce qui explique sans doute son apparence de géant avec son épaisse tignasse et sa barbe fleurie qu'il porte comme un trophée. Un vrai barde celte jovial que le succès dans les affaires chez le joaillier Cartier, puis dans le groupe aux multiples enseignes à l'international, a enrichi en même temps qu'il lui conférait une stature imposante. Des prédispositions qui lui donnent en tout cas très jeune le goût de la voile. « Le bateau est une de mes trois passions. J'ai besoin de monter des projets, d'entreprendre, j'aime ça. Entouré de bons professionnels, j'ai fait le tour d'Irlande et de belles traversées. » En 1994, cet esthète par ailleurs collectionneur d'art contemporain (il a créé la Fondation Cartier), de photographies, vigneron et grand amateur de vins, acquiert avec des amis *Aile VI*, un voilier de 8 mètres qu'il fait restaurer minutieusement pour le faire participer aux Régates royales de Cannes ou aux Voiles de Saint-Tropez. Dix ans plus tard, Perrin demande à l'architecte Jean-Marie Finot de lui dessiner un bateau de course-croisière high-tech de 15,70 m tout en carbone, l'ADP 52. Un bateau unique, entièrement customisé par et pour ce client exigeant. Puis, en 2005, il se lance dans la restauration de *L'Étoile des mers*, un voilier paternel de 1903, qu'il confie à une association afin d'embarquer des enfants de familles modestes de Noirmoutiers. « Mon père m'a toujours dit : "Si un jour tu réussis, il faudra en rendre un peu." Quand

on a de la chance, il faut renvoyer un peu la balle aux autres[14]. » Sa dernière bonne action ? La transformation du camping de Noirmoutiers en campement écolo modèle, moyennant quelques millions d'investissements. « Juste parce que j'en avais marre de voir des mobile homes partout sur la côte, alors que Noirmoutiers, c'est magnifique[15]. »

Également figure éminente du monde du luxe, l'ancien patron de Louis Vuitton, Henri Racamier, figure bien entendu parmi les amateurs de voile. Il a même été copropriétaire avec Thierry Tuffier, président d'une société de bourse, du *Whither*, payé 24 millions de francs (5,5 millions d'euros), un splendide voilier de 30 mètres entièrement décoré par Givenchy (marque rachetée par LVMH en 1998 sous l'impulsion de Racamier). Dans l'*establishment*, posséder une telle danseuse est toujours bien vu. Ainsi, Claude Perdriel, industriel à succès, propriétaire du *Nouvel Observateur* et de *Challenges*, est également un marin expérimenté et un régatier redouté. Sa fortune, il l'a faite dans l'immobilier, le charbon, les ascenseurs puis le traitement d'eau. Dans les années 50, il dirige la Société française d'assainissement et s'enrichit grâce à des brevets toujours exploités aujourd'hui, comme le sanibroyeur SFA. C'est en 1963 qu'est construit le *Sovereign*, un 12 mètres JI. Claude Perdriel l'acquiert en 1977 pour 400 000 francs. *Sovereign* est un voilier d'exception tout en bois, basé à Antibes, avec lequel il court des régates classiques en compagnie de quelques passionnés. Comme en 1999, lorsque le bateau remporte le championnat du monde des voiliers classiques de sa catégorie. Perdriel n'hésite d'ailleurs pas à embarquer de proches collaborateurs ou même des clients. « Mais comme il est de gauche, souligne l'un de ses amis, il se fait discret. Et il cache aussi son 45 mètres, le plus gros voilier français, baptisé le *Wahamiti* qui bat pavillon exotique et sillonne les mers du globe[16]. » En 2001, *Sovereign* s'est imposé lors du jubilé de la Coupe de l'America à Cowes, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la compétition. Il vaudrait aujourd'hui dix à quinze fois son prix d'achat. Un bon investissement donc. Ce qui n'est pas le cas pour tous, loin de là.

Le baron boit du petit-lait

Navrant. Improbable. Et ce ne sont pas le vent glacial, la bruine fine et nerveuse qui fouette les remparts du port de Saint-Malo en ce printemps de 1998, pendant la sixième édition de la Route du Rhum, qui sont en mesure de modifier la déprimante impression du baron Benjamin de Rothschild, le fils de la baronne Nadine. *Laiterie de Saint-Malo* ! A-t-on idée, aussi, de baptiser d'un tel nom un trimaran de 60 pieds, censé littéralement « voler sur l'eau », fendre la mer à la fois lorsqu'elle a le bon goût d'être « un havre de paix » mais aussi lorsqu'elle décide, avec une facilité déconcertante, d'être « hostilité démente », « brouhaha infernal », comme Benjamin l'écrira plus tard. *Laiterie de Saint-Malo* ? Un nom qui fleure bon le mufle humide des vaches bretonnes, la vapeur s'échappant des étables par temps d'hiver, le cliquetis des seaux en zinc emplis de lait et de crème… Même si, auparavant, le trimaran répondait à l'appellation, beaucoup moins bucolique, mais infiniment plus *corporate*, d'*Elf-Aquitaine III*.

Mais peu importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse… Et peu importe le nom, poétique ou tristement institutionnel, pour peu que le bateau vaille le montant du chèque délivré ! D'ailleurs, le baron Benjamin de Rothschild est venu à Saint-Malo pour cela. Flairer, fouiner, repérer. N'hésitant pas à se mêler à la foule éclectique – marins, techniciens, sponsors, journalistes, badauds amoureux de la pureté des lignes des multicoques… – pour se frayer un chemin jusqu'au port. Alors que s'aiguisent dans la voile la recherche de la performance, la haute technologie, l'utilisation de matériaux de plus en plus souvent empruntés à l'aéronautique, cet héritier-là songe à l'avenir. Et, le futur du monocoque lui paraissant pour le moins limité, cet avenir tient d'abord dans la résolution d'un premier arbitrage technique : catamaran ou trimaran ? Et surtout, combien investir ? Quel ticket d'entrée abattre ? Car on a beau s'appeler Rothschild et avoir décidé depuis plus d'un siècle d'ériger le *yachting* en étendard, on n'en demeure pas moins un financier avisé… Quelques mois plus tard, sans surprise, le baron Benjamin de Rothschild sera celui qui emploiera l'expression fameuse, « Formule 1 écologique des mers », et créera en

2001 le Gitana Team, à l'image d'une véritable équipe de sport automobile… Une écurie de course au large basée dans le chic village de La-Trinité-sur-Mer, où il se rend dans son hélicoptère à ses couleurs. Certes, cela lui coûte de l'argent, mais c'est surtout son groupe qui finance. « Une manière de faire des relations publiques », avoue-t-il.

Loin, très loin du credo de son père, le baron Edmond, qui se moquait ouvertement des « bateaux sponsorisés où les skippers sont leurs propres patrons au lieu d'être l'employé du propriétaire ». Autres temps, autres mœurs, autres bateaux… Et autres « danseuses », hissées, au moins en matière de voile, au statut de sportives de très haut niveau.

Cinq flèches d'or sur fond bleu marine

Mais pour l'heure, le baron Benjamin a décidé de prendre son temps, de tâter le terrain, faire ses classes, lister toutes les options possibles… jusqu'à répondre à la petite annonce proposant à la vente ce trimaran de 60 pieds répondant au nom improbable de *Laiterie de Saint-Malo*… Mieux, il décide de l'acquérir… à condition que le trimaran survive au « torture-test » que constitue la Course du Rhum ! *Laiterie de Saint-Malo* résiste, arrive huitième et, après un démontage en règle, moult réparations et ajouts technologiques, attaque sa première course transatlantique sous le vocable, plus flamboyant, de *Gitana IX*, flanqué du fameux pavillon des Rothschild aux cinq flèches d'or rayonnant sur fond bleu marine.

Plus tard, surgiront *Gitana X*, *Gitana 11* – acheté et transformé en 2004 pour « briller au plus haut niveau », remporter de nouvelles victoires et de nouvelles coupes –, *Gitana 12*… Les meilleurs ? Il les recrute dans son équipe, moyennant 2 à 3 millions d'euros de budget par saison. En 2006, Benjamin alignera deux trimarans de 60 pieds pour la Multi Cup, du jamais vu. Ultime consécration, son skipper, Lionel Lemanchois, remportera la Route du Rhum 2006, pulvérisant le record de Laurent Bourgnon, vieux de huit ans. En 2007, il mettra à l'eau *Gitana 13*, un G-Class démesuré de 33 mètres. Et également *Gitana Eighty*, un monocoque 60 pieds Imoca, armé pour le Vendée-Globe

2008 et skippé par Loïc Peyron, le marin nantais au palmarès impressionnant (deux victoires sur la Jacques-Vabre, deux sur la Transat anglaise en solitaire et deux tours du monde). C'est lui qui est jusqu'en 2009 à la tête de Gitana Team, une équipe de vingt-cinq personnes gérée comme une petite entreprise. Tous portent haut les couleurs de la Compagnie financière Edmond de Rothschild, dont Benjamin, septième génération, est le président… et dont la voile est l'une des composantes majeures de la stratégie d'image, au double titre du mécénat et du *sponsoring*. « À l'image de notre famille, notre gestion privée ne cède pas aux modes. Elle inscrit votre patrimoine dans la durée avec expérience et sagesse », proclame une publicité illustrée d'une photo de *Gitana 11*. « Depuis toujours ces bateaux me fascinent, explique Benjamin à propos de sa passion pour les multicoques. Ils sont d'une grande élégance et procurent des sensations de glisse incomparables. Mais au-delà de cette passion, notre engagement est basé sur un souhait de transmission et d'innovation. […] La voile est une passion familiale, une histoire de cœur et de conviction[17]. »

La famille la plus rapide du monde

Une rupture culturelle pour Benjamin de Rothschild ? Il serait tentant de répondre par l'affirmative… sauf que rien ne serait plus faux. Car bon sang ne saurait mentir… En 1876, la grand-tante du baron Benjamin de Rothschild, la baronne Adolphe, chignon désuet, regard aigu, poigne de fer… est la propriétaire d'un bateau à vapeur appelé *Gitana*, qui bat des records de vitesse sur le lac Léman. Alors qu'elle pourrait se contenter de collectionner les carnets de bal, les livres d'or et les vieux menus, elle navigue pour le plaisir, barrant elle-même ses deux navires successifs sur les eaux plates et limpides du lac Léman, battant le record mondial de vitesse sur l'eau en franchissant la barre des 20,5 nœuds (soit 38 km/h). La baronne n'hésitait pas à renvoyer au chantier un bateau ne correspondant pas à ses exigences. La téméraire baronne Adolphe de Rothschild, surnommée en 1876 la « Yatching Lady la plus rapide du monde » avec son *Gitana*, premier du nom, a

donc pour descendant Benjamin.

Cent trente ans plus tard, le baron Benjamin, son arrière-petit-neveu, héritier de la branche franco-suisse de la famille, perpétue la tradition à la barre de *Gitana VI*, un sloop en aluminium conçu pour la course au large. Lancé en 1975 et dessiné par Olin Stephens, le plus grand architecte naval du xxe siècle, c'est le bateau préféré du baron, comme il l'est d'ailleurs de toute sa famille. Coque laquée bleu marine, ligne de flottaison jaune, les cinq flèches or insolemment fichées sur l'étrave, il n'a pas changé depuis trente ans. « Mon père m'a emmené sur un bateau avant même de m'apprendre à marcher[18] », écrit Benjamin. Construit pour son père Edmond, *Gitana VI* a couru en Angleterre, aux Antilles et en Méditerranée. C'est aujourd'hui un bateau de croisière estimé à près de un million d'euros. C'est dans les années 60 que la famille entre dans la compétition. *Exit* les bateaux à moteur, place aux monocoques de course, *Gitana IV*, construit sur les conseils du milliardaire italien propriétaire de Fiat, Gianni Agnelli, puis *Gitana V* et *Gitana VI*. « Ils permettent à la famille de devenir une des dynasties qui comptent dans le domaine des compétitions nautiques[19]. » Déjà, au début des années 80, le nom Rothschild est un blason, une marque connue et reconnue dans le monde de la voile. Fou de bateaux, Edmond de Rothschild en aura eu de toutes tailles et de toutes sortes.

Si la légende familiale qui fait des Rothschild des hérauts valeureux et précoces du *yachting* est exacte, elle n'en constitue pas moins un paravent d'une efficacité redoutable lorsqu'il s'agit d'éloigner curieux… et journalistes. Aujourd'hui, le budget annuel alloué par le baron Benjamin à son écurie, comme les salaires de ses employés, sont classés « secret-défense ». Mais selon des spécialistes, le budget de l'écurie flirterait volontiers avec les 10 millions d'euros annuels. Pour autant, les bateaux ne sont pas des jouets dont Benjamin se lasserait aussitôt acquis. Ainsi, il devait être de la partie quand *Gitana 13*, skippé par Lionel Lemonchois et ses hommes, a tenté de battre le record de la Route de la Découverte, établi par Steve Fossett en 2003, en neuf jours, 13 h 30 min 18 secondes. Las ! En raison d'une avarie, le navire a dû abandonner. La voile a beau être un outil majeur de publicité indirecte pour le groupe Rothschild, qui y convie également ses clients – les plus prestigieux

avec un verre de château-lafite, les autres avec du château-clarke –, c'est un rapport fiévreux, sensuel, viscéral, presque amoureux que le baron entretient avec ses bateaux. Étonnant ? Extravagant ? Pas tant que cela. Depuis toujours, les voiliers constituent un mets de choix pour les millionnaires, un passe-temps offrant le double avantage d'associer sportivité et élégance.

Magic Jones

De plus, à l'échelle de ces grandes fortunes, les investissements demeurent relativement modestes. Y compris quand on s'appelle Lindsay Owen-Jones, aujourd'hui président non exécutif de L'Oréal, et qu'on pratique la voile à haut niveau. « Je suis quelqu'un de très exigeant, dur et ultra-compétitif [20] », reconnaît-il d'ailleurs. Et modeste avec ça : « Le modèle qui m'a inspiré, c'est sans doute cette photo de JFK à la barre de son bateau en plein orage. » Excusez du peu. En tout cas, pas une régate ou une compétition de haut vol sans que ne figure au départ le splendide voilier d'Owen-Jones, un Wally, sorti en 2003 des chantiers italiens de la marque. Mais « OJ », comme on l'appelle, Gallois d'origine de 63 ans, jadis passionné d'enduro et de course automobile, n'a pas fait dans la demi-mesure. Son *Magic Carpet II* est un voilier de 30 mètres ultramoderne tout en carbone et Kevlar. Les enrouleurs sont automatiques, et, sur le pont, tous les équipements de course sont rangés lorsque le bateau est en configuration croisière. Le *must*, pour plus de 8 millions d'euros. Autant dire une paille pour celui qui touchait 25 millions d'euros de salaire annuel et dispose d'une fortune estimée à plus de 300 millions d'euros. Et ce alors qu'Owen-Jones est arrivé dans la voile un peu à reculons et à contrecœur, jugeant que faire de la voile faisait « un peu grand-père ». Mais il s'est vite pris au jeu. « J'ai toujours voulu réussir autre chose et pas seulement travailler[21]. » Lorsqu'il était P.-D.G. de L'Oréal, OJ assurait ainsi passer trois semaines par an sans son portable, « joignable en aucun cas » sur son bateau. Une façon de couper les ponts avec sa vie professionnelle, de se ressourcer, mais pas seulement. « C'est vrai que

j’aime la recherche de la performance, mais je préfère barrer plutôt que skipper et j’accepte l’avis de gens plus compétents que moi. » Parmi les membres récurrents de son équipage, Bruno Troublé – organisateur des Louis-Vuitton Series, il fut le barreur du Défi français du baron Bich –, comme tacticien et Tom Whidden, le P.-D.G. de North Sails qui a couru huit Coupes de l’America. « Je l’ai aidé à monter son équipe et à acheter son bateau, note Troublé. Je me souviens que son conseil d’administration était plutôt content[22]. » OJ aime la compétition, mais en équipe. D’ailleurs, il suffit de le voir, à quai, avant chaque régate, ou à l’arrivée, entouré de son équipage comme le Christ de ses apôtres. Applaudissements, s’il vous plaît, et *team-building*. Ça briefe, ça se débriefe… En juin 2008, il est arrivé en tête de sa classe lors des régates de la cinquante-sixième Giraglia Rolex Cup. Une nouvelle fois, il a pu écrire son nom dans l’histoire, mais celle du *yachting* cette fois.

Une niche fiscale

Il n’y a pas dans la voile que de nobles épopées. L’aspect fiscal et patrimonial n’est pas à négliger dans la passion des millionnaires pour le bateau. De fait, existent des dispositions fort intéressantes pour leurs propriétaires. Suffisantes en tout cas pour faire investir plusieurs millions d’euros par ces contribuables à la recherche d’optimisation de leur imposition : placements défiscalisés dans les Dom-Tom, achats de voiliers dans des paradis fiscaux, ces hommes d’affaires entourés d’avocats et de fiscalistes savent mieux que quiconque faire rimer plaisir avec investir. Ils jouent donc des niches fiscales et des nombreuses possibilités que la loi leur offre. C’est la loi Pons du 11 juillet 1986 (maintenue par le socialiste Michel Charasse) qui a permis à des contribuables fortunés de s’offrir un bateau avec de l’argent qu’ils auraient dû auparavant verser au fisc.

Certains ont demandé le classement de leur navire en monument historique, d’autres en navires d’intérêt patrimonial, ce qui est moins contraignant, afin de bénéficier de mesures d’indulgence et d’exonération de l’administration. Demeure un fait : ces dernières

années, tous ont fait de bonnes affaires. Le prix des bateaux s'étant envolé, ils peuvent revendre avec de jolies plus-values. Contrairement aux bateaux modernes qui se déprécient dès qu'ils quittent le chantier comme une automobile fraîchement sortie de chez un concessionnaire, les bateaux classiques de collection ne perdent pas de leur valeur, bien au contraire. C'est un capital flottant qu'il faut ménager avec soin, comme un hôtel particulier qu'on restaure. Il n'est d'ailleurs pas tout à fait anodin que les passionnés parlent de leurs bateaux comme des grands crus. Car les navires, bien entretenus, loin de s'abîmer, se bonifient. Il n'est d'ailleurs pas rare que leurs propriétaires, de véritables esthètes, possèdent également un vignoble, comme le baron Edmond de Rothschild, qui faisait toujours livrer quelques bouteilles de château-clarke avant d'engager l'un de ses *Gitana* dans une course ou d'embarquer sur son 18 mètres.

Mais ce n'est pas tout ! Avec des salariés, des frais importants de fonctionnement et parfois des recettes (semaines de location, charters, réceptions pour des entreprises…), de nombreux bateaux ont été constitués en sociétés séparées, comme c'est le cas traditionnellement pour les biens immobiliers souvent hébergés dans des sociétés civiles immobilières. Un statut juridique et fiscal plus favorable, qui permet en cas de déficit de reporter les pertes sur ses gains ou revenus dans d'autres activités ou d'autres sociétés. Le tout remontant, pour les propriétaires les plus aisés, dans des holdings parfois basées à l'étranger et dont il est difficile de démêler l'écheveau souvent complexe.

La voile serait-elle devenue un investissement financier imparable, une sorte de placement improbable de père de famille ? Non, trois fois non. Depuis *L'Île au Trésor* et *Barbe Noire*, certaines constantes demeurent, hélas, d'actualité : météo incertaine, vieux gréements fragiles, le voilier s'avère rarement un placement rentable. Témoin, Bernard Tapie, flambeur invétéré, victime consentante de l'un de ses jouets préférés, qu'il a à peine eu le temps de caresser : le *Phocéa*, encore classé aujourd'hui soixante-septième plus grand yacht du monde[23], est le plus grand ayant jamais appartenu à un Français. Un bateau exceptionnel de 75 mètres qui a nécessité 68 millions de francs (plus de 10 millions d'euros[24]) de travaux et sur lequel Tapie s'est

marié en Grèce au printemps 1987, donnant lieu à une fête mémorable. Ancien bateau de course transatlantique en solitaire ayant appartenu au navigateur Alain Colas, le *Phocéa* a été transformé en bateau de croisière de luxe par l'ancien homme d'affaires : marbre, boîte de nuit, salon de coiffure, décoration luxueuse, tableaux de Buffet, Magritte ou Dufy, commode Boulle, verres en cristal Saint-Louis dorés à l'or fin modèle *Thistle*, le préféré des princes arabes car le plus cher, dans lesquels il buvait son jus d'orange. Rien n'est trop beau pour Tapie qui est alors au sommet de sa réussite et n'emploie pas moins de dix hommes d'équipage. Seul hic, le voilier est enregistré comme navire de commerce mais semble n'avoir quasi exclusivement servi qu'à son propriétaire. C'est le groupe de Tapie (FIBT) qui paie donc les 12 millions de francs annuels de dépenses afférentes. Résultat, en 1990, 1991 et 1992, ces charges amènent Bernard Tapie à ne pas payer d'impôts. Il assure que le *Phocéa* n'est qu'une version nautique de la « salle à manger d'entreprise », une sorte de moyen de promotion, un outil à la disposition de son groupe pour mener à bien des négociations ou transactions. Le fisc, lui, en décide autrement : « Abus de biens sociaux », décrète-t-il. Malédiction ? Récemment estimé à 25 millions d'euros, sa propriétaire actuelle, Mouna Ayoub, le loue à partir de 175 000 euros la semaine. Une paille !

Bataille navale

Le point commun entre ces nouveaux riches et la très ancienne famille Rothschild ? Intérêts économiques, susceptibilités personnelles et considérations sociales se mêlent sur les flots. C'est une véritable bataille navale que mettent en scène ces capitaines de tous bords, se livrant un combat sans morts ni blessés et où il n'y a de gagnants qu'éphémères. L'amour de la mer cède le pas à celui de la médiatisation à outrance. L'océan est pour tous les *tycoons* un espace ô combien stratégique, comme le prouve la course au gigantisme, au show et au *business* de la Coupe de l'America. Et pourtant, à l'origine, quoi de plus respectable que l'America's Cup ? Petit retour en arrière, il y a cent

soixante ans. Une bande de « jeunes banquiers new-yorkais mal léchés » selon l'expression de Bruno Troublé, vient défier les Britanniques, alors maîtres incontestés de la course à la voile. Et remportent sur un voilier baptisé *America* le 22 août 1851 la première course de Match Race « ouverte aux yachts appartenant à des clubs de toutes les nations ». La légende du plus important et du plus ancien trophée sportif jamais créé est en marche. L'America's Cup et son aiguière d'argent, *the Auld Mug*, devient l'emblème que les milliardaires s'arrachent, pour la conquête de laquelle ils font construire des yachts de plus en plus grands, de plus en plus chers aussi. Dès lors, toutes les fortunes issues de la révolution industrielle trouvent une certaine modernité à s'opposer également sur la mer. Les nouveaux capitalistes américains comme Cornelius Vanderbilt ou J. Pierpont Morgan rivalisent. Ils finissent par créer un syndicat regroupant les plus grandes fortunes du pays pour unir leurs intérêts. Au cours du siècle, tous les plus grands capitaines d'industrie se lancent dans l'aventure. Pour la gloire, bien sûr, mais aussi par sens du défi, car la course reste dure à gagner.

En 1983, après cent trente-deux ans de défaite américaine, les Australiens finissent par s'imposer. Jamais la Coupe de l'America n'aura connu un tel engouement : l'Italien Giovanni Agnelli, l'un des plus flamboyants patrons de son temps, décide de défendre les couleurs de l'Italie aux côtés de Son Altesse l'Aga Khan, en construisant trois bateaux qui font les gros titres des journaux. Mais l'argent, la recherche et la professionnalisation prennent le pas. En 1992, c'est Bill Koch, un collectionneur d'art américain ayant fait fortune dans la technologie, qui remporte la Coupe. Pourtant, l'homme d'affaires italien Raul Gardini avait fait construire pas moins de cinq *Il Moro di Venezia* pour accroître ses chances de le devancer. Petit à petit, les mécènes se font plus rares et des entreprises les remplacent.

À l'arrivée, lors de la Coupe 2003, c'est quand même un défi personnel, celui du milliardaire suisse Ernesto Bertarelli, sur *Alinghi*, qui l'emporte. Pour ce faire, il a débauché une bonne partie de l'ancienne équipe vainqueur du Team néo-zélandais avec ses propres deniers ! Chose rare dans le sport, il était à bord en tant qu'équipier sur son Class America. Les budgets s'envolent en dizaines de millions d'euros dans cette grande mêlée féroce et écumante. Quête d'absolu, de récompense,

les armateurs de ces formules 1 des mers sont en perpétuel mouvement.

Certains propriétaires de voiliers recherchent, eux, davantage de visibilité et de reconnaissance, à la fois pour eux et pour leur sponsor, le plus souvent leur propre entreprise. C'est le cas notamment de Pier Luigi Loro Piana, « le roi du cachemire », à la barre de son maxi *My Song* qui porte haut les couleurs de sa marque de vêtements et d'accessoires de luxe, tout comme son équipage, habillé Loro Piana des pieds à la tête. Armer un tel voilier est une initiative qui coûte beaucoup moins cher qu'une grande campagne de communication et peut rapporter beaucoup. Ces entrepreneurs sont prêts à investir plusieurs millions d'euros pour cela, même s'ils s'en défendent et restent discrets. « Je n'aime pas beaucoup parler d'argent[25] », répond ainsi Angelo Bonati, le patron de la marque horlogère italienne de luxe Panerai, à la question de savoir combien a coûté la remise en état du voilier classique, *Eilean*, acquis par sa société et lancé au printemps 2010 sur les circuits. Allier une passion privée et un intérêt professionnel n'a pourtant pas que des inconvénients.

Course à l'armement

Il existe d'ailleurs de vrais fondus de voile qui engloutissent dans leur bateau ou la compétition de véritables fortunes. Qu'il s'agisse d'amour des bateaux ou d'un intérêt survenu sur le tard, la réussite aidant. C'est le cas d'Ernesto Bertarelli, un milliardaire suisse, héritier avec sa sœur de Serono, l'une des toutes premières entreprises de biotechnologie au monde. C'est en Suisse que l'adolescent, venu vivre dans la Confédération avec son père, menacé par les Brigades rouges, dans les années 70, découvre la voile. Il s'initie à la régate sur le lac Léman. Depuis qu'il a vendu l'entreprise familiale il y a trois ans pour près de 10 milliards d'euros, il est à 44 ans la quatrième fortune suisse et la cinquante-deuxième mondiale[26]. Il a donc largement les moyens d'entretenir une passion devenue coûteuse. Bertarelli a défrayé la chronique en réussissant le pari incroyable de ramener en Europe la Coupe de l'America, la plus prestigieuse course de voile de l'histoire,

après un siècle et demi de domination anglo-saxonne, lorsque son bateau *Alinghi* a battu Team New Zealand. Une première victoire en 2003, pour laquelle il avait débauché au prix fort l'équipage néo-zélandais vainqueur lors de la précédente édition, suivie d'une seconde en 2007. Montant du budget du syndicat *Alinghi* ? Plus de 100 millions de dollars par Coupe de l'America. À titre personnel, devenu un véritable héros national helvète pour avoir révélé au monde que Genève était au bord de la mer, il est propriétaire d'*Allalunga*, un Swan 100 FD, une marque de voiliers finlandais haute couture. Un 30 mètres acquis pour plus de 8 millions d'euros, conçu pour se déplacer à toute vitesse, mais aménagé comme un palais. Il l'a doté d'aménagements ultra-luxueux, de bois précieux, de salles de bains incroyables et de toutes les technologies de pointe pour la course en mer.

Une véritable course à l'armement – dont se défendent toujours les propriétaires – qui ne semble connaître aucun répit ni aucune trêve. Pas même celle que voudrait imposer la crise financière. Dans cette quête effrénée du toujours plus, les yachts les plus recherchés par les *yachtmen* milliardaires sont aujourd'hui les Luca Brenta, un *designer* sécessionniste de chez Wally qui construit bien entendu à la demande des méga yachts contemporains de luxe. Ses voiliers font parfois plus de 40 mètres et autant de millions de dollars. Mais il faut bien ça pour se mesurer aux autres capitaines d'industrie. À l'automne 2008, en tout cas, c'est un autre Italien, Remo Ruffini, le styliste et P.-D.G. de la marque de luxe Moncler, les fameuses doudounes à la mode, qui a mis à l'eau son bébé, le *Blackwood of London*, un voilier ultramoderne dessiné par Gilles Boissier, un couple de *designers* très en vogue. Ce ketch à deux mâts de 37 mètres est sorti du chantier de Bodrum en Turquie. « Sur mon voilier je fais ce que je veux, je ne dépends de personne[27] », glisse cet homme peu bavard à la stature imposante, mais au style incroyablement décontracté. « Je n'ai jamais acheté et je n'achèterai jamais de bateaux tout faits. Pas parce que c'est moins cher. J'ai toujours préféré les *custom boats*, réalisés sur mesure par des artisans. Ce qui me plaît, c'est de naviguer à bord de quelque chose que j'ai conçu, dans le moindre détail. » Sur le *Blackwood*, il a donc tout choisi, des salles de bains en pierre flammée à la rare cuisine en inox. « Tout y

est un peu plus grand, un peu plus haut, un peu plus gros que sur les autres voiliers de cette dimension[28] », explique Patrick Gilles. Mais cela importe peu, puisque le prochain bateau de Ruffini, le *Blackwood II*, est déjà dans les cartons.

Le *must* du genre est sans aucun doute le *Faucon maltais*, un trois-mâts de 88 mètres construit en 2007 pour le milliardaire américain Tom Perkins, un capital-risqueur (notamment derrière le succès d'AOL), par le chantier Perini Navi en Turquie. C'est à ce jour le plus grand voilier du monde et aussi le plus technologique. Perkins vient pourtant de le céder à une richissime Grecque qui le fait courir dans des régates de maxi-yachts. Mais en attendant la livraison de son prochain yacht géant, il peut se consoler avec le *Mariette*, une goélette centenaire, sa propriété depuis quelques années, qui figure, elle, parmi les plus extraordinaires voiliers classiques.

Une élégante spéculation

En effet, on estime aujourd'hui à environ cinq cent le nombre de voiliers classiques qui naviguent dans l'Atlantique et en Méditerranée. « Dans les années 2003-2008, il ya eu un affolement du marché[29] », relève Christophe Varène, le rédacteur en chef du magazine *Yachting classique*, né en 1999. « On peut dire que la demande est plus forte que l'offre, puisqu'il n'y a presque plus pour ainsi dire de bateaux à rénover. Toutes les vasières de Bretagne et du sud de l'Angleterre ont été fouillées de fond en comble et toutes les vieilles coques sorties[30]. » Des courtiers avisés les ont restaurées avant de les revendre, profitant d'un afflux d'argent venu de fortunes rapides de l'immobilier, de la finance et d'Internet. Moralité, les prix qui ont aujourd'hui tendance à se calmer s'étaient envolés.

Comme certaines voitures de collection du début du XIXe siècle, la plupart des voiliers sont uniques et formidablement bien construits à l'ancienne. Alors que certains ont pu payer leur « coque de noix » 200 000 francs (35 000 euros environ) encore à la fin des années 1990, le cœur du marché se déroule aujourd'hui autour de 1 million d'euros

l'unité. Les plus grands, à l'histoire prestigieuse, peuvent encore atteindre 10 millions d'euros !

Dans le même temps, des manifestations comme les Régates royales de Cannes ou les Voiles de Saint-Tropez, soutenues par des grandes entreprises de luxe comme Rolex ou Panerai ont vu leur affluence décoller grâce à l'arrivée de nombreux néo-passionnés venus se mesurer sur l'eau. Ces capitaines d'industrie ou banquiers ne viennent pas seulement se ressourcer lors d'une croisière, mais affirmer leur esprit d'entreprise et de compétition. « Une traversée, explique l'entrepreneur millionnaire canadien Louis Lagassé, qui a donné son nom à une course transatlantique de voiliers classiques, c'est comme la vie d'entreprise. Il y a des obstacles, des coups d'accélérateur, des difficultés, des défis[31]. » Une maxime qu'avait faite sienne Thierry de La Villehuchet, financier qui avait fait acheter à tous ses amis des fonds Madoff et s'était suicidé en décembre 2008. Héritier d'une famille d'armateurs de Saint-Malo, financier à succès, il ne vivait que pour les régates où il n'admettait, comme dans les affaires, que le succès. Propriétaire d'un voilier de course, il fréquentait aussi bien le yacht-club de Dinard que celui de New York.

Car beaucoup sont là aussi pour parader. De même, quelques *yachtmen*, fiers et passionnés, aiment à s'étendre longuement sur leur bateau, à le faire *shooter* dans des revues de *yachting*. Ce sont les mêmes que l'on retrouve en Italie, pour la première manche de la Panerai Cup, aux Voiles d'Antibes début juin, aux Régates royales de Cannes en septembre, ou aux Voiles de Saint-Tropez, début octobre, qui viennent couronner la saison. Leurs « coques » se retrouvent généralement l'été au mouillage en Corse, en Sardaigne, à Porto Cervo ou à Portofino, le Saint-Tropez transalpin. Ils sont là pour le plaisir, le risque parfois, l'argent beaucoup plus rarement. Dans la voile, rares sont ceux qui n'en perdent pas. Un jeu, la voile ? Sans nul doute un jeu de grands enfants. Un joujou même. Le hochet est néanmoins très coûteux : il faut compter environ 500 000 euros de menues dépenses chaque année ! Pour un bon skipper, le salaire atteint rapidement 3 000 à 4 000 euros mensuels, hors cotisations sociales. « Sans compter que la plupart des propriétaires disposent d'un équipage à l'année pour faire

tourner, courir et entretenir le bateau », rappelle Bruno Troublé[32]. Frais de port, accastillage, travaux d'entretien, essence… La facture monte vite quand la moindre poulie vaut 50 euros et qu'il faut deux jeux de quatre voiles à plusieurs milliers d'euros pièce pour être opérationnel. Et lorsqu'il faut déposer une partie du bateau pour la remplacer, la facture peut s'élever à un million d'euros certaines années.

Le propriétaire d'un bateau, également patron de l'équipage, voilà qui redessine une féodalité inattendue. Bien entendu, certains marins s'insurgent contre cette analyse. Les passionnés préfèrent évoquer l'esprit d'équipe et la solidarité, la compétence de chacun et l'humilité de tous. Sur les voiliers, souvent, propriétaires et simples marins prennent leurs repas ensemble, alors que sur les bateaux à moteur, le personnel sert l'occupant des lieux qui lui, ne fait rien. À bord, c'est le skipper qui décide, indépendamment du rang ou de la fortune des passagers. Qui peuvent être des amis du patron ou de simples employés, c'est selon. Dans le bateau classique, un esprit de défi et de performance remplit les voiles. Le challenge de retrouver l'esprit du grand *yachting* français, celui qui a existé jusque dans les années 60, n'est jamais très loin non plus.

1- *Forbes*, mars 2009.
2- Un voilier de très grandes dimensions.
3- Entretien avec l'auteur, 13 septembre 2007.
4- *Challenges*, 10 juillet 2008.
5- Grand voilier à deux mâts.
6- Entretien avec l'auteur, 9 septembre 2009.
7- Jauge internationale, système permettant le jaugeage des voiliers de course.
8- *Le Baron Bich, un homme de pointe*, Laurence Bich, Perrin, 2008, 2e édition.
9- Voir www.charterworld.com.
10- Entretien avec l'auteur, 15 octobre 2008.
11- *Challenges*, 2009.
12- Voir www.michel-edouard-leclerc.com 22 septembre 2005.
13- *Idem*.
14- Entretien avec l'auteur, 15 septembre 2009.
15- *Idem*.
16- Entretien avec l'auteur, 9 novembre 2009.
17- Communiqué de presse *Gitana Team*, 17 février 2009.
18- *Gitana, cent ans de passion Rothschild*, éditions du Chêne, 2007.
19- *Idem*.
20- *The Leaders*, CNBC Europe 2008.
21- *The Leaders*, CNBC Europe 2008.
22- Entretien avec l'auteur, 9 novembre 2009.
23- *Boat International*, février 2009.
24- *L'Express*, 11 avril 1996.
25- Propos recueillis par l'auteur, octobre 2009.
26- Classement *Forbes* 2009.

27- *L'Optimum*, décembre 2008.
28- *L'Optimum*, 15 octobre 2008.
29- Entretien avec l'auteur, 14 novembre 2008.
30- Entretien avec l'auteur, 29 août 2008.
31- Entretien avec l'auteur, 29 août 2008.
32- Entretien avec l'auteur, 13 novembre 2009.

Chapitre 3

Yacht, quand tu nous tiens

« Quand on demande le prix d'un bateau,
c'est qu'on n'a pas les moyens de l'acheter. »
John Pierpont Morgan[1].

Été 2007. Bernard Arnault, créateur du numéro un mondial du luxe, LVMH, ce qui a fait de lui la septième fortune mondiale et la première française avec un patrimoine estimé à 26 milliards de dollars[2], défraye la chronique en Angleterre. À bord de son bateau à moteur tout juste sorti des cales, des paparazzis découvrent, ravis, l'ancien Premier ministre *british* Tony Blair, rosissant torse nu, et Bono, le chanteur du groupe U2 rasé de frais, s'entraînant au golf à l'arrière du navire en frappant ses balles dans la mer. Le Premier ministre britannique et son épouse, Cherie, sont venus accompagnés de leurs trois enfants. En polo orange rehaussé d'un liseré rose, vêtu d'un pantalon blanc très « marine », Bernard Arnault, un furieux air de Christophe Malavoy, les deux mains sur les hanches, a pour une fois presque l'air décontracté en devisant avec Cherie, qui arbore un large sourire. Les photos font les choux gras de la presse britannique[3] et portent à la connaissance du public un secret jusque-là très bien gardé, l'achat d'un yacht par le magnat du luxe, toujours très discret sur ses passions privées. Surtout

lorsqu'il s'agit du plus grand bateau du monde[4]. Un navire de 70 mètres de long, nimbé d'un halo de mystère : *Paris Match* croit alors pouvoir écrire qu'il provient de Taïwan. « Faux », rétorque une proche d'Arnault. En effet : *Amadeus* sort du chantier allemand Neue Jadewerft GmbH où il a été construit en 1969 ! En réalité, le dossier *Amadeus*, jugé trop sensible, a été confié au chantier taïwanais Jade, où la restauration extérieure a été organisée par Vripack et conçue par Reymond Langton design, cabinet spécialisé dans les yachts de luxe. La décoration intérieure, elle, a été conçue par François Zuretti, un Français qui a déjà signé l'aménagement de plusieurs dizaines de ces palaces flottants, tout en marqueterie de bois et marbre. À bord de l'*Amadeus*, toutes les extravagances sont permises : il y a même un ascenseur de verre aménagé au milieu de l'escalier, pour passer du pont supérieur au pont principal. Ses réservoirs nécessitent 281 000 litres de fioul. Une sacrée dépense pour faire le plein alors que le baril de pétrole a doublé au moment de sa mise à l'eau. Un tel luxe pour accueillir une douzaine d'invités et plus encore de membres d'équipage, qui aurait coûté, selon la presse taïwanaise, la coquette somme de 30 millions de dollars ! *Amadeus* – baptisé ainsi parce que le patron de LVMH, marié à une concertiste classique renommée, et propriétaire de Radio Classique, est un fondu de musique, également pianiste à ses rares moments perdus –, a été acquis en toute discrétion en 2006. Pourtant, le nom du propriétaire n'apparaît nulle part : le navire est enregistré aujourd'hui sous le numéro 45265[5] au nom d'Amadeus Yachts Limited, société immatriculée à Guernesey, une île anglo-normande accessoirement paradis fiscal bien connu des armateurs de luxe.

Des yachts, oui, mais des classiques

Longtemps, c'est Jacky Setton, l'importateur en France de Pioneer, qui fut propriétaire du plus grand yacht à moteur hexagonal, le *Belle-France*, avec ses 55 mètres de long. Il était talonné de près par l'ancien navire du président américain Henry Ford, le *Bystander*, propriété au début des années 90 d'un aristocrate, Cyril Bourlon de Rouvre, héritier

d'une bonne vieille famille française, alors à la tête de la Financière Robur. À y regarder de près, il y a bien les riches à voile et ceux à vapeur. Les deux mondes se côtoient sans se parler, sans se connaître. Ils se snobent. Ils n'ont en fait rien à voir. « Ce sont des fats, d'odieux personnages vulgaires et prétentieux[6] », assurent sans rire deux propriétaires de voiliers classiques, évoquant leurs confrères avocats qui possèdent des bateaux à moteur. Les voileux se considèrent comme l'aristocratie de la mer. Ce sont eux qui se retrouvent au Yacht-Club de France entre membres seulement, participent à des concours d'élégance, se reconnaissent entre eux et partagent un sens de l'honneur, de l'esthétique et un certain savoir-vivre. « Les marins qui préfèrent remplir un yacht de diesel plutôt que de remplir un spinnaker avec du vent ne font rien que se poser là et boire[7] », moque Nicholas Lazares, un grand banquier et financier américain, parti naviguer pour compenser le stress accumulé à Wall Street en 2007 et 2008. L'antagonisme est réel entre les férus de voile et les passionnés de bateaux à moteur, souvent surnommés vulgairement « promène couillons », fussent-ils des yachts de plusieurs dizaines de mètres. Ou même des Riva première génération, canots automobiles en acajou verni, comme celui qu'utilise François Pinault à Venise pour se rendre de l'aéroport à sa fondation du Palazzo Grassi sur le Grand Canal. Les voiliers demeurent moins ostentatoires, plus discrets en dépit des trésors d'ingéniosité et de *design* que déploient les fabricants de yachts à moteur pour rendre leurs bateaux élégants et chic. Mais ce distinguo hâtif est trop simple pour être vrai.

De notables exceptions, comme la famille Rothschild au XIXᵉ, ou dans les années 70 Juan Carlos, le roi d'Espagne qui possédait l'un des plus rapides *sport yachts* du fabricant de navires premium Palmer Johnson, le célèbre *Fortuna* – le prouvent. Les aristocrates et les familles royales européennes ont de tout temps apprécié les bateaux à moteur. Tara Getty, petit-fils du magnat du pétrole Jean-Paul Getty, considéré à sa mort en 1976 comme l'homme le plus riche du monde, est un autre exemple éloquent. À la tête d'une fortune colossale, l'héritier possède deux splendides yachts classiques à moteur construits au début du XXᵉ siècle à bord desquels il passe le plus clair de son temps, quand il n'est pas dans l'une de ses propriétés de la Côte d'Azur, de

New York ou dans sa réserve privée de 24 000 hectares en Afrique du Sud, *Pinda Getty*. Son père et son grand-père, propriétaires avant lui de navires historiques, lui ont inculqué cette véritable passion, celle de redonner vie à des coques certes rouillées, mais légendaires. Tara Getty assure que « préserver ces magnifiques et uniques vaisseaux » est sa principale motivation. Son premier bateau, le *Blue Bird*, construit en 1938, mesure 31,50 mètres. Tara l'a acheté en 2004 et l'a restauré pendant trois ans. « Je suis heureux de montrer ce que nous avons accompli avec *Blue Bird*, écrit-il dans la préface du livre qu'il a fait éditer à l'occasion de sa sortie du chantier naval. J'espère que cela encouragera d'autres personnes à restaurer des yachts classiques[8] ». Après la Seconde Guerre mondiale, *Blue Bird* fut la propriété de Jean-Louis Renault, l'un des héritiers de la marque au losange qui l'aurait « massacré » en l'aménageant à tort et à travers. Mais le plus imposant de la flotte familiale est sans aucun doute *Talitha G*, le navire amiral de Getty. Il avait acheté ce yacht, conçu en 1927 – 82,60 mètres tout de même, un record pour l'époque –, dans les années 80. Entièrement restauré en 1993, rebaptisé *Talitha*, il a bénéficié d'investissements très lourds de la part de la famille Getty. Loué à de riches particuliers, il affiche complet plus d'un an à l'avance. Chose rare, mais signe des temps, il est possible de suivre les aventures de l'équipage de *Talitha G* sur un blog[9].

Mais les propriétaires de yachts anciens à moteur sont rares si l'on regarde le nombre d'unités en circulation sur les mers du globe. À Saint-Tropez, Antigua ou Portofino, ce sont surtout les paquebots rutilants que l'on remarque. Les amateurs de mécaniques classiques partagent avec les passionnés de voile ancienne un certain nombre de valeurs, un art de vivre bien différent des récents acquéreurs de monstres marins que l'on pourrait prendre pour les méchants des romans de John Le Carré avec leurs gadgets technologiques, bien loin des *gentlemen* navigateurs. Il y a chez ces amateurs d'antiquités flottantes le goût des belles choses et du patrimoine naval. Une caractéristique qui les rapproche des détenteurs de châteaux ou de demeures historiques. *Talitha G*, par exemple, a été réquisitionné par l'US Marine pendant la Seconde Guerre mondiale et armé comme navire de guerre. Plusieurs photos du bateau prises en 1942

à Pearl Harbour témoignent de son engagement dans le conflit. Autant de caractéristiques qui lui confèrent une place particulière dans l'histoire du *yachting* à moteur. Et ont pesé au moins aussi lourd dans la décision d'achat de ses propriétaires successifs, que le fait de savoir qu'il s'est agi pendant de longues années du plus grand bateau de plaisance privé. Ce qui confère un prestige certain à son propriétaire mais n'en diminue pas son mérite de l'avoir sauvé d'une destruction annoncée.

Fortune de mer

Alors que son ami Nicolas Sarkozy – Bernard Arnault était témoin de son second mariage avec Cécilia – n'a de cesse de poursuivre les paradis fiscaux, il est amusant de noter que l'*Amadeus* bat pavillon des îles Caïmans. Un drapeau rouge avec, dans le coin supérieur, une réduction du drapeau britannique, symbole du Commonwealth, frappé en son centre de trois étoiles vertes, surmontées du lion de la couronne britannique, d'une tortue et d'un ananas, emblème du confetti anglo-saxon. Mais ne cherchez pas d'échos de ces détails dans les gazettes. Le mogul du luxe verrouille sa communication et s'arrange pour que ses faits et gestes ne soient pas étalés en « une » des magazines. Et on le comprend : enregistrer son bateau aux Caïmans permet d'échapper à la TVA. Réparations, pièces détachées, essence, équipage de plus de dix personnes dont les salaires ne sont ni soumis aux cotisations sociales ni à l'Urssaf, tout est détaxé. Soit la bagatelle de plusieurs millions d'économies par an.

Il faut dire aussi que les milliardaires entretiennent une compétition serrée sur les bateaux de luxe. C'est ainsi qu'en toute discrétion Arnault a détrôné Vincent Bolloré avec son désormais célèbre *Paloma*, 60 mètres de longueur, dont les photos ont fait le tour du monde pour avoir accueilli Nicolas Sarkozy en compagnie de sa seconde femme Cécilia, au lendemain de son élection à la présidence de la République en mai 2007. Un bateau rénové par Bolloré pour 6 millions d'euros. C'est d'ailleurs le seul hobby connu du milliardaire qui possédait auparavant un splendide voilier de 44 mètres, sorti des chantiers navals en 1948,

l'*Albacora of Tortola*, qu'il louait pour en couvrir les coûts d'entretien. Grand, blond, la mèche sportive et la carrure athlétique, Vincent Bolloré, ami de Nicolas Sarkozy, est un homme d'affaires hors pair. À la fois financier et industriel, toujours élégant, un sourire de requin, il a été surnommé « le petit prince du cash flow » dans les années 90 pour son habileté à investir dans des entreprises sous-évaluées et à les revendre plusieurs fois leur prix d'achat. Héritier d'une grande dynastie bretonne aux affaires depuis 1822, cet homme qui porte beau en costume bleu pétrole, chemises rayées et cravates unies, a évincé son père ainsi que ses frères et sœurs à la tête du conglomérat familial, présent dans le papier, le tabac ou encore les transports, qui réalise en 2007 plus de 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires, avec ses trente mille six cents employés[10]. Mais à titre personnel, si sa fortune est estimée à plus de 500 millions d'euros et ses revenus annuels à 3 millions d'euros, il lit peu, ne s'intéresse guère à l'art… hormis à la bande dessinée. Et comme il n'y a pas de petites économies, même son bateau est un placement, loué 245 000 euros la semaine[11] à ceux qui en ont les moyens. Une paille à côté des plus grosses unités disponibles à la location comme l'*Annaliesse*, 85,3 mètres de pur luxe qui se loue 650 000 euros la semaine. Mais le patron de Havas et de Direct 8 pourra toujours se consoler à bord de son *Appreamare*, un yacht à moteur plus modeste acheté chez Mercurio à Saint-Tropez, l'importateur exclusif de cette marque artisanale de bateaux « dans le plus pur style méditerranéen[12] ».

À presque 60 ans, Bernard Arnault se serait-il découvert un nouveau passe-temps, inventé des horizons bleutés ? Ses passions sont connues de ses amis et de son entourage : la lecture et la musique – surtout le piano –, lui qui n'hésite pas à convier ses plus proches collaborateurs pour un récital. Mais son goût soudain pour la plaisance soulève bien des questions. Pourquoi s'y mettre aussi tard et avec un bateau relativement modeste eu égard à sa fortune ? Ici, point de passion, mais les affaires, toujours les affaires, rien que les affaires. D'ailleurs, Arnault se lance d'autant plus dans le secteur que quelques mois plus tard, en juin 2008, l'un de ses fonds d'investissement, L Capital 2 FCPR – financé par LVMH et groupe Arnault – s'offre Princess Yachts pour un total de 253 millions d'euros[13]. Une marque

française, créée en 1997 et basée à La Napoule dans la baie de Cannes, qui se veut « synonyme d'avance technologique et de classicisme contemporain ». C'est l'un des leaders mondiaux dans la fabrication et la commercialisation de yachts haut de gamme. Trois mois plus tard, le pape du luxe récidive en prenant le contrôle de Royal van Lent, une société spécialisée dans les palaces flottants de plus de 50 mètres (et presque autant de millions d'euros). Une fois n'est pas coutume, personne n'avait vu venir le milliardaire, toujours là où on ne l'attend pas. « C'est en quelque sorte le château Yquem, la Rolls de la navigation, justifie Arnault ! Elle a cent soixante ans d'existence et il faut voir la façon dont ses artisans construisent les navires. Du sur-mesure. Ce sont de grands professionnels, comme on en trouve dans les ateliers de Vuitton. Leurs bateaux s'adressent à une clientèle haut de gamme, celle du groupe LVMH. Leurs acheteurs, ce sont les maris des clientes qui portent nos robes de haute couture. J'ajoute que ce marché est en plein développement, avec une croissance de l'ordre de 20 % par an[14]. » Ce n'est pas Zinédine Zidane, désormais homme d'affaires, qui le contredira, lui qui s'est discrètement offert en 2007 pour plus de 3 millions d'euros un Dalla Pietà 72 de 23 mètres – son premier bateau –, mouillé à Ibiza. Même la crise des subprimes et la récession ne semblent pas vraiment avoir entamé le moral des constructeurs de superyachts, à l'écart de la crise en raison de l'épaisseur de leurs carnets de commandes, encore garnis pour trois ans. Mieux encore, 2010 doit voir la mise à l'eau du plus grand yacht du monde, de près de 200 mètres de long[15] !

Les plus grands designers du monde

Ces dernières années, les bateaux de plaisance modernes ont largement pris le pas sur la nostalgie. N'en déplaise aux puristes, les rugissements des moteurs des Chris-craft, Hackers ou Gran Banks en font de somptueux bateaux modernes qui naviguent avec au moins autant d'élégance que certains voiliers. Surtout que certains *designers* comme Philippe Starck ont également investi ce champ de la création

sur mesure, longtemps laissé aux mains des architectes navals. En 1997, l'archi-star française fut l'une des premières grandes signatures à dessiner un yacht contemporain, *Virtuelle*, pour un millionnaire italien, en association avec le chantier Vallicelli Co. Design Studio. Des unités luxueuses, surpuissantes, évaluées à 2,5 millions d'euros dix ans plus tard. Dernière folie en date, le yacht de 35 mètres du collectionneur grec d'art Dakis Joannou. Baptisé *Coupable*, il a été entièrement décoré par l'artiste américain Jeff Koons, le plus coté sur le marché de l'art contemporain. Une sorte de camouflage pop, jaune, noir et bleu visible à des milles nautiques à la ronde !

De quoi affoler les nouvelles fortunes, davantage séduites par la notoriété d'un *designer* ou d'une marque de bateaux prestigieuse, impressionnantes par leur statut et leur renommée, que par l'histoire d'un navire. Celles-là exigent un bateau unique, construit sur mesure, que leur femme pourra aménager, et se moquent pas mal que l'impératrice Sissi soit montée à bord ou pas.

L'arrivée dans la plaisance d'une clientèle qui ne s'était jamais intéressée à la mer a longtemps agacé les amateurs de yachts traditionnels. Les précurseurs, après le premier choc pétrolier, furent les émirs arabes et les hommes d'affaires du Proche-Orient qui vinrent en masse investir leurs pétrodollars. Ils affichaient leur réussite et leur insolente fortune aux yeux du monde. Puis il y a eu Wall Street dans les années 80, et la bulle Internet, avant l'avènement des Russes et des Chinois. Pour être tranquilles, ils s'offrent des palaces flottants, plus sûrs et au train de vie – dans tous les sens du terme – moins aléatoire que sur un voilier. D'abord, on se paye un petit joujou d'occasion, puis, très vite, quand on y prend goût, que l'on connaît les codes du secteur, ou que l'on est vraiment très riche, il est facile de se faire construire son vaisseau amiral. « À peine 10 % des propriétaires de super-yachts sont des marins », confiait Olin Stephens, un centenaire qui a plusieurs fois remporté la Coupe de l'America[16].

Voir ? Non, être vu

Les plus belles mécaniques, elles, s’affichent à Cannes ou à Monaco, comme le *Lady Moura*, qui, avec ses 105 mètres, est aujourd’hui le dix-neuvième plus grand yacht privé du monde. Il y a encore trois ans, il figurait dans le « top dix » des plus importantes unités et à sa livraison en 1990 à Nasser al-Rashid, milliardaire et homme d’affaires saoudien, occupait la première place. Plus petit, mais également très en vue, le yacht de 40 mètres (et de 25 millions de dollars) de Roberto Cavalli, modestement siglé d’un R et d’un C entrecroisés. Le couturier italien qui fête en 2010 ses 70 ans affiche plutôt une mine décomplexée, toujours bronzé, à mi-chemin entre Dolce Gabbana et Giorgio Armani. Le noir est sa couleur, qu’il n’hésite pas à porter ton sur ton. Les cheveux poivre et sel mi-longs, chemise ouverte sur un jeans, c’est le Méditerranéen type. Pour les uns, il a du bagout, pour les autres, de la classe. C’est un bon vivant, souriant et très accessible. Bien entendu, Cavalli a participé à la conception du bateau. Il l’a voulu démesuré et unique. La couleur de la coque, d’un violet nacré en plein jour, change de couleur selon l’intensité de la lumière. Marbre, fourrure panthère, écaille de tortue, cuir et or, à l’intérieur, rien n’est trop beau : les poignées de porte sont en corne, les cendriers en nacre, argent et corail, Cavalli aime recevoir à l’arrière de son bateau, au vu et au su de tous les passants. « À Cannes, j’ai été invité à bord, témoigne une proche de Cavalli. Ce qui lui plaît, c’est de s’installer sur le pont le plus proche du quai. Tout le monde peut le voir et, loin de le déranger, on dirait que cela l’amuse, alors qu’il y a tant de place ailleurs, loin de la foule[17]. » Au grand prix de Formule 1 de Monaco, au Festival de Cannes ou à Saint-Tropez en juillet-août, Cavalli et ses voisins rivalisent de taille, de luxe et d’équipages. De soirées et de bouteilles de champagne aussi.

Autres couturiers italiens chic et choc, Domenico Dolce et Stefano Gabbana, non contents de posséder trois maisons au bord de la Méditerranée, sont également propriétaires du *Regina d’Italia*, yacht de 51 mètres qui offre 17 nœuds de croisière, trois ponts, un ascenseur et un équipage de onze personnes mobilisé toute l’année[18]. Sorti en 2006 des chantiers Codesa de Viarregio, en Toscane, le navire arbore une décoration intérieure signée des deux associés. Baroque et motifs

chargés, mélange de contemporain et de style néo-Empire, c'est un savant bric à brac des matériaux les plus précieux : inox, robinets en or, marbre, rubis, saphirs (pour distinguer le chaud du froid sur les robinets !). Aux murs ou sur les lits, peaux de serpent, de crocodile, d'anguille, panthère, lynx, léopard, jaguar, zèbre, chinchilla, vison, astrakan… Meubles du *designer* italien Piero Fornasetti ou de Ron Arad, antiquités italiennes dorées, vaisselle Hermès, côtoient aux murs Haring ou Warhol qui voisinent avec des vierges siciliennes. Une démesure qui contraste avec la sévérité gris anthracite de l'extérieur, nettement plus discret. Et qui en dit long sur l'état d'esprit des propriétaires, très demandeurs de reportages sur leurs lieux de villégiature, conscients de la publicité que cela procure à leur style et à leur griffe. Trois minutes sur *E entertainment*, six pages dans *Elle décoration*, *AD* ou *Grazia*, représentent l'équivalent de plusieurs dizaines de milliers d'euros en espace publicitaire. Les deux couturiers reçoivent tout l'été à bord les plus grandes stars, Naomi Campbell, l'une de leurs égéries, ou Madonna en famille, et le font savoir. « C'est, écrit le magazine *Grazia*, la maison d'hôtes la plus recherchée de toute la Méditerranée[19]. » Une éloge qui vaut son pesant d'or.

Signe extérieur de richesse par excellence, le yacht est également un attribut indispensable du pouvoir et de la séduction. Se rendre sur le bateau d'un partenaire potentiel pour discuter d'un contrat est monnaie courante. Savoir que son associé en est propriétaire rassure sur ses moyens et garantit d'y être invité plus qu'à son tour. Sur son yacht, on reçoit des ministres, des *tycoons*, des personnalités influentes, des producteurs, des stars. On est entre soi et on s'y sent bien. Des idylles naissent ou s'y développent, comme celle passée à la postérité de Diana et de Dodi al-Fayed sur le bateau de son père, le milliardaire égyptien. Un homme d'affaires sans un yacht, c'est comme un pilote sans volant pour une saison de Formule 1 : il lui manque son outil de travail. Quoi de plus efficace qu'une invitation à bord de l'une de ces résidences flottantes comme outil de *lobbying* ? On s'y détend dans un cadre hors du commun pour partager des souvenirs exceptionnels. Le propriétaire vous donne l'impression de vous recevoir chez lui – sans pour autant vous ouvrir les portes de sa maison. Insigne privilège très recherché,

encore davantage qu'une soirée cannoise, quelques jours de croisière bien choisis en Méditerranée créent des liens. Ainsi, quelques mois après leur séjour sur l'*Amadeus*, Bono et Bernard Arnault signaient un accord d'importance : au printemps 2009, LVMH prend une part importante – 50 % – d'Edun, la marque de mode « écologiquement » et « socialement » responsable du chanteur de U2 et de son épouse Ali Hewson, qui promeut le commerce équitable. Un créneau porteur dont LVMH était jusque-là absent. De là à y voir un lien avec leurs vacances nautiques ! À bord de votre yacht, clients, associés ou politiques deviennent vos amis pour la vie. Vos obligés parfois. Le numéro deux du Parti travailliste britannique, Peter Mandelson, l'a appris à ses dépens, lorsque Nathaniel de Rothschild l'a accusé[20] d'avoir « sollicité une donation de 50 000 livres (63 000 euros) d'Oleg Deripaska », un oligarque russe proche de Vladimir Poutine qui les avait reçus tous deux à plusieurs reprises sur le *Queen K*, son yacht de 70 mètres digne de James Bond. L'affaire a fait la une de la presse britannique.

Comparés aux voiliers, les yachts à moteur sont aux grandes fortunes ce que les châteaux sont aux villas californiennes. Un signe de distinction et de savoir-vivre. Certains entrepreneurs du secteur l'ont bien compris. Ainsi, Guy Couach, propriétaire du groupe Couach, constructeur de yachts, a longtemps été copropriétaire d'un sublime voilier ancien, le *Moonbeam IV* qui portait haut les couleurs de son groupe. « C'est la société qui détient le bateau, explique son capitaine. Nous participons à des régates classiques et nous portons haut les couleurs du groupe Couach. C'est une forme de publicité pour eux[21]. » Un spécialiste du yacht à moteur qui s'offre un voilier de tradition pour communiquer sur les valeurs de la mer et donner de la visibilité à sa marque, voilà qui n'est pas banal. Et qui prouve que malgré leur réussite, ces industriels cherchent tout de même la reconnaissance du milieu de la voile, au demeurant la véritable aristocratie du monde naval.

Le boom du yachting

Il n'y a jamais eu autant d'argent dans le secteur des yachts à

moteur. Et le tout dans une conjoncture désastreuse, sur le plan financier autant que bancaire, et en pleine récession boursière. 94 % de ses commandes dépassent désormais les 30 millions. Quand on a pour clients les plus grosses fortunes de la planète, on le voit, il n'y a pas lieu de s'inquiéter. À l'automne 2009, le Salon nautique de Cannes a confirmé la hausse de la demande pour les yachts de luxe de très grande taille. Preuve en est, les travaux du nouveau yacht-club de Monaco qui doit ouvrir ses portes en 2011 pour mieux accueillir les riches plaisanciers. Construit par l'architecte star Norman Foster, son coût s'élève à 72 millions d'euros[22]. La crise ? On se dit que c'est un mauvais moment à passer. Ce sont surtout les petits chantiers ou les arsenaux moyens qui ferment. Les véritables milliardaires eux, ont toujours les moyens. D'ailleurs, tandis que dans les années 60 un bateau de 25 mètres était considéré comme un yacht, aujourd'hui un vaisseau de 50 mètres est peu ou prou vu comme un « petit bateau ». Mais il y a mieux. La ville de Xiamen, dans le sud-ouest de la Chine, a démarré en 2008 la construction du plus grand port de yachts de tout le pays, pour 511 millions de dollars. Les yachts connaissent un essor inédit dans le pays, qui compte plus de trois cents chantiers de plaisance. Des travaux pharaoniques qui donnent une idée de l'essor attendu du marché dans les années à venir.

À Cannes aussi les prévisions sont optimistes. À la mi-septembre 2009, tous les passionnés et les armateurs s'y étaient donné rendez-vous pour le Festival international de la plaisance suivi du Monaco Boat Show, événements sponsorisés, excusez du peu, par Jaguar, l'horloger Blancpain, Vertu, Lancel ou encore Hédiard. Le tout dans une nuée d'hélicoptères. Un salon nautique à flot où l'on pouvait en septembre 2009 admirer six cent cinquante des plus beaux yachts du monde, dont deux cent dix d'une longueur supérieure à 20 mètres ! Une tendance au gigantisme qui s'accroît d'année en année. Même si la grande majorité de ces unités sont bien entendu destinées à l'étranger.

Plus vite, plus haut, plus fort

La course à l'exception, à la démesure, paraît anachronique, mais s'accentue pourtant de jour en jour. En 1984, pas un bateau privé n'atteignait les 70 mètres[23]. Il y a quinze ans encore, le yacht le plus grand faisait moins de 100 mètres. Aujourd'hui, il vogue vers les 200 mètres. Et ce n'est pas fini. Wally étudie actuellement un concept de « yacht-île » de 99 mètres de long doté d'un pont planté d'arbres de plus de 1 000 m^2. C'est une *guéguerre* qui oppose des milliardaires qui s'ennuient dans leurs prisons dorées. *« Bigger is better »* semble être leur unique leitmotiv. Et le segment du marché qui connaît la plus forte croissance est celui des unités de plus de 50 mètres. Une incroyable course aux records dont sont largement absents les Français, qui, à l'exception de Vincent Bolloré et, plus récemment Bernard Arnault, préfèrent sans doute succomber à des passions plus nobles et moins « nouveau riche ».

Chaque automne, la longueur moyenne des méga yachts présentés en avant-première augmente d'un mètre. Caricatural mais vrai. Seule devise de leurs armateurs : « plus long, plus cher, plus vite ». Car les milliardaires rivalisent avec la taille de leurs super-yachts qui ont de plus en plus des airs de navettes spatiales. Certains yachts ravaleraient même les navires militaires au rang de coquilles de noix. Comme le spectaculaire *A*, construit pour le milliardaire russe Andreï Melnichenko, 36 ans (*A* comme Alexandra, sa femme). C'est le *designer* Philippe Starck qui a conçu ce navire de 120 mètres de long à la silhouette de navire de *La Guerre des étoiles* croisé avec un sous-marin. Bourré de technologie, il est incroyablement avancé sur le plan électronique et sécurité, ce qui le rapproche de certaines unités militaires. Mais pas en ce qui concerne les aménagements intérieurs : trois piscines dont l'une possède un fond transparent pour que les occupants de la boîte de nuit puissent voir les nageurs, six suites avec jacuzzi, une salle de gym et un héliport. Le bar est en cristal de baccarat. À 245 millions de dollars, c'est le septième plus gros yacht du monde. Il fait toujours sensation, par son architecture hors norme et sa taille imposante, dans tous les ports où il passe. « La taille, la vitesse, la décoration intérieure, peu importe, l'essentiel est de faire la différence », explique Laurent Perignon, directeur marketing chez Camper Nicholson, société de courtage

spécialisée dans la vente et la location de yachts[24], comme en témoigne le plus gros yacht privé du monde. Avec ses 162 mètres[25], *Yacht Dubaï*, propriété du cheikh dubaïote Mohammed bin Rashid al-Maktoum, est estimé à plus de 300 millions d'euros. Le navire est aussi connu sous le nom de *Platinium* ou de *Golden Star*. À l'intérieur, c'est le summum de l'extravagance : piscine avec deux bassins à remous sur le pont supérieur, cascade d'eau, théâtre, salle de cinéma, court de squash en verre, multiples garages pour 44, jet-skis, hélicoptère, hangar à avion… sans oublier la domotique qui permet avec une simple télécommande de faire pivoter les cloisons, de transformer le salon en véranda extérieure, de déployer la passerelle et d'allumer toutes les lumières. Il peut accueillir trente-six passagers à bord avec ses étages de part et d'autre d'un escalier central en spirale réalisé en inox et éclairé par des lampes au laser. Soixante membres d'équipage sont nécessaires pour l'entretenir au quotidien, cent quinze avec le personnel domestique.

Mais sa domination ne devrait pas durer, le Russe Roman Abramovitch, 41 ans, ayant achevé la construction de son *Éclipse*, à Hambourg, au chantier Blohm Voss. Avec ses 167 mètres, il devrait sans mauvais jeu de mots « éclipser » dès cette année tous ses concurrents qui prétendent au titre de plus gros yacht du monde. Ce n'est pas tout : le palace flottant gris clair est blindé, muni d'un détecteur de missiles et, on n'est jamais trop prudent, de deux plateformes d'atterrissage pour hélicoptère. Le dispositif de sécurité, le plus important jamais conçu pour un particulier, intègre également un mini sous-marin en cas de fuite précipitée. Le milliardaire russe possède déjà le *Pelorus*, classé quatorzième plus grand yacht du monde avec ses 115 mètres et estimé à plus de 250 millions d'euros, ou encore le *Grand Bleu*, 112 mètres. Également propriétaire du club de football de Chelsea, Abramovitch convie régulièrement à bord du *Pelorus* ses joueurs fétiches.

En attendant, c'est le *Rising Sun*, de l'Américain Larry Ellison, fondateur d'Oracle, qui a longtemps détenu le record avec ses 134 mètres. Ses moteurs comptent 48 000 chevaux sous le capot. Initialement, il ne devait mesurer que 120 mètres, mais lorsque Ellison a appris que Paul Allen, le cofondateur de Microsoft, avait commandé en

Allemagne un navire de 126 mètres, il a tout simplement fait rallonger le sien ! Si l'on s'en tient aux explications psychanalytiques de Jacques Lacan, un vulgaire concours de testostérone au même titre que des préadolescents comparant dans la cour de l'école la taille de leur sexe. Mêmes leurs passions privées sont tout entières tendues vers un objectif : occuper le terrain et faire mieux que le voisin. Rien que pour éblouir le monde entier, *Octopus*, le bateau d'Allen – par ailleurs propriétaire du domaine de Maryland, sur la riviera française – dispose d'un mini sous-marin, d'une piscine, d'un cinéma et encore d'un terrain de basket. Ellison, lui, a installé dans le ventre de son monstre un catamaran rapide qui peut transporter un 44 pour une virée à terre si besoin. Cinquante membres d'équipage remplissent à plein-temps les moindres désirs de son occupant. Paul Allen ne possède pas moins de trois yachts et lorsqu'il monte sur l'un d'eux, il passe le plus clair de son temps seul. Le *Tatoosh*, 92 mètres, a été surnommé SPAM (pour *Spend Paul Allen's Money*[26]) par les gens qui y travaillent et qui trouvent qu'on ne leur donne pas grand-chose à faire. Peu importe, cela ne les empêche pas d'astiquer le pont et l'intérieur tous les jours et d'attendre – sait-on jamais – l'hypothétique venue du propriétaire. Taillables et corvéables à merci, les membres du personnel sont remarquablement bien payés. Un capitaine peut ainsi empocher 10 000 à 15 000 euros net mensuels. Mais il peut travailler parfois plusieurs semaines d'affilée sans une minute de repos. Lorsque le propriétaire est à bord, il entend disposer de « ses gens » vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les marins et les jeunes femmes qui font le service sont donc disponibles en permanence et travaillent souvent dix-huit heures par jour, au mépris de toutes les lois et de toutes les conventions. En contrepartie, ils sont régulièrement en permission ou en relâche lorsque le patron est à quai et, pour certains, roulent en Porsche.

Partout, dans les magazines spécialisés, on peut lire cette petite annonce, toujours la même : « *Wanted*, équipage pour bateau de luxe. » Une phrase qui, malgré la crise risque de revenir souvent. Il y a 4 000 méga yachts à flot actuellement, dont plus de la moitié dépasse 36 mètres de longueur (et 36 millions d'euros), mais les spécialistes estiment à plus de deux cent mille le nombre d'individus qui ont les

moyens de s'en offrir un. Ce qui donne une idée du potentiel de croissance du secteur et du besoin en main-d'œuvre qualifiée, discrète et disponible.

Million dollar meter

Les yachts haut de gamme coûtent des sommes astronomiques. Il faut compter environ 1 million d'euros le mètre, souvent le double selon les aménagements et les demandes du propriétaire. Car les oligarques russes qui représentent environ 70 % des acheteurs aujourd'hui veulent de véritables bijoux flottants, exigent des équipements gigantesques dans des délais records et une qualité de service digne d'un cinq étoiles luxe. Les hélices, elles aussi, se doivent d'être de plus en plus grosses dans cette course effrénée au gigantisme, pour la simple et bonne raison qu'il n'y a pas de limite de vitesse en haute mer. Et quand on sait qu'un bateau de 30 mètres consomme environ 600 litres, imaginez quand le navire atteint les 200 mètres ! Les réservoirs de certains de ces mini-paquebots peuvent engloutir 75 000 euros à chaque passage à la pompe… Rien que la location d'un de ces navires coûte plus de 150 000 euros hebdomadaires hors frais de carburants et divers.

Et, en dépit du frein lié au prix, depuis le début des années 2000, la construction de yachts de luxe a explosé. À la fois en raison de la demande de particuliers richissimes, mais aussi du fait de sociétés de charters. Malgré la crise financière, les chiffres demeurent irrésistiblement têtus. Selon les statistiques de Camper, courtiers en yachts, les commandes pour des palaces flottants de plus de 10 millions de dollars ont augmenté de 18 % en 2008. Il y aurait même une pénurie de main-d'œuvre. Vingt-cinq mille capitaines, membres d'équipages et mécaniciens sont requis pour répondre à la demande exponentielle. Philippe Guglielmetti, P.-D.G. de l'armateur breton Arcoa, confirme : « Notre clientèle est européenne, issue de grandes familles peu sensibles à la crise. Ce ne sont pas des gens qui ont des fortunes énormes. Ils ont un patrimoine autour de 200 millions d'euros qui leur permet d'acheter nos bateaux[27]. » Effectivement, les plus grandes unités armées au

commerce, avec équipage professionnel, appartiennent à des sociétés qui louent à des milliardaires leurs services luxueux. Rien à craindre donc, il y aura toujours des clients. Mais ils viennent de plus en plus de l'est du monde et de moins en moins de l'ouest. Et défraient de plus en plus la chronique. En août 2007, lorsque le sultan d'Oman, Qabus Ibn Saïd, est arrivé à Palerme pour les vacances, il n'est pas passé inaperçu[28] puisqu'il était suivi d'un bateau contenant vingt-deux Mercedes blindées et deux hélicoptères, accompagné du yacht de 154 mètres du sultan et d'une corvette armée de missiles. Sans oublier les avions pour amener le sultan et sa suite, en tout plus de six cents personnes.

Comme lui, bon nombre de milliardaires se paient un yacht pour montrer leur richesse et leur puissance, et faire la démonstration de leur réussite ou de leur position sociale de la même manière que la baronne Adolphe, la grand-tante de Benjamin de Rothschild, se piquait de *yachting* à moteur dans les années 1860 et conviait à bord de ses bateaux tout ce que son époque comptait d'aristocrates, de stars et de personnalités.

1- Banquier américain, à l'origine de la banque JP Morgan.
2- *Forbes*, 2009.
3- *Daily Mail*, 4 septembre 2007.
4- *Boat International*, février 2009.
5- Http ://www.superyachttimes.com.
6- Entretien avec l'auteur, 28 avril 2007.
7- *Herald Tribune*.
8- *REFIT*, vol.9, 2008.
9- Http ://www.mytalitha.com/weblog/.
10- Rapport annuel du groupe Bolloré.
11- *Le Nouvel Observateur*, 4 novembre 2005.
12- Voir www.apreamare.it.
13- *Daily Telegraph*, 3 juin 2008.
14- *L'Express*, 11 septembre 2008.
15- *Boat International*, février 2009.
16- *Challenges*, juillet 2005.
17- Entretien avec l'auteur, 21 juin 2008.
18- *Le Vif, supplément week-end*, 31 janvier 2007.
19- *Grazia*, 5 septembre 2009.
20- *The Times*, 21 octobre 2008.
21- Entretien avec l'auteur, 5 mai 2008.
22- *Nice Matin*, 8 septembre 2008.
23- *Le Journal du dimanche*, 2 août 2009.
24- *Le Monde*, 16 septembre 2008.
25- *Mer bateaux*, septembre-octobre 2009.
26- « Dépensez l'argent de Paul Allen. »
27- Voir www.kavaden.com, le 1er octobre 2008.
28- *Le Point*, 7 août 2008.

Chapitre 4

Le petit cercle des premiers crus

« Depuis plusieurs années la mode est venue de parer sa fortune d'un grand cru, comme on pare sa femme d'aigrettes
ou de rivières de diamants. »

Bertall (en 1876[1]).

Solstice d'été dans le Médoc. Malgré l'heure tardive, le soleil est toujours relativement haut dans le ciel empli de quelques nuages de traîne. Sur la gauche à la sortie de Pauillac, sur la rive gauche de la Gironde, un panneau bleu et jaune aux armes de la famille Rothschild – cinq flèches orientées vers le haut –, indique « Château Lafite Rothschild ». Un mythe pour tous les amateurs de vin. L'un des grands crus classés en 1855 et considéré comme l'un des meilleurs domaines du monde. En ce dimanche 21 juin 2009, il y a foule en contrebas du coteau où trône la silhouette, reconnaissable entre mille, de Lafite. Un ballet de limousines défile pour le dîner du Conseil des grands crus classés de Médoc et de Sauternes. À la descente de voiture, les invités sont conviés à se désaltérer à un buffet d'eau fraîche, avant de gravir l'allée qui monte jusqu'aux terrasses du château. Devant la maison, un grand dandy élégant et souriant, la mèche poivre et sel dans le vent, salue ses hôtes dans un éclat de rire. Veste de velours cramoisi, nœud papillon et

chaussons d’intérieur, Éric de Rothschild officie avec humour et délicatesse en tant que maître de maison. Il accueille personnellement chaque visiteur qui décline ses qualités avant d’être entraîné vers le cocktail. Sur les terrasses enherbées qui dominent Pauillac ont été aménagées des buffets d’huîtres de Marennes-Oléron, de roquefort et autres douceurs pour accompagner le champagne brut Rothschild élaboré pour l’occasion par les trois branches de la famille, une première historique. Entre les tables en fer forgé disposées çà et là, les élégantes chapeautées et les messieurs en smoking trinquent au coucher du soleil, accoudés aux balustrades en pierre, à l’ombre de la prestigieuse façade. À l’horizon, les pagodes familières de Cos d’Estournel forment un point de repère pour tous les Bordelais qui s’extasient sur le panorama à 180 degrés. Ils sont tous là. Tout ce que l’aristocratie mondiale du vin compte de personnalités a fait le déplacement, propriétaires, négociants, critiques et éditeurs. La crise ? Ils la conjurent en trinquant. Et pas avec n’importe quoi.

Lafite, c’est chic

En guise d’apéritif, les plus grands sauternes et barsacs sont servis aux visiteurs d’un soir. Suduiraut, climens, rieussec, guiraud, propriété de Robert Peugeot ou encore clos-haut-peyraguey, avec leur robe mordorée et leurs arômes d’abricot, de mangue, de miel et d’agrumes. Une harmonie distraite à la tombée de la nuit par quelques coups de gong appelant à rejoindre le sous-sol pour dîner. À la lueur de milliers de bougies indiquant le chemin, la cohorte d’invités se dirige vers le chai circulaire, signé de l’architecte catalan Ricardo Bofill. Il faut traverser un dédale de caves, remplies de fûts en chêne estampillés « Château Lafite 2008 » et de caveaux grillagés pleins de bouteilles sans prix. Architecture imposante que cette voûte de béton haute de 15 mètres, soulignée par la lumière hésitante des bougies. Vingt-cinq tables ont été somptueusement dressées pour cette occasion. Éric de Rothschild se fend d’un petit mot d’accueil en anglais, s’il vous plaît, avec l’accent d’Oxford et l’humour très britannique qui le caractérise. Et peut se

permettre d'ironiser sur « ces propriétaires du Bordelais, qui, tout le monde le sait, n'ont pas d'ego ni d'orgueil et accueillent toujours avec humilité leurs invités[2] » ! Fait exceptionnel, du château-lafite-rothschild 1978 en jéroboams figure au menu ce soir pour les trois cent vingt convives. Consommé, œufs pochés, fraîcheur de petits pois, agneau de lait confit, poireaux, pommes grenaille et févettes, brie de Meaux fermier baron Edmond-de-Rothschild et vieille mimolette, pêche rôtie aux fruits rouges sorbet verveine… malgré son raffinement, le dîner n'est qu'un prétexte à la dégustation des plus grands crus servis par leurs propriétaires : margaux 1995 et 2001, mouton-rothschild 1989 et 2001, haut-brion 1988 et 2001, yquem 1988, cos-d'estournel 2001 et 1986, la lagune 2001 et 1996. À cette fin, chacun a été pourvu d'une dizaine de verres. Jusque tard dans la nuit, les divines bouteilles à plusieurs centaines d'euros se vident au rythme endiablé des sommeliers en tablier qui arpentent les caves d'un pas martial.

Ironie de l'histoire, cette somptueuse soirée devait initialement se dérouler à château Latour, propriété personnelle de François Pinault. Mais au sein de son groupe PPR, aujourd'hui dirigé par son fils, plusieurs plans sociaux étaient en cours. Pinault père a finalement jugé inopportun d'organiser un dîner de gala d'un coût exorbitant (on parle de 2 millions d'euros de grands crus), alors que ses employés manifestent pour défendre leur emploi et leur pouvoir d'achat. Le milliardaire breton a tout annulé *in extremis*, y compris sa participation ou celle de ses équipes à ce dîner. Preuve, s'il en était besoin, du lien qui noue ses affaires privées et celles, plus publiques, de son groupe. Ou, pour d'autres, signe avant-coureur de la cession attendue de Latour qui aurait mandaté la banque d'affaires Lazard à cet effet. Les estimations pour le prix de vente varient entre 150[3] et 600 millions[4] d'euros selon la presse anglo-saxonne qui cite le collectionneur de grands crus Bernard Magrez, vieil ami de Pinault avec lequel il a en d'autres temps passé son CAP, comme possible repreneur.

Les aristos du vin

Diamétralement opposée, loin de la pression des affaires, l'histoire d'amour des Rothschild avec Bordeaux a le privilège de l'antériorité. Elle a pour elle la patine de l'histoire et du temps, puisqu'elle remonte au milieu du XIXe siècle. Le baron James, alors chef de famille de la branche française des Rothschild, dynastie de financiers déjà célèbre dans le monde entier, cherche à acheter un premier cru. Par chance, il tombe sur château Lafite qui est à vendre après une longue période de turbulences. Le baron James l'achète pour 4 400 000 francs le 8 août 1868, soit quinze ans après l'acquisition de Brane-Mouton par la branche anglaise de la famille. Une somme considérée à l'époque comme « astronomique », voire « déraisonnable ». Mais James meurt trois mois après et les 74 hectares de vignes reviennent à ses trois fils. 1868 est aussi l'année du record absolu – qui allait résister 100 ans –, du prix d'un tonneau de lafite en primeur, soit 6 250 francs. Une époque d'or du Médoc.

Château Lafite-Rothschild, puisque tel est désormais son nom, va devenir, tout comme l'était déjà son vin, un havre de paix et de raffinement aristocratique. Point de tintamarre, mais la tradition dans le bon goût. L'on avance avec discrétion, mais l'on avance. C'est à l'image du château lui-même, à l'origine un manoir du XVIe siècle, sa tour carrée, sa tour ronde et sa poivrière, cette vue d'un côté sur l'eau, avec son pavillon où naît la source. « Un véritable tableau d'Hubert Robert », disait la baronne Liliane, embrassant d'un seul regard le jardin de fleurs, les saules pleureurs et, au milieu des arbres, la terrasse XVIIIe. L'intérieur possède le charme de ces demeures habitées par des générations successives. Il fut décoré par Betty, la veuve du baron James, dans le style Second Empire. Le salon rouge particulièrement caractéristique, la salle à manger aux boiseries, la bibliothèque ont tous cette élégance que créent la juxtaposition de styles et de maîtresses de maison successives au goût sûr. C'est le style Rothschild, confortable, paisible. Mais ce n'est certes pas le château construit par les Ségur qui avait emporté l'adhésion du baron James.

Après une longue période d'endormissement, il faudra attendre 1945 pour que le baron Élie de Rothschild remette le domaine sur pied. Le baron Élie mène les changements indispensables, participe à la création en 1950 de la Commanderie du Bontemps pour promouvoir les

vins du Médoc, voyage de par le monde, organise des dégustations dont la mode s'amplifie en Grande-Bretagne puis aux États-Unis. Ses « petites phrases » à l'encontre du baron Philippe de Rothschild et de Mouton-Rothschild, son attitude longtemps hostile au classement de ce dernier comme premier cru ont longtemps défrayé la chronique du Médoc en raison des divergences entre les deux membres de la célèbre famille. D'ailleurs, c'est au prix d'un autre combat avec Mouton que le baron Élie réussit à acheter Duhart-Milon en 1962. En tout, quelque 50 hectares de vignes jouxtant Lafite et plus de 150 hectares de bois, pour 100 millions de francs de l'époque. Une vraie folie pour beaucoup largement surpayée. Mais en réalité l'expression d'une vraie vision à long terme, digne des Rothschild. Et puis, à Bordeaux, l'occasion de racheter son voisin ne se présente qu'une fois par siècle environ. Il ne faut pas la laisser passer.

Mais dans les années 60 et 70, malgré des millésimes de belle facture, Lafite n'était pas au mieux de sa forme. Et les abus vont bon train. Certains sommeliers servent les carruades-de-lafite, le second vin du domaine, en mettant leur doigt sur le mot « carruades » de l'étiquette de façon à faire croire qu'ils servent du lafite. Il fallut l'arrivée d'une nouvelle génération pour remettre château Lafite-Rothschild en selle. Cousin de Philippine de Rothschild, c'est le baron Éric qui depuis 1974 gère Lafite-Rothschild dont ses cinq autres cousins (Benjamin, Édouard, David, Nathaniel, fils d'Élie et Nathaniel, fils de Jacob) sont copropriétaires. Sous sa houlette, les sélections deviennent draconiennes. Et chacun des vins produits doit être le meilleur de sa catégorie. Pour donner, encore plus de panache à Lafite, Éric de Rothschild fait construire, par l'architecte catalan Ricardo Bofill, un nouveau chai de vieillissement, de forme circulaire. La forme est révolutionnaire, épurée, bien que néoclassique dans le plus pur style bofillien et l'esthétique n'exclut nullement le côté innovant et pratique pour le stockage de 2 200 barriques. C'est un monument que l'on vient visiter du monde entier et qui continue de faire école. L'investissement s'avéra plus qu'utile dès la décennie 80 dont les remarquables millésimes 1982, 1985, 1986, 1989 et 1990 verront leurs cotations en forte hausse. Sans parler de ceux des années 2000, 2005 ou 2008. Éric de Rothschild ne s'est pas contenté de gérer un acquis. C'est à son

initiative que Gérard Colin, ancien directeur de château-clarke, a été chargé de développer un cousin chinois de lafite dans la région de Shandong, avec pour but de devenir dès ses débuts en 2012 le meilleur vin chinois et d'arroser le marché du Sud-Est asiatique. Éric a également acquis en 1999 château d'Aussières, très beau domaine du Narbonnais, 160 hectares – sur 550 hectares – plantés en Corbières. L'ensemble des affaires viticoles qu'il gère aujourd'hui représente plus de 500 millions d'euros[5].

« Premier ne puis, second ne daigne, Mouton suis[6] »

« Le vin et le cheval sont deux activités très marquées socialement, caractéristiques de vieilles familles qui y trouvent des valeurs symboliques propres à conforter encore une identité exceptionnelle », écrivent les sociologues Michel et Monique Pinçon-Charlot. Il est donc normal que de nombreuses dynasties ayant réussi dans les affaires s'y soient intéressées. Mais le cas de la famille Rothschild, une fois encore, est l'un des plus éloquents. C'est un baron de Rothschild qui, au début du XIXe siècle, a été le premier à investir dans le vin. Dès 1853, sa famille arrive à Pauillac. Juste avant le fameux classement de 1855 qui établit depuis lors la cote et le prix des grands vins de Bordeaux. Et, très vite, le prestigieux passé de la dynastie de banquiers rejaillit sur leurs propriétés et sur leurs vins. À sa suite, de nombreuses fortunes se sont offert des domaines viticoles, comme pour les imiter.

Il faut dire que l'exemple de mouton-rothschild, premier cru classé en 1973 par les efforts du baron Philippe, dont l'arrière-grand-père l'avait acquis au milieu du XIXe, est assez éloquent. En effet, Nathaniel de Rothschild, héritier d'une ancienne puissante lignée de banquiers – la branche anglaise de la famille –, acheta le domaine le 11 mai 1853 pour 1 125 000 francs or. Il ne viendra jamais à Mouton, sans doute en raison de l'éloignement de Bordeaux et de la rusticité du logement, mais, en bon Anglais, fera servir son vin dont la renommée est déjà mondiale à sa table. Déjà classé en 1855 premier des seconds crus, mouton avait, sans doute plus récemment que ses illustres confrères atteint une qualité, une

réputation et un prix qui le rendaient digne d'être un premier cru. C'est James, le fils de Nathaniel, qui transforma la grande demeure pauillacaise et fit construire l'actuel Petit-Mouton, aujourd'hui résidence privée de l'actuelle propriétaire de mouton, Philippine de Rothschild. Seule femme de la famille à avoir dirigé l'une des sociétés familiales, elle s'y est mariée le 4 mars 1961. Le souper eut lieu juste en face à Pauillac, à Lafite exactement, chez les cousins Rothschild.

Voilà donc cent cinquante ans que Mouton appartient à cette famille Rothschild tout entière composée de personnalités hors du commun mais dont le baron Philippe reste le personnage le plus extraordinaire. Il insuffle un esprit moderne sans négliger le travail de la vigne auquel il restera profondément attaché toute sa vie. C'est encore le baron Philippe qui, en 1922, impose contre le négoce bordelais la mise en bouteille au château, qui s'effectuait jusque-là dans les chais des négociants à Bordeaux. Il fait appel la même année à Jean Carlu, affichiste apôtre du cubisme, pour dessiner l'étiquette de Mouton. Une révolution. Pour la première fois, l'art se trouve asservi au commerce du vin. En 1933, le baron Philippe acquiert également le château voisin, Armailhacq, un cinquième cru classé, ce qui désenclave Mouton et permet la création d'un parc. Quarante ans plus tard, en 1973, il obtient, chose unique dans l'histoire de Bordeaux, le classement par Jacques Chirac, alors ministre de l'Agriculture, de mouton-rothschild comme premier cru classé, au même rang que 1855. Stupeur dans le microcosme. Stupeur encore quand, en 1987, on doit recourir à un hélicoptère survolant le vignoble, afin de faire tomber l'eau des grappes avec le souffle des pales avant que les vendangeurs ne passent dans les vignes. Mais guère étonnant quand on sait que la bouteille de mouton-rothschild se négocie entre 250 et 450 euros en primeur. Dominique Garcia, le sommelier de Mme de Rothschild, résume parfaitement l'esprit des lieux en faisant visiter le caveau, où l'on stocke les millésimes anciens, environ 100 000 bouteilles sur 50 mètres de long : « À Mouton, on entre en religion ; tout est pour le vin[7]. »

Le baron Philippe, extraordinaire homme d'affaires et communicant en or, invente encore un vin de négoce, le premier vin de marque, le célébrissime mouton-cadet, encore aujourd'hui la première

marque de bordeaux vendue dans le monde. Il prend également en 1979 une participation dans le domaine californien Opus One, joint-venture entre l'Américain Robert Mondavi et les Rothschild. Le succès fabuleux de cette aventure outre-Atlantique fut longtemps boudé par le Bordelais, mais le baron Philippe avait, une fois encore, montré la voie. Certains, aujourd'hui, affirment que les marques sont la seule solution à la crise qui affecte de façon durable les « petits » vins de Bordeaux. Plus de soixante-dix ans après, mouton-cadet dans ce domaine prolonge cette vision.

Aujourd'hui, la baronne Philippine, 74 ans, également propriétaire de château Clerc-Milon, s'emploie de façon flamboyante – et résolument moderne – à porter Mouton et le patronyme Rothschild dans le XXIe siècle, par la création de nouveaux vins au Chili comme Almaviva ou Escudo Rojo, surnommé « la petite Ferrari des vins Chiliens[8] ». Après un passage par le théâtre, à la Comédie-française, cette femme étonnante, à la voix grave, règne avec dynamisme et vigueur à la tête du domaine comme de son clan, avec ses fils Philippe, banquier chez Natixis et Julien, chargé du musée et des collections d'art autour du vin. Ses réceptions et leur faste donnent aussi une idée de la puissance de celle qui est devenue l'une des femmes les plus importantes du monde du vin en France, à la tête avec son cousin d'un véritable empire dont la valeur est estimée à plus de 5 milliards d'euros[9]. Comme le dîner des grands crus qu'elle a donné le 18 juin 2007, et qui fut suivi d'un feu d'artifice extraordinaire dans le vignoble. « L'étoile de Mouton n'a jamais brillé aussi haut, scintillant sur le marché planétaire et gorgé d'argent qu'est devenu le monde des grands vins », analysent Benoist Simmat et Denis Saverot[10].

Dans la famille Rothschild et ses différentes branches, on ne badine donc pas avec le vin. En 1973, justement, Edmond a acquis château Clarke, un cru bourgeois du Médoc à Listrac, sur la rive gauche de la Gironde, ainsi que la propriété voisine, château Malmaison, 24 hectares sur Moulis. Il a fait totalement replanter Clarke et créé des chais et des cuviers ultramodernes. Voici ce que disait le baron Edmond de ses investissements vinicoles : « S'il est vrai qu'aimer le vin est le moins égoïste des plaisirs, créer un vignoble n'exige pas non plus une nature

renfermée ou solitaire. Lorsque j'ai décidé de recréer un grand domaine en plein Médoc, c'était avec l'idée d'en laisser les portes grandes ouvertes pour que chacun puisse découvrir ma passion du vin. » Plutôt que de s'emparer d'un domaine en vue dans une appellation plus prestigieuse, il choisit d'ailleurs ces vignobles délaissés qu'il rassemble en un domaine de 80 hectares. Pendant plus de six ans, il reconstitue la vigne, rénove et reconstruit ce qui doit l'être. Peu de temps après, Edmond rachète le château Peyre-Lebade, également à Listrac et ses 55 hectares. Mais il faudra attendre 1988 pour en voir les premiers millésimes, soit onze ans plus tard ! Dans les mêmes années, le domaine des Granges, jadis situé sur le domaine des moines de l'abbaye cistercienne de Vertheuil, tombe dans l'escarcelle de Rothschild. Par rachat de parcelles sur Listrac et Moulis, il parvient à reconstituer plus de la moitié de la propriété d'origine du XIIe siècle qui avait été démembrée. À la mort du baron, c'est Nadine de Rothschild et son fils Benjamin qui en prennent la charge. Le pari fou peut continuer. Et pas seulement dans le Bordelais. Le groupe LCF Rothschild a ainsi acheté en 1999 plus de 100 hectares de terres cultivables en Argentine à Mendoza, le meilleur terroir du pays, au pied de la cordillère des Andes. Un endroit magnifique à 2 000 mètres d'altitude, avec les cordons de montagne pour horizon. D'ailleurs, le groupe a également monté une joint-venture dans le vin en Afrique du Sud avec la famille Nortier.

Dans les vieilles familles, on sait vivre. Comme rue de l'Élysée, dans le VIIIe arrondissement de Paris. Un célèbre hôtel particulier, celui de la famille Rothschild, à deux pas de l'ancienne demeure d'Edmond de Rothschild, où le baron Benjamin et la baronne Ariane reçoivent quelques journalistes triés sur le volet, ce mardi 10 mars 2009 pour un déjeuner-dégustation autour du millésime 2004 de la cuvée Les Laurets, du domaine de Puisseguin Saint-Émilion. Exceptionnel, car Benjamin a toujours clamé son horreur pour les mondanités et les obligations sociales. À la tête d'un patrimoine estimé à 1,9 milliard d'euros, cet enfant unique élevé en Suisse et installé à Genève avec sa famille détonne chez les Rothschild. Verbe de marin, parfois haut et tranchant, portant souvent une barbe de trois jours, il est d'abord peu commode. N'aimant guère les journalistes, il les fuit d'ordinaire. Parfois, il disparaît pendant plusieurs jours sans que ses collaborateurs sachent où

il est. Le baron n'a pas eu un parcours rectiligne, d'aucuns prétendent qu'il est toujours un peu ailleurs. Quoi qu'il en soit, Benjamin sait tenir son rang. Service en gants blancs, table élégamment dressée, avec en son centre barbotines, timbales en argent et fleurs. À chaque place, un menu écrit à la main : « Savarin de homard, bas-rond d'agneau à la broche, fromages de la ferme (celle des Rothschild bien sûr), et sorbet au fruit de la passion. » Sur l'étiquette des bouteilles, les armes de la famille. La cuvée, élaborée à partir des vieilles vignes du domaine, porte le nom du père du baron Benjamin, en hommage. Évidemment, puisque l'histoire anoblit tout.

Le vin, caprice des « dieux »

D'autres nouveaux venus ne s'y sont pas trompés en débarquant à Bordeaux les poches pleines de billets et les yeux embués de rêves. « Les non-spécialistes qui rachètent des propriétés viticoles sont des passionnés qui ont déjà réussi dans une autre branche d'activité et qui font ça très sérieusement[11] », assurent les professionnels du foncier bordelais. L'exemple de Haut-Brion l'illustre assez bien. L'Américain Clarence Dillon a acheté ce vignoble de Pessac, alors lointaine banlieue de Bordeaux, le 13 mai 1935, conseillé par le courtier Daniel Lawton. Richissime financier, considéré comme l'un des Américains les plus fortunés de son temps, Dillon fait l'acquisition de son vin préféré, juste pour le plaisir. Il signe alors un chèque de 2 300 000 francs, à peine 10 % de sa fortune. En cette période difficile, en particulier pour le vignoble, la nouvelle de cette acquisition par un banquier américain fortuné fera sensation à Bordeaux. À sa mort en 1979, Dillon se sera imposé comme l'une des grandes figures du Médoc. Par la suite, ce sont ses descendants, la duchesse de Mouchy et son fils, le prince Robert de Luxembourg, qui reprennent Haut-Brion, et son second vin, mission-haut-brion. « L'intérêt de mon grand-père et de ma famille pour Haut-Brion n'a jamais été économique [12] », précise le prince Robert. « Dans un premier temps, je dirais même que cet achat était une folie totale. Le domaine a perdu de l'argent pendant au moins quarante ans.

Heureusement, le caractère du cru, sa régularité et sa qualité, même dans des périodes difficiles, ont fini par payer. Mais la politique familiale a toujours été de tout réinvestir sur place pour faire mieux, et cela perdure. La famille n'a jamais vécu de cette société qui s'appelle maintenant domaine Clarence-Dillon. C'est une logique qui est sans doute très opposée à celle qu'on apprend dans les écoles de commerce aujourd'hui, mais qui fait que quarante ans après nous avons une entreprise qui marche bien. » À 18 ans, ce dernier est devenu administrateur de Clarence-Dillon. Haut-Brion a toujours fait partie de sa vie. « Ce qui est primordial, par-delà ma mère, qui incarne la troisième génération de la famille, c'est la pérennité du domaine. J'espère que j'ai hérité de la même "vision" qu'elle. Je me souviens que mon beau-père, lorsqu'il avait commencé aux côtés de ma mère comme directeur général, avait demandé à mon grand-père ce qu'il fallait qu'il fasse. Et la seule réponse qu'il avait reçue était : "Faites le meilleur vin possible", et c'était tout. Pour notre part, nous avons redonné un cœur et une âme à la propriété et réalisé un nouveau chai, de nouveaux cuviers. Et, bien sûr, en 1983, nous avons racheté le château La Mission-Haut-Brion. Ma mère trouvait important que nous gardions un lien avec le domaine et que nous soyons impliqués de génération en génération. » En 1987 les deux propriétés sont séparées, un nouveau cuvier est installé. Puis l'outil est optimisé. Ce qui demeure fondamental, note la duchesse de Mouchy, c'est la continuité familiale et le passage de témoin : « La transmission et les connaissances, les techniques qui ont été acquises au fil du temps, il faut les transmettre. Mon fils a toujours été mêlé à Haut-Brion et c'est le plus important. Les familles, les générations ont partagé plus qu'une passion, un métier, une vie[13]. »

Pinault simple fric ?

L'établissement de dynasties comme les Rothschild ou les Dillon dans le vignoble, et leur succès, n'en finit pas d'attirer les grandes fortunes. En 1994, c'est au tour de François Pinault d'acquérir château Latour, premier cru de Pauillac, via sa holding familiale Artémis pour la

coquette somme de 750 millions de francs (114 millions d'euros[14]). Un domaine fantastique, l'un des plus prestigieux de tout le Médoc, aujourd'hui entre les mains de Florence Rogers, sa belle-fille. Une belle affaire, puisque ces 65 hectares vaudraient en théorie aujourd'hui presque dix fois ce prix, soit autour de 600 millions d'euros[15].

Peu de temps après, en 1998, c'est Bernard Arnault, l'éternel rival de Pinault, qui s'offre un autre premier cru classé, château Yquem, à Sauternes, au sud de Bordeaux, pour 84 millions d'euros, avant d'acheter avec ses propres deniers (via sa holding groupe Arnault) et l'aide de son ami milliardaire belge Albert Frère, château Cheval-Blanc à Saint-Émilion, à l'est de Libourne, – également premier cru classé en 1855 –, pour 155 millions d'euros environ[16]. Leur idée ? Tirer la qualité, l'image et les prix vers le haut pour en faire des produits de luxe à l'image de ceux de Dior ou Vuitton, deux sociétés emblématiques du groupe LVMH, numéro un mondial du luxe dont Arnault est le propriétaire. D'ailleurs, ce dernier a récemment transféré ses 50 % dans Cheval-Blanc à LVMH, empochant au passage une plus-value estimée à 125 millions d'euros. « Je trouve cette transaction réalisée au cœur de l'été étonnante, remarque Alain-Dominique Perrin. Curieuse et surtout discrète. Après tout, cela ne me regarde pas, mais il a fait une belle opération de ramassage de cash[17]. » Rien de répréhensible, au demeurant. À ce sujet, on évoque un appel de fonds de 400 millions d'euros liés à des actions Carrefour achetées à crédit par Bernard Arnault et qu'il aurait alors fallu rembourser. Comme quoi les riches aussi peuvent avoir des problèmes de trésorerie.

« Le vin, c'est une passion, affirme pour sa part Albert Frère qui, à 83 ans, grâce à ses participations dans des centaines d'entreprises, représente l'une des plus grandes fortunes d'Europe. Mon premier souvenir lié au vin remonte aux années 1950. J'avais dégusté un mouton-rothschild 1945. Je ne l'ai jamais oublié[18]. » Ce fut aussi un pari réussi à en juger par les montants qu'il faut aujourd'hui débourser pour s'offrir une bouteille d'un millésime récent de cheval-blanc : 390 euros hors taxes[19]. Déjà numéro un mondial du champagne (Moët et Chandon, Ruinart, Krug, Veuve Cliquot), du cognac (Hennessy), propriétaire des vignobles Chandon en Argentine (la pépite la plus

rentable de la galaxie LVMH) et bodega Chandon en Californie, mais aussi de crus en Australie, en Espagne ou en Nouvelle-Zélande, Arnault pousse ainsi ses pions sur l'échiquier du luxe viticole international. Avec « oncle Albert », comme le surnomme Pierre Lurton, président, entre autres, des sociétés des châteaux d'Yquem et de Cheval-Blanc, ils ont surtout réalisé cette acquisition à un moment ou nombre de domaines étaient encore largement sous-évalués. « Cheval-Blanc, comme tous mes autres investissements, présente le même profil de rentabilité, assure le milliardaire belge. C'était une bonne opportunité de diversifier mon patrimoine. Et, sur le long terme, c'est un placement qui présente peu de risques. Ce n'est pas une danseuse. L'investissement s'est même avéré particulièrement rentable. En tout cas, au niveau de mes autres activités[20]. » Hormis leur immense fortune, Frère et Arnault sont pourtant très dissemblables, y compris dans leur rapport au vin. « Frère boit deux fois ce que boit Arnault[21], confie un de leurs proches. C'est comme s'il buvait à sa place. Le bon vivant et l'ascète, c'est étonnant que les deux hommes s'entendent aussi bien. » Ainsi, il n'est pas interdit de penser que si le milliardaire belge Albert Frère, « fils d'un marchand de clous », s'est offert château Rieussec à Sauternes puis château Cheval-Blanc sur la rive droite, c'est « qu'il a fait tout un travail de rééducation pour aimer le vin et des nourritures plus élaborées, alors qu'au départ il était plutôt bière et moules-frites[22] », explique Monique Pinçon-Charlot, chercheur au CNRS. « L'une des principales richesses de ces gens-là, c'est la richesse sociale, leur système de relations[23], précise Michel Pinçon. Les nouveaux riches s'anoblissent par l'argent : s'offrir un grand château bordelais est statutaire. Cela a conféré à Albert Frère une nouvelle dimension qu'il n'avait pas auparavant. » À Bordeaux, un directeur de premier cru classé qui tient à rester anonyme s'amuse, lui, de ces nouveaux vignerons et confie une anecdote : « Lors de sa première visite pendant les vendanges, le propriétaire, un riche homme d'affaires, s'est agacé de tout le raisin qu'il a vu tomber par terre : “Au prix de la bouteille, c'est honteux !” J'ai souri et j'ai répondu : “Mais justement Monsieur, si la bouteille est aussi chère c'est parce qu'on sélectionne très scrupuleusement ce qu'on met dedans, et qu'on jette ce qui n'est pas d'assez bonne qualité.” En réalité il n'y

connaissait rien ! » En tout cas pour Bernard Arnault, Cheval-Blanc est également une belle revanche. Dans le conflit larvé qui l'oppose à Pinault, via LVMH et PPR, Vuitton et Gucci, son « Cheval » vaut bien « Latour ». C'est à celui qui sera le mieux noté par les critiques, ou vendu le plus cher. « J'attends que les autres sortent avant d'annoncer un prix en primeur[24] », confie ainsi Pierre Lurton, gérant de Cheval-Blanc.

Chez oncle Bernard et oncle Albert

Contrairement à une légende tenace, les premiers contacts entre Albert Frère et Bernard Arnault pour le rachat de Cheval-Blanc se déroulent très cordialement sous la houlette de Pierre Lurton, responsable du domaine. Simple et direct, Frère, déjà propriétaire du Palais du vin à Bruxelles, actionnaire de plusieurs crus bordelais comme Rieussec ou l'Évangile, ainsi que du groupe Taittinger, est même plutôt chaleureux. Partenaires de tennis, voisins à Saint-Tropez, les deux hommes se disent « amis très chers ». Bernard Arnault l'a même invité au conseil d'administration de LVMH. Pour le financier et milliardaire belge, première fortune du royaume et premier actionnaire privé du CAC 40, qui avait été il y a quelques années actionnaire de Haut-Bages-Libéral, il s'agit autant d'une affaire économique que de statut. Il concrétise là quelque chose d'immatériel et qu'on ne peut acheter, en s'offrant une part de rêve. Pour le septuagénaire dont l'amour du vin n'est pas une légende, et la fortune non plus – elle est estimée à plus de 2 milliards d'euros –, c'est une sorte de couronnement. « La famille Rothschild a toujours incarné pour moi le mythe de la fortune et de la réussite. Je suis fier de produire également un premier cru. » Pour le baron belge, acquérir un grand vin à Saint-Émilion revient à « se rapprocher de l'objet de sa passion en y prenant un intéressement [25] ». Frère cherchait à racheter personnellement des vignobles depuis plus de trente ans. En 1977, il avait comme d'autres regardé le dossier Margaux qu'il s'était fait souffler. Dix ans plus tard, Pichon-Longueville lui passe sous le nez, puis Gruaud-Larose en 1997. Mais dans le même temps, ERBE, une holding contrôlée par Frère, acquiert 50 % de château

Rieussec aux côtés des domaines Barons-de-Rothschild, comprenant château l'Évangile et 55 % de Quinta do Carmo au Portugal, mais aussi le domaine d'Aussières en Languedoc et Los Vascos au Chili. Arnault, pour sa part, enlisé dans le rachat d'Yquem dans lequel il patine en raison des divisions de la famille Lur-Saluces, voit dans l'acquisition de Cheval-Blanc une revanche. Il effectuera les négociations lui-même en direct. Amis de longue date depuis vingt ans, les deux *tycoons* discrets scellent ainsi les liens tissés entre leurs deux familles en devenant associés. Surtout avec le fastueux mariage de la fille d'Albert Frère à Cheval-Blanc, dont le repas fut élaboré par trois chefs triplement étoilés, Gérard Boyer, Jean-Pierre Bruneai et Philippe Legendre autour de comte-de-champagne blanc de blanc Taittinger 1995, d'évangile 1998 en magnum, de cheval-blanc 1995 en magnum et de rieussec 1989.

Dès leur arrivée à Saint-Émilion, Frère et Arnault comprennent qu'il est urgent de rénover et d'optimiser les installations, sans tout révolutionner. En retapant le château en gentille maison de famille, loin du luxe tapageur environnant. « J'ai eu alors toutes les rênes, confie Pierre Lurton[26]. Lorsque peu de temps après Vladimir Poutine, en visite d'État en France, est venu à Bordeaux, il a demandé à voir Cheval-Blanc, ce qui a permis, pour le recevoir, de réunir au château Bernard Arnault et Albert Frère. » On l'a dit, acheter un château à Bordeaux n'est jamais innocent. Mais la concurrence est rude, comme le confie Albert Frère[27] : « À plusieurs reprises, j'ai manqué des opportunités dans le Bordelais. J'ai manqué aussi Latour qui m'était présenté par mon ami Bruno Roger de la banque Lazard et sans doute ai-je été trop frileux en matière de prix. Je n'ai pas eu davantage de chance avec Gruaud-Larose ! Je n'y avais pas mis le prix, c'est tout. Après plusieurs échecs, je me suis dit qu'il fallait que ça marche. Pour Cheval-Blanc, il est vrai que c'est Bernard Arnault qui m'a convaincu, parce que là aussi j'étais prêt à déposer les armes. Après quatre opportunités manquées, j'ai bien failli en louper une cinquième ! Bernard m'a dit : "Je veux faire l'affaire avec toi, on ne rate pas une occasion pareille, cela ne se présente que tous les vingt ans. C'est un cru prestigieux, on y va." Je suis reconnaissant à Bernard et je me suis fait une douce violence. J'étais désireux d'investir dans le vin. Mais peut-être ai-je été trop radin. Pour

Cheval-Blanc c'était pareil, j'étais frileux à cause du prix, pas à cause du produit. Une fois encore, c'est l'amitié de Bernard Arnault qui a remporté mon adhésion. Mais on ne pouvait pas rêver mieux que d'acquérir Cheval-Blanc, l'un des noms les plus connus et l'un des vins les plus prestigieux de la planète. »

Les nouveaux propriétaires peuvent être contents de Cheval-Blanc et la nomination, quelque temps plus tard, de Pierre Lurton à la tête du château d'Yquem leur permet d'envisager de nouvelles synergies, surtout sur les marchés étrangers. Albert Frère vient souvent à Cheval-Blanc et s'il est longtemps absent, téléphone, se tient au courant. Quoi qu'il en soit, il déguste régulièrement. Comme il a ses habitudes dans nombre de restaurants et ses caves personnelles dans quelques belles tables de France et d'ailleurs, il s'y fait souvent servir son premier cru, mariant ainsi sens des affaires, goût et connaissance des grands vins.

Bernard Arnault et Albert Frère ont en tout cas transformé la propriété en rachetant les 8 hectares du domaine voisin, La Tour du Pin-Figeac, un saint-émilion acheté 6 millions d'euros en 2006. Puis en adjoignant au domaine château Quinault L'Enclos en 2008. Faisant fi de la crise, le « starchitecte » Christian de Portzamparc, auteur entre autres de la tour LVMH à New York, construit cette année le nouveau chai de Cheval-Blanc.

L'or liquide de Bernard Arnault

Continuons le voyage parmi les vignobles des grandes fortunes. Lorsqu'au sud de Bordeaux, on traverse la forêt qui entoure chaque village pour arriver à Sauternes, qui a donné son nom à l'appellation qui inclut également les communes de Bommes, Fargues et Preignac, inutile de chercher quelque panonceau criard qui indiquerait Yquem. Ni même la plus petite indication. L'arrivée se mérite et fait partie du voyage initiatique, cartes à la main, voire fenêtres ouvertes pour demander son chemin. Il faut voir le regard des habitants de Fargues ou de Sauternes, si habitués qu'ils soient à prononcer le nom, lorsque vous demandez votre chemin. Il y brille à la fois fierté et modestie des gens qui savent et

connaissent et un certain amusement à rencontrer un non-initié. Ce serait bien le diable si eux-mêmes ou un proche ne travaillaient pas, de près ou de loin, à la gloire du sauternes et du plus grand d'entre eux.

Yquem se cherche et la vue de cette forteresse dont la construction, commencée par les Anglais au XIIe siècle puis continuée du XVe siècle au XVIIe siècle, impressionne toujours. Comment un château fort dominant à 75 mètres de haut, l'une des rares hauteurs de la région, une mosaïque de 140 parcelles de vigne souvent enveloppées de brouillard, loin de tout, est-il devenu un nom synonyme de luxe et de volupté ? Est-ce ce château fort à cour carrée, dans lequel on pénètre par une porte Renaissance, ou bien cette vue magnifique au pied d'un cèdre tutélaire sur le vignoble, la tour qui date du début du XVIIe, les pins parasols qui çà et là parsèment la paysage, ou le ciel d'azur du soir d'été qui succède aux vapeurs fraîches de l'humidité du matin, ou encore la lumière du couchant qui colore le château vu des vignes tandis que reviennent les vendangeurs ? Là-bas, le Ciron est juste sous les pins et l'on ne voit jamais la Garonne à Yquem.

Pour Bernard Arnault, l'un des hommes les plus riches de France, propriétaire des lieux, « Yquem, c'est vraiment un joyau extraordinaire, un terroir fabuleux ». Comment s'y est-il intéressé ? « C'est Patrick Houël, le directeur financier de LVMH qui a des liens avec le Bordelais et qui, un jour, m'a assuré que la famille Lur-Saluces souhaitait vendre sa participation majoritaire dans Yquem. Yquem, c'est le vin absolu, un mythe. Alors on a négocié avec eux et on a acheté cette participation. Ensuite, nous nous sommes retrouvés dans une bagarre de famille. Car nous ignorions que la partie de la famille à laquelle nous avions acheté était en guerre avec les autres depuis des années. On s'est donc retrouvés là-dedans pendant dix-huit mois, mais après ça s'est arrangé et j'ai désormais de très bonnes relations avec Alexandre de Lur-Saluces[28]. » Depuis, celui-ci, demeuré un temps conseiller du président, a quitté ses fonctions. En mai 2004, Pierre Lurton, président de château Cheval-Blanc, est ainsi nommé président de château d'Yquem. Il est jeune, appartient à une grande famille de négociants et de viticulteurs bordelais, et surtout il sait de quoi il parle. « Yquem a traversé les siècles et les crises dans l'excellence grâce à la famille Lur-Saluces[29]. C'est un

fait incontestable et c'est rarissime sur une si longue période et à un si haut niveau de qualité. Mais Yquem est devenu si exceptionnel, tellement inabordable et loué comme étant si parfait qu'il en était devenu inabordable. Ouvrir Yquem au monde moderne sans toucher aux mythes et faire en sorte que les amateurs aient envie d'ouvrir une bouteille d'Yquem pour la boire est une des tâches que je me suis assignées. Le vin d'Yquem était devenu une pièce de collection, un incunable. J'aimerais simplement qu'en restant curieux et ouverts nous poursuivions le chemin en nous ouvrant à l'époque. » Avec la bénédiction de Bernard Arnault qui boit très peu de vin et se rend rarement à Yquem – une fois pour la signature de l'achat, puis pour le mariage de sa fille, une autre pour le cent cinquantenaire des grands crus classés en 2005 –, Pierre Lurton peut mettre en œuvre son plan de bataille : faire vivre le mythe, dépoussiérer à la fois le lieu et le vin. Il fait aussi restaurer entièrement le château en vue du mariage de la fille du patron et du cent cinquantième anniversaire du classement de 1855 qu'il a le privilège de fêter à Yquem, en compagnie de tous les propriétaires de premiers crus classés et du gratin mondial du vin. « C'était aussi important pour Arnault, remarque un Bordelais, car il cherchait à redorer son blason à Bordeaux où il était assez peu apprécié[30]. » Lurton, l'homme de l'art, sait qu'il peut compter sur son actionnaire LVMH et son président Bernard Arnault pour une politique de long terme qui assurera au vin la poursuite de la recherche de la perfection.

Discrètement abrité des regards, l'un des corps de bâtiment du château est le havre de la plus extraordinaire collection d'or liquide qui soit. Un long caveau bien protégé est divisé en véritables cellules grillagées et l'on remonte le temps jusqu'au pied de la tour qui sert d'écrin aux plus anciens de flacons de château-yquem, datés de 1794. Il aurait appartenu à Thomas Jefferson qui fut ambassadeur des États-Unis à Paris avant d'en être le président. Formidable personnage qui avait goûté tous les grands vins de Bordeaux et se faisait envoyer des douzaines de bouteilles des meilleurs dont il demandait – les étiquettes n'existaient pas encore – qu'elles fussent marquées à son chiffre. La tour contient également des 1899 et 1900. Le jour où Bernard Arnault a signé

le rachat d'Yquem, c'est une bouteille de 1899 qu'Alexandre de Lur-Saluces déboucha pour le dîner qu'il avait lui-même organisé. Le vin était intact et d'un doré intense. C'est ce qu'on appelle un bon présage.

Étiquettes chic, étiquettes choc

Il n'y a pas que les premiers crus dans la vie. Les milliardaires ont ouvert la voie à toutes les grandes fortunes. La plupart possèdent désormais leur domaine viticole. Aujourd'hui plus que jamais, le vin ne peut survivre qu'adossé à l'orgueil de ces propriétaires, financiers ou industriels… Comme en témoigne par exemple cette soirée du jeudi 15 mai 2008 à Paris. Sur la terrasse de *Lavinia*, caviste chic de la Madeleine, ils sont venus ils sont tous là. Dans les salons du premier étage et sur la terrasse, dans l'escalier en verre ou au sous-sol, rayon vins étrangers, on croise Laurent Dassault, le petit-fils de Marcel Dassault, gérant du château familial de Saint-Émilion, Gérard Mestrallet, P.-D.G. de Suez, Paul Dubrule, cofondateur d'Accor, Pauline Bich, fille du célèbre baron, Michel-Édouard Leclerc… ou encore quelques hommes d'affaires sans oublier Pierre Lurton, représentant Bernard Arnault pour Yquem et Cheval-Blanc et les frères Wertheimer, propriétaires de Chanel qui ont acquis les châteaux Canon (premier grand cru classé de Saint-Émilion, en 1996) et Rausan-Segla à Margaux. Chacun, derrière une petite table recouverte d'une nappe blanche, ouvre des bouteilles avec un tire-bouchon et sert quelques gouttes de nectar dans de grands verres à dégustation. Pour une fois, ces grands patrons ne sont pas les invités d'un cocktail mondain. Ils se retrouvent de l'autre côté du buffet, à servir du vin à quelques heureux dégustateurs. Mais attention, pas n'importe lequel : le leur, le sang de leur terre. Thème de cette soirée, mise en œuvre par Jean-Pierre Tuil, le pape de l'événementiel dans le monde du vin ? « Les vins de P.-D.G. ». Ils sont vingt-deux chefs d'entreprises propriétaires de vignobles à avoir été sélectionnés parmi les plus grands crus. Pour la plupart membres du club Vingt sur vins. Créée en 1993 par la fille de Michel-Édouard Leclerc, cette association rassemble de riches propriétaires qui profitent de leur

passion pour ne pas oublier leurs affaires. Ainsi, Michel-Édouard Leclerc revend aux centres éponymes 550 000 des 750 000 bouteilles du château Roques-Mauriac acquis en son temps par son père Édouard à l'est de Libourne. Pratique, non ? Aujourd'hui, c'est la petite-fille du fondateur, Hélène Levieux, qui veille sur les trois crus bordelais de la famille.

Château P.-D.G.

Depuis vingt ans, ceux qui ont réussi dans les affaires ou revendu leur entreprise sont de plus en plus nombreux à s'offrir des propriétés viticoles, de préférence à Bordeaux. Le tropisme du châtelain bordelais est depuis revenu en force. Quel plaisir et surtout quel prestige de pouvoir glisser au cours d'un dîner à ses amis ou à ses relations « c'est le vin de ma propriété », alors qu'on n'y passe qu'une fois par an en souliers vernis, à l'occasion de sujets photos sur les vendanges dont certains magazines se sont fait une spécialité. Dirigeants et viticulture font en tout cas bon ménage tant il est vrai que les P.-D.G. ou ex-capitaines d'industrie ayant investi dans le vin ces dernières années sont légion. Y compris dans des régions jusque-là délaissées. Un constat qui cache cependant des situations très différentes, entre les patrons investisseurs, les propriétaires, les jouisseurs et les viticulteurs. Pour certains, le château bordelais est l'expression symbolique d'une réussite acquise par ailleurs, pour d'autres, elle fait partie de leur stratégie d'image ou de communication. Pour d'aucuns, histoires de familles, revanches et trahisons se mêlent. Partout, la passion est au moins égale à l'envie de faire un bon investissement, fiscalement intéressant. Surtout qu'avec les effets de la crise, le rapport de forces redevient favorable aux acheteurs. Dans le vignoble, on murmure que François Pinault aurait fait estimer château Latour en vue de le vendre.

Question viticulture, les nouveaux riches ne mégotent pas sur les moyens : chais dessinés par des architectes internationaux de renom comme Ricardo Bofill ou Jean-Michel Wilmotte, cuveries en inox bardées d'électronique, laboratoires et biologistes high-tech, ou encore

vendanges pilotées par satellite comme au château de Fieuzal, propriété d'un riche Écossais visiblement peu avare de ses deniers. Mais pourquoi investir dans le vin, si, comme on le lit régulièrement[31], « le rendement moyen annuel de l'investissement dans le vin – haut de gamme – se situe entre 1 et 2 % avant impôts » ? D'abord, la rentabilité des très grands crus est très largement supérieure à celle des vins ordinaires. Surtout, il ne faut pas tenir compte de la rentabilité immédiate de l'affaire. « Un investissement à Bordeaux est avant tout foncier [32] », assure Bernard Magrez. C'est la valeur de l'actif, l'hectare de vigne, qui compte. Voilà pourquoi de nombreux propriétaires se satisfont d'une exploitation déficitaire. Ils savent qu'à la revente l'opération redeviendra fortement bénéficiaire. Ensuite, parce que « la valeur d'un grand domaine historique repose aussi beaucoup sur une dimension affective[33] », confirme Magrez, propriétaire de Pape-Clément, Fombrauge ou La Tour-Carnet entre autres vignobles prestigieux. Magrez, titulaire d'un CAP de menuiserie, est un *self-made-man* à l'américaine. Devenu par hasard commercial pour des portos puis des whiskies à bas prix vendus en supermarchés, il a tiré l'essentiel de ses revenus du négociant William Pitters, racheté en 1964. Avant de créer Malesan, négociant bordelais qu'il développe. C'est sur ces vins et alcools bon marché à destination de la grande distribution qu'il fonde sa fortune. Mais, secrètement, Magrez brûle de s'emparer de grands crus, et pourquoi pas d'en constituer une collection. Gérant de Pape-Clément, Magrez prend goût aux grands vins. Installé à Bordeaux, il revend alors ses deux premières sociétés et se lance dans une politique d'acquisition effrénée dans le monde entier, dont certaines menées avec son grand ami Gérard Depardieu. Devenu un véritable empereur du vin, il est aujourd'hui présent dans neuf pays à travers trente-sept vignobles ! Ses dernières acquisitions, 200 hectares de vigne au Chili en 2008, venus renforcer son *Hacienda de la Serenidad*pour produire 100 000 à 150 000 bouteilles, ainsi qu'un domaine de 6 hectares au Japon en vue de produire un blanc nippon haut de gamme. Pour les faire connaître, Bernard Magrez ne lésine pas. Lors d'une conférence de presse organisée en 2007 en présence d'une quarantaine de journalistes spécialisés du vin ou de la gastronomie, il avait fait remettre aux

participants une montre Cartier d'une valeur unitaire de plus de 1 200 euros ! Un cadeau luxueux pour ses « amis journalistes », comme il les appelle.

En réalité, si certains grands patrons s'offrent un grand cru, c'est qu'ils sont aussi désireux d'afficher leur fortune nouvelle. En plus de varier leurs investissements. D'autres enfin se recyclent vraiment dans le vin, histoire de voir s'ils peuvent pérenniser leur talent entrepreneurial dans quelque chose de plus personnel, plus intime. En cas d'échec, ils seront tenus pour personnellement responsables, en cas de réussite aussi. Un vignoble est tellement plus *glamour* que la pisciculture ou la mécanique industrielle ! Et les médias s'y intéressent forcément davantage. Alors quand on veut faire parler de soi, ou de son entreprise, c'est un excellent choix. D'ailleurs, les hommes d'affaires et le vin font particulièrement bon ménage. « Le vin est une boisson totem », écrivait Roland Barthes. Rarement cela aura été aussi vrai. Retour à la terre, aux racines, aux sources ? Une chose est certaine : un repreneur de propriété viticole sur deux est totalement étranger au monde du vin.

Beaucoup plus discret que Magrez et nettement plus riche aussi, Clément Fayat, trente-sixième fortune de France avec un patrimoine d'environ 1 milliard d'euros, constitué dans l'immobilier, le BTP et l'industrie. Fayat, fils de maçon corrézien, autodidacte, n'est rien de moins que le patron du cinquième groupe mondial dans le secteur des travaux publics. C'est également un Bordelais bien implanté depuis 1969 et son rachat du château La Dominique, grand cru de Saint-Émilion. Sa collection s'est enrichie et compte désormais château Clément-Pichon, Prieuré de la Commanderie, et La Commanderie de Mazeyres. En tout, 60 hectares répartis jusqu'à Pomerol, sur la rive droite de la Gironde, non loin de Libourne. « Je ne suis pas dépensier », a pourtant coutume de dire ce « radin industriel[34] » qui achète tout ce qui se présente sur le marché cash. « Je ne chasse pas, ne joue pas au golf, ni ne fais de bateau[35]… Ma passion, c'est mon métier, et comme tout Bordelais, j'aime le vin », se justifie celui que les vignerons établis depuis des générations ont longtemps snobé. Et qui aujourd'hui le courtisent pour qu'il les rachète.

Mais il n'y a pas que Bordeaux, ni le Nouveau Monde, que les

financiers ou les rentiers regardent avec les yeux de Chimène. La Bourgogne également connaît un regain d'intérêt. Les nouveaux arrivants y sont légion. En 2006, c'est François Pinault qui a causé un grand émoi dans la région en s'emparant du domaine Engel à Vosne-Romanée, un très grand vin. Aujourd'hui, on évoque évidemment l'arrivée de son concurrent historique, Bernard Arnault, dans le coin.

Le bonheur est dans le chai

Mais restons à Bordeaux. Il y a bel et bien une aristocratie. Elle vient du vin ou elle y va. Jadis, issue de l'ancienne caste des négociants des Chartrons, la bourgeoisie bordelaise était un peu fermée. Mais, de crise du marché viticole en succession, la propriété des grands crus a drastiquement changé au cours du XXe siècle. Les nouveaux aristos du bouchon ne sont plus les vieilles familles, mais des banquiers, des assureurs, des industriels en quête de diversification patrimoniale ou de notoriété. Non sans suspicions. Car pour les tenants de la tradition, les nouveaux venus avec leurs vins de garage, cultivant la déférence vis-à-vis de Robert Parker, le gourou de la dégustation américaine, et capables de sortir en bateau à moteur sur le bassin d'Arcachon, sont une terreur. Parmi ces nouveaux entrepreneurs, l'un de ceux qui a rencontré le plus de succès est Jean-Luc Thunevin, pourtant propriétaire au départ de vignes considérées sans grande valeur. Ouvrier forestier à ses débuts, passé par la musique et le Crédit Lyonnais, dépourvu de connaissances sur le vin, il est aujourd'hui à la tête de château Valandraud, à Saint-Émilion, considéré comme l'un des meilleurs vins du monde.

C'est-à-dire près de quarante ans après Marcel Dassault, le célèbre avionneur, fondateur de la non moins fameuse dynastie, qui fut l'un des tout premiers « étrangers » à avoir mis les pieds dans la vigne. Il avait même donné son nom de famille à un cru bordelais acquis dans les années 50, château Couperie à Saint-Émilion. Dassault, longtemps le premier contribuable de France, en plus de son domaine de Coignières (Yvelines), de sa villa à Cannes et de son hôtel particulier situé au rond-point des Champs-Élysées, avait acquis à l'époque un domaine viticole

de 27 hectares tombé en sommeil à Saint-Émilion, afin d'en faire une vitrine commerciale pour ses affaires. Et il lui redonne toute sa splendeur. En 1969, château Dassault est enfin classé. Une consécration pour l'avionneur qui cherche alors en 1976 à acheter château Margaux. Il signe même un compromis de vente qu'une grève du personnel de Dassault le conduira à annuler. « Lorsqu'il a fait l'acquisition de château Dassault, mon grand-père pensait qu'il deviendrait un formidable outil de communication, explique Laurent Dassault, président de Dassault Investissements et vice-président du groupe. Il avait raison. Situé à proximité de nos sites aéronautiques de Mérignac et de Martignac, château Dassault permet de recevoir nos clients de l'aviation civile et militaire. Nous sommes les seuls fabricants d'avions dans le monde à pouvoir recevoir nos clients de cette manière-là. C'est pour eux un véritable dépaysement et l'occasion de découvrir les saveurs et les spécialités culinaires de Saint-Émilion. Cela contrebalance le côté un peu froid de la haute technologie[36]. » Depuis 1994, c'est donc le petit-fils de Marcel, Laurent Dassault, « investisseur-voyageur » comme il se définit lui-même, qui en tient les commandes. Il commence par restaurer à grands frais et au plus près de la construction d'origine le château Napoléon III de près de 1 000 mètres carrés. Passé par la banque, cet amateur de polo qui se décrit volontiers comme un épicurien gère les confortables investissements de la holding familiale, et se développe dans les vins du Nouveau Monde, au Chili ou en Argentine, où il est notamment associé avec Benjamin de Rothschild. « En 1955, mon grand-père Marcel a été le premier industriel français avec le baron Bich à acheter un domaine viticole[37] », explique Laurent Dassault qui possède également une petite partie de Cheval-Blanc acquise aux côtés de Bernard Arnault (LVMH) et du baron belge Albert Frère. « Certes, le pôle vins représente à peine 0,5 % du chiffre d'affaires du groupe, mais c'est au moins 20 % de notre image notamment dans des pays comme la Chine, les États-Unis ou la Russie. » Alors l'héritier entrepreneur de cette famille à la fortune estimée à plus de 5 milliards d'euros[38] poursuit son projet. En tant que « jeune agriculteur [39] », Laurent Dassault a aussi racheté en juin 2002 château Lafleur à la Safer-de-Gironde pour 4,1 millions d'euros, un domaine sur lequel il avait des vues depuis

longtemps. Guère étonnant : Lafleur occupe les 6,3 hectares mitoyens de Dassault ! « Posséder un grand vin est un symbole de réussite », reconnaît d'ailleurs Laurent Dassault qui avoue quand même qu'il aurait bien aimé faire un premier cru classé. En attendant, il est copropriétaire de 850 hectares du Clos de los Siete en Argentine (12 millions d'euros d'investissements) avec six autres actionnaires français richissimes. Débouché pas inutile en temps de crise, Dassault Aviation sert le vin de Laurent à l'occasion de ses réceptions dans le monde entier. Quelques compagnies aériennes amies se fournissent également chez lui.

« Wine business club »

Petit à petit, les hiérarchies ont été bousculées dans la région girondine. Les fortunes les plus récentes ont pris le pas sur les vignerons et les vieilles familles du cru. Aujourd'hui, parmi les dix familles les plus riches, on trouve les Castel (Castel Frères), qui ont acquis 80 hectares de vignoble à château Cavalier, Corinne Mentzelopoulos (château Margaux), les Ginestet (Gifi), Bernard Magrez, la famille de David de Rothschild (Lafite-Rothschild), Philippine de Rothschild (Baron-Philippe-de-Rothschild), ou encore May-Éliane de Lencquesaing (ancien propriétaire de château Pichon-Longueville – Comtesse de Lalande –, revendu), dont la fortune est comprise entre 100 et plus de 500 millions d'euros. Dix-neuf des trente plus grandes fortunes d'Aquitaine se trouvent ainsi à Bordeaux où « l'or pousse sous les pieds », selon la formule de l'écrivain Jean Lacouture. Déjà, au XVIIIe siècle, courtiers et négociants mettaient régulièrement à jour des classements officieux en tenant compte des cours récents des vins. Toutes les propriétés étaient concernées, des plus célèbres appartenant aux propriétaires les plus fortunés aux plus modestes crus du bas Médoc. Curieusement aussi, certains critiques trouvaient que ces divers classements faisaient la part trop belle aux propriétés appartenant aux puissants, comme aux familles des présidents du Parlement de Bordeaux. Mais c'était oublier que les terroirs les meilleurs étaient connus depuis longtemps et qu'étant les plus chers, ils avaient été

achetés par les plus riches personnalités de la région…

Vingt ans après Dassault, en 1978, c'est le baron Bich qui s'emparait du château Ferrand, grand cru de Saint-Émilion, après avoir vendu des actions Perrier pour ce faire. Aujourd'hui, c'est sa fille Pauline, assistée par son mari Philippe Chandon-Moët (descendant de la célèbre famille champenoise), qui est aux commandes de cette « folie ». Pauline revendique avec fierté à juste titre sa filiation dans ce domaine familial en affichant sur l'étiquette « Héritiers du baron Bich ». « Aujourd'hui, Ferrand est tout sauf une danseuse[40] », assure pourtant Chandon-Moët qui explique : « Nous recherchons une rentabilité depuis que nous l'avons repris en 2004. D'ailleurs, le château gagne de l'argent. En 2008, nous avons réalisé 15 % de bénéfices, notre meilleure année. » Absent du système des primeurs, Ferrand commercialise lui-même ses propres vins, dont une grande partie directement auprès des consommateurs ainsi qu'auprès des salariés du groupe Bic. « En dehors de cela, précise Chandon-Moët, nous n'avons aucun lien avec le groupe. » Sous-cotés, ses vins ont en tout cas une bonne réputation et trouvent facilement preneur. Une excellente gestion, donc, fait assez rare chez les « étrangers » venus faire du vin. On se souvient ainsi de Gaston Lenôtre qui, après avoir revendu sa société de traiteur pour 120 millions, s'était offert une propriété dans la Loire pour 60 millions d'euros. Il avait été contraint de la revendre pour 1 million « symbolique » à un groupe quelques années plus tard.

Bordeauxpoly

Mais les échecs des uns ne découragent pas les autres. En 2006, le virus a contaminé les frères Martin et Olivier Bouygues qui ont frappé très fort en dépensant 120 à 140 millions d'euros[41] pour acquérir « à titre personnel » château Montrose, joyau de l'appellation Saint-Estèphe, l'une des appellations les plus au nord de la rive gauche. Un second cru classé du Médoc parfois surnommé le « Latour de Saint-Estèphe », toujours servi à la table de leur père Francis, le fondateur de l'empire Bouygues et P.-D.G. de TF1, comme dans leur propriété de Sologne.

Cette propriété de 95 hectares de graves domine l'estuaire de la Gironde, jouissant d'un terroir exceptionnel et d'un ensemble unique comprenant des bâtiments vinicoles, un château et les maisons d'un village. « À Bordeaux, pas de doute, écrit alors *Le Point*[42] : Martin Bouygues ne vient pas à Saint-Estèphe pour la frime, mais pour diversifier intelligemment son patrimoine ! » Très vite, les Bouygues s'offrent également non loin de là Tronquoy-Lalande, 20 hectares de cru bourgeois supérieur. Le « bordeauxpoly » ne s'arrête pas là. « Aujourd'hui, Bouygues et Reybier[43] se battent, explique Bernard Magrez, parce qu'il n'y a pas de crise foncière. Sur le plan patrimonial, c'est extra. Moi, j'ai fait passer La Tour-Carnet de 45 à 107 hectares… Ce qu'on ne peut bien entendu pas faire à Saint-Émilion[44]. »

Moins d'un mois plus tard, c'est le château Guiraud, premier cru classé de Sauternes, qui tombe dans l'escarcelle de la holding familiale des Peugeot, FFP (Société Foncière Financière et de Participations) présidée par Robert Peugeot. « Cette acquisition s'inscrit dans une logique d'investissement à long terme », aime à répéter Robert Peugeot, amateur très éclairé. Sylvain Massat, qui a fait fortune dans l'industrie du pneu, a pour sa part investi des millions dans le château La Font du Broc, où il a reproduit, vingt mètres sous terre, les conditions identiques à celles d'une cave d'une abbaye cistercienne pour faire vieillir son vin dans le respect de la tradition. On ne compte donc plus les P.-D.G. qui ont trouvé une certaine ivresse non pas à boire des grands vins ni à les contempler dans leur cave, mais à les faire. Ou plus exactement à les faire faire.

Au début des années 2000, loin de se tarir, l'intérêt des acheteurs pour le vin a explosé. Les prix aussi du coup. Michel Reybier a ainsi dépensé plus de 150 millions d'euros pour s'emparer de Cos d'Estournel, à Saint-Estèphe, un prix jugé astronomique à l'époque, mais très vite dépassé par des transactions deux fois plus importantes. L'équivalent en tout cas du montant dépensé par Robert Louis-Dreyfus pour s'emparer du club de football l'Olympique de Marseille. Plus récemment, Reybier a acheté le château Montelena, célèbre domaine viticole de la Napa Valley en Californie. L'une des plus importantes transactions jamais réalisées à l'étranger par un Français pour un

domaine viticole, avec un montant estimé à 150 millions d'euros[45]. Reybier possède par ailleurs des intérêts dans le pétrole à Cuba et plusieurs hôtels de luxe dont *La Réserve* à Genève. Plus modestement, Jean Halley, héritier de la famille fondatrice de Carrefour, achète en 2000 château La Dauphine à Fronsac, 31 hectares et une demeure XVIIIe qu'il confie à son fils Guillaume : « Ce n'est pas une danseuse, assure celui-ci. Si on met de côté les investissements, l'exploitation est rentable. Nous distribuons l'essentiel de nos vins dans le supermarché Carrefour Market à Caudéran dont je suis propriétaire. Nous les avons également fait référencer dans les autres hypers du groupe[46]. » Une idée particulièrement astucieuse, n'est-ce pas ?

Un bon placement

On comprend donc aisément que, malgré la crise, la demande pour les plus grands domaines viticoles du Bordelais ne faiblit pas. La soixantaine de crus recherchés se valorise donc très naturellement, par effet de rareté. Comme il ne semble pas y avoir de limite dans l'envolée des prix, la valeur d'un cru classé à Saint-Émilion peut passer de 20 à plus de 300 millions d'euros. La tendance à l'envolée des prix (+ 15 à 30 % par an) s'est calmée, même pour les domaines et les appellations les plus prestigieuses – Pomerol ou Saint-Émilion – qui n'avaient jamais été aussi chers que ces dernières années. La crise aidant, il y a rarement eu autant de domaines en vente. Mais cela ne signifie pas forcément que les prix diminuent. À Moulis, l'hectare se vend actuellement 400 000 euros, à Pomerol 1 million d'euros, parfois beaucoup plus[47].

Il faut dire qu'investir dans un vignoble possède également des attraits fiscaux et patrimoniaux. En effet, lorsque le domaine est considéré comme un bien professionnel, autrement dit un outil de travail – ce qui est le plus souvent le cas –, il est tout simplement exonéré d'ISF[48]. On peut aussi constituer un groupement foncier viticole (GFV) qui consent un bail à un vigneron. Les avantages fiscaux sont considérables. En termes de succession, le statut juridique des domaines viticoles est également très intéressant. Surtout dans le cas d'une

donation. « C'est une forme de diversification fiscale qui est plus agréable à regarder que les cours de Bourse », confiait Philippe Cuvelier, ex-patron du groupe Guilbert, aujourd'hui propriétaire du Clos Fourtet, aux auteurs de *In vino Satanas*[49]. Lui est pourtant arrivé à Saint-Émilion par hasard, alors qu'il cherchait une nouvelle activité après avoir vendu en 2000 ses 33 % de Guibert, l'enseigne spécialisée dans la papeterie de bureau. Il a arpenté le Bordelais en long, en large et en travers, avant de tomber sur le Clos Fourtet à Saint-Émilion. Puis de racheter en février 2008 château Poujeaux, à Moulis, en Médoc. C'est aujourd'hui son fils de 30 ans qui est en charge de la commercialisation et de la communication de ses vins.

Une chose est sûre, les dispositions fiscales sont légion pour permettre aux riches investisseurs de rentabiliser au maximum leurs acquisitions et d'allier plaisir et intérêt. Ainsi, les associés d'un groupement foncier agricole (GFA) bénéficient d'avantages importants. Les droits de mutation à titre gratuit par donation ou succession sont en effet exonérés à 75 %. Et en matière d'ISF, l'exonération est totale [50]! Ce qui signifie que Bernard Arnault ou Serge Dassault peuvent transmettre à leurs héritiers un château bordelais en payant moins d'impôts que s'ils transmettaient d'autres biens. C'est ce qu'on appelle de l'optimisation fiscale. De surcroît, il est rarissime de voir des propriétaires revendre à perte des domaines viticoles. Si la rentabilité n'excède pas 1 à 3 % dans certains cas, le taux de rentabilité hors avantages fiscaux est plutôt de 8 à 9,5 % sur quinze à vingt-cinq ans, selon certains spécialistes. Et les grands vins sont pour leurs propriétaires des usines à cash. La plupart des spécialistes s'accordent à dire que le coût de production d'un grand cru n'excède pas 15 à 20 euros pour des bouteilles parfois vendues au prix démesuré de 450 ou 500 euros ! Soit des marges hallucinantes et des profits inégalables dans d'autres secteurs d'activité. Le tout couronné par un bénéfice se chiffrant en dizaines de millions d'euros au minimum pour chacun des premiers grands crus. Ce qui permet de rentabiliser en quatre ou cinq ans certains achats pourtant jugés « hors de prix ». Pas mal, non ?

1- Cité dans *Château Beychevelle* de Nicholas Faith, Olivier Orban, 1991.
2- Propos recueillis par l'auteur, 21 juin 2009.

3- *Sunday Times*, 28 décembre 2008.
4- *Decanter*, 30 décembre 2008.
5- Jean-Pierre de La Rocque et Corinne Tissier, *Guerre et Paix dans le vignoble*, Solar, 2009.
6- Telle est la devise de Mouton-Rothschild.
7- Propos recueillis par l'auteur, 9 septembre 2004.
8- *Vins du Monde*, mars 2008.
9- *Guerre et Paix dans le vignoble*, *op. cit.*
10- *In vino Satanas*, Albin Michel, 2008.
11- Pauly, Vinéa transaction.
12- Entretien avec l'auteur, 9 septembre 2004.
13- Entretien avec l'auteur, 9 septembre 2004.
14- Les estimations varient à ce sujet, d'autres évoquent plutôt un prix autour de 90 millions d'euros.
15- *Challenges*, 3 septembre 2009.
16- 860 millions de francs selon l'*Amateur de Bordeaux*.
17- Entretien avec l'auteur, 15 septembre 2009.
18- Entretien avec l'auteur, 20 octobre 2004.
19- Source www.lavinia.com à la date du 10 décembre 2008.
20- Entretien avec l'auteur, 20 octobre 2004.
21- Entretien avec l'auteur, 23 juin 2009.
22- Entretien avec l'auteur, 12 septembre 2004.
23- Entretien avec l'auteur, 20 octobre 2004.
24- Entretien avec l'auteur, juin 2008.
25- Entretien avec l'auteur, octobre 2004.
26- Entretien avec l'auteur, 15 septembre 2004.
27- Entretien avec l'auteur, 19 janvier 2005.
28- Entretien avec l'auteur, 10 janvier 2005.
29- Entretien avec l'auteur, 15 septembre 2004.
30- Entretien avec l'auteur, 23 juin 2009.
31- *Le Nouvel Économiste*, 7 décembre 2001.
32- Entretien avec l'auteur, 20 septembre 2009.
33- *Idem*.
34- Yvon Gattaz, préface du livre des cinquante ans du groupe.
35- *Le Monde*, 3 décembre 2009.
36- Entretien avec l'auteur, 14 septembre 2009.
37- Entretien avec l'auteur, 14 septembre 2009.
38- *Challenges*, juillet 2009.
39- *Le Nouvel Observateur*, 30 juin-6 juillet 2005.
40- Entretien avec l'auteur, 22 juin 2009.
41- Selon les estimations, dont celle du *Point* n° 1742.
42- *Le Point*, 2 février 2006.
43- Michel Reybier, l'ancien « roi du saucisson » qui a fait fortune dans la charcuterie (Justin Bridou, Cochonou ou Aoste…).
44- Entretien avec l'auteur, 20 septembre 2009.
45- *Sud-Ouest*, 23 juillet 2008.
46- Entretien avec l'auteur, 14 avril 2009.
47- *L'Expansion*, septembre 2009.
48- *Demeures et Châteaux*, septembre 2008.
49- *In vino Satanas*, *op. cit*.
50- Loi du 1er août 2003, dite « Pacte Dutreil » et art. 787 B du Code général des impôts.

Chapitre 5

À la poursuite de l'or vert

« Il faut plaindre les riches, leurs biens les environnent et ne les pénètrent pas. »

Anatole France[1].

Maussane, charmant petit village sur la route de Saint-Rémy-de-Provence. En plein cœur des Alpilles, à une encablure du Lubéron, la résidence d'été des patrons du CAC les plus discrets, des stars les plus mystérieuses, des entrepreneurs à succès et des politiques de tous bords. À première vue, des maisons de village en pierre et tuiles, une place pour jouer aux boules, un café près de la fontaine, une boulangerie et des allées de platanes. Rien de renversant donc. Pourtant, le long des routes environnantes, se succèdent d'immenses propriétés ceintes de murs de pierres sèches ou de champs d'oliviers. Des mas[2], des bastides[3] ou des moulins où l'unité de compte est le million d'euros. Parfois de véritables châteaux. Comme celui de Mogador, dans le domaine d'Estoublon, sur la route qui mène à travers les collines et les arbres centenaires, à Tarascon. C'est dans ce véritable Versailles provençal entouré de 200 hectares de terres qu'a été tourné le célèbre feuilleton *Les Gens de Mogador* en 1972, retraçant l'histoire de la famille Vernet. Impossible aussi d'en manquer l'entrée, signalée par d'élégants panneaux et une

flopée de mâts où flottent les drapeaux d'une dizaine de pays. Les frondaisons sans fin des pins sans âge qui serpentent au milieu des oliviers mènent au pied d'un escalier néoclassique. Juste au-dessus, une chapelle tout juste sortie de terre et ses vitraux modernes ultra-colorés. Bienvenue dans l'univers « bling-bling » de Breitling. En effet, cette propriété mirifique a été rachetée en 1999 à la famille Lombrage par Ernest Schneider, propriétaire de l'horloger de luxe, pour une bouchée de pain, si l'on peut dire : environ 4 millions d'euros. Il aura fallu ensuite 14 millions d'euros d'investissements pour moderniser le domaine et ses installations techniques. Schneider, grand amateur de chasse, possède également une importante réserve cynégétique dans les environs. Désormais, c'est Valérie, troisième et dernier enfant d'Ernest Schneider, et son mari, Rémy Reboul, qui gèrent Estoublon. Ils ont transformé la propriété, restauré la toiture du château qui demeure inhabité, refait les chemins, drainé la terre, créé un étang, un parterre de roses et installé l'arrosage automatique sur toute la propriété. Ils ont également entièrement rénové la cave et fait des champs d'oliviers une poule aux œufs d'or, en surfant sur la vogue de l'huile d'olive de la vallée des Baux-de-Provence. Entièrement remaniée, l'oliveraie compte près de 7 000 pieds sur 50 hectares. L'ensemble comme les nouveaux bâtiments, à l'architecture contemporaine ne passent pas inaperçus. Ils donnent une idée des montants investis sur place et des intentions des dirigeants. Innovations de conditionnement, marketing agressif, installations ultramodernes ayant nécessité des millions d'euros, Estoublon s'est imposé en moins de dix ans au firmament de l'or vert, l'huile d'olive, qui fait couler les euros par milliers dans les poches des exploitants avisés. Faisant fi du folklore local, les Schneider misent sur le luxe et une huile à plus de 40 euros le litre présentée dans des écrins, comme leurs montres de luxe. Un vrai caviar liquide. Pour écouler leur production, tous les moyens sont bons. Comme servir à volonté leur vin et leur huile d'olive à leurs invités de prestige lors du Salon de l'aéronautique du Bourget ou des autres manifestations auxquelles Breitling est associé. Il est toujours pratique de pouvoir distribuer ses produits soi-même via sa propre société et en organisant par ce biais la promotion de ses crus d'huile et de vin. Engouement aidant, les Schneider ne sont pas les seuls à avoir été pris de cette fièvre nouvelle.

Désormais produites comme des grands crus, les olives attirent les huiles !

Caviar provençal

Au pied des Alpilles, c'est l'homme d'affaires François Faure, inconnu du grand public, qui s'est lancé au début des années 90 dans la production d'une huile d'olive aujourd'hui réputée, celle du domaine de Valdition, n'hésitant pas à faire planter en masse des oliviers de qualité. Un engouement qui s'explique par d'importantes primes à la plantation, ainsi que par l'octroi de primes à la production. Mais il n'y a pas que les olives qui rapportent en Provence. Les truffes aussi. Nombreux sont les propriétaires du sud de la France à avoir planté des chênes ou des arbres truffiers dont les racines ont été gorgées de spores de *tuber melanosporum* exclusivement. Rien d'étonnant quand on sait que le kilo de ce drôle de champignon très apprécié des gourmets s'échange à plus de 1 000 euros sur les marchés dédiés de Richerenches ou Aups, en Provence, et plus près de 5 000 euros le kilo à la *Maison de la truffe* à Paris. Plus curieux en revanche, le fait que les bénéfices issus de la culture de la truffe échappent à l'impôt ! Voilà qui n'est d'ailleurs pas anodin dans le regain d'intérêt pour le champignon odorant. Certains gros propriétaires gourmets en ont profité pour planter des arbres à moindres frais sur un terrain qu'ils se demandaient comment exploiter. Puisqu'un chêne truffier ne produit pas ou peu dans les dix à vingt ans suivant sa plantation, l'administration fiscale considère qu'il est normal d'exonérer pendant les quinze premières années le surplus dégagé par leur exploitation. Un million d'euros est ainsi économisé chaque année par les contribuables trufficulteurs.

Du rosé à la pelle

Tous les riches ne succombent pas forcément aux vieilles pierres d'un vaste château. S'ils ne sont pas tous propriétaires d'un mas,

généralement au cœur d'une ancienne propriété agricole familiale, beaucoup possèdent en revanche au moins une bastide, installée non loin d'une grande ville (et donc du TGV Sud-Est) comme Aix, Marseille ou Avignon, qui fut longtemps l'apanage de la bourgeoisie aisée de province. La destination la plus prisée étant ce que les locaux appellent « la vallée des milliardaires », autrement dit le Lubéron. Entre Gordes, Ménerbes et Bonnieux, rénovées et embellies, les propriétés acquises par d'anciens industriels ou des hommes d'affaires sont le plus souvent entourées de vignes ou de champs d'oliviers qui produisent un cru vendu chez Fauchon, dans un réseau de distribution sélective ou par le bouche à oreille. De quoi en tout cas obtenir le classement de la propriété en domaine agricole, statut fiscal bien plus avantageux que le régime de droit commun. *Businessman* avisé sensible aux charmes de la Provence, Yves Rousset-Rouard, ancien député UDF puis UMP, ancien producteur de cinéma, s'est ainsi installé à Ménerbes, joli petit village du Lubéron où il a racheté le domaine de la Citadelle qui produit un excellent vin. Sur la route de Cavaillon, à 1,5 kilomètre en contrebas du village dont il est le maire, « YR2 », comme on le surnomme, a installé son « musée du Tire-bouchon » dans les caves de sa propriété. Parmi ses voisins, l'écrivain anglais Peter Mayle, auteur de best-sellers comme *Une année en Provence*, vendu à plus de 6 millions d'exemplaires. Depuis peu, ces pionniers du renouveau provençal ont été rejoints par d'autres Parisiens arrivés dans ces contrées par la grâce du TGV Sud-Est. Comme Antoine Adam, l'ancien patron de presse, créateur de *Pleine Vie*, cédé à EMAP (aujourd'hui Mondadori) pour plusieurs dizaines de millions d'euros[4], qui s'est retiré des affaires dans une somptueuse résidence provençale entourée d'hectares de terrain où il vit avec son épouse. Il a fait entièrement éclairer le parc, les arbres et les allées qui y mènent à la façon d'Eurodisney. Il a également fait installer dans l'une des pièces de sa gigantesque demeure un cinéma dynamique (dont les sièges bougent avec les mouvements du film), fierté qu'il ne manque pas de montrer à tous ses visiteurs.

Pierre Guénant, un très discret milliardaire poitevin, proche ami de Jean-Pierre Raffarin, est, lui, le propriétaire depuis 2002 du château de Beaulieu, 150 hectares. Petit-fils de vignerons, entrepreneur à succès

notamment dans la distribution automobile – le géant européen PGA motors, 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires –, il a eu le coup de cœur pour cette propriété et ses vignes, tant pour le vin que pour l'histoire des lieux. Il a fait procéder à la restauration complète. Autour, de nombreux hectares de vignes. Une propriété regroupée avec deux autres acquis par l'homme d'affaires dans les environs d'Aix au sein d'une société, PGA-Domaines, qui devrait voir son portefeuille s'étoffer dans les années à venir. C'est à sa fille, Bérangère, que cet entrepreneur avisé a confié le soin de veiller aux destinées de Beaulieu et d'en orchestrer la promotion. À cette fin, elle ouvre cette année dans l'incroyable propriété acquise par son père et meublée avec un goût exquis, des chambres d'hôtes de luxe à plusieurs centaines d'euros la nuit. Une démarche qui nécessite de se faire connaître et de parler de ce qu'on fait. Une entorse dans la devise jusque-là inflexible de Pierre Guénant : « Pour vivre heureux vivons cachés. » Car cet entrepreneur exceptionnel, au sens des affaires hors du commun, s'il ne fuit pas les journalistes qui parviennent à le dénicher, ne recherche pas leur compagnie. Longtemps demeuré à l'écart des divers classements des Français les plus riches – qu'il prend plaisir à contester –, il s'est fait connaître du grand public en offrant au Louvre des œuvres d'art du XVIIIe siècle (dont un tableau d'Oudry) acquis en salle des ventes avec sa femme, en vue de donations.

Autre néovigneron propriétaire d'un beau domaine viticole du côté du Lubéron, l'ancien président de la Lyonnaise des Eaux, Jérôme Monod, ancien secrétaire général du RPR du temps de Jacques Chirac, dont il est resté l'un des plus proches amis. Il a officiellement investi un million d'euros dans sa propriété familiale de Lourmarin, château Fonvert, où il a fait creuser des caves et monter en gamme la vigne, obtenant, avec un domaine de 23 hectares, le statut fiscal d'agriculteur ! De même que Paul Dubrule, cofondateur du groupe hôtelier Accor : depuis 1973, l'ancien patron aujourd'hui retiré des affaires s'est pris au jeu viticole après avoir acquis une bergerie délabrée entourée de 5 hectares de vignes dans le Lubéron. Deux cent soixante-sixième fortune de France avec un patrimoine estimé à plus de 100 millions d'euros, il exploite seul le domaine de la Cavale à Cucuron depuis 1996, époque à laquelle il a pris du champ avec Accor. Il y a fièrement investi plus de

3 millions d'euros. La propriété fait aujourd'hui 86 hectares et les vins ont fait de gros progrès.

Plus au sud, le cinéaste Luc Besson, lui, possède une propriété viticole dans le Languedoc. Quant à Vincent Bolloré, il est devenu propriétaire des domaines de la Bastide Blanche (côtes-de-provence) et de La Croix (100 hectares de cru classé de côtes-de-provence) en 2001 sur la commune de La-Croix-Valmer, non loin de l'une de ses résidences estivales de Saint-Tropez. Bolloré a fait totalement restructurer les 100 hectares du vignoble qu'il a entièrement fait replanter. Crédits illimités, architectes les plus renommés, techniciens réputés, matériaux dernier cri, on ne lésine pas à la dépense. Après avoir rénové la ferme de La Croix et restructuré les vignobles, l'homme d'affaires a également fait creuser une cave à l'architecture très spéciale. En année pleine, elle pourrait recevoir 600 000 bouteilles par an[5]. Le site de la Bastide Blanche, 15 hectares les pieds dans l'eau, est encore plus exceptionnel. L'ensemble a nécessité plusieurs dizaines de millions d'euros d'investissements. C'est Michel Rolland, le *flying wine-maker* de Bordeaux et des vins du monde, qui a remis sur pied les vins de Bolloré. Pourtant, les spécialistes se demandent bien ce qu'il est allé faire dans cette galère. « C'est pour le foncier qu'il a investi là-bas[6] », assure son vieil ami, ancien camarade de lycée, Laurent Dassault. D'ailleurs, « Bollo », comme on le surnomme, déjà propriétaire de l'hôtel *Ermitage* à Saint-Tropez, rachète petit à petit toutes les maisons avoisinantes à vendre et les transforme en maisons pour chacun de ses enfants. Vu la pression immobilière, ce n'est certainement pas un mauvais placement.

Un agrément pour le moins rentable…

Le profil type du bien acheté par ces agro-entrepreneurs d'origine parisienne principalement ? Un vignoble de 15 à 35 hectares payé entre 3 et 5 millions d'euros. Plus un placement donc, qu'un achat plaisir ou une valeur refuge. Mais la rentabilité est souvent au rendez-vous. Les propriétaires actifs qui gèrent eux-mêmes leur domaine peuvent en

attendre 10 % de rentabilité. Selon les spécialistes, il y a encore de quoi réaliser de bonnes affaires à l'achat dans les propriétés dotées de vignobles et de terres agricoles. En effet, le marché de ce type de domaines est très actif. À terme, la pression sur le foncier est telle dans les environs d'Aix ou d'Avignon que les candidats à l'achat sont nombreux. En période de crise des marchés financiers, la pierre est très courtisée. Voilà de quoi assurer l'avenir des terres cultivables. À l'achat c'est surtout la valeur immobilière (qualité de l'immobilier et du vignoble ou des plantations d'oliviers) qui fait l'essentiel du prix. En Provence, le coût pour des propriétés de charme avec vignobles ou possibilité d'en planter, oscille entre 3 et 20 millions d'euros pour les plus belles. C'est le montant quand on est une star de la finance ou un homme d'affaires dont on doit s'acquitter pour devenir le propriétaire d'une bastide ou d'un vieux mas entouré de vignes et s'offrir une belle étiquette qui n'a de château que le nom.

Mais tous ces ultra-riches ont sur le commun des mortels l'avantage d'être très bien entourés. Une nuée de secrétaires particuliers dévoués, de collaborateurs, notaires, avocats, fiscalistes, banquiers privés ou consultants en tout genre les conseillent sur leurs placements. En Provence, des agents immobiliers exclusifs, comme Émile Garcin, ou des agences spécialisées dans les transactions viticoles ne travaillent qu'avec une clientèle très fortunée. Ils réservent à leurs meilleurs clients les plus belles affaires, leur prodiguent tous leurs soins. De même qu'à Paris des « boutiques » d'immobilier n'interviennent que sur des ventes de biens de prestige et hôtels particuliers de plus de 5 millions d'euros. C'est la même chose à Saint-Tropez ou à Courchevel.

La plupart des grandes fortunes disposent pour les informer et négocier les prix de notaires influents, parfois amis de la famille, comme Me Bernard Monnassier, « le notaire des grandes fortunes[7] », qui veille notamment aux intérêts de Serge Dassault et du couturier Hubert de Givenchy. Dans le premier cercle d'un milliardaire, il y a aussi souvent un grand banquier d'affaires, de chez Lazard ou Rothschild, qui les aide à hiérarchiser la gestion de leur fortune et peut s'avérer une source d'information efficace pour acheter un château ou une propriété. Installés dans des immeubles cossus boulevard Haussmann ou rue du

Faubourg-Saint-Honoré, aux bureaux parfois décorés de toiles de maître, ils offrent un service de banque privée avec l'accès à des produits d'investissement plus performants et vous choient pourvu que vous leur confiiez plusieurs millions d'euros. Il faut ajouter à ce maillon indispensable de la gestion de patrimoine un ou plusieurs avocats, dont un fiscaliste, qui assiste ses clients – et souvent amis – dans l'optimisation de son patrimoine et l'allocation de ses actifs afin de payer le moins d'impôts possible. Par sa connaissance des arcanes du fisc et du maquis des règles juridiques et fiscales, le conseiller fiscal permet à la grande fortune des économies substantielles. L'ensemble des services de gestion incombant à de larges patrimoines est le plus souvent confié à des *family offices*[8] privés, des structures de conseil propres aux familles les plus riches. Le FO, comme on l'appelle, peut être partagé avec d'autres familles, amis ou clients. Son but est d'accompagner au mieux une holding familiale dans la préservation de son capital et de l'aider à le transmettre. Certains *family offices* proposent même de gérer le personnel de maison de leurs clients et font office d'agences de voyage ultra haut de gamme. Ticket d'entrée exigé : pas moins de 50 millions d'euros de patrimoine financier ! Pour leurs loisirs, ces millionnaires font de plus en plus appel à des services de conciergerie dédiés ou à des entreprises de services, quand ce n'est pas leur carte Centurion American Express qui leur donne accès à des assistants personnels pour toutes les choses de la vie, comme obtenir deux couverts dans un grand restaurant complet, des billets pour la finale de la Coupe du monde, ou l'autorisation de faire atterrir leur jet en quelque lieu de la planète.

Le cas Cahors

Ancien président de Cartier et administrateur exécutif du groupe de luxe Richemont (Cartier, van Cleef Arpels, Montblanc entre autres), Alain-Dominique Perrin est un *family office* à lui tout seul. Lorsqu'il a voulu remettre à l'honneur le vin de Cahors en créant « Les seigneurs de Cahors » entre autres, c'est tout seul et pour son plaisir. Après une

longue carrière réussie à la tête d'une entreprise très prospère, ses compétences de gestionnaire et de développeur sont reconnues. Par ailleurs résident suisse depuis de longues années, il n'a pas besoin de réaliser des investissements pour des raisons fiscales. L'homme d'affaires a également des intérêts dans un chantier naval, une collection d'art contemporain, un camping à Noirmoutiers. « J'ai la chance de ne pas être du tout sensible à l'aspect financier des choses et de ne pas être intéressé que par l'aspect matérialiste[9]. Au départ j'ai acheté un château qui n'avait pas de vignes. J'avais 37 ans, je gagnais très très bien ma vie et je voulais juste un château comme résidence secondaire, pour y aller avec ma famille. Par la suite quand j'ai planté, mon but était de faire un très grand vin avec le cépage malbec. J'ai réussi. Ma cuvée Le Pigeonnier est très bien notée par Parker et je sors parmi les cent meilleurs vins du monde dans tous les grands classements américains. Tout ça m'a coûté très cher, mais je ne l'ai pas fait pour faire du fric. » Pourtant il a essayé en invitant à ses frais de très gros clients de Cartier ou du groupe en week-end, en organisant à La Grézette des dizaines de séminaires et de réunions. Et en *chiadant* son vin, son marketing et sa communication.

Personnalité très proche de Jean-Pierre Raffarin, qui, décidément, sait bien choisir ses amis, Alain-Dominique Perrin possède donc un domaine réputé à Cahors, La Grézette. Il fut l'un des premiers issus du monde du luxe a avoir eu l'intuition et le talent de redresser un vignoble délaissé pour faire de ses crus des produits haut de gamme. Mais s'il peine plus que les autres, c'est parce qu'il a choisi, par passion, une région qu'il aime et que son pari était plus osé qu'un simple investissement financier dans une appellation bordelaise prestigieuse. Au château, il peut aussi s'enorgueillir d'avoir reçu pour un week-end, durant l'été 2002, le Premier ministre d'alors, Jean-Pierre Raffarin, son épouse et sa fille, ainsi que Tony Blair et son épouse Cherie, tous habitués des lieux. Alain-Dominique Perrin n'hésite pas à affirmer qu'il a toujours perdu 150 00 000 à 250 000 euros par an depuis vingt-huit ans qu'il possède château La Grézette. Faire connaître l'appellation Cahors dans le monde entier a un prix. Effectivement, ses investissements de plusieurs millions d'euros sont difficiles à

rentabiliser malgré la bonne cote de ses vins. Pourtant la passion n'est pas toujours la principale motivation d'achat. Notamment pour les plus fortunés. Bien que, remarque Caroline Frey, de château La Lagune, « si les investisseurs du vin ne regardaient que la rentabilité, il y a longtemps qu'ils seraient allés faire autre chose. Les gens qui viennent au vin le font par plaisir, par amour de la terre, du cru qu'ils achètent[10] ».

Le riz aussi

On aurait pu croire que les gens qui viennent à la culture du riz le faisaient par passion, ou par atavisme. Mais comme l'indique la liste des plus gros bénéficiaires de subventions européennes dans le cadre de la PAC (politique agricole commune) publiée depuis 2005, il n'en est rien. Le plus important des riziculteurs camarguais bénéficie de près de un million d'euros de subsides pour une exploitation qui dépasse les 1 200 hectares. On comprend dès lors que les investisseurs (comme la famille royale de Danemark) se pressent pour s'emparer des rizières en Camargue. En 2009, la plus grande ferme du delta tombe entre les mains d'une société dont la famille royale du Danemark est le principal actionnaire. Pour 12,6 millions d'euros, Les Fermes françaises, un domaine à cheval sur les communes d'Arles, dans le parc naturel régional de Camargue, et de Port-Saint-Louis-du-Rhône, future zone Natura 2000, établi de part et d'autre du Grand Rhône, et plus gros bénéficiaire des subventions de la PAC, tombe entre les mains de Joachim, fils cadet du prince consort Enrick de Danemark[11]. Avec ses 1 200 hectares de foncier agricole cultivés à 60 % en riz et 40 % en blé, la Couronne danoise, déjà exploitant agricole et propriétaire du domaine de Schackenborg dans son pays, doit sans doute miser sur la poursuite de la hausse du prix du foncier en Camargue qui ne cesse de grimper (l'entité avait été estimée à 9,6 millions d'euros il y a quelques années). Ce n'est pas l'intérêt pour la biodiversité, l'environnement ou l'attrait du Grand Sud provençal qui a fait venir les nobles du Nord. Simplement de froids calculs financiers, qu'on pensait réservés à de simples bourgeois, à l'ancienne *torera* Marie-Sara ou à de nouvelles fortunes comme Louis

Nicollin, patron et propriétaire du groupe éponyme de ramassage d'ordures. Il y a une quinzaine d'années, il s'est offert le mas Saint-Gabriel, un gigantesque domaine de 700 hectares en Petite Camargue, ainsi que la manade Jean-Lafont, élevage de taureaux et de chevaux de Camargue très réputé. Devenue depuis manade Louis-Nicollin, elle est l'une des plus fameuses de la région et ses taureaux courent dans toutes les arènes locales. Une région défrichée avant lui par le célèbre Paul Ricard, créateur du pastis et bâtisseur d'empire. Devenu riche après la Seconde Guerre mondiale, il s'offre un domaine à Méjanes, à quelques kilomètres des Saintes-Maries-de-la-Mer, et entreprend de cultiver le riz de Camargue avec des méthodes à l'américaine. C'est à ses grands travaux d'aménagement des sols, de dessalement et de promotion du riz que les Français devront d'avoir dans leur assiette de véritable riz de Camargue.

D'ailleurs, l'argent des contribuables français et européens sert également à subventionner ces entreprises dont les propriétaires ou actionnaires sont les plus grosses fortunes françaises comme les Dassault (propriétaires de plusieurs centaines d'hectares sur les communes de Coignières et de Saint-Rémy-l'Honoré dans les Yvelines), les Rothschild (ils ont reçu 275 000 euros d'aide en 2008), les Besnier (Lactalis), les Doux, ou encore le prince Albert de Monaco. Le souverain du Rocher touche 253 986 euros annuels de Bruxelles pour sa propriété de Marchais, dans l'Aisne. Avec 773 hectares et onze salariés, le prince agriculteur cultive des céréales (blé, orge), de la luzerne et des légumes. L'héritier des Grimaldi viendrait contrôler la production cinq à six fois par an, mais surtout se repose dans l'immense château XVIe que comprend la propriété familiale où il a fêté ses 50 ans en 2008. Parmi les 508 000 bénéficiaires français, Albert fait partie des quelques centaines dont la subvention dépasse les 150 000 euros. Comme de nombreux agriculteurs et propriétaires terriens, qui se cachent souvent derrière des sociétés anonymes, il s'est fait « chasseur de primes » agricoles. Un sport national. Dès lors, on comprend qu'investir dans des terres agricoles ou forestières en période de crise soit plutôt un bon investissement.

Le jackpot des sociétés agricoles

Surtout qu'en investissant dans ses sociétés agricoles, fortement subventionnées et traitées avec déférence par les services fiscaux en raison de nombreuses dispositions favorables aux agriculteurs, ces grands hommes défiscalisent des fortunes par le biais d'habiles montages. Le principe en est simple : le contribuable fortuné, redevable d'un montant important d'impôt sur le revenu, investit dans des sociétés agricoles, anonymes ou dans une société civile immobilière. Il crée dans ces sociétés des déficits en raison du coût d'exploitation de son acquisition (plantation de vignes, creusement d'une cave, réfection de la toiture, entretien, personnel, frais généraux…). Déficits qui sont automatiquement reportables sur les bénéfices de ses autres entreprises et qui viennent grever les revenus déclarés par ailleurs. L'investisseur habile, conseillé par des spécialistes fiscaux, combine ainsi la jouissance privée d'une résidence ou d'une propriété et son utilisation commerciale (vente d'huile au domaine, chasse, chambres d'hôtes…). Résultat, jusqu'à 90 % des frais réalisés dans sa propriété sont déduits de tous ses autres revenus. Et le tour est joué. Il peut ainsi jouir à bon compte d'une propriété d'agrément, en toute légalité.

De même, en 2008-2009, le marché de la forêt est resté dans l'ensemble très dynamique et n'a pas trop souffert des effets de la récession. Le nombre de transactions est même en hausse de plus de 14 % par rapport à 2007, ainsi que la superficie et l'augmentation des prix (+7,1 %). C'est bien simple, déjà intéressantes fiscalement pour les riches, les forêts deviennent une valeur refuge en période de crise. Le prix des terres agricoles et du bois a grimpé de 55 % depuis 2005. Du jamais vu. En moyenne en France, l'hectare de forêt non bâtie se négociait à 5 380 euros en 2008 (+9,2 %[12]). Plus la parcelle est petite, plus l'hectare est cher. Compter au moins 6 170 euros l'hectare pour 1 à 10 hectares. Beaucoup plus en Sologne où les prix sont deux fois plus élevés qu'ailleurs[13]. Encore plus s'il y a un étang. Et les forêts dotées d'une demeure ou d'une résidence ont également bien résisté. Rien de plus normal, puisque investir dans la forêt permet de réduire l'ISF. Toute personne qui investit dans un groupement forestier peut réduire

son impôt sur la fortune de 75 % dans la limite de 500 000 euros. Les travaux d'entretien indispensables sont également déductibles, surtout s'ils sont confiés à une coopérative ou à l'Office national des forêts (ONF). Et si elle est bien gérée, une forêt, donc un bien d'agrément, peut offrir un rendement de 2 à 3 % entre les revenus des coupes et les droits de chasse. Surtout en Sologne où ils sont le double de partout ailleurs[14] et où la rentabilité peut atteindre 6 %. En plus, on peut y chasser, il n'y a donc pas de raison de s'en priver.

1- In *Le Crime de Sylvestre Bonnard*.
2- Ferme ou maison de campagne de style traditionnel en Provence, selon *Le Petit Robert*.
3- En Provence, ferme ou maison de campagne pouvant avoir la taille d'un petit château, selon *Le Petit Robert*.
4- 50 millions d'euros selon certaines sources.
5- *Var-Matin*, 16 juin 2009.
6- Entretien avec l'auteur, 14 septembre 2009.
7- *Le Point*, 28 mai 2009.
8- Littéralement « bureau de la famille », en anglais.
9- Entretien avec l'auteur, 19 septembre 2009.
10- Entretien avec l'auteur, dimanche 21 juin 2009.
11- En réalité Henri de Montpezat, un Français.
12- Étude annuelle 2009 de la Société forestière et des Safer.
13- Voir www.lavieimmo.com/Une forêt en Sologne.
14- Voir www.lavieimmo.com/Une forêt en Sologne.

Chapitre 6

Sport business

> « Il faut constamment aller plus loin.
> Et pour ça, il faut se donner des objectifs. »
>
> François Pinault[1].

La scène se déroule le 30 août 2009 à Marseille, sur la pelouse du Stade Vélodrome. Lorsque les joueurs de l'OM, emmenés par leur capitaine, Niang, sortent du tunnel avec un maillot noir et blanc siglé « Merci RLD », Margarita Louis-Dreyfus, debout dans la tribune où son mari avait l'habitude de se tenir, ne peut s'empêcher d'écraser une larme. Tout le stade, des supporters aux officiels, applaudit longuement en hommage à Robert Louis-Dreyfus, le propriétaire du club, mort le 4 juillet 2009 des suites d'une leucémie. Michel Platini, le président de l'UEFA, a fait le déplacement, ainsi que Rama Yade, la secrétaire d'État aux Sports. Ils sont aux côtés de Jean-Claude Dassier, le nouveau patron du club, choisi par le défunt quelques semaines avant sa mort. Les propres enfants de RLD – des jumeaux de 10 ans à peine – trouvent la force de donner le coup d'envoi. Quelques minutes avant ce premier match à domicile de la saison pour l'OM, une vidéo a été diffusée en mémoire du milliardaire suisse, actionnaire principal du club depuis décembre 1996. Toutes les stars du ballon qui ont fait partie de l'équipe depuis lors, Deschamps, Nasri, Ribéry ou encore Drogba, témoignent de

leur attachement à ce « patron charismatique ». Et ce alors que le centre d'entraînement du club, La Commanderie, vient d'être rebaptisé centre d'entraînement Robert Louis-Dreyfus.

« Robert Louis-Dreyfus a assuré la pérennité du club olympien depuis 1997, avec succès, croit devoir assurer le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin. L'OM lui doit beaucoup. Son engagement à un poste difficile a toujours été sans faille et a permis au club de figurer parmi les plus grands du monde. » Dans un communiqué, les héritiers de RLD vont encore plus loin : « Concernant l'Olympique de Marseille, un club auquel il était très attaché, ses héritiers poursuivront l'œuvre engagée. » Aucun mot ne semble trop fort. C'est dire si, en France, le président d'un club de football, surtout lorsqu'il s'agit d'une équipe emblématique, est un personnage public d'importance. À lui seul il incarne une ville entière, les espoirs de sa population et de ses politiques. Il n'aura manqué que des funérailles nationales pour un homme d'affaires dont le club n'a pourtant remporté aucun titre majeur pendant treize ans.

Lorsque des hommes d'affaires, comme Bernard Tapie à l'OM ou le milliardaire russe Roman Abramovitch en Angleterre, cherchent à se donner une bonne image, ils investissent le champ du football, sport populaire s'il en est. Chelsea a ainsi déjà coûté à Abramovitch 800 millions d'euros depuis son acquisition en 2003 ! Rien n'est trop beau ni trop cher. Un club de football coté, c'est la garantie de profiter de la ferveur des fans et d'avoir leur soutien en cas de coup dur, comme en témoigne la popularité indéfectible de Tapie auprès des Marseillais, même après l'affaire OM-VA, son séjour en prison et ses multiples condamnations. Le patron du club de football est un vrai « parrain » au plan local. Intouchable et populaire. C'est même sur un plan politique le meilleur tremplin qui soit pour qui entend jouer un rôle dans sa ville. Surtout lorsque le club est en mauvaise posture et que le nouvel arrivant assure qu'il va y injecter sa fortune, son énergie, son entregent et ses relations. Tout homme d'affaires qui se respecte, tout élu de quelque niveau que ce soit, bichonne comme il se doit l'équipe de football locale ou le club sportif du coin. Jean-Luc Lagardère a eu le Matra-Racing Club de Paris, Louis Nicollin le Montpellier Sport Club, Bernard Tapie

et Louis-Dreyfus l’OM, les Dassault le FC Nantes[2]. Même Franck Riboud, l’héritier de Danone dont il est aujourd’hui P-.D.G., et qui ramène rarement la couverture à lui, a investi dans l’Olympique Croix de Savoie (74), un club de football de national dont il a doublé le budget. Parmi les parrains, excusez du peu, son égérie publicitaire, Zinédine Zidane, ainsi que Bixente Lizarazu. Plus modeste, mais tout de même cinq centième fortune professionnelle française, Olivier Sadran, P.-D.G. de Newrest (400 millions d’euros de chiffre d’affaires, 10 000 salariés), s’est payé en 2001 85 % du Toulouse Football Club alors en dépôt de bilan. À 38 ans, cet entrepreneur a déjà créé trois sociétés de restauration collective. Pas mal pour un autodidacte. Tous ces patrons ont en commun d’être des gens qui aiment bien diriger, quoi qu’ils fassent : pour eux, entraîner une équipe de sportifs gonflés à la testostérone vers le succès, c’est à la fois dépaysant après une journée de travail, mais aussi motivant et énergisant. Mais pas pour tous. Le foot, pour Lagardère père, fut un four. Entre 1983 et 1989, il y a englouti à perte plusieurs dizaines de millions d’euros… et ce n’est pas le seul riche à s’être fourvoyé pour le ballon rond.

Le mécène au cigare

Milliardaire et héritier du groupe Louis-Dreyfus, spécialisé dans le transport maritime et le négoce de matières premières et énergétiques, Robert Louis-Dreyfus n’en était pas moins décontracté. Allure joviale, toujours souriant avec sa chevelure touffue aux mèches grisonnantes, portant plus volontiers des tee-shirts de l’OM et des jeans que veste et cravate, il savait séduire par une apparence nonchalance de faux dilettante. Le col ouvert, le cigare à la main, il lui arrivait souvent de quitter ses chaussures sous son bureau et de marcher pieds nus sur la moquette. RLD était un original, doué – il obtient 731 points sur 800 lors de son test d’entrée à Harvard –, qui a longtemps joué au poker et aimait refaire le monde autour d’une table enfumée avec ses amis sportifs ou restaurateurs. Très rarement, il fréquentait l’*establishment*. Pourtant, il était parvenu à la tête du conglomérat familial vieux de cent

cinquante ans qui compte parmi les quatre leaders mondiaux dans son secteur. Deux fois plus grand que Danone, un chiffre d'affaires de près de 30 milliards, des usines dans le monde entier, des intérêts dans l'immobilier, l'énergie, une place de numéro un mondial dans le négoce du coton, de numéro trois dans le jus d'orange… Louis-Dreyfus, c'est tout cela et bien plus encore : des bateaux et des immeubles, des participations dans les télécoms, comme les 30 % de Neuf Cegetel, numéro deux français derrière Orange. Très secret, le groupe ne publie pas ses comptes. En 2006, estimé à 4 milliards d'euros, ce conglomérat aurait réalisé environ 25 milliards de chiffre d'affaires, des chiffres qui se montent aujourd'hui à quelque 30 milliards d'euros[3].

À sa tête jusqu'à l'été 2009, Robert Louis-Dreyfus avait quand même fait fortune de son côté, dans le secteur médical aux États-Unis, puis dans l'agence de publicité Saatchi Saatchi et enfin chez Adidas qu'il dirigea pendant huit ans, avant de rejoindre le groupe familial. Joueur invétéré, RLD s'intéresse de près au marketing sportif et particulièrement à celui du football. À la demande de Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille, il se rapproche de l'OM, en décrépitude au milieu des années 1990, et finit par en devenir l'actionnaire principal. À la fois par intérêt personnel, mais également pour offrir une vitrine à Adidas, qui sera ensuite fournisseur de l'OM. Le ballon rond a fait plus pour sa notoriété et son image que sa longue carrière dans l'ombre des affaires. RLD, c'est l'itinéraire d'un surdoué des affaires dont l'ambition sur le terrain sportif a été le seul échec professionnel. Père de trois enfants, passionné de sport, il bute en effet sur l'OM. « J'ai mis huit ans à comprendre que ça ne marchait pas à Marseille… » avouera-t-il un jour. RLD redresse le club mais ne parvient pas à le faire redécoller. Malgré environ 220 millions d'euros d'investissements, notamment pour financer les transferts, Marseille ne gagnera qu'un seul petit titre sous l'ère Louis-Dreyfus, ce qui vaudra à son président d'être souvent pris à partie par les supporters. Ce ne sera en revanche pas le cas avec le Standard de Liège dont Louis-Dreyfus devient parallèlement actionnaire et administrateur en 1998. C'est d'ailleurs avec le club belge qu'il remportera ses seuls titres de gloire en football puisque le Standard sera champion de Belgique deux ans de suite. « En reprenant l'OM, il a cru

acheter une grosse PME, quand c’est le cœur du système marseillais qu’il prenait en charge[4] », explique Jacques-Olivier Martin, l’un des deux auteurs de la première biographie de Robert Louis-Dreyfus.

À bien y regarder, l’investissement de RLD dans l’OM ne s’apparente pas vraiment à du mécénat. De 1997 à 2001, Dreyfus, actionnaire principal du club phocéen, est également patron d’Adidas, fabricant des maillots de l’OM, vendus chaque année à plusieurs centaines de milliers d’exemplaires. Rebelote en 2002. RLD, après avoir vendu Adidas, investit dans les télécoms. Neuf Télécom, dont il est le propriétaire, devient en 2003 le sponsor officiel du maillot de l’OM, acquérant soudainement une très forte notoriété et une nouvelle valeur. Par ailleurs, les spécialistes estiment à 40 millions d’euros annuels les royalties touchées par le club sur la vente des produits dérivés estampillés OM. Sans oublier les subventions de la mairie, qui, comme au temps de Tapie, continuent de pleuvoir sur le club. De quoi sérieusement compenser les investissements de RLD.

La ruine de Borloo ?

Passons sur l’épisode Bernard Tapie dont les hauts faits footballistiques sont déjà connus de tous. Sa gloire à la tête du club phocéen, sa chute à la suite de l’affaire OM-VA ont fait la une de l’actualité et les manchettes des gazettes. Le virus du football, c’est pourtant Jean-Louis Borloo, ministre de l’Écologie, qui le lui avait transmis. Proche de Tapie, dont il a longtemps été l’avocat d’affaires, Jean-Louis Borloo est en effet entré plus tôt que lui dans le ballon rond. En 1986, Colette Gadeyne, syndic au tribunal de Valenciennes, informe Jean-Louis Borloo, alors un notable à la fortune bien établie, que le club de la ville est en cessation de paiements. « Ça ne vous intéresserait pas ? » lui demande-t-elle. « Oui, pourquoi pas », répond-il. Borloo, aujourd’hui numéro deux du gouvernement, se prend au jeu. Il entrevoit immédiatement ce que signifie pour un notable de s’afficher comme le patron du club de foot de sa ville. À fortiori pour un avocat d’affaires chargé de la reprise d’entreprises pour le compte de clients fortunés.

Cela renforce sa stature, le rend incontournable au plan local, lui garantit les contacts politiques et institutionnels dont il a besoin. Surtout que de nombreuses entreprises de premier plan possèdent ou louent des loges dans le stade municipal pour y emmener leurs clients lors des grands matchs. L’année suivante, l’avocat d’affaires rachète donc l’US Valenciennes. Il y injectera 20 millions de francs (3 millions d’euros). Une opération qui lui facilitera grandement la tâche dans sa conquête de la mairie de Valenciennes, dont il devient le premier édile en 1989. Mais qui le ruinera, écrit *L’Expansion*[5] : « Jean-Louis Borloo n’a simplement plus d’argent. Tout le monde imaginait que cet homme qui pouvait se vanter d’avoir investi 30 millions de ses deniers personnels dans la ville de Valenciennes était à l’abri du besoin pour toujours. Ceux qui le connaissaient bien – comme son associé – affirment même encore que l’avocat d’affaires a accumulé de belles plus-values lors de la revente de participations audacieuses. Les plus suspicieux n’ont jamais cru à son altruisme et à son désintéressement. » Jean-Louis Borloo, mécène totalement dévoué au service de sa bonne vieille ville du Nord ? Le ministre, qui s’est depuis refait une fortune, a toujours manifesté publiquement son rejet de l’argent pour l’argent, se déclarant plus investi par son mandat de député. Il faut dire que c’est ce qui lui ouvrira la voie du ministère de la Ville et du pouvoir. Mais même après avoir quitté Valenciennes, il conservera un œil sur le Valenciennes FC. Il a ainsi placé au capital du club entrepreneurs locaux et hommes politiques proches, tel Francis Decourrière, ancien conseiller municipal de Valenciennes, ex-député européen et père de la secrétaire d’État Valérie Letard. À ses côtés au Valenciennes FC, Damien Deleplanque, directeur général de la holding propriétaire de Leroy-Merlin, Jérôme Illouz (Technip) et Jean-Raymond Legrand, à la tête de nombreuses sociétés ayant des intérêts diversifiés dans la région.

Qui ne saute pas n’est pas lyonnais

Les amateurs de football et de chroniques judiciaires se souviennent sans doute de Claude Bez, flamboyant patron des Girondins

de Bordeaux dans les années 80, célèbre pour ses frasques financières, son embonpoint et sa moustache gasconne. Avec Bernard Tapie, ce sont les deux parrains de Jean-Michel Aulas, l'actuel patron de l'Olympique Lyonnais dans le milieu du ballon rond. Les deux hommes ont fait connaissance sur le plateau d'*Ambitions*, l'émission présentée par Bernard Tapie sur TF1 dans les années 80. Un soir, en guise de boutade, le futur ministre de la Ville de François Mitterrand lance que seul Jean-Michel Aulas pourrait sortir Lyon du bas-fond de la deuxième division. Piqué au vif, le Lyonnais, amateur de défis, se lance. Ancien handballeur, Jean-Michel Aulas est nommé président de l'OL le 15 juin 1987. Lorsqu'il prend le pouvoir dans le club lyonnais, il n'est alors qu'un simple patron de PME à succès, à la tête d'une équipe aux résultats très moyens. Le cheveu ras, les tempes grisonnantes, son faux air d'ancien militaire, tout lui confère une certaine austérité juvénile qu'il compense par ses bons mots et le large sourire carnassier qui lui barre souvent le visage. Son regard acéré a achevé de construire sa réputation de tueur dans les affaires. Aulas applique au club lyonnais ses méthodes de management qui ont fait leurs preuves, assainit les finances et transforme l'OL en une machine à gagner. À tel point qu'en assurant le spectacle, il finit contre toute attente par dégager des résultats. À la fois économiques et sportifs. Suffisamment en tout cas pour pouvoir coter son club – entre-temps diversifié et devenu OL groupe – en bourse. Aujourd'hui, son « Club des Cent », qui réunit les soirs de match dans les meilleures loges du stade Gerland, compte comme membres Gilles Pélisson (Accor) ou Franck Riboud (Danone).

Vingt ans après ses débuts dans les stades, Jean-Michel Aulas a atteint le rang de deux cent soixante-deuxième fortune de France, à la tête d'un patrimoine professionnel estimé à près de 190 millions d'euros. Il n'est rien de moins que l'homme le plus puissant du foot français, faisant et défaisant les carrières. La société dont il est le fondateur, Cegid, opérateur de contrôle de gestion et de comptabilité assistée par ordinateur, pèse 150 millions d'euros de chiffre d'affaires. Aulas est un véritable pape du *foot business*, souvent copié, jamais égalé. Son club, l'OL, est le douzième plus riche du monde, détenant 160 millions d'euros de fonds propres. Le problème, c'est que l'homme est tellement investi de sa mission, du pouvoir et de l'influence qu'elle lui donne,

qu'il est hermétique à toute critique. Surtout celles de la presse. « Je ne sais pas pourquoi vous dites du mal de moi alors que ce que j'ai fait, c'est vachement bien[6] », lance-t-il à un journaliste qui enquête sur sa part d'ombre, son caractère ténébreux et son management autoritaire. Sept titres de champion de France consécutifs, ça aide à forger une légende. L'introduction en bourse de l'OL en février 2007 profite aussi personnellement à Aulas. À cette occasion, le propriétaire du club, qui détient 4 millions d'actions, voit sa part valorisée à 100 millions d'euros ! La crise, la baisse du pouvoir d'achat des supporters et le fléchissement de la rentabilité du club, qui reflètent les résultats en baisse de l'équipe, ne l'affectent guère. Sur le long terme, il est gagnant. Contrairement à bon nombre de présidents de clubs comme Robert Louis-Dreyfus, qui a perdu tout ce qu'il a pu, si Jean-Michel Aulas aime le sport, il n'a jamais oublié de défendre ses propres intérêts et de développer son image. À tel point qu'il se voit aujourd'hui comme le seul manager capable de veiller aux destinées de l'équipe de France de football.

Pour arriver là où il est, Jean-Michel Aulas a entamé le premier la renégociation des droits TV par club, des droits marketing et dérivés. Il a également été le premier patron de club à négocier la refonte du stade Gerland pour en faire la première arène française moderne, une sorte de complexe sportivo-commercial afin d'en maximiser les recettes. Pour cette enceinte, OL Land, Aulas, après avoir fait voter une loi à l'Assemblée nationale déclarant d'intérêt général les stades privés, en appelle aux financements des collectivités locales pour payer les infrastructures d'accès. Il a aussi créé un centre de formation qu'il qualifie d'« usine de production ». Dans le même temps, les finances du club demeurent très saines. Peu de clubs français peuvent se vanter d'avoir autant progressé en vingt ans et de dégager un bénéfice à chaque fin d'exercice. Jean-Michel Aulas a construit un empire. L'Olympique Lyonnais peut rivaliser avec les plus grands clubs européens.

Affaire de famille

On entend souvent dire que le football est une grande famille. C'est vrai. Parfois trop. À tel point que Jérôme Seydoux, patron de Pathé et second actionnaire de l'OL après Jean-Michel Aulas, est le frère de Michel Seydoux, également un poids lourd du cinéma français et le président du club de football de Lille. Il contrôle d'ailleurs la majorité du capital du LOSC, 54 %. On retrouve à ses côtés, dans la holding Socle, le fondateur et président du groupe de casinos, Isidore Partouche, et Philippe Amzalak, celui qui a importé Häagen Dazs en France. Mais c'est bien Michel Seydoux, par ailleurs producteur de cinéma, administrateur de Gaumont (dirigé par son frère Nicolas) et membre du conseil de surveillance de Pathé (dont son frère Jérôme est le propriétaire), qui en assume à la fois la présidence et la direction générale. Son objectif ? « Être un grand club au niveau européen en 2012[7]. » Rien de moins. Pour cela, Seydoux a mis les moyens : entraîneur, joueurs, staff technique ont été considérablement renforcés. Des talents souvent aspirés par un grand club français. De fait, relève *L'Équipe magazine*[8], « l'OL ne s'est pas contenté de piller le management lillois (Claude Puel, son adjoint Patrick Collot, le préparateur physique, le médecin). Il s'est servi aussi depuis longtemps dans son vivier de joueurs, à l'image d'Abidal, Bodmer, Kader Keita, Jean II Makoun, ou encore, à l'été 2009, Michel Bastos ». Jérôme Seydoux et sa famille, dont la fortune était estimée par *Challenges* à 650 millions d'euros en 2008, sont à la tête d'un petit empire média et audiovisuel, producteur à succès de *Bienvenue chez les Ch'tis* ou encore de *Slumdog millionnaire*. Héritier de la famille Schlumberger, c'est un discret entrepreneur, aussi élégant qu'il est rare, aussi craint qu'influent. Rien ne prédestinait cet aristocrate (son nom entier est Jérôme Seydoux Fornier de Clausonne), familier des *greens* des plus beaux golfs du monde, à devenir supporter de l'équipe de Lyon. C'était effectivement un pari fou : « J'ai toujours aimé le football. À l'époque, lorsque Pathé est arrivé au club, nous avons eu le logo deux ans sur le maillot, nous étions très visibles. Depuis le maillot est tellement cher que nous y avons renoncé. Très honnêtement, le football professionnel est un spectacle, le cinéma également. Ce sont des métiers qui ne sont pas si éloignés qu'ils en ont l'air. Il y a une parenté[9]. »

François Pinault, lui, est déjà riche dans les années 70 lorsqu'il s'intéresse à l'AS Rennes. Il fait partie des entrepreneurs les plus aisés de Bretagne et cherche à développer ses réseaux économiques et politiques. Par l'intermédiaire d'un ami, Bernard Le Moux, président du Stade Rennais, François Pinault entre au conseil d'administration du club. Il lui arrive même de participer au recrutement en faisant venir des joueurs africains. Mais lorsque Le Moux jette l'éponge, Pinault refuse de jouer au pompier. Des années plus tard, en 1993, il en deviendra quand même le sponsor. Il rachètera le club par la suite, au printemps 1998, pour 100 millions de francs, mais ne le dirigera jamais.

Depuis son départ de PPR en 2003, le milliardaire breton François Pinault se passionne surtout pour l'art contemporain et ne suit plus ses anciennes affaires que de loin. À l'exception du Stade Rennais, le seul dossier qu'il partage avec son héritier, François-Henri. Pendant des années, le club de foot s'est traîné en milieu de classement, avant de connaître de très belles saisons 2008 et 2009. Ce n'est pas pour l'argent qu'il a racheté le club en perdition, mais au nom de la défense de la Bretagne bretonnante, lui qui a toujours été un militant convaincu des valeurs et du patrimoine bretons, à la manière d'un Yves Rocher ou d'un Patrick Le Lay. D'ailleurs, les bons résultats du club suscitent un engouement certain dans la région. Devenu compétitif sur le plan sportif, le Stade Rennais vise une qualification en Ligue des champions et l'ascension du club a rendu la ville plus *glamour*. Son fils François-Henri confirme : « En 1971, avec mon père, on est monté à Colombes. C'était un grand moment, cette finale. Tout comme le retour à Rennes. Un souvenir qui nous aide encore aujourd'hui. En 1998, au moment du rachat du club, c'est à cela que l'on a pensé, avec mon père. Sa volonté était de rendre à la Bretagne ce qu'elle lui avait donné. Retrouver cette liesse, redonner aux Bretons ces moments de joie. » Mais rien n'y a fait, les Pinault n'ont pas remporté un titre en dix ans. Depuis son acquisition en 1998, le club a coûté plus de 100 millions d'euros[10], en comptant les remontées de bénéfices les quelques – rares – bonnes années, comme celle de la qualification pour la Coupe de l'UEFA. Même s'il assiste aux matchs, de temps en temps aux côtés de sa femme, l'actrice américaine Salma Hayek, François-Henri aurait pu vouloir se séparer d'un tel

fardeau. Mais ce club lui rappelle son enfance. Surtout, son père ne veut pas céder : c'est son maillot, celui de sa région, de son pays. Pinault s'enthousiasme d'ailleurs autant pour son équipe que les supporters de base. Il vient très régulièrement aux nouvelles et assiste de temps à autre à des entraînements au bord du terrain. À chaque match, les grands Bretons se retrouvent dans les loges du stade de la Route-de-Lorient : Patrick Le Lay (ex-TF1), Pierre Blayau (ex-Moulinex) ou Yves Petitpas (Système U). De quoi entretenir avec les politiques et les syndicalistes, ainsi qu'avec les VIP de la région, les meilleurs rapports sous le signe du champagne. Plus de 500 sociétés y mènent leurs fructueuses relations publiques. « Quant au foot, c'est l'esprit de compétition, le dépassement de soi, assure François-Henri[11]. La sublimation par le collectif des qualités et des talents individuels. Il y a des parallèles avec l'entreprise. Les mots qu'il utilise lorsque l'on regarde les matchs, je les ai souvent entendus en réunion. Je ne conçois pas que l'on puisse vivre sans une passion forte. » D'ailleurs, puisque PPR est côté en bourse, c'est la holding familiale Artémis qui loge le Stade Rennais.

Ce n'est pas la famille Peugeot, actionnaire à 99 % du FC Sochaux depuis sa création en 1928 par Jean-Pierre Peugeot, alors président de la firme au lion, qui contredira François-Henri Pinault. Au contraire. C'est pour promouvoir ses automobiles et la notoriété nationale de sa marque que Jean-Pierre Peugeot décide d'investir et de créer un grand club de football. Il fait même construire une arène sportive pour que ses joueurs puissent s'entraîner dans un endroit digne de ce nom. Depuis près de quatre-vingts ans, le club, récemment rebaptisé, est demeuré dans la famille Peugeot qui l'a toujours géré en bon père de famille avec la même philosophie et une certaine distance.

Fric Football Club

Ce n'est pas toujours le cas. Les clubs sportifs associent souvent des groupes d'investisseurs locaux dont les intérêts oscillent entre politique et business qui voient dans le sport à la fois une fin en soi et un moyen de se faire valoir et de réaliser des affaires. Ce d'autant plus

facilement en province que le match de l'équipe locale est l'événement qui réunit au stade officiels, notables, politiques et entrepreneurs. Marcel Governatori, qui a fait fortune dans l'industrie du meuble et qui a repris l'OGC avec Gilbert Stelardo, ancien adjoint au maire de Nice et Maurice Cohen, P.-D.G. d'une agence de communication, en est un bon exemple. Même chose à Toulouse où Olivier Sadran, propriétaire de Newrest, société de restauration et trois cent soixante et unième fortune française, a repris la majorité du Toulouse Football Club en 2001. Les 15 % restants appartiennent à Robert Monné, créateur du groupe immobilier éponyme, pour sa part trois cent quatre-vingt-deuxième au classement des grandes fortunes. On retrouve d'ailleurs souvent des patrons issus des mêmes secteurs, le bâtiment, le nettoyage, la restauration, qui vivent en partie de la commande publique, parmi les actionnaires des clubs. Comme à l'AS Saint-Étienne, à l'AJ Auxerre ou encore au Mans UC où Henri Legarda, président du groupe Vallée, a récupéré le MUC en 2001. Il en détient aujourd'hui 72 %. En matière sportive, vouloir gagner est pourtant une préoccupation assez légitime chez les propriétaires de club.

Louis Nicollin, dit « Loulou », en sait quelque chose. Héritier d'une entreprise de déchets qui porte son nom, et dont les camions-poubelle rouge et blanc frappés d'un grand « N » sont connus de tous les Français, il a fait fortune. Jovial, Nicollin, Lyonnais d'origine, a désormais un accent provençal à couper au couteau. Surnommé « le roi des poubelles », le gros Loulou – 130 kg, cou de taureau – fort en gueule et franc-maçon, a le sens des formules. Il n'y va pas de main morte en règle générale, comme lorsqu'il assure : « Tous les présidents qui ont créé un club ou qui mettent des sous dans un club, ce sont des mecs qui valent quelque chose. Ceux que je n'aime pas, ce sont ces présidents nommés et qui ne se prennent pas pour des merdes, quoi. Pour moi, ce sont des grosses merdes[12]. » Sans commentaires. Il faut dire que peu de patrons de club peuvent prétendre lui parvenir à la cheville. Arrivé en 1967 à 24 ans dans l'entreprise familiale de ramassage des déchets, il est envoyé à Montpellier par son père qui vient de signer le contrat du marché local. Passionné de foot, il rassemble les meilleurs éboueurs, en l'absence d'un club digne de ce nom dans la ville, et crée une équipe corporatiste, d'un très bon niveau, qui fusionnera en 1974 avec le

Football Club de la Paillade. Ainsi est né le Montpellier-Hérault SC. Son équipe ? « C'est la fille que je n'ai jamais eue. » Une vraie famille pour laquelle il n'hésite pas à organiser chaque année dans sa propriété camaraguaise une fête foraine, y conviant les joueurs et leurs familles. Pour eux, pour les gamins de la ville comme pour les officiels dont ses contrats dépendent, Nicollin devient plus qu'un sigle, une légende. Il sait que soutenir des équipes locales ne peut qu'encourager les élus à maintenir ses marchés. Alors, petit à petit, grâce aux financements personnels de l'empereur des ordures, et au sponsoring de son groupe, le vilain petit canard se retrouve en première division en 1980. Il remporte la Coupe de France en 1990. « Je n'aurais jamais cru un jour qu'on monterait si haut », déclare alors celui que tout le monde appelle avec déférence « président ». Offrir un spectacle populaire aux administrés, voilà de quoi entretenir de bonnes relations avec les édiles de sa ville et assurer un avenir à ses contrats. Voilà qui vaut bien d'investir quelques millions d'euros de budget par an dans son club, non ? Nicollin le reconnaît : « Des gens qui gagnent de l'argent avec le football, ou qui font des sous avec ? Je n'en connais pas beaucoup. Personnellement, je n'ai jamais pu réussir, j'ai toujours perdu des sous, j'en ai toujours remis [13]! » Nicollin, passionné jamais assouvi – en témoigne sa collection de maillots encadrés dans l'une des pièces de sa maison –, n'a d'ailleurs pas de formules assez assassines lorsqu'il s'agit d'évoquer les présidents salariés du football et les investisseurs qui viennent faire des affaires : « J'aime le football, j'aime mon club. Je le fais par passion et non pour le *business*, comme ils disent tous. » Pour sûr, voilà un oiseau rare, surtout avec sa fantastique saison 2009-2010, du jamais vu en Ligue 1 avec un budget si faible.

Il n'y a pas que le foot dans la vie

Mais Nicollin possède également des intérêts dans le ballon ovale. Actionnaire minoritaire du club de rugby de Montpellier, il est aussi propriétaire du club de Béziers. Par ailleurs, ancien propriétaire du club de basket de Paris, il demeure patron et actionnaire majoritaire du club

de handball de la capitale. Fort de son développement et de sa médiatisation ces dernières années, le rugby attire également de plus en plus de riches hommes d'affaires. L'un des plus éminents est sans aucun doute Pierre Fabre, le milliardaire propriétaire des laboratoires éponymes, et premier employeur de Castres. Attaché à sa ville natale, l'ancien pharmacien s'est offert le club de rugby il y a plus de vingt ans. À la tête d'une fortune estimée à plus de 1,8 milliard d'euros en 2008, Fabre, le visage rond et le cheveu rare, continue à surveiller de son œil vif et paternaliste son bébé. À la fois mécène et sponsor, via son groupe pharmaceutique, Fabre voit dans le renflouement perpétuel des caisses du club la concrétisation de « la politique de citoyenneté du club ». Il n'est pas le seul à penser de la sorte.

La famille Michelin est ainsi propriétaire de l'ASM. Quant à l'hyper-discret Daniel de Richebourg (555 millions d'euros de patrimoine professionnel, soixante-neuvième fortune française), propriétaire de 52 % du groupe éponyme de traitement des déchets et de services, il possède le CA Brive. Malgré son ambition pour son club et les moyens qu'il y met, il ne s'y montre jamais, et suit les matchs au téléphone ! Il faut surtout compter sur Serge Kampf (372 millions de fortune personnelle), le propriétaire du club de Biarritz et fondateur de Cap Gemini en 1967. Pièce maîtresse du patronat français, toujours élégant dans ses blazers bleu marine à boutons dorés et cravate club, Kampf est également l'actionnaire majoritaire du FC Grenoble rugby qu'il a sauvé de la faillite en 2001, moyennant un peu moins de 550 000 euros. Dans la sphère de l'ovalie, il est très écouté et très influent, dans toutes les instances nationales. Plus modeste que d'autres – il roule néanmoins en Ferrari et en Maserati –, Mourad Boudjellal, fondateur des éditions de bandes dessinées Soleil, qui posséderait un pactole de 40 millions d'euros[14], est à la tête du RC Toulon depuis 2006. Il a triplé le budget du club, passé de 5,3 à 16,5 millions d'euros. C'est sur ses deniers personnels qu'il a financé l'achat de stars et redoré le blason du club, avec comme objectif de refaire parler de sa ville de Toulon. La saison 2009 lui a coûté 6,5 millions d'euros, mais ce n'est que 5 % de ce qu'il a déjà mis sur la table – 130 millions donc ! Mais « nous ne sommes pas des nouveaux

riches[15] », assure-t-il. Résidant la moitié du temps en Floride, l'entrepreneur qui possède une douzaine de sociétés pourrait être vendeur du club, après l'avoir remonté[16]. Comme ces derniers, Jacky Lorenzetti (deux cent soixante-huitième fortune de France avec un patrimoine professionnel estimé à 90 millions d'euros et une fortune personnelle estimée à 693 millions) est venu lui aussi au ballon ovale. Fondateur du groupe d'agences immobilières Foncia au début des années 70, celui que la presse anglo-saxonne surnomme « l'homme d'argent » rachète en 2006 le club de rugby Racing-Métro de Colombes, en région parisienne. Une équipe de Pro D2 qu'il promet de faire entrer au Top 14 en 2008 et dans l'élite européenne en 2011. Ceci non sans avoir obtenu le soutien financier du très sarkozyste département des Hauts-de-Seine. « Dans le contexte actuel, nous allons investir 200 millions d'euros, créer de l'emploi permanent, créer de l'activité et de la richesse, faire vivre La Défense à des heures où c'est un *no man's land*, assure le président Lorenzetti, qui ne se déplace qu'en jet privé, à *L'Équipe*[17]. Je ne vois pas les pouvoirs publics se priver d'une telle opportunité pour l'économie locale. » Nul doute qu'il a su trouver des arguments convaincants pour faire construire un nouveau stade à Puteaux, derrière la Grande-Arche à La Défense et à le faire en partie financer par les collectivités locales. Curieusement, Lorenzetti se défend de s'être offert une danseuse : « Je suis le patron, le mécène, mais le Racing n'est pas mon partenaire de danse (…). Et le futur du Racing n'est pas que mon affaire. » Il investit pourtant près de 16 millions d'euros par an, soit un des plus importants budgets du secteur. « Trop… mais ce que j'investis ce n'est pas de la perte, c'est de l'investissement[18]. » 10 % du budget est en tout cas subventionné par le département qui prête également le stade et ses infrastructures. « Le conseil général des Hauts-de-Seine avait décidé, dès l'année dernière, de renforcer son soutien au Racing Métro 92, avec l'intention de mettre un nom sur l'identité sportive que nous souhaitons donner à notre département, explique Patrick Devedjian, président du conseil général. La réussite du groupe, la promesse qu'elle portait de renouer avec l'élite du Top 14 national était un challenge que le département des Hauts-de-Seine a soutenu, encouragé et accompagné[19]. » Mais comme pour

prouver ce qu'il dit, Lorenzetti, que ses détracteurs comparent en raison de l'étendue de ses réserves financières à l'oligarque russe Roman Abramovitch, a également acquis à l'été 2009 le cru bourgeois Lilian Ladouys à Bordeaux, et, quelques mois plus tard, le château Pédesclaux, cru classé de 27 hectares en Pauillac.

C'est la logique inverse qui pousse, il y a quelques années, le Bordelais Bernard Magrez, fortune faite dans le vin, à investir un peu d'argent dans un club, Bordeaux-Bègles, plutôt que de faire de la politique. « J'apprécie beaucoup le rugby qui est un sport de combat. J'étais même devenu propriétaire de Bordeaux-Bègles, mais un jour je me suis fait insulter par des gars qui voulaient que je mette plus d'argent sur la table pour développer le club. J'ai eu un peu peur. Du coup, j'ai décidé de ne plus mettre un pied dans un stade. » Une bonne raison, certes, mais est-elle suffisante ? Les contraintes de plus en plus fortes pesant sur les producteurs d'alcool, leur interdisant tout sponsoring d'un club de sport, font que Magrez n'y trouvait plus son compte. Subventionner le club sans pouvoir en tirer un quelconque profit en termes d'image ni pour lui ni pour ses vins ? Trop peu pour Magrez qui, du coup, a changé son fusil d'épaule : « Je vais ouvrir avec mon ami François Pinault une fondation artistique au château La Bottière dont je suis propriétaire à Bordeaux. Ce sera une sorte de villa Médicis[20]. » Magrez a tout de même fait construire pour le club dont il a depuis cédé les parts une salle de gymnastique et de musculation, « mieux que celle du Stade de France », assure-t-il dans un éclat de rire. Mais tous les patrons de club ne se sont pas arrêtés en si bon chemin.

Le vilain petit canard rose

C'est en 1992 que Max Guazzini, alors vice-président du groupe NRJ, numéro un de la radio en France, dont il est la véritable âme, commence à s'intéresser au rugby. Responsable de la programmation musicale de NRJ depuis dix ans, il a l'impression d'en avoir fait le tour et s'ennuie. D'origine italienne, l'ancien chanteur qui fut attaché de presse particulier de Dalida a une carrure de rugbyman. Grand, les

cheveux foncés, la peau légèrement mate, il a une intuition forte et un bon sens des affaires. Il avait tout, après avoir été le programmateur et l'artisan du succès de NRJ, pour diriger sa propre entreprise. Surtout après avoir fait fortune dans la radio dont il est l'un des rares à posséder un petit pourcentage du capital. Sa rencontre avec Jean-Pierre Rives, l'ancien capitaine de l'équipe de France de rugby qui avait réalisé deux grands chelems en 1977 et 1981 lors du Tournoi des six nations, est décisive. Max, comme on le surnomme, comprend vite que ce sport est en mutation et qu'il pourrait se faire une place dans le rugby parisien, qui traverse une période délicate. Pour relancer le club, en quatrième division, il faut de l'argent mais aussi du talent et un savoir-faire en matière de communication, ainsi que des relations politiques et institutionnelles. Cela tombe bien, Guazzini a tout ça. Il est notamment très proche de Bertrand Delanöé, le futur maire socialiste de Paris, dont il est un ami de trente ans, et de Bernard Laporte, ancien entraîneur du XV de France et ancien ministre des Sports. Delanöé a aidé Max à démarrer NRJ et les deux hommes ne se sont plus jamais quittés. Lorsque le maire a été frappé par un déséquilibré d'un coup de couteau lors d'une Nuit blanche à Paris, c'est Max Guazzini qui a supervisé son transfert à Anglet. Il n'en faut pas moins pour décider le grand Max à reprendre quelques mois plus tard le Stade Français, le bel endormi de la capitale, qui fut huit fois champion de France il y a… un siècle. Mais le Stade joue alors des matchs qui n'intéressent qu'une poignée de passionnés. Guazzini investit alors dans l'aventure une partie de la fortune accumulée après quinze ans de radio[21] et fusionne rapidement en 1995 le Stade Français avec le CAG Paris, un autre ancien club multisport laissé en déshérence. Il hérite d'une sous-concession au stade Jean-Bouin dans des conditions difficiles à éclaircir. Devenu homme d'affaires, Max aime les artistes, les sportifs et préfère leur compagnie à celle des financiers. Il retrouve avec le Stade Français, où tout reste à faire, l'esprit d'entrepreneur qui l'avait conduit à participer au développement d'une petite radio parisienne amateur dans les années 80. Rapidement, le nouveau président du club applique sa technique : recruter des hommes à fort potentiel, même si ce ne sont pas des stars. Il embauche Bernard Laporte comme entraîneur. Deux ans plus tard, le

Stade est champion de France. Des fêtes mémorables sont organisées en son honneur, notamment un dîner bien arrosé offert à l'équipe par le maire de Paris. Et ce alors que, souligne David Alphand, conseiller de Paris, « Bertrand Delanöé ne le fait pour aucun autre sport[22] ». Parallèlement, Guazzini met son énergie et ses relations au profit de son club. Il entraîne dans l'aventure une autre figure du *show-biz*, Pascal Nègre, P.-D.G. d'Universal Music France, également un grand fan de rugby qui va l'aider à dépoussiérer le sport de son image « terroir du Sud-Ouest ». Tous les deux vont relooker le Stade Français : hymne musical endiablé, recrutement d'éphèbes, clips vidéo, calendrier, parrainage d'artistes célèbres comme Madonna…

Dix ans plus tard, près de vingt-cinq ans après la naissance de NRJ, Guazzini quitte le groupe qu'il a contribué à développer pour se consacrer uniquement à la présidence du Stade Français. Devenu un homme très riche, il voulait vivre de nouvelles aventures. « NRJ est devenu un gros paquebot. Moi, j'aime les aventures sur les embarcations plus légères[23]. » Ce navire plus maniable a pris de l'ampleur en dix ans mais il reste humain et manœuvrable. La danseuse ne s'est pas empâtée et elle devrait même bientôt disposer de sa propre scène. « À 200 millions d'euros, la pelouse du futur Stade Français va devenir le brin d'herbe le plus cher de France », note pourtant non sans ironie David Alphand[24].

Fonds publics

Les clubs de sport, quoique privés, sont souvent sous perfusion de fonds publics : les aides des municipalités qui peuvent atteindre plusieurs millions d'euros (plafond de 2,3 millions d'euros par an autorisé par la loi pour un club professionnel), les subventions de la Région, mais aussi les aides exceptionnelles et autres financements publics déguisés comme les achats de places. Sans oublier les montants versés aux associations ou filiales des clubs ou encore les aides publiques à la formation, à la construction, à la rénovation ou à l'achat de bâtiments, entre autres… En période de crise économique, la

participation des collectivités locales au financement et au développement de clubs sportifs professionnels, propriété de milliardaires ou de magnats des affaires, choque plus d'un contribuable. Le sport s'est très largement professionnalisé depuis vingt ans et draine une manne financière considérable. Certains élus s'insurgent : il y a sans doute d'autres priorités que de faire augmenter les impôts pour faire grandir des clubs 100 % privés et enrichir leurs propriétaires.

Par exemple, jusqu'à cette année, le PSG percevait une enveloppe globale de 3,5 millions d'euros de subventions de la Mairie de Paris, incluant d'importants achats de billets. Une subvention en baisse, contrairement aux flux financiers en direction du Stade Français. Le club de Max Guazzini recevait au titre de son ancienne convention avec Bertrand Delanöé « 823 225 euros par saison, en contrepartie de la réalisation de missions d'intérêt général ». Convention renouvelée dans les mêmes termes que la précédente par le maire de Paris en 2009. Delanöé a même fait voter la rénovation du stade Jean-Bouin, l'infrastructure du Stade Français, contrairement à la volonté des Verts, du maire de l'arrondissement concerné et des riverains. Coût total des travaux : 200 millions d'euros[25] ! Ceci alors que le loyer payé par Max Guazzini pour s'y entraîner est de 32 000 euros[26]. En plus, comme le souligne assez sévèrement le dernier rapport de la chambre régionale des comptes sur le sujet[27], le Stade Français ne remplit pas les engagements qu'il a pris vis-à-vis de la mairie. En avril 2009, coup de tonnerre : le tribunal administratif soupçonne des opérations teintées de favoritisme, annule la convention accordée à l'association Paris Jean-Bouin qui gère le stade. Une enquête est d'ailleurs ouverte pour « favoritisme et prise illégale d'intérêts » au sujet de la gestion du stade Jean-Bouin[28]. Une information judiciaire est ouverte en janvier 2008 sur les conditions dans lesquelles la municipalité a accordé la concession du stade en 2004 de gré à gré au lieu d'une mise en concurrence. La justice cherche ainsi à savoir comment le Stade Français a obtenu la sous-concession la même année, grâce à la mairie[29].

Polo, roi des sports

Pourtant, il y a des sports plus chic et bien moins compliqués comme le polo. Mais cette activité est beaucoup plus onéreuse, et les collectivités publiques ne jugent pas très politiquement correct de la subventionner. Ce n'est guère étonnant : le polo n'est autre que le plus *glamour* de tous les sports, pratiqué par la plupart des têtes couronnées d'Europe, à commencer par le prince Charles et ses deux fils, William et Harry. Il faut, comme Laurent Dassault, disposer d'une dizaine de chevaux et de ses propres moyens de transport aériens pour pouvoir déplacer son équipage de Gstaad à Chantilly, de Palermo en Argentine – La Mecque du polo – à Deauville, de la Floride aux contreforts des Andes, où ont lieu les principaux tournois. Ou encore comme Franck Dubarry, le fondateur de Technomarine, installé en Suisse depuis qu'il a revendu sa société en juin 2007, affichant son équipe personnelle qui a longtemps porté les couleurs de sa marque. Autant en effet joindre l'utile à l'agréable, se divertir, tout en assurant la promotion de son entreprise et ainsi la faire participer au financement de ces coûteux attelages. Car il n'est pas indispensable d'être milliardaire pour jouer au polo, mais ça aide. Budget nécessaire : environ 500 000 à 1 million d'euros pour participer à des tournois à l'étranger avec ses propres chevaux et être capitaine d'une équipe. D'où l'arrivée de firmes comme Hackett ou Jaeger Lecoultre pour aider au financement de certaines équipes. Résultat, les listes d'attente d'inscription au Polo de Bagatelle dans le Bois de Boulogne, plus ancien club français, également siège de la fédération française, s'allongent. Le *must* en la matière reste quand même d'être propriétaire de son propre club, comme Jean-Charles Decaux au Congor Polo Club, à La Baule, ou le très chic Polo Club du domaine de Chantilly, acquis par Patrick Guerrand-Hermès, l'un des héritiers du célèbre sellier Hermès, qui figure parmi les tout premiers groupes de luxe au monde. Mais après tout, le polo était bien surnommé « le sport des rois ».

Plus vite, plus haut, plus fort

De la même manière, certains chefs d'entreprise ont toujours eu à

cœur de montrer que leur ambition n'était justement pas la rentabilité ou la valeur de cession des joueurs. Ni même la valeur symbolique que confère la présidence d'une équipe ou d'un club. Comme Patrice Haddad, producteur audiovisuel, créateur de la société Première Heure et repreneur du mythique club francilien Red Star de Saint-Ouen. En lieu et place d'un discours offensif, il défend « un football de cœur, civique aussi, qui veut prétendre à une certaine exemplarité dans sa mission quotidienne d'aide à l'intégration ». En enfourchant le cheval de l'intégration, de la diversité, ce redoutable homme d'affaires tente de s'imposer comme un humaniste « idéaliste », qui veut accompagner les jeunes du « 9-3 » et leur offrir des structures et des projets à la fois sportifs et sociaux. Ce qui ne l'empêche pas de faire bien entendu le plein des subventions publiques, à la fois de la mairie de Saint-Ouen, du département, de la Région et de l'État. « Un tiers du budget global provient des aides de la mairie et du conseil général, et le reste c'est de ma poche[30] », assure Haddad. « Mais pour pouvoir passer à l'étape supérieure, il faudrait que les administrations et d'autres investisseurs suivent. » Le tout avec le soutien de la Fondation Jean-Luc-Lagardère.

Celle-ci a été créée par Arnaud Lagardère à la mort de son père, fondateur du groupe éponyme et soixantième fortune française. Passionné de sport et notamment de tennis, l'héritier, qui a créé une division Lagardère sport au sein de son groupe, est convaincu de l'impact du sport et de l'intérêt de son *business*. Il a orienté toutes ses actions dans ce sens. Soutien public important à la candidature avortée de Paris aux jeux Olympiques 2012, action de la Fondation Lagardère dans le sport, création du Team Lagardère et installation du Lagardère Racing en lieu et place du Racing Club de France dans sa prestigieuse enceinte du Bois de Boulogne. Le sport est devenu dans toutes ses composantes l'élément phare de la communication du groupe, afin de lui donner une nouvelle image dans les médias, éloignée de ses métiers de base dans l'armement et l'aérospatiale. Team Lagardère, fleuron de cette politique, est une structure professionnelle créée en 2005 par Arnaud Lagardère pour entraîner des sportifs de haut niveau, comme Richard Gasquet en tennis, Laura Flessel en escrime, mais aussi des athlètes qui portent les couleurs du groupe. Les investissements sont colossaux,

notamment sur le plan de l'infrastructure technique et technologique. Curieusement, son écurie de champions est directement rattachée à la gérance du groupe au lieu d'être déléguée. Le but ? Montrer qu'il pouvait faire mieux que les structures officielles en gérant de manière privée les budgets, concentrés sur quelques athlètes à forte notoriété, plutôt que saupoudrés sur un bataillon de sportifs. Mais cela, c'était avant la crise… et l'affaire Gasquet, contrôlé positif à la cocaïne après une virée à Miami en boîte de nuit avant d'être blanchi. Et comme sportivement les résultats du Team ne sont pas à la hauteur, la structure est allégée au printemps 2009. Le retour attendu n'est très clairement pas à la hauteur des investissements consentis, plus de 36 millions d'euros depuis sa création ! « Il y avait quarante personnes à temps plein et ça coûtait une fortune, mais c'était la volonté du patron[31] », témoigne un bon connaisseur du dossier. On est bien loin des objectifs affichés au début : « Team Lagardère n'a pas vocation à être rentable ni à devenir une activité du groupe. La logique est celle d'une fondation : mettre l'entreprise au service du sport, en faire un devoir citoyen et en tirer des bénéfices en terme d'image[32]. » Un tiers des effectifs sont supprimés. Arnaud Lagardère peut dire merci à son ami Richard Gasquet, lui qui pensait se faire un prénom grâce au sport. Ce n'est pas encore gagné. Le mécénat sportif a ses limites. François Pinault en sait quelque chose, lui qui avait garanti un million d'euros par an à Laure Manaudou alors au fait de sa gloire. Depuis, la championne a décroché. Dur dur de gagner de l'argent avec le sport. Mais quel gain d'image et de notoriété !

1- Pierre Daix, *François Pinault*, éditions de Fallois, 1998.
2- La *Socpresse*, dont ils sont propriétaires, était l'actionnaire majoritaire du club, revendu en 2007 à l'homme d'affaires franco-polonais Waldemar Kita.
3- *Le Figaro*, 7 juillet 2009.
4- AFP, 5 juillet 2009.
5- *L'Expansion*, 20 décembre 2001.
6- Voir www.bakchich.info, 19 novembre 2007.
7- *Le Figaro*, 4 mars 2009.
8- *L'Équipe magazine*, 27 septembre 2009.
9- *Lyon Capitale*, 26 décembre 2008.
10- *L'Express*, 14 février 2008.
11- *Ouest-France*, 9 mai 2009.
12- *20 minutes*, 18 septembre 2009.
13- Voir www.lamarseillaise.fr, 8 août 2009.
14- Source *L'Expansion*.
15- *Le Figaro*, 5 décembre 2009.
16- *Journal du Dimanche*, 21 février 2010.
17- *L'Équipe*, 19 août 2009.

18- *Le Figaro*, 5 décembre 2009.
19- Conférence de presse, 26 août 2009.
20- Entretien avec l'auteur, 20 septembre 2009.
21- « Plusieurs dizaines de millions d'euros », *Le Parisien*, 26 novembre 2008.
22- Entretien avec l'auteur, 26 octobre 2009.
23- Entretien avec l'auteur, 6 avril 2007.
24- Entretien avec l'auteur, 26 octobre 2009.
25- Voir www.lexpress.fr, 7 avril 2009.
26- *Idem*.
27- Http://www.ccomptes.fr/fr/CRC13/documents/ROD/IFR200901.pdf.
28- *Le Parisien*, 23 mai 2009.
29- *L'Équipe*, 23 janvier 2010, citant un courrier du maire du 21 janvier 2004.
30- *Wad*, printemps 2009.
31- Entretien avec l'auteur, 10 septembre 2009.
32- Communiqué de presse de Team Lagardère.

Chapitre 7

Le syndrome Citizen Kane

> « Tous les entrepreneurs se mettent la pression et sont mégalomanes. »
>
> Alain Weill[1], président de Next-Radio TV.

« Je veux racheter *Le Figaro* », assure calmement mais fermement Serge Dassault. « Mais il n'est pas à vendre », lui répond, étonné, Yves de Chaisemartin, alors président du directoire de la Socpresse, groupe de presse dont la pépite est *Le Figaro* et surtout ses magazines du week-end. Dassault a provoqué ce rendez-vous matinal à l'automne 1996, par l'intermédiaire de son fils Laurent, vieille connaissance de celui que tout le monde appelle « Chaise ». « Mais ce n'est pas grave », rétorque l'industriel à ce dernier. À la tête d'un grand empire familial, Dassault a le temps pour lui. Robert Hersant, le fondateur de la Socpresse, groupe aux soixante-dix titres, vient de mourir. Il laisse derrière lui une veuve, sa troisième et dernière épouse, Nadine de Vries, qui jouit de l'usufruit des biens de son mari. Par testament, l'empereur du papier a aussi désigné Yves de Chaisemartin comme son successeur, mais il n'est pas de la famille. Hersant laisse sept enfants et douze petits-enfants. Ceux-ci ont hérité d'un groupe qui vaut beaucoup d'argent mais qui est très endetté. Leurs actions ne leur rapportent rien et tous les journaux perdent de l'argent. Les banquiers sont à l'affût, la situation est tendue. Alors

Serge Dassault se met sur les rangs.

Il lui faudra patienter six ans. Jusqu'à ce soir de printemps 2004, lorsqu'au cours d'un dîner à l'hôtel Dassault, le splendide hôtel particulier qui abrite le siège du groupe, au rond-point des Champs-Élysées, les douze héritiers de Robert Hersant célèbrent la cession presque complète du *Figaro* à son nouveau propriétaire. Seule Aude Jacques-Ruettard, petite-fille de Robert Hersant, refuse de vendre ses parts[2]. Pour un milliard d'euros[3], Serge Dassault rachète 82 % de la Socpresse et réalise donc son rêve à 79 ans, en devenant le numéro un de la presse française[4]. Il aura fallu la mort de la troisième femme de Robert, Nadine, en 2001, et la volonté du fonds d'investissement américain Carlyle de se retirer pour que l'entrée de l'homme d'affaires au capital soit possible. Mais ce n'est pas tout. « Je ne dis pas que c'est parce que j'ai organisé cette rencontre entre mon père et Yves de Chaisemartin que l'affaire s'est faite, explique Laurent Dassault[5], mais il n'y a pas de hasard. Les affaires, ce n'est pas qu'une histoire de *business*. C'est aussi de belles rencontres et des hommes. Il n'y a pas de fatalité. Et puis nous partageons aussi une importante histoire de famille avec les médias. »

Dassault, les papivores

Le patriarche et fondateur de l'empire Dassault, Marcel, s'était en effet passionné pour la presse. Il avait créé en 1954 l'hebdomadaire *Jours de France*, « l'hebdomadaire de l'actualité heureuse », un concurrent de *Paris Match*. Évidemment, Marcel Dassault en était le rédacteur en chef et on y parlait beaucoup d'aviation. Il y tenait aussi une rubrique, « Le café du commerce », où il épanchait ses humeurs et ses opinions, à la manière d'un éditorialiste. Après ses échecs avec *Semaine de France* en 1951 et son quotidien *Vingt-Quatre Heures* en 1965, *Jours de France* qui a existé jusqu'en 1989 s'imposa comme un grand succès. Il faut dire que l'idée venait de loin. En 1965, Marcel Dassault avait également créé *L'Essor du Limousin* qui a fortement soutenu son poulain d'alors, un certain Jacques Chirac, futur député de

Corrèze. Dassault a toujours considéré qu'il était indispensable d'avoir à sa main un organe de presse afin de défendre ses idées et ses intérêts. Il voulait influencer l'opinion et faire passer sa vision du monde. Ses enfants aussi, puisque son fils Serge qui préside aux destinées du groupe Dassault depuis la mort de son père a racheté le groupe Valmonde (l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* et le mensuel *Spectacle du monde*) peu de temps après l'arrêt de *Jours de France*. Comme si la possession d'un journal était un enjeu vital pour la famille. Les pertes de Valmonde se creusent, mais la famille Dassault en demeure propriétaire jusqu'en janvier 2006 et Olivier Dassault, l'un des fils de Serge, en reste le président du conseil de surveillance. Olivier, passionné de chasse, a entre-temps créé *Jours de chasse*, un luxueux trimestriel de niche dans lequel il se met régulièrement en scène avec ses amis chasseurs, et qui passionne les fous d'art cynégétique.

Il aura donc fallu toutes ces expériences et toutes ces années pour que le vieux rêve de Marcel devienne réalité. Dassault, parvenu à se doter d'une légitimité dans les médias, est enfin devenu propriétaire d'un grand journal, ainsi que de nombreux titres de presse régionale que son fils Serge s'est empressé de céder, lui qui n'a jamais caché s'intéresser seulement au quotidien national de la Socpresse. Une acquisition qui bénéficie du concours de l'État par le biais des aides à la distribution de la presse quotidienne. Sur ce point, Olivier Dassault veille au grain. Administrateur de la Socpresse et également président de Dassault Communication, n'est-il pas en même temps vice-président du groupe d'étude sur la presse à l'Assemblée nationale ? « Le moins qu'on puisse dire, remarque un député UMP proche de Dassault, c'est qu'il sait défendre ses intérêts et ceux de sa famille[6]. » Ceci malgré les mauvais résultats du pôle presse de Dassault et les rumeurs de recapitalisation, sur fonds de mécano industriel en cours.

Dis-moi quel est ton journal…

À l'instar de Marcel Dassault et de ses descendants, de nombreux magnats des affaires sont frappés du syndrome « Citizen Kane », comme

dans le film d'Orson Welles[7] où le personnage principal, Kane, après avoir hérité de la fortune familiale, se transforme en magnat de la presse. Dans le scénario, Kane se marie avec la nièce du Président et utilise ensuite ses journaux pour faire avancer sa carrière politique. C'est ce que fit de manière caricaturale dans l'entre-deux-guerres le fameux parfumeur François Coty qui fonda et finança *L'Ami du peuple*, un quotidien antiparlementaire et antisémite pour mener un combat politique et tenter de renverser le régime de la III[e] République qu'il haïssait. C'est que, tout simplement, les grands patrons, industriels, homme d'affaires ou banquiers, voient dans l'acquisition de journaux un moyen d'asseoir leur prestige et de servir leurs intérêts. S'offrir une radio, une télévision et à fortiori un quotidien permet à un industriel de peser sur le monde politique, de promouvoir ses idées, surtout lorsqu'il dépend en bonne partie de la commande publique de l'État ou des collectivités publiques.

C'est le cas, dans le bâtiment et les travaux publics, du groupe Bouygues, propriétaire de TF1 et de LCI, ou dans l'armement, la défense et l'aéronautique, du groupe Lagardère, auquel *Paris Match*, *Le Journal du dimanche* et de nombreux autres titres appartiennent. Sans oublier les Bernard Arnault, François Pinault, Rothschild ou encore la famille Dassault, tous impliqués dans la presse. Même la famille Ballande, fortune faite dans le nickel et le négoce en Nouvelle-Calédonie, a un temps repris le magazine *Gault Millau*, afin de défendre ses intérêts, puisque ils étaient également propriétaire de Prieuré-Lichine à Bordeaux et de Corton-André en Bourgogne et possédaient une importante affaire de négoce en vins. De quoi faire la pluie et le beau temps dans son secteur d'activité !

On se souvient également de la féroce bataille que mena Jean-Luc Lagardère dans les années 80 pour obtenir une chaîne de télévision. Candidat malheureux avec Hachette à la privatisation de TF1 en 1987, Lagardère rachète en 1990 à Robert Hersant ses parts dans La Cinq. Il accède ainsi à son rêve de posséder une chaîne de télévision nationale. Mais l'euphorie est de courte durée. Les pertes s'accumulent. Fin 1991, La Cinq dépose le bilan. Jean-Luc Lagardère y aura englouti plus de un milliard de francs[8]. Cela aura été l'un de ses rares échecs. Vingt ans

plus tard, son fils, Arnaud, ne cache pas son ambition de revenir à la télévision par la grande porte.

Si des milliardaires ou des entrepreneurs à succès s'intéressent d'aussi près à des univers parfois très éloignés de leurs activités de base, difficiles, concurrentiels et peuplés de saltimbanques, c'est que les médias exercent une drôle de fascination sur les hommes d'argent. « Depuis trois Républiques, écrit Jean-Noël Jeanneney, historien de la presse, fortune faite ou héritage consolidé, une fois leur bonheur d'hommes d'affaires démontré, les industriels ont été nombreux à consacrer aux médias une part importante de leurs avoirs et de leur activité[9]. » Les Peugeot, les Michelin, ou encore les deux cofondateurs du groupe hôtelier Accor, Gilles Dubrule et Gérard Pélisson qui ont été tous deux copropriétaires du *Nouvel Économiste*, ont tous essayé de véhiculer leurs messages économiques ou leur philosophie du capitalisme. Pareil pour André Rousselet, dont la fortune fut assurée par les taxis G7 et Canal+. Lorsque cet ami et longtemps proche conseiller de François Mitterrand créa le quotidien *Info Matin* en 1993, c'était pour peser politiquement contre Édouard Balladur, à l'aube de la bataille pour la présidentielle de 1995.

Aujourd'hui, dans les médias, il est davantage question de pouvoir ou d'influence, ce qu'on appelle le *soft power*. La presse papier traditionnelle a muté. Avec Internet et les nouveaux canaux de distribution comme les mobiles, on est passé à l'ère du multimédia, de l'interactivité. Cette mutation qui conduit à un rapprochement des producteurs de contenu et des tuyaux nécessite d'importants capitaux. Presse, télévision, cinéma, musique fusionnent peu à peu avec les acteurs des télécoms, de l'informatique et les fabricants type Apple. Les médias au XXIe siècle deviennent un nouveau marché global, relais de croissance potentiel pour un industriel ou un homme d'affaires à l'affût d'opportunités. TF1, Canal+ ou le pôle médias de Lagardère ont aussi été conçus comme des machines à profit. Mais dont l'impact sur les Français, quotidien et régulier, demeure très fort.

D'autres raisons d'investir dans les médias subsistent également. « Pour un capitaliste, investir dans un journal ou en être copropriétaire, c'est chic, cela fait bien dans les dîners en ville[10] », assure Claude

Perdriel, créateur et propriétaire du groupe SFA-Nouvel Observateur, qui avoue par ailleurs : « Depuis 1964, date de la création de l'*Observateur*, on a le plus souvent perdu de l'argent[11]. » Ce qui n'empêche pas son patrimoine d'être évalué à quelque 200 millions d'euros, à la cent vingt-quatrième place du classement des fortunes professionnelles établi par le magazine *Challenges*, qui lui appartient également. En réalité, c'est avec l'argent des sanibroyeurs SFA créé en 1958, que Perdriel a pu se constituer l'un des premiers groupes de presse magazine français. Avec Jérôme Seydoux, ancien banquier mais surtout héritier de la multinationale du pétrole Schlumberger, il participe aussi au financement et au lancement du *Matin de Paris* en mars 1977.

C'est la même chose pour Pierre Bergé, le partenaire d'Yves Saint Laurent, qui finance *Globe*, un mensuel pro-mitterrandien dirigé par Georges-Marc Benamou, de 1985 à 1993. Mécène, le pygmalion du couturier y perdra sa mise. Ce qui ne l'empêchera pas de cofonder *Courrier international* avec Jacques Rosselin, puis d'investir dans *Vu du Net*, un hebdomadaire lancé en 2009 et d'afficher ses intentions de racheter le site participatif *Le Post* en 2010. En 1995, à 64 ans, Bergé participe financièrement à la création du mensuel *Têtu*, le magazine de la communauté gay et lesbienne. « Il est riche et utilise une partie de son argent pour promouvoir des gens ou des idées[12], dit de lui Alain Minc, l'un de ses proches. Tout le monde ne peut pas en dire autant. »

L'éminence grise du CAC pense-t-il à Pierre Fabre en disant cela ? Fondateur et propriétaire du groupe pharmaceutique qui porte son nom (1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires, 9 000 salariés), Fabre a 78 ans et une belle carrière d'industriel derrière lui lorsqu'il acquiert en 1988 Sud Radio puis Wit FM qu'il revend quelques années plus tard. Même chose pour RMC achetée en 1998 et cédée en 2000, et pour le groupe Midi Libre dont il détenait 15 %. Fabre ramasse dans le même temps des titres basés dans sa région, autour du Massif Central, *L'Éveil de la Haute-Loire* en 1996, ainsi que plusieurs hebdomadaires et magazines régionaux et une participation de 6 % dans le groupe *La Dépêche*. D'où la création, en 1998, d'une holding personnelle, Sud Communication, dans laquelle il rassemble ses journaux. La mythique agence photo Sipa press vient la rejoindre en 2001. Parallèlement est montée Digivision,

une société de production audiovisuelle. Fabre se diversifie tous azimuts en lançant également la chaîne de télévision TV7 Bordeaux. En janvier 2006, c'est encore lui qui, via Sud Communication, rachète Valmonde à Dassault. À 80 ans, l'ancien pharmacien qui a fait fortune « entre dans la cour des grands » avec *Valeurs actuelles*, un hebdomadaire national. Pour quoi faire ? « Il savoure le pouvoir et l'influence », écrit *L'Express*[13]. Ainsi, il a constitué un véritable petit empire des médias. Avec l'ambition de peser de plus en plus sur l'information générale et politique, et, bien entendu, de faire des affaires. Dépourvu de véritable logique industrielle et de vision dans le secteur, Fabre parvient quand même à engranger de confortables plus-values comme lors de la revente de RMC qu'il aurait cédée pour cinq fois son coût d'acquisition, deux ans à peine après l'avoir achetée.

Le fantasme du patron de presse n'est pourtant pas qu'une lubie de milliardaires ou une vieille lune d'arrière-garde. En témoigne le rachat de 77,5 % de l'hebdomadaire *Les Inrockuptibles* en 2009 par le banquier d'affaires Matthieu Pigasse, pour une somme estimée à 3,5 millions d'euros, qu'il se refuse à confirmer. Vice-président de Lazard Europe, codirecteur général de Lazard France, en charge des plus grandes opérations de fusion-acquisition, véritable star du monde des affaires, il n'a pas vraiment le profil d'un philanthrope. Pour cette opération de reprise du journal culturel au capital duquel on trouvait depuis longtemps la styliste Agnès B, le banquier assure avoir engagé une partie de son patrimoine personnel. Issu d'une famille qui a tâté de la presse depuis deux générations – son frère plus récemment a cofondé le magazine people *Public* –, Pigasse, qui fut conseil dans de nombreuses transactions impliquant des médias et des journaux, est un passionné de musique et de presse. Amateur de rock et de punk depuis sa jeunesse, volontiers cabotin, il aime également capter sa part d'attention et de lumière. Estampillé à gauche, ce proche de Dominique Strauss-Kahn a sans doute trouvé là un premier rôle à la mesure de son ambition. Pour un banquier habitué à des honoraires et des bonus qui se chiffrent en millions d'euros, un hebdomadaire musical et culturel au chiffre d'affaires modeste n'est pas qu'un simple placement financier, bien que la société éditrice en soit rentable depuis 2004. D'ailleurs, Pigasse le

confirme : « Je ne suis pas dans la stratégie financière… On va le faire sans objectif financier ni objectif de retour sur investissement[14]. » En réalité, le banquier qui n'a jamais caché ses intentions de faire de la politique s'est offert un bel instrument de promotion, plus discret et moins onéreux qu'un quotidien national. Il n'est pas là pour faire un coup d'argent. « C'est un investissement que je réalise à titre personnel. Et j'en suis fier, car le rachat des *Inrockuptibles* est pour moi un engagement, une ambition. Ce n'est pas un coup financier. Je suis là à long terme[15]. » Certaines mauvaises langues prétendent d'ailleurs que Pigasse, ancien des cabinets de DSK et de Laurent Fabius, conseil de Ségolène Royal sur les questions d'économie, se verrait bien ans un rôle à la Pierre Bergé période *Globe* si la gauche revenait au pouvoir en 2012. D'où son ambition de transformer *Les Inrocks* en hebdomadaire sociétal, plus influent à gauche. Mais sans doute ne sont-ce là que des supputations pour un banquier scrupuleux connu pour son sérieux et sa rigueur en affaires. Et après tout il ne fait que marcher, quoique modestement, sur les pas d'illustres prédécesseurs, Édouard André, Moïse de Camondo ou encore Albert Kahn, ces banquiers qui au début du XXe siècle utilisaient l'argent gagné par leur profession à acheter des œuvres d'art et entretenir des gazettes. Plus récemment, Michel David-Weill, ancien cogérant de Lazard, comme son père, a joué un rôle de premier plan dans la vie culturelle parisienne. Se présenter comme le mécène d'une industrie culturelle permet d'entretenir des contacts plus qu'utiles au banquier. C'est aussi l'expression d'une certaine « distinction ». Nombre de banquiers, comme d'autres fortunes, atteints du « syndrome de culpabilité », se sentent obligés de redistribuer à la société un peu du bien acquis dans les affaires. Cela semble d'autant plus noble que rien ne les y oblige. Un banquier qui investit dans l'art est ainsi presque assuré qu'il sera bien jugé par l'opinion publique. L'investissement dans la culture est un pan entier de son identité. Le pendant en quelque sorte de son appât du gain.

Les médias ont toujours attiré l'attention des financiers et des entrepreneurs, 2009 en a apporté la preuve par neuf. La presse surtout constitue une belle vitrine, mais tellement capricieuse ! Elle ouvre en tout cas généralement la porte de la bonne société. Posséder sa propre

maison d'édition est également très chic. La famille Wertheimer, par ailleurs propriétaire d'écuries de chevaux de course, possède 35 % de la maison d'édition Le Seuil-La Martinière. Agnès Viénot, une petite boutique d'édition indépendante de beaux livres, compte aussi parmi ses actionnaires de grands noms du capitalisme français.

Aide-toi et le ciel t'aidera

Les médias, en raison de leur régime fiscal particulièrement avantageux, permettent à leurs riches propriétaires de défendre leurs intérêts au mieux. « *Le Point* perd de l'argent depuis plus de dix ans, note l'un de ses rédacteurs en chef[16]. Pinault n'y trouve rien à redire, même s'il préférerait que ce soit à l'équilibre par principe, parce que le déficit ainsi creusé est reportable sur les gains des autres activités de sa holding et réduit donc ses impôts. » Même chose dans le groupe Figaro où Serge Dassault ne regarde pas à la dépense pour le quotidien dont il a rêvé toute sa vie : nouveaux locaux, nouvelle imprimerie, nouveau site Internet, rachats de magazines et de sites éditoriaux. Ses investissements ont été considérables. Il perd plus de 12 millions par an, ce qui ne semble pas entamer ni son moral ni sa générosité. De plus, la presse fourmille encore de propriétaires héritiers : les Prouvost et les Contades dans le groupe Marie-Claire, les Puhl-Demange au *Républicain lorrain*, les Lemoine à *Sud-Ouest*, les Coudurier au *Télégramme de Brest*, les Varenne à *La Montagne*… Pour les plus fortunés d'entre eux, le risque est parfois de confondre personne morale et personne physique. La famille Baylet, propriétaire de *La Dépêche du Midi*, a ainsi été condamnée, en 2002, par la cour d'appel de Toulouse, « pour avoir illicitement bénéficié, à des fins personnelles, d'avantages domestiques liés à leur fonction industrielle[17] ».

Ce qui est encore plus paradoxal, c'est que l'État, pour encourager tous les propriétaires de journaux et de magazines, a mis en place un empilement d'aides de tout poil depuis la Révolution. Baptisé « dispositif général des aides publiques à la presse », s'y ajoutent régulièrement de nouvelles mesures : fiscales, de transport, TVA réduite,

fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale, exonération de la taxe professionnelle, tarifs postaux préférentiels… Autant d'aides directes et indirectes (plus 419 millions d'euros en 2010, un bond de 50 % par rapport à 2009) qui contribuent à rendre attractifs les journaux pour des milliardaires en quête d'image et d'investissements fiscalement responsables. Pour eux, c'est une véritable manne qui ne fait que croître.

Sur les quinze premières fortunes françaises, contrôlant 35 % de la bourse de Paris, un tiers possède des intérêts dans les médias : Arnaud Lagardère (Europe 1, RFM, Virgin Radio, *Elle*, *Paris Match*, *Télé 7 jours*…), Bernard Arnault (*Les Échos*, Radio Classique), François Pinault (*Le Point*, *Historia*, *La Recherche*), Serge Dassault (*Le Figaro* et la Socpresse), Francis Bouygues (TF1, LCI, TPS…), Vincent Bolloré (Direct 8, Virgin 17, *Direct Soir*, *Direct Matin*…). Ils doivent donc y trouver certains avantages. « Tous tirent profit de leur place dans les médias pour consolider leur position patrimoniale, assure *Le Monde diplomatique*[18]. Car un journal ou une télévision permettent aussi d'associer à une fortune des mots ou des images qui donnent du sens à l'arbitraire d'un héritage. » Arnaud Lagardère l'a bien compris, lui qui a cherché à s'imposer dans les médias alors que son père, ingénieur et grand capitaine d'industrie, était surtout célèbre pour son empire aéronautique et de défense. On est là bien loin de la simple danseuse. Surtout qu'en acquérant des journaux ou des télévisions les milliardaires ajoutent une cerise sur leur gâteau, une vigie qui leur permet d'être toujours en alerte. TF1 ou *Les Échos* font partie intégrante de Bouygues ou de LVMH tout comme *Le Point*, acquis par Artémis en octobre 1997, a été logé dans la holding familiale de François Pinault en 1998. Car les médias ont un intérêt politique ou financier, quand il ne s'agit pas tout simplement de faire avancer leurs pions. Pinault n'a-t-il pas la même année repris à Bolloré sa participation de 15,2 % dans Bouygues ? Sûrement pas dans l'unique but de faire une fleur à cet autre patron breton. Dans le même temps François Pinault s'offre 2,33 % dans *Le Monde* ce qui semble, sous l'influence de son conseiller Alain Minc, accréditer l'idée d'un intérêt plus industriel pour la communication. Jean-Marie Colombani, ancien directeur du *Monde*, parle plutôt de

mécénat : « Il m’a déclaré qu’il avait gagné beaucoup d’argent, qu’il estimait avoir une dette vis-à-vis de la société, que le combat du *Monde* pour son indépendance lui plaisait, même s’il n’était pas d’accord avec toutes les orientations du journal[19]. » Ce n’est pas le cas du *Point*, acquis pour 30 millions d’euros – une paille pour un milliardaire comme Pinault – où son ami Bernard-Henri Lévy tient son bloc-notes. Influence politique, amitié, affaire de statut ont plus joué que le reste dans cette affaire. François Pinault aime en tout cas bien moins la presse que beaucoup de milliardaires. Et il ne semble pas particulièrement avoir besoin des journaux pour lui ouvrir les portes de l’*establishment* politique ou économique. Ses différents intérêts médiatiques relèvent donc soit du mécénat, soit d’une logique financière. Ou des deux.

Rothschild à Libération

Une seule certitude : la presse est rarement rentable financièrement. Édouard de Rothschild, qui a déjà englouti 28 millions d’euros[20] dans *Libération* depuis son entrée mouvementée au capital du quotidien, sait de quoi il retourne. Aujourd’hui propriétaire de 38,7 % du capital, l’héritier de l’une des plus grandes familles du capitalisme français, par ailleurs président de France Galop et ancien banquier d’affaires, n’a toujours pas remis le quotidien sur les rails. La cinquantaine grisonnante, souriant, le fils du baron Guy a fait toute sa carrière dans la banque. Sportif, amateur d’opéra, il est des galas de l’AROP (Association pour le rayonnement de l’Opéra de Paris) comme des fêtes hippiques les plus chic, en tant que président de France Galop[21]. En 2009, il a remis au pot à l’occasion d’une nouvelle augmentation de capital alors que sa famille s’était toujours soigneusement tenue à l’écart de la presse. Sauf une fois – mais qui s’en souvient –, en 1904, puisque ses ancêtres ont participé au financement de la création de *L’Humanité* de Jaurès[22] ! Envie d’échapper à un destin de banquier prédéterminé par sa naissance ? Sans doute. Recherche d’une certaine médiatisation, d’une reconnaissance, d’un rôle à jouer dans la vie de la cité ? Sûrement.

Le problème, c’est que malgré une énième « nouvelle formule » en

septembre 2009, la diffusion de *Libération* atteint depuis des années des fonds abyssaux. Un quotidien, voilà bien une passion qui coûte cher. Jérôme Seydoux en fait l'amère expérience. Proche de François Mitterrand et d'André Rousselet, il a longtemps été actionnaire majoritaire de *Libération* dans lequel il a englouti des fortunes depuis son arrivée en 1993. Et il n'est pas le seul riche patron à y avoir laissé des plumes : Antoine Guichard, alors P.-D.G. de Casino, Jean-Louis Descours, jadis P.-D.G. du groupe André, ou encore feu le banquier Édouard Stern, ont également souscrit par le passé à certaines augmentations de capital de *Libération*, pour quelques millions de francs. Du pur mécénat dont ils n'attendaient bien entendu aucun profit. Mais lorsque Seydoux s'empare de 66 % de *Libération* en 1996, l'affaire est historique : les salariés perdent leur minorité de blocage. L'homme d'affaires devient alors le premier actionnaire industriel du journal. Pourtant il sort du capital de *Libé* en 2000, estimant sans doute avoir fait son temps et dépensé assez d'argent !

Lorsqu'il annonce son intention d'investir dans *Libération*, Édouard de Rotshchild, descendant de la dynastie européenne la plus emblématique du capitalisme, met en avant son « influence sur la société ». « Il a trahi son camp », fulmine alors Ernest-Antoine Seillière. S'il entendait se faire un prénom dans cette affaire, Édouard a réussi. Car la surprise provoquée par son annonce a projeté en pleine lumière sur la scène parisienne ce Rothschild original, en dehors des clous, qui, à la manière de certains aristocrates anglais, manifeste un certain art du contre-pied et du paradoxe. Comme si, le simple costume de financier était taillé trop petit pour lui. Comme si avec *Libération* et France Galop, il entendait montrer qu'il n'était pas le rentier qu'on décrivait souvent, mais un « Rothschild-travailleur », jamais où on ne l'attend. L'homme est d'ailleurs imprévisible ; une vraie marque de fabrique. Édouard de Rothschild, « cousin Hubert » comme on le surnomme dans les couloirs de son quotidien, assure pour sa part n'avoir investi dans *Libération* qu'en assortissant son entrée dans le quotidien d'exigences de rentabilité : « Il ne s'agit pas d'un cadeau, il s'agit d'un projet industriel qui s'inscrit dans le temps[23]. » Quelques jours après l'opération, *Le Point* confirme : « Rothschild est tout sauf un dilettante.

Toujours concentré, le banquier ne laisse rien au hasard. S'il prend le risque de prélever 20 millions d'euros sur sa fortune personnelle, ce n'est pas pour les jeter par la fenêtre[24]. » Quoique…

Les Échos*, coco*

Le risque de perdre de l'argent n'a pas non plus empêché la première fortune de France, Bernard Arnault, de s'emparer du plus important quotidien économique français, *Les Échos*, en 2008. Mais il est vrai que le journal de l'*establishment* des affaires et de la finance est rentable. De quoi réduire d'autant l'incertitude. C'est en tout cas une bien belle cerise sur le gâteau de l'empire Arnault, en dépit des rumeurs de revente toujours persistantes. On imagine mal qu'Arnault ait été jusque-là pour s'arrêter en si bon chemin. C'est en 1980 que l'homme d'affaires achète son premier journal, *Le Chasseur français* : 80 millions de francs (13 millions d'euros) versés avec une petite partie de l'argent gagné dans la promotion immobilière aux États-Unis, origine de sa fortune. Il coupe alors l'herbe sous le pied de Bernard Tapie conseillé par son avocat d'affaires, l'éternel Jean-Louis Borloo, qui était sur le coup. La légende veut que Tapie ait demandé à Arnault d'assurer le portage du journal puis de le lui rétrocéder plus tard, avant de changer d'avis. Une version toujours contredite par Arnault qui a par la suite revendu le magazine avec une jolie plus-value. Depuis, il n'a cessé de s'intéresser aux médias.

En 1993, Bernard Arnault met la main « par accident », dit-il, sur *La Tribune*, le second quotidien économique français qui n'a jamais été rentable. À peine arrivé, le nouveau propriétaire convoque Philippe Labarde, alors directeur de la rédaction : « À quelle heure de la nuit puis-je voir la une ? Le matin, comme les lecteurs, répond Labarde à son nouveau patron. Ça vous permettra de bien dormir. » L'anecdote, souvent racontée par Philippe Labarde, en dit long sur les rapports que peut entretenir un homme d'affaires important avec la presse, surtout lorsqu'il la possède. En rachetant *La Tribune* qui n'a jamais gagné d'argent, Arnault aura *in fine* « claqué » 150 millions d'euros. Autour du

quotidien, il constitue un pôle médias baptisé DI Group, comprenant notamment les magazines *Investir*, *Le Monde de la musique* ou *Jazzman*, entre autres, que rejoint en 1999 Radio Classique. Entre-temps, il aura été l'éphémère propriétaire du quotidien financier *L'Agefi*. L'intérêt de Bernard Arnault pour les médias n'est ni une tocade ni une passade. LVMH investira d'ailleurs pas mal d'argent dans l'Internet via une structure appelée Europ@web qui fera long feu, bien que, sur le long terme, certaines participations se soient révélées très juteuses. Mais le roi du luxe aime les trophées et posséder des grands titres de presse correspond à l'idée qu'il se fait de son statut, bien qu'il affirme à ce propos en 2000[25] : « Je crois que cette époque, où l'on se payait une danseuse, est révolue. Aujourd'hui, les investisseurs qui se lancent dans un domaine, quel qu'il soit, le font dans une perspective de rentabilité. D'ailleurs, cela n'a pas réussi aux industriels qui, dans le passé, s'y sont risqués. » Rebelote pourtant en 2008, lorsqu'il rachète *Les Échos* pour 240 à 250 millions d'euros, un montant jugé « irrationnel » par la presse économique. « Comme d'autres industriels arrivés dans la presse, le patron de LVMH est motivé par autre chose que le retour sur investissement[26] », écrit alors *Challenges*. L'homme d'affaires finit par l'avouer : « Vendre *La Tribune* sans racheter *Les Échos*, ça aurait été un aveu d'échec[27]. » Il n'était pas question pour lui de sortir des médias par le bas.

L'empereur du luxe se refait ainsi une virginité dans la presse où il n'a guère excellé. Ce qui lui importe c'est la marque, lui qui les collectionne[28] dans un groupe connu dans le monde entier et dont le prestige rejaillit sur leur propriétaire. En faisant main basse sur le titre *Les Échos*, qui jouit d'une grande crédibilité et d'une vraie notoriété, il lance un signal très fort à la communauté des affaires au cas où certains douteraient de sa puissance. Et il espère reconstituer un groupe costaud pour sortir la tête haute de ses investissements dans les médias. Dans cette attente, lui qui a placé sa fortune dans des secteurs conformes à ses goûts, l'art, la musique et la finance, possède un puissant instrument d'influence dans ses sphères d'activité.

Point final

Arnault n’est d’ailleurs pas le seul à tenir ce raisonnement. Longtemps son principal ennemi François Pinault a laissé croire qu’il cherchait également à constituer un groupe de presse. Notamment lorsqu’en 1998 il étudie le projet de lancement d’un grand quotidien libéral dont il se verrait bien le pygmalion. En 2000, Pinault rachète – à son tour – le quotidien financier *L’Agefi* pour 42 millions de francs (6,5 millions d’euros). Ensuite il tente d’acheter *Connaissance des arts*, que Bernard Arnault lui rafle au nez et à la barbe. Décidément, ces deux-là se marquent à la culotte ! Plus sérieux, l’investissement de François Pinault dans *Le Point* représente pourtant un montant modeste pour le milliardaire, l’équivalent de quelques toiles d’art contemporain. « Il ne s’en soucie guère [29] », témoigne un rédacteur en chef de l’hebdomadaire qui renchérit : « Jamais il n’est intervenu sur le contenu éditorial. Il sait que ce serait nuire au journal, donc à la valorisation de son investissement[30]. » Proche de Bernard Henry-Lévy, Pinault s’entend bien avec le directeur du *Point*, Franz-Olivier Giesbert. Propriétaire d’*Historia*, de *L’Histoire* et de *La Recherche*, François Pinault détient également 2,33 % du quotidien *Le Monde*. Être patron de presse, c’est pour lui faire partie d’un *establishment* qui l’a longtemps refusé en son sein. Des temps bien révolus !

Bolloré l’outsider

Autre mal aimé du petit monde parisien des affaires et des médias, Vincent Bolloré, longtemps surnommé le *condottiere*, ou le *raider* pour sa pugnacité et son acharnement dans les affaires. Aujourd’hui, cela a bien changé. S’il fut jadis un jeune financier agressif, il est devenu un puissant milliardaire à la tête d’un groupe protéiforme qui comprend de multiples intérêts dans les médias. Tout a commencé dans les années 90, lorsque Vincent Bolloré entre au capital de Bouygues, propriétaire de TF1. Le raid échoue mais après avoir décortiqué les comptes, le

financier est impressionné par la machine à cash que représente la première chaîne. C'est ce qui déclenchera plus tard son intérêt pour la communication. Surtout, le Breton se rend rapidement compte que les médias et la politique sont si inextricablement mêlés qu'il va lui falloir jouer un rôle public plus important afin de se développer dans le secteur. Son influence est à ce prix. De financier, il devient donc industriel en rachetant des petites structures existantes dans la communication et en constituant un nouveau pôle dans son groupe. Bolloré Médias est créé à la suite du rachat de la Société française de production, un investissement de 20 millions d'euros. Vincent Bolloré s'offre le cinéma Mac-Mahon à Paris, lui qui venait enfant y voir des films d'Indiens et de cow-boys, des sociétés Internet, 10 % de Gaumont. En 2002, le Conseil supérieur de l'audiovisuel accorde à Bolloré Médias une fréquence de la future TNT, licence qui débouchera le 31 mars 2005 sur la naissance officielle de la chaîne Direct 8. « Il a fait cela pour trouver du travail à son fils qui était à la peine dans la production cinématographique[31] », note une ancienne présentatrice maison. Il n'empêche que c'est Vincent Bolloré lui-même qui reçoit les candidats et les candidates, n'hésitant pas à bousculer son agenda lorsqu'il juge une potentielle recrue intéressante. Sans leur faire passer de *casting*, l'homme élégant, à la prestance qui en impose, séduit ces jeunes par son entrain, son sourire charmeur et sa faculté à offrir à chacun un CDI. « Combien voulez-vous ? » demande-t-il à une jolie blonde venue postuler ? « C'est tout ? Accordé. » Et de signer le contrat apporté ventre à terre par un DRH aux ordres. Au début, sa chaîne est un vrai joujou qu'il soigne amoureusement. Et qu'il finit par partager avec son fils. « J'ai toujours su que je travaillerais un jour avec mon père [32] », assure Yannick Bolloré. Les ambitions de Bolloré dans les médias ne s'arrêtent pas là. En novembre 2004, il se montre intéressé par le dossier *Libération*, mais il ne donne pas suite. Il faut dire que Direct 8 lui coûte déjà 40 millions d'euros par an ! Le 8 mai 2006, il débarque dans la presse gratuite avec *Direct Soir*, un quotidien diffusé à 500 000 exemplaires. Une façon comme une autre de renouer avec le métier historique du groupe Bolloré, les papeteries. Puis lance, en partenariat avec *Le Monde*, *Matin Plus*, un gratuit du matin en février 2007. Publicité, agences d'achat

médias, instituts de sondage, Vincent Bolloré multiplie les acquisitions dans la communication. L'ensemble ne pèse guère plus d'1 % de son chiffre d'affaires, mais il représente beaucoup pour l'image de Bolloré, entouré dans son nouveau rôle de patron de presse de cautions intellectuelles reconnues dans l'*establishment* parisien, l'essayiste Alain Minc et l'ancien journaliste Philippe Labro ou encore le communicant Michel Calzaroni, par ailleurs l'un de ses bons et vieux amis. Bolloré s'efforce de convaincre que ses investissements dans les médias n'ont rien à voir avec une tocade et que le secteur a un bel avenir devant lui. « Ce n'est pas une évolution de l'industrie vers le *glamour*, assure le *tycoon*. C'est une diversification vers d'autres secteurs dans lesquels nous croyons[33]. » Selon ses détracteurs, Vincent Bolloré s'est moins offert avec ses journaux populaires à grand tirage de l'influence qu'une véritable protection politique contre ses ennemis. « Je n'ai pas besoin de plaire. Je me fiche de mon image [34] », assure pourtant Bolloré. On a bien du mal à le croire tant sa présence dans les médias peut lui donner des avantages. Il pourrait y défendre ses intérêts en Afrique, y faire passer ses clients et intervenir ses alliés. À commencer par son ami Nicolas Sarkozy. Sinon, pourquoi « cramer », comme il dit, 80 millions d'euros par an ? « Nous ne sommes pas des financiers », a d'ailleurs répondu Bolloré pour justifier son refus de participer à la recapitalisation du quotidien *Le Monde*. Industriel, Vincent Bolloré a même indiqué qu'il se voyait bien poursuivre ses investissements dans la presse payante en rachetant un quotidien existant ou en en créant un nouveau, ainsi que dans la TNT où il aimerait développer une seconde chaîne. S'il poursuit cette activité, c'est aussi parce que ce métier, quoiqu'il soit beaucoup moins rentable que le bois, le tabac ou le transport maritime, étanche sa soif de reconnaissance et d'influence. Et celle de ses enfants qui n'ont jamais manifesté d'intérêt particulier pour les activités traditionnelles du groupe familial. En s'offrant un ticket d'entrée dans un marché promis à une belle croissance, il assure également l'avenir de sa progéniture dans un secteur plus *glamour* que l'industrie. Sans oublier le reste.

Weill, la « Next » génération

À 48 ans, Alain Weill, le P.-D.G. de Nextradio TV, est l'un des « néomoguls » français des médias. Parti de rien, il décide un beau jour de voler enfin de ses propres ailes, après avoir été directeur général du groupe de radio NRJ pendant de longues années. Rachat express et surprise de RMC, puis de BFM, lancement de BFM TV à la faveur de la création de la TNT, offre sur le groupe Tests, un géant de la presse qui tombe dans sa besace… Rien n'est trop gros ni trop beau pour l'homme d'affaires qui rêvait de devenir journaliste. « Adolescent, je lisais *Le Monde*, j'écoutais Europe 1 et j'enregistrais même mes chroniqueurs favoris. J'ai toujours rêvé d'être journaliste[35]. » C'est chose faite. Avec *La Tribune*, quotidien économique qui tombe dans son escarcelle en 2008, Weill devient incontournable. Il a réalisé son rêve, s'asseoir à la table des grands. Les politiques se pressent auprès de lui en raison du redressement spectaculaire et de l'audience importante de RMC info, et les patrons courtisent le propriétaire de la première radio économique et du second quotidien d'affaires français. Rien ne le fait d'ailleurs plus enrager que lorsqu'il lit dans *Elle* une interview du ministre de l'Économie, Christine Lagarde, qui déclare écouter France Info, Europe 1 et Radio Classique le matin, mais pas BFM, sa radio !

Weill sort du bois en novembre 2000. À 44 ans, il se retrouve à la tête d'une holding jusque-là inconnue, Nextradio, et s'émancipe avec une vision stratégique à laquelle peu de gens croient dans le microcosme. Qu'importe, son succès, il le devra à lui seul et à une poignée de guerriers qui y croient. Weill met 35 millions d'euros sur la table, le fonds de capital-risque Alpha apporte les 65 millions d'euros restants. Devenu patron de RMC, Weill réalise donc un rêve de gosse. Mais ne se laisse pas emporter par sa passion et le gestionnaire reste toujours maître. Il sabre dans les coûts et dans les têtes, lance un nouveau format. L'audience progresse, RMC renoue avec la rentabilité. Huit ans plus tard, il fait presque jeu égal avec les grandes généralistes. Il applique le même remède à la radio de l'économie malade BFM. Deux ans plus tard, elle renoue avec les bénéfices.

Mais son coup de génie, c'est la TNT, snobée par des acteurs

majeurs comme TF1. En novembre 2005, Alain Weill inaugure BFM TV, une chaîne d'information en continu à laquelle peu de gens croient. Pour la financer, Weill introduit Nextradio à la bourse de Paris. Il ne s'arrête pas en si bon chemin puisqu'en 2007 il met la main sur le groupe Tests, leader de la presse informatique et dans la presse en ligne. Moins d'un an plus tard, alors que l'absorption de Tests pose encore problème, il avale *La Tribune*. « Cela pourrait bien causer sa perte, assure l'un des journalistes du groupe devenu Nextradio TV. Il est victime, comme beaucoup d'hommes d'affaires qui ont réussi, du syndrome Citizen Kane. Weill est ébloui par la presse et ce quotidien qui pèse lourd et coûte cher risque de l'entraîner vers le fond[36]. » En attendant, Weill lui, fait passer le message : on n'a pas fini d'entendre parler de lui.

1- *Challenges,* 23 avril 2009.
2- Elle ne le fera qu'en 2007.
3- Selon les estimations, 1,2 milliard pour *Challenges*, 22 octobre 2009.
4- Avec *Le Figaro*, *L'Express*, *La Voix du Nord*, *Le Progrès*, *Le Courrier de l'Ouest*…
5- Entretien avec l'auteur, 14 septembre 2009.
6- Entretien avec l'auteur, 13 août 2009.
7- *Citizen Kane*, 1941.
8- 150 millions d'euros.
9- *L'Histoire des médias*, Jean-Noël Jeanneney, Point Seuil, 2003.
10- « J'ai mes sources », France Inter, mercredi 24 juin 2009, 9 h 30.
11- *Idem*.
12- *Challenges*, 2 octobre 2008.
13- *L'Express*, 19 janvier 2004.
14- Entretien avec l'auteur, 27 mars 2010.
15- Entretien avec l'auteur, 27 mars 2010.
16- Entretien avec l'auteur, 19 mars 2009.
17- *Ibid*.
18- *Le Monde Diplomatique*, vendredi 30 mai 2008.
19- Pierre-Angel Gay, Caroline Monnot, *François Pinault milliardaire, les secrets d'une incroyable fortune,* Balland, 1999.
20- *Challenges*, 18 juin 2009.
21- Voir chapitre 12.
22- Gabriel Milési, *Les Nouvelles Deux Cents Familles*, Belfond, 1990.
23- Europe 1, 6 décembre 2004.
24- *Le Point*, 9 décembre 2004.
25- *La Passion créative*, Plon, 2000.
26- *Challenges*, 28 juin 2007.
27- *Le Monde*, 10 juillet 2007.
28- Louis Vuitton, Moët Hennessy, Dior, Guerlain, Céline, Berluti, Krug, Ruinart…
29- Entretien avec l'auteur, 19 mars 2009.
30- *Idem*.
31- Entretien avec l'auteur, 21 juin 2009.
32- Entretien avec l'auteur, 14 septembre 2007.
33- *Financial Times*, 5 mars 2007.
34- *Télérama*, 31 octobre 2007, in *Vincent Bolloré, ange ou démon ?* de Nicolas Cori et Muriel Gremillet, Hugo Cie, 2007.
35- Entretien avec l'auteur, 14 mars 2007.
36- Entretien avec l'auteur, 14 mars 2010.

Chapitre 8

« La France des châteaux[1] »

« Ma femme se tue à dépenser l'argent que je me crève à gagner. »

Marcel Bich[2].

Un petit village tranquille du Lubéron, avec ses rues bordées de platanes, ses cyclistes à bout de souffle dans la touffeur matinale, son café et ses ruelles escarpées. L'air sent bon la lavande et la chaleur dès les premières lueurs du jour. Nous sommes à Ansouis, « l'un des plus beaux villages de France », indique un panneau à l'entrée de ce haut lieu. Mi-médiéval, mi-Renaissance, le château est perché au sommet du hameau. Il est l'un des plus éclatants symboles de la région, l'un des plus pittoresques aussi. La structure du bâtiment est visible à des lieues à la ronde et reconnaissable entre mille. Il semble surgir au milieu du village comme un rugbyman sorti premier de la mêlée. La dispute autour de l'identité de son propriétaire, qui a défrayé la chronique en 2007, illustre à quel point la symbolique du château demeure forte en France. Les quatre héritiers de la duchesse de Sabran-Pontevès, la plus célèbre famille provençale, ont en effet mis en vente ce joyau que des générations se sont transmis depuis près de mille ans. C'est Philip Hawkes, un agent immobilier parisien spécialisé dans la vente de châteaux exceptionnels, qui a été chargé de l'affaire. Mise à prix :

1,14 million d'euros. Estimation, entre 3 et 7 millions d'euros. Parmi les acheteurs potentiels à ce prix, Brad Pitt et Angelina Jolie – alors à la recherche d'un « pied à terre » dans le sud de la France – furent pressentis, ainsi qu'un banquier anglais, un homme d'affaires chinois, ou encore un prince arabe. Le nom de Pierre Cardin circula également.

Une vie en Provence

Le célèbre couturier français, réputé comme « un homme de goût très fortuné[3] », est déjà l'heureux propriétaire du château de Lacoste, haut perché, autrefois demeure du sulfureux marquis de Sade. Presque totalement en ruines, Lacoste aurait inspiré le château de Siling, théâtre de l'action des *Cent Vingt Journées de Sodome*, écrit entre 1771 et 1778 par l'écrivain libertin. Après André Bouer, le précédent propriétaire du château de Lacoste, Cardin l'acquiert en 2001 et y réalise des travaux de restauration incroyables, consolidant notamment les murailles qui menaçaient de s'effondrer. Aujourd'hui, les appartements privés ont retrouvé leur superbe, une salle de conférence a été aménagée et la demeure du Divin Marquis ressuscite. Le couturier rachète également propriété sur propriété dans le village de Lacoste. « Tout le monde s'accorde à dire que généralement, lorsque Monsieur Cardin veut quelque chose, il l'obtient, » commente un habitant, mécontent. C'est pourtant finalement un *outsider*, la famille Rousset-Rivière, d'Aix-en-Provence, qui emporta Ansouis, déclenchant l'ire de Cardin : « Ce qui vient de se passer là est une injustice totale. Je disposais d'une somme bien plus importante que celle de l'offre finale », déclara-t-il à la sortie tardive des enchères, lorsque la dernière des trois bougies fut éteinte. Effectivement, l'homme d'affaires à l'immense fortune, au nom connu sur les cinq continents, n'aime pas vraiment qu'on lui résiste. Et il avait fait de l'acquisition d'Ansouis une question de principe.

Pour se rattraper, il lui reste quand même le Festival d'art lyrique de Lacoste, où depuis huit ans des opéras sont joués chaque été en plein air à son initiative. À quelques encablures de son château, Cardin a en effet aménagé des carrières en théâtre antique. Le Tout-Lubéron de la

politique, des affaires et de la culture s'y rend chaque année. Les voisins huppés de la région, de Tarascon à Gordes, en passant par Saint-Rémy-de-Provence se pressent autour du couturier pour des soirées très chic. Coupe de champagne à la main, on s'extasie devant une représentation au clair de lune de *Dom Juan* ou du *Barbier de Séville*, sur fond de cigales et grillons. Unique mécène de l'événement, Pierre Cardin, passionné par le théâtre et la danse, est parvenu à créer l'un des événements phares de l'été en plein cœur du Lubéron. Mais ce n'est pas tout. Preuve que l'on peut concilier art et affaires, Cardin a entrepris de passer sous sa griffe le village tout entier : création d'une boulangerie, d'un *Café Bleu*, d'une galerie d'art et d'antiquités, d'une librairie, d'un hôtel-restaurant *Sade*, d'une boutique de produits du terroir, le tout à ses couleurs. Ce qui ne semble guère plaire aux habitants. « Je veux faire de ce village un Saint-Tropez de la culture, sans le côté show-biz[4] », assure néanmoins le couturier. À l'image du grand chef étoilé Georges Blanc, qui a récupéré petit à petit toutes les maisons de son village familial, Vonas, pour les transformer en auberges et en attractions commerciales et touristiques, Cardin a en tête de racheter tout Lacoste et de le faire sien, à la manière d'un aristocrate d'avant 1789. Devenir le seigneur de ces lieux, voilà rien de moins que l'ambition d'un homme d'affaires auquel tout ou presque a toujours réussi. « Ce que j'ai fait ici, en investissant plus de 10 millions d'euros, même l'État ne pourrait le faire [5] », martèle ainsi Pierre Cardin, soixante et onzième fortune de France avec un patrimoine estimé à plus de 500 millions d'euros.

Ciel, mon château !

Comme Cardin, il y a en France environ treize mille cinq cents propriétaires privés de monuments classés ou inscrits à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques (IMS). Tous ne sont pas, loin s'en faut, des aristocrates ou des grands bourgeois. Revers de fortune oblige, le château, cet emblème de la France de l'Ancien Régime, passe de plus en plus aux mains de roturiers – mais pas n'importe lesquels – plus fortunés. Le Code Napoléon adopté en 1804 et ses conséquences (la

suppression du droit d'aînesse et la modification des règles de l'héritage) a en effet conduit à la vente de nombreux monuments à des nouveaux riches ou à des bourgeois enrichis[6]. Sans compter qu'au XIXe siècle des milliers de châteaux ont été construits dans toute la France par les fortunes post-révolutionnaires de la révolution industrielle[7]. Ainsi, le baron James de Rothschild, héritier de la branche française des célèbres banquiers, fit-il élever le château de Ferrières, en Seine-et-Marne, en 1855. « Déjà riche, écrit Guy de Rothschild[8], il décida de bâtir sur ce domaine une demeure qui fût à la mesure de sa réussite et de ses ambitions sociales, le symbole même d'une revanche à peine imaginée par l'enfant du ghetto. » Sublime propriété style Napoléon III, Ferrières, qui possédait un immense parc et un golf particulier, fut léguée en 1975 à la chancellerie des universités[9]. Dans sa famille, la liste est longue de ces propriétés grandioses qui impressionnent les visiteurs : château des Fontaines à Gouvieux, manoir *Sans-Souci* à Montvillargenne, Vallière à Mortefontaine, Laversine, également dans l'Oise, l'abbaye des Vaux-de-Cernay dans les Yvelines, la ferme du Coteau à Deauville… ou encore Megève, entre autres villégiatures prestigieuses où la famille a conservé des intérêts immobiliers et hôteliers. Ce n'est pas tout. À Touques, près de Deauville, Édouard de Rothschild, président du conseil de surveillance de Rothschild Co, actionnaire de référence du journal *Libération* et toqué de chevaux (il est également président de France Galop), possède le manoir de Heautry, classé monument historique. Le haras adjacent, entouré de 180 hectares de parc, créé en 1873, est l'un des plus vieux de France. Le financier, par ailleurs cavalier émérite de saut d'obstacles, a hérité cette passion de son père. Comme lui, il est souvent à Deauville pour les ventes de yearlings, afin d'alimenter son écurie et sa quinzaine de poulinières.

À la manière des Rothschild, nombreux sont les négociants ou commerçants, formant la nouvelle bourgeoisie d'affaires, à avoir acheté un château ou reconstruit une gentilhommière. Ils rejoignent la cohorte des nouveaux riches, industriels, stars du *show-biz*, ou même étrangers fortunés, pris par cette passion des vieilles pierres, très hexagonale. Expert en châteaux et en immobilier foncier, Bertrand Le Nail, qui vend

soixante demeures historiques par an, assure que son fichier compte plus de mille cinq cents candidats acquéreurs, ce qui en dit long sur l'engouement des nouvelles fortunes pour les symboles anciens[10]. Chaque année, sur les quarante mille châteaux existants en France, entre cinq cents et mille sont vendus. Ces dernières années, l'éventail des prix a flambé, de 500 000 euros pour une gentilhommière dans le Cotentin ou le Berry, jusqu'à 50 millions d'euros pour les plus prestigieux.

Luc Besson, auquel on doit entre autres *Le Grand Bleu* ou *Léon*, s'est ainsi offert un château normand à La-Trinité-des-Laitiers, dans l'Orne, lieu de tournage de son film *Jeanne d'Arc*, dont il est tombé amoureux en 1998. Il y a installé des studios, des logements pour ses équipes, ses bureaux, tourné notamment les *Minimoys* et s'y est marié. Dans les écuries et les six nouveaux bâtiments voisins, construits dans le style local, une véritable usine digitale de montage et de post-production a été installée. Dans le studio d'enregistrement musical, un orchestre au grand complet peut tenir. Quant à la salle de cinéma privée, elle dispose de trois cents sièges afin de recréer les conditions de visionnage et d'acoustique d'une salle pleine de spectateurs assistant à une projection. Besson, qui dispose là-bas d'un hélipad, fait régulièrement des allers-retours à Paris en hélicoptère, n'hésitant pas à proposer aux membres de son équipe de les emmener. En revanche, il réserve pour son usage exclusivement personnel sa demeure du Cap-Bénat, l'une des enclaves les plus exclusives de la Côte d'Azur.

Quant à l'homme d'affaires Bernard Magrez, il a, lui, fait son métier de collectionner les châteaux. L'ami de Gérard Depardieu en possède vingt-six dans le Bordelais, dont le célèbre Pape-Clément, à Pessac, en périphérie de Bordeaux, acheté il y a quelques années, cinq dans le Languedoc, et neuf autres propriétés viticoles en Californie, en Espagne, au Portugal, au Maroc, en Argentine et en Uruguay. Parmi cet ensemble sans égal, plusieurs monuments historiques du XIIe siècle au XIXe siècle. L'homme reconnaît endosser avec délices le costume du châtelain : « Pour tout le monde, et surtout mes amis étrangers, un château est un mythe. C'est une histoire, un caractère chaque fois unique, des jardins admirables. Et cela fait plaisir aux gens qui y viennent. […] C'est aussi dans ces maisons que j'ai installé mes

collections. J'ai des passions et je les répartis dans les châteaux. Une collection de meubles XVIIIe, une autre de mobilier Napoléon III, des bronzes animaliers du XIXe, des natures mortes aux fleurs du XVIIIe. J'ai aussi quelques voitures à Pérenne mais ce n'est pas très glorieux. » Sans détour, Bernard Magrez reconnaît évidemment que ces châteaux participent de la communication de son groupe viticole et de l'image de marque de son P.-D.G. « Mais il devient alors difficile de faire la part du patrimoine de jouissance dans ce qui est à la fois un lieu de villégiature et une source de revenus », notent les sociologues Monique et Michel Pinçon-Charlot[11] pour distinguer les demeures historiques ou familiales des investissements rentables d'hommes d'affaires avisés dont la passion pour la pierre n'est qu'une façade.

Recherche château hanté désespérément

Le château est un éternel objet de fantasme. Comme l'écrit Éric Mension-Rigau, « insensiblement, le modèle aristocratique devient celui du bourgeois qui voit dans l'association d'une habitation en ville et d'une maison de campagne le symbole de sa promotion sociale. À partir du XVIIIe siècle se met en place un processus selon lequel l'élévation dans l'échelle sociale s'accompagne toujours de l'acquisition d'une propriété à la campagne[12] ». À la différence près que les nouveaux propriétaires ne vivent plus de leur château, mais pour leur château, c'est-à-dire qu'ils tirent de leurs revenus « ailleurs » les moyens d'entretenir ou de payer leur « folie ». Une passion née au XIXe siècle lorsque les nouveaux enrichis de la révolution industrielle se sont fait construire manoirs, châtelets et castels *à la manière de*. Aujourd'hui encore, s'offrir un château demeure pour une nouvelle fortune un « signe fort d'une position sociale élevée[13] ». Ce n'est pas tout, assurent Monique et Michel Pinçon-Charlot[14] : « Le château qui incarne la durée et la tradition est toujours un emblème de l'excellence sociale. […] Le château, cela représente de l'argent, de la culture, de l'éducation, c'est aussi le lieu où l'on peut recevoir, donc entretenir ses réseaux relationnels. Ce qui explique que l'actuelle aristocratie de l'argent

marque sa réussite par l'acquisition de ce type de biens. »

Revanche sociale ? Louis Le Duff, fondateur du groupe La Brioche dorée, fils de paysans du nord du Finistère, s'est offert en 2004 une superbe demeure dans sa région natale, le château des Loges, à Bruz. Avec une chapelle, un parc, le fils de maraîcher de Cléder n'en conserve pas moins la fierté de ses origines. Mais comme Édouard Leclerc à Saint-Divy et d'autres riches Bretons, il a d'abord investi dans la terre et les biens immobiliers. À la différence de l'acquisition d'une voiture de sport ou d'un yacht, le château est un repère, il incarne la sécurité des vieilles pierres et représente souvent un pan entier de l'histoire nationale que l'acquéreur se paye. Il s'approprie ainsi non seulement un lieu, mais une lignée. Acheter un château, c'est se prévaloir d'un passé qui vous fait défaut. Une passion qui nécessite souvent de grosses dépenses sans grand espoir de rentabilité. Il n'est en tout cas pas anodin de noter que Bernard Arnault, première fortune française, a marié sa fille aînée au château d'Yquem. Il y donna une fête « princière » de l'avis unanime de la presse, à laquelle étaient conviées des personnalités importantes du monde des affaires européen et des têtes couronnées. Une manière comme une autre de légitimer sa dynastie, puisqu'en tant que châtelain le prestige des lieux et de ses invités rejaillit sur lui et sur les siens. Un acte symbolique qui inscrit Arnault dans la durée et lui donne une légitimité historique profonde, dont il était dépourvu. Comme la République en 1789 s'est emparée des résidences royales, les nouvelles fortunes enfilent les oripeaux de l'aristocratie. Avides d'occuper le devant de la scène, la plupart des « néochâtelains » ont donc calqué leurs attitudes et leurs goûts sur celles des anciennes castes dirigeantes. En nombre croissant, ils jouissent d'une influence de plus en plus visible.

Après la Révolution française, de nombreux nobles ont quitté la politique pour vivre recroquevillés sur leur domaine, s'appauvrissant de génération en génération. Deux siècles plus tard, la plupart des grandes et majestueuses propriétés aristocratiques françaises ont changé de mains. Les châteaux nécessitant beaucoup d'argent, entretien et rénovation obligent, leur vente est inévitable dès lors que la famille ne s'est pas renforcée grâce à un mariage ou que ses revenus se révèlent insuffisants pour entretenir la maison et ses terres. Symboles de l'identité aristocratique, les châteaux ont vu leur rôle traditionnel

décliner au cours du XX[e] siècle. Mais leur importance n'a pas disparu pour autant. La fonction sociale qu'il joue auprès de leurs nouveaux propriétaires, à la campagne comme à Paris, est toujours aussi forte. Leurs nouveaux propriétaires, ou nouveaux enrichis, les « aristoCAC », comme les appelle le magazine *Marianne*, les ont reconvertis en symboles sans pouvoir, en maisons d'agrément. Certains de ces nouveaux riches, issus de familles modestes, voire ouvrières, envisagent l'acquisition d'un château pour couronner leur réussite, asseoir leur notabilité et corriger ce qu'ils considéraient jusque-là comme une injustice sociale. Franchir la grille en fer forgé menant à leur propriété sonne comme une victoire sur la lutte des classes. À leur soudaine supériorité pécuniaire sur les héritiers ou les nobles désargentés, ils ajoutent une symbolique en s'emparant de leurs codes. Le château confère à son propriétaire un statut hérité de son histoire, il sert de lien entre les générations. « Il est solidaire d'un ensemble de valeurs qui unissent indissociablement individu et famille, « domaine ancestral » et identité nobiliaire », comme le souligne Éric Mension-Rigau[15].

S'offrir un château, c'est se saisir des attributs des plus hautes lignées, des armes, de l'intimité et des souvenirs des nobles, se concevoir dans un rôle dynastique qui permet la continuité et la transmission du capital à la fois pécuniaire et social. Le château est « la demeure de la distinction », synonyme de paisibilité, de tranquillité, de stabilité et d'assurance dans un monde « de brutes ». Avec ses traditions, il incarne des valeurs aux antipodes des villas californiennes des nouveaux riches. « Le château attise le goût du passé et montre l'importance de la famille. Car les châteaux sont des demeures faites pour la famille ; ils rappellent la nécessité de la vie familiale, dont ils sont le point fixe[16]. » Ils permettent également d'inscrire le nouveau propriétaire dans un nouvel univers, celui de l'appartenance à une certaine élite.

L'exception Champ-de-Bataille

Contrairement aux idées reçues, l'achat d'un château est pourtant

parfois moins onéreux que celui d'un bel appartement parisien. En témoignent les pages immobilières des magazines qui fleurissent d'annonces comme celle-ci : « Nièvre – Sur 19 hectares environ, château des XIVe et XVIIe siècles. 480 m^2 habitables environ et douze pièces principales. Eléments authentiques. Granges, garage et atelier. Travaux à prévoir, possibilité d'inscription Monuments historiques. Prix : 690 000 euros. » Au cœur de l'été, cette annonce voisine avec celle d'un mas XVIIIe proche de Saint-Rémy-de-Provence, affiché, lui, à 1 800 000 euros. Mais si le prix des murs d'une demeure historique est d'une relative modestie, c'est que les coûts d'entretien et d'exploitation pour ce genre de biens sont très élevés, de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de milliers d'euros par an. Ce qui fait dire à Philippe Toussaint, président de l'Association des vieilles maisons françaises, que l'on n'achète pas un château si on n'est pas amoureux des vieilles pierres. Pourtant, très peu de ces néochâtelains rachètent une demeure juste pour la restaurer, par coup de cœur ou amour du patrimoine comme Jacques Garcia s'est passionné pour le domaine de Champ-de-Bataille, ou comme André et Anna Larquetoux[17], des passionnés qui ont sauvé de la ruine la citadelle de Belle-Île en y injectant près de 50 millions d'euros de leur argent personnel.

Décorateur célèbre pour avoir imposé le style néo-Empire au café *Costes*, au *Fouquet's* et dans un nombre incalculable de lieux parisiens ou d'appartements new-yorkais, Jacques Garcia a racheté le domaine de Champ-de-Bataille, dans l'Eure, pour restaurer le château, pur XVIIe, alors en ruines. Le parcours de cet amoureux du patrimoine et des vieilles pierres, à la mèche argentée et aux airs d'aristocrate contraint de travailler, est une sorte d'exception qui confirme la règle. Son père était un artisan chauffagiste et lui porte des chemises sur mesure. Costume sombre, cravate, œil de velours, c'est un érudit au sens classique du terme. Sa culture en impose, même aux plus puissants. Certes, venu d'un milieu modeste de boulangers et de commerçants, il a sans doute été grisé par le rêve de pouvoir s'offrir une demeure princière – qui ne le serait pas ? – mais il a aussi effectué des travaux pharaoniques, engloutissant une bonne partie de sa fortune pour la beauté du geste. « Je défie quiconque, explique-t-il, de financer aujourd'hui une aventure

aussi désintéressée que mes 17 hectares de jardin à la française. » Le patrimoine architectural et les jardins à la française, c'est son truc. Il peut se le permettre, vu les marges confortables réalisées lors des travaux effectués pour Martin Bouygues en Sologne, pour François Pinault ou encore le sultan de Bruneï dont le chantier a coûté 75 millions d'euros[18]. Pourtant, le décorateur assure : « Je n'aime pas la possession. Posséder est une charge. » Lorsque Garcia récupère le domaine en 1992, Champ-de-Bataille porte bien son nom. L'État vient de refuser le don du château XVIIe, ancienne propriété des ducs d'Harcourt, de son mobilier et des 100 hectares de terrain en raison du coût prohibitif de l'entretien et des restaurations à venir. Garcia reconstitue le palais ducal, redessine 50 hectares de jardins à la manière de Le Nôtre, remanie des millions de mètres cubes de terre, plante 80 000 arbres, meuble le château de collections complètes, y engloutissant une grande partie de son importante fortune. Il lui faudra douze ans pour émerger du gouffre financier de ce château normand, véritable puits sans fond. Francis Blaise, journaliste spécialisé dans la décoration, n'hésitera pas à parler de Champ-de-Bataille comme de « la plus importante restauration depuis Versailles ». D'autres évoquent un goût de nouveau riche où tout est toc et rien d'époque, une méconnaissance de l'architecture et de la mécanique intime de ces bâtiments historiques, comme déguisés pour un carnaval de l'apparence. Mais Jacques Garcia, qui a fait montre d'une passion dévorante pour ce qu'il appelle son « palais », n'a-t-il pas œuvré pour le patrimoine commun ? Il y a consacré du temps et de l'argent, comme beaucoup de châtelains, pas toujours aussi fortunés. « C'est la revanche des pauvres sur le pouvoir des rois, explique-t-il. Je suis le dernier mécène privé d'un domaine public à l'abandon[19]. » En attendant la future Fondation Garcia pour abriter son œuvre, le décorateur vit dans son palais servi par dix-sept domestiques. Pas un de moins. Mais il a promis de faire don du château à l'État après sa mort. Une façon comme une autre d'assurer sa postérité.

Fiscalité mal partagée

Indice de richesse, redevenu un élément obligé de toute réussite sociale, le château n'est plus seulement « une parure mondaine[20] », un signe de prestige. C'est aussi un outil économique. Car s'offrir un château correspond parfois à une forme d'investissement financier. Certains acquéreurs de châteaux ou de demeures historiques recherchent surtout les niches fiscales susceptibles de les aider à diminuer leurs impôts. Quand il ne s'agit pas de demeures classées monument historique ou inscrites à l'Inventaire supplémentaire, l'achat leur permet de déduire les charges de leurs impôts. Ce qui revient parfois à annuler leur impôt sur le revenu les années où les frais sont particulièrement importants. Dans le cas où leur nouvelle propriété est classée ou inscrite à l'Inventaire, un régime spécial s'applique. En effet, depuis 1913 et la loi qui instaure le classement des monuments historiques, l'État offre allégements d'impôts et subventions aux châtelains. Un pan entier du patrimoine privé est ainsi financé par des fonds publics. Des dispositions renforcées par la loi de 1964 sur l'impôt sur le revenu et celle de 1988 sur l'exonération des droits de succession pour les demeures historiques. Les objets d'art et meubles ne sont ainsi pas imposables à l'ISF.

En contrepartie de la participation financière de l'État aux travaux d'entretien ou de restauration, les propriétaires sont tenus d'ouvrir leur propriété à la visite. Les avantages fiscaux sont en effet plus intéressants lorsque le château est accessible au public. Certes, de nombreux propriétaires sont de véritables passionnés qui se battent avec acharnement pour sauver des bâtiments historiques ravagés ou menacés. Des mécènes, créateurs d'emploi parfois, aidés par la puissance publique depuis plus de cent ans à travers aides, subventions. Mais, remarquent Monique et Michel Pinçon-Charlot, « il s'agit d'une aide à la pierre : la manne publique ne va pas forcément à ceux qui en ont le plus besoin [21] ». Ainsi, cent pour cent des travaux peuvent être déduits des revenus du propriétaire, y compris toutes les charges foncières (frais de gérance, gardiennage, intérêts d'emprunts, chauffage, plomberie, alarme…). En cas de déficit foncier (ce qui est presque toujours le cas), entre les recettes et les dépenses liées à la propriété, il est reportable et imputable sur les autres catégories de revenus. Une disposition qui n'aura pas échappé aux capitaines d'industrie, nombreux à être devenus

propriétaires de châteaux. En ce qui concerne l'ISF, des modalités particulières d'évaluation des châteaux sont proposées à leurs propriétaires. Évidemment toujours plus avantageuses.

Enfin, pour défendre leurs intérêts, servir de groupe de pression vis-à-vis de l'État, du fisc et des administrations, influencer les législations qui pourraient leur être défavorables, les propriétaires privés de châteaux sont particulièrement bien organisés. Ils se retrouvent dans des associations destinées à faire prévaloir leurs prérogatives. La Demeure historique, une association-lobby représentant deux mille cinq cents propriétaires de châteaux en France ou encore Les Vieilles Maisons françaises servent certes aussi à la valorisation de leurs biens, mais elles existent surtout comme lieu d'influence et de rencontre entre leurs membres les plus prestigieux et d'autres, plus modestes, qui s'unissent lorsqu'il s'agit de défendre leur patrimoine.

À château, château et demi

Seulement voilà, après avoir été le comble du chic dans les années 90, posséder un château ne serait plus assez « hype ». La peoplisation de la société aidant – et son américanisation –, les villas des stars qui défraient la chronique sont devenues plus en vue et plus recherchées. Depuis longtemps, Saint-Tropez et autres Ibiza étaient à la mode. Mais le phénomène s'est accentué ces dernières années. Plus que jamais, pour voir et être admiré, il faut acheter une grande demeure tropézienne (François Pinault, Bernard Arnault, Vincent Bolloré, Stéphane Courbit…), espagnole, transalpine, ou corse à Spérone, avec Jacques Séguéla, Christine Ockrent et Bernard Kouchner. Des propriétés somptueuses dont les prix s'envolent, de 1,5 million d'euros à l'infini. Elles sont aujourd'hui beaucoup plus coûteuses que le plus historique des châteaux, avec leur piscine à débordement et leur vue à 180 degrés sur la mer, voire leur plage privée et leur hélipad. Chez les *beautiful people*, la villa les pieds dans l'eau a largement détrôné le castel racé ou l'élégant manoir.

Preuve en est la course que se livrent les magazines chaque été

pour proposer les dossiers les plus complets sur les maisons de stars, les repaires de célébrités ou les demeures des milliardaires, de l'île de Ré à Monaco. Sur la Côte d'Azur, la famille Marnier-Lapostolle, propriétaire de la célèbre liqueur Grand Marnier et de l'ancienne villa du roi Léopold II de Belgique, *Les Cèdres*, à Saint-Jean-Cap-Ferrat, est voisine de Domenico Dolce et Stefano Gabbana, les deux créateurs italiens qui disposent d'une demeure à Cap-Martin. Non loin de là, au cap d'Antibes, l'oligarque russe Roman Abramovitch se serait offert pour « seulement » 20 millions d'euros le château de la Cröé – plus de 2000 m^2. Pierre Cardin – encore lui – a organisé en septembre 2008 le défilé de sa dernière collection féminine dans son palais-bulle de Théoule-sur-Mer, suscitant des répercussions dans la presse du monde entier. Un moyen comme un autre de promouvoir sa marque qui n'avait pas connu un tel *buzz* depuis des années. Habile utilisation publique d'une passion privée, ouvrir sa demeure à la presse décoration est devenu un habile moyen de promouvoir son nom ou sa marque auprès du grand public, tout en subtilité et en douceur. À la pointe Saint-Marc, le couturier est également propriétaire d'une villa au milieu d'un jardin de 3 hectares. Peut-être le lieu d'un prochain défilé.

Milliardaires et hommes d'affaires raffolent en tout cas de biens d'exception, calmes et isolés du monde et des paparazzis, par exemple au Maroc. Nombre d'entre eux élisent domicile le week-end à Marrakech ou à Tanger. Depuis que le roi Mohammed VI y passe tous ses étés, la ville, juchée sur son rocher, qui avait en leur temps accueilli les fêtes somptuaires du milliardaire américain Malcolm Forbes ou d'Yves Saint Laurent et Pierre Bergé, est redevenue à la mode. Bernard-Henry Lévy y possède avec Arielle Dombasle une villa avec vue sur le détroit de Gibraltar entièrement rénovée par la *designer* Andrée Putman. Le mur érigé autour de leur somptueuse propriété, bloquant la vue du café *Hafa*, un fameux café voisin, avait suscité l'ire des locaux et de nombreux articles dans la presse[22], avant d'offrir une compensation pour se faire pardonner. Signe des temps, les Guerrand-Hermès possèdent une propriété d'une dizaine d'hectares en bord de mer dans la banlieue tangéroise, sur les hauteurs d'Asilah. Dans les champs avoisinants paissent leurs chevaux. Normal, on est chez les Hermès.

Belle-Île-en-Mer

Dans l’optique de disposer d’une retraite exclusive, posséder un petit confetti de terre au milieu de l’océan est un rêve que seuls quelques rares *happy few* peuvent réaliser. À l’instar de Paul Ricard qui avait fait l’acquisition en 1950 de l’île de Bendor, un îlot rocailleux de 600 mètres de long et 200 de large dans la rade de Bandol. « J’ai un certain goût de la solitude[23], expliquait l’inventeur du Pastis. Tout en aimant la compagnie, j’ai besoin de calme et d’isolement pour réfléchir et travailler. […] Mon idée première fut donc de faire de ce bout de rocher un lieu de repos pour moi et ma famille. […] La seule chose à laquelle je n’aie pas pensé à ce moment-là, contrairement à mes habitudes, c’est le rôle considérable que ce caillou perdu près de la côte provençale jouerait par la suite, dans la promotion nationale et internationale de notre société. » Maisons, hôtels, restaurants… Paul Ricard finit par aménager l’île pour des conférences, des séminaires, des régates, y recevoir des hôtes de prestige et promouvoir sa marque, tout en y ayant son bateau et en y prenant sa retraite. Un brin mégalo, il s’y est construit « un monde en miniature », comme aux Embiez, trois îles qu’il acquiert en 1958. 93 hectares dont un vignoble et des marais salants où Ricard a fait creuser un port, le premier en Méditerranée consacré uniquement à la plaisance, transformant l’archipel en véritable petit trésor. Élégante façon d’éponger ses bénéfices, recherche de publicité ? Paul Ricard, éminent patron social, s’en est toujours défendu : « Je ne suis pas de ceux qui recherchent une satisfaction élémentaire de leurs désirs ; je n’ai ni demeure somptueuse, ni collection de toiles de maîtres, ni yacht princier, ni train de vie extraordinaire, je n’entretiens pas de danseuse. » En tout cas, voilà sans doute pourquoi s’offrir une île est devenu le *must*. Parmi les acquéreurs, des avocats, des médecins qui disposent d’une certaine aisance financière et blasés par tous les autres endroits. « Leur point commun à tous ? Ce sont des individualistes ! Ils veulent être seuls, coupés du monde », assure Farhad Vladi, directeur de l’agence Vladi Private Islands[24], spécialisée dans la recherche et la vente d’îles à travers le monde. L’entrepreneur britannique Richard Branson, créateur de la marque Virgin, possède ainsi une île aux Antilles, Necker Island,

qui se loue plusieurs dizaines de milliers d'euros par semaine. Francis Ford Coppola également. Mais les Français ne sont pas en reste. Comme à Lamu, petite île unique au large du Kenya avec sa vieille ville swahilie. Jadis repaire des *babas cool*, ses vieux palais décatis ont été rénovés par quelques grandes fortunes comme Robert Peugeot dont la famille à la tête d'une fortune estimée à 4 milliards d'euros est basée en Suisse, ou Caroline de Monaco. Ou encore dans les Bahamas, où Bernard Arnault possède une petite île, Indigo, du côté des Exumas, lui qui affirmait pourtant il y a quelques années : « Finir mes jours sur une île déserte n'a jamais été un rêve[25]. » La propriété, qui compte onze chambres réparties dans plusieurs cottages, piscine, tennis, golf et hors-bord, se loue à la semaine la bagatelle de 210 000 dollars ! Elle est appréciée pour sa vue ahurissante et son ameublement ethnique à base d'objets africains et asiatiques. On s'y promène en voiturette de golf jusqu'au ponton où s'amarrent les bateaux des amis, comme l'ancien ministre de l'Économie Thierry Breton, venu dîner en famille pendant les vacances de Noël 2008.

Plus près de nous, dans les eaux froides de Bretagne, l'industriel Yves Rocher était propriétaire de la très belle île de Berder. Le parfumeur a acquis il y a déjà quelques années ce bout de terre recouvert de végétation où trône un magnifique manoir surmonté d'une tour hexagonale néogothique. Sur l'Île-aux-Moines, ce sont les héritiers des grandes fortunes de la distribution, les Mulliez et les Halley, qui possèdent de somptueuses propriétés[26] bien que toute l'île ne leur appartienne pas. Autres Bretons éminents, les Bolloré disposent, eux, d'une île aux eaux transparentes, l'île du Loc'h, la plus grande de l'archipel des Glénan avec ses 58 hectares, son lac et son ancienne ferme. La légende dit que cette île était habitée par une sorcière très riche à laquelle le courant marin amenait les cargaisons et trésors des navires qui avaient échoué dans ces eaux dangereuses. Aujourd'hui, dans l'archipel, quelques îlots sont toujours à prendre à 150 000 euros, sans habitation ni possibilité d'y construire jamais quoi que ce soit ! Pour une île dans le golfe du Morbihan, avec une habitation rudimentaire, la facture est plus lourde : il faut compter 2 millions d'euros au minimum. Et pour assurer le maintien d'habitants dans

certains coins désertés comme l'île de Sein, on y est exempté d'impôts locaux et fonciers. En ce qui concerne les avantages fiscaux, l'île de La Réunion, mais surtout l'île Maurice ne sont pas en reste : l'acquisition d'une propriété à Maurice permet d'obtenir le statut de résident qui offre un taux d'imposition à 15 %, exonérant de taxes les dividendes, plus-values et successions. Vous avez dit niche fiscale ?

1- Expression due à Pierre Mauroy qui n'a eu de cesse de pourfendre « l'argent roi » et les contribuables redevables de l'ISF.
2- Laurence Bich, *Le Baron Bich, un homme de pointe*, Perrin, 2000.
3- *Blue Sky Living, du Lubéron aux Alpilles*, été 2008.
4- *Le Figaro Magazine*, 5 juillet 2008.
5- *Idem*.
6- Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, *Dans les beaux quartiers*, Seuil, 1989.
7- Paul Mantoux, *Histoire de la révolution industrielle*.
8- Guy de Rothschild, *Contre bonne fortune…*, Belfond, 1983.
9- Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Les Rothschild, une famille bien ordonnée*, Instants, La Dispute, 1998.
10- *Paris Match*, 20 avril 2006.
11- Entretien avec l'auteur, 24 mars 2007.
12- Éric Mension-Rigau, *L'Enfance au château*, Rivages Histoire, 1990.
13- Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, *Châteaux et châtelains, les siècles passent, le symbole demeure,* Anne Carrière, 2005.
14- *Idem*.
15- « Les demeures de la distinction », Philippe Grandcoing », in *La Vie des châteaux*, Éric Mension-Rigau, Perrin, 1999.
16- In *La Vie des châteaux*, *op. cit*.
17- *Le Figaro*, jeudi 7 août 2008.
18- *Oh la !*, 11 novembre 2003.
19- *Le Nouvel Observateur*, du 24 au 30 septembre 2009.
20- C. I. Brelot, « Le château au XIXe siècle : les reconversions symboliques d'un château sans pouvoir ».
21- Entretien avec l'auteur, 24 mars 2007.
22- *The Sunday Times*, 23 juillet 2006.
23- Paul Ricard, *La Passion de créer*, Albin Michel, 1983-2009.
24- Voir www.vladi-private-islands.de.
25- *La Passion créative*, *op. cit.*
26- *Le Point*, 13 août 2009.

Chapitre 9

Dare d'art

« L'art véritable n'a que faire des proclamations
et s'accomplit dans le silence. »

Marcel Proust[1].

Venise, Pointe de la Douane, jeudi 4 juin 2009, 18 heures. À pied, en *motoscafo* ou en *vaporetto*, les invités triés sur le volet se pressent pour l'ouverture officielle de la Punta della Dogana, le nouveau musée d'art contemporain du milliardaire François Pinault. Sur le fronton de l'édifice, un drapeau breton claque aux côtés du fanion italien qui fait face à la place Saint-Marc. Hormis l'homme d'affaires et ses équipes, ainsi que la presse, personne n'a été autorisé à pénétrer dans ces anciens entrepôts abandonnés depuis près d'un demi-siècle. Le long des quais, il y a beaucoup de monde. À l'intérieur, passé le rideau de perles roses de Gonzalez-Torres, c'est pire. Pourtant, la première salle est immense et très haute de plafond, avec notamment ce cheval sans tête et suspendu en l'air de Maurizio Cattelan qui semble traverser le mur. Tous les grands prix actuels du marché de l'art contemporain sont représentés, Cy Twombly, Cindy Sherman ou encore Jeff Koons, à travers une sélection de cent quatre-vingt-dix œuvres environ. L'aspect très dépouillé du bâtiment, avec ses pans de béton brut qui luisent comme du marbre, ses murs en brique rouge, frappe d'emblée. Au plafond, les grosses poutres

en bois d'origine ont été conservées. Ce site unique a été entièrement remanié par le « starchitecte » japonais Tadao Ando, avec comme consigne de respecter l'histoire et la destination du lieu.

On se retourne sur le passage de Naomi Campbell, en robe noire de mousseline et espadrilles, au milieu de centaines d'amis et de VIP : le créateur Marc Jacobs, le philosophe Bernard-Henry Lévy, le marchand d'art new-yorkais Larry Gagosian, ou encore l'ex-impératrice d'Iran Farah Diba. La crème de la jet-set de l'art, de la mode et du luxe.

Pinault à la pointe

Même Jacques Chirac est venu, entouré comme tant d'autres VIP par une nuée de gardes du corps à oreillettes. « On dirait une soirée déguisée *Men in Black* » confie un participant. « Le pire, c'est qu'ils croient tous qu'ils sont très importants », remarque Alison Gingeras, co-commissaire de l'exposition que tout ce raffut amuse et agace à la fois. Plus loin, on croise Christine Albanel, la ministre de la Culture d'alors, et dans son sillage tous les ex-locataires de la rue de Valois, Jean-Jacques Aillagon, un proche de Pinault, Jacques Toubon, Jack Lang ou encore Renaud Donnedieu de Vabres. Frédéric Mitterrand, alors directeur de la villa Médicis à Rome, peine à se faufiler entre la styliste Stella McCartney – dont il ignore selon toute vraisemblance l'identité – et un couple de collectionneurs mexicains. Au milieu de ses invités, toujours souriant, François Pinault, 72 ans, en costume noir, chemise claire et cravate rouge virevolte. C'est son soir. Cette fondation tant désirée, lui servira à exposer quelques-unes des deux mille cinq cents œuvres en sa possession. Surprise, il l'ouvre à l'heure prévue alors que son éternel rival, Bernard Arnault, est au point mort avec sa propre fondation. En raison de recours et de procédures administratives, son projet dans le Jardin d'Acclimatation a en effet pris beaucoup de retard. François Pinault peut jubiler. Autour de lui, quelques-uns des artistes les plus côtés au monde sont venus.

Ce qui est sûr, c'est que l'ouverture de cet espace de près de 5 000 mètres carrés, – le second bâtiment vénitien de François Pinault dédié à

sa collection d'art contemporain –, à la veille de l'inauguration de la cinquante-troisième Biennale d'Art de Venise, n'est pas anodine. Il aura fallu plus de deux ans de travaux et 20 millions d'euros dépensés. Pour les collectionneurs, artistes et marchands, l'événement est l'un des plus importants de l'année dans l'art contemporain. Le gratin international du secteur est présent. Plusieurs centaines de journalistes influents du monde entier également. La Biennale, c'est à la fois une manifestation artistique, sociale, économique et politique. Comme à l'époque des Médicis où les grandes familles princières italiennes se livraient une sévère compétition et utilisaient l'art comme une arme politique servant de faire-valoir à leur magnificence. Tout le monde sait qu'aujourd'hui ce type de soirée n'est jamais totalement désintéressé. Mélanger les ténors de l'art, des affaires, de la politique et de la mode, c'est bon pour les affaires. L'endroit est également stratégique. Des navettes permettent aux invités d'aller de la Pointe de la Douane au Palazzo Grassi, un palais rénové en 2005 pour 29 millions d'euros. À la proue du quartier Accademia-Salute, la Punta della Dogana est l'un des monuments les plus emblématiques de Venise, mille et une fois reproduit dans les œuvres d'art depuis des siècles. Il fait en quelque sorte entrer Pinault dans l'Histoire.

Un Breton bretonnant

Ce n'est qu'à l'âge de 30 ans, ses premiers millions engrangés, que François Pinault s'offre un premier tableau. Un Paul Sérusier, *Cour de ferme en Bretagne*. « Je n'y connaissais rien en peinture, mais cette femme me rappelait ma grand-mère[2]. » On est en 1972. « Mes collections d'art ont d'abord été un moyen de m'ouvrir l'esprit[3] », explique le capitaine d'industrie. À l'époque, François Pinault est à la tête de Pinault distribution, une PME spécialisée dans le négoce du bois. Par la suite, il deviendra repreneur d'entreprises. Son groupe grossit pour devenir PPR, un conglomérat dans la distribution et le luxe au tournant des années 2000, avec la CFAO, la FNAC, Conforama, Yves Saint Laurent, Gucci. Le cash entre à plein. Début 2003, François

Pinault prend du champ et confie la gestion opérationnelle de PPR à son fils François-Henri. Il va dès lors se concentrer sur son grand œuvre, sa fondation. Au départ, François Pinault aime les Nabis pour la proximité géographique de Pont-Aven, une école dominée par Gauguin. Plus tard, ce sera aussi les impressionnistes. Petit à petit, François Pinault vient à l'abstraction, à Pollock, à l'art américain d'après 1950 puis au minimalisme et à tous les courants extrêmes de la peinture puis de l'art contemporain comme l'*arte povera* italien. En 1990, sur les conseils de Marc Blondeau, un ancien de Sotheby's devenu courtier en art également auprès du cinéaste Claude Berri et du milliardaire Jérôme Seydoux, l'homme d'affaires breton s'est offert une œuvre majeure, *Tableau losangique II* de Mondrian, pour 8 millions de dollars. Suivront Rothko, Pollock, puis Ryman, Koos et les autres. Ce premier achat magistral inaugure un tournant dans sa collection. L'année suivante, un Robert Rauschenberg, *Le Rébus*, tombe dans son escarcelle pour 6,6 millions de dollars. Depuis, à la tête d'une fortune estimée à plus de 15 milliards d'euros, François Pinault engrange les œuvres d'art de Gilbert et George ou de Murakami à coups de dizaines de millions de dollars, comme *Split Rocker*, une sculpture de Koons de 12 mètres payée 15 millions. « L'art n'est sûrement pas un investissement car, dans ce cas-là, l'art se venge[4], affirme François Pinault. En ce qui me concerne, l'art est une nécessité. » « Il ne collectionne pas une œuvre de chaque artiste[5], explique Alison Gingerasi. Il prend des engagements en profondeur, notamment auprès d'une vingtaine d'artistes qu'il suit depuis longtemps, c'est ce qui le rend singulier. Il a des relations de confiance avec les artistes et effectue de nombreuses visites d'ateliers. » Peu de gens connaissent réellement l'étendue réelle de la collection Pinault, hormis le commissaire de sa fondation, Alison Gingerasi, mais certains experts l'estiment aux alentours de 3 milliards d'euros. Seule certitude, Pinault père vit au milieu de ses œuvres d'art, à la fois dans sa propriété de Montfort-l'Amaury, *La Mormaire*, dont le parc regorge de sculptures monumentales, à l'image d'une œuvre de 190 tonnes de Richard Serra, ainsi que dans son hôtel particulier parisien dans le VIIe, orné de meubles Louis XV ou Louis XIV, ou au siège de sa holding, place François-1er à Paris. Au fil du temps, il s'est offert les services des

meilleurs experts, comme Jean-Jacques Aillagon, ancien patron du centre Georges-Pompidou et ancien ministre de la Culture, qui fut le premier président de la Fondation Pinault et du Palazzo Grassi. Il y a eu aussi Philippe Ségalot, ancien de Christie's, Elena Geuna pour l'*arte povera*, Caroline Bourgeois pour l'art vidéo, ainsi que quelques marchands comme Jérôme de Noirmont ou Emmanuel Perrotin. Aujourd'hui c'est Alison Gingeras qui voit, rabat et l'informe sur les artistes les plus à la pointe, les modes, l'état du marché. De crainte de ne pas être assez à l'avant-garde, Pinault a surinvesti dans les vidéos et les installations. « Mais c'est bien François Pinault qui achète, souligne la jeune et jolie femme. Personne ne peut dire qu'il achète pour lui, ce n'est pas possible. Parfois je lui dis que j'ai vu quelque chose et que cela vaut le coup. Mais c'est toujours lui qui décide. Comme cette fois à la foire d'Antwerp. J'avais vu une œuvre, il fallait se décider vite. Je l'ai appelé et, à ma grande surprise, il m'a rejointe le lendemain matin d'un coup d'avion. Je lui sers à maintenir sa relation avec des artistes et je l'introduis auprès d'autres ou de collectionneurs[6]. » Pour l'accrochage de la Dogana, François Pinault a d'ailleurs été très présent. Il est venu pour assister à l'installation de plusieurs œuvres, comme les sculptures de Cy Twombly ou de Richard Hugues, a fait des suggestions pour leur présentation. Et appelait Alison tous les jours, où qu'il soit dans le monde. Son objectif, selon la jeune femme ? « Laisser une trace. De ce point de vue, c'est réussi, on ne peut que lui dire *Merci Monsieur Pinault* quand on voit le Palazzo et la Dogana. » Rien de plus facile pour cela, l'homme d'affaires a les mains dans le cambouis et des budgets illimités. « Reste que, affirme le collectionneur, dans le domaine de l'art l'émotion est primordiale, alors que dans les affaires elle est généralement considérée comme un sentiment suspect[7]. »

Il est toutefois intéressant de noter que les informations sur la future Fondation Pinault sont parues au même moment que la mise en cause de François Pinault par la justice californienne dans l'affaire dite « Executive life ». Il n'en fallut pas moins pour réveiller les mauvaises langues parlant de confusion des genres. Petit rappel. Début 1999, les États-Unis accusent le Crédit Lyonnais d'avoir acquis illégalement la reprise de l'assureur Executive Life en 1991, alors que la loi américaine

interdisait à une banque de posséder plus de 25 % du capital d'un assureur. François Pinault y était mêlé pour avoir, via sa holding Artémis, acquis des *junk bonds*[8] d'Executive Life auprès du Crédit Lyonnais, avant, trois ans plus tard, de prendre possession de l'activité assurance de cette société. En décembre 2000, François Pinault annonce sa décision de créer une fondation d'art contemporain à Boulogne-Billancourt, sur l'île Seguin. Le Breton ou ses lieutenants ont ainsi monté une opération d'image au moment même où la justice américaine faisait ces découvertes embarrassantes. Les dates coïncident. En propriétaire avisé de marques de luxe, conseillé par une escouade de communicants, Pinault sait parfaitement évaluer, comme on le fait pour un défilé de mode, les retombées presse du lancement d'un tel événement : couverture internationale, portraits dans 80 pays, demandes d'interview qui affluent… autant de publicité bienvenue qui compenserait les effets ravageurs pour l'image de l'homme d'affaires de l'épisode Executive Life. Formidable retour sur investissement aussi pour seulement 20 millions d'euros dépensés dans le bâtiment. Et alors que, fin avril 2005, Pinault s'attend à un revers dans le procès civil de l'affaire Executive Life, il annonce concomitamment le 9 mai qu'il renonce à Boulogne-Billancourt[9]. Le 11 mai, le tribunal californien rend son verdict et inflige à Pinault une amende de 317 millions de dollars[10]. Entre-temps, l'homme d'affaires a signé l'achat du Palazzo Grassi.

Pendant ce temps-là… Arnault

À l'automne 2006, six mois avant la réouverture de Grassi, Bernard Arnault, le patron de LVMH, annonce le lancement de la Fondation Louis-Vuitton à Paris, en plein cœur du Bois de Boulogne, sur le site de l'ancien bowling du Jardin d'Acclimatation. L'architecte américain Franck Gehry a été retenu pour dessiner le projet. La nouvelle fait sensation dans le monde de l'art. « Il pleurait presque en présentant son projet, se souvient Yves Bénard, ancien président de Moët et Chandon. À chaque fois qu'il en parle, il est ému comme un enfant. C'est quelque

chose de très important pour lui[11]. » Et on le comprend. L'art est devenu pour lui comme pour son rival un instrument de combat, une arme de communication massive, un levier de relations publiques d'une redoutable efficacité. Après la bataille que Pinault et Arnault se sont livrés pendant dix ans dans le luxe, au rayon maroquinerie et mode, leur rivalité entre au panthéon des arts. « Il est évident, assure un collaborateur du président de LVMH, que Bernard Arnault tient à sa fondation aussi pour en remontrer à Pinault qui, lui, a préféré s'exiler. Pour Arnault, ça prendra le temps que ça prendra, mais cela lui permet de prouver qu'il est bien un groupe français qui crée des emplois et de la valeur en France. En termes de communication, c'est un message fort et il le sait[12]. » Tout a commencé en 2000, lorsque François Pinault manifeste son intention de créer une fondation éponyme sur l'île Seguin. Rapidement, Bernard Arnault contre-attaque. *La Samaritaine*, dont il est propriétaire, pourrait recevoir ses œuvres à lui. Un vrai combat de coqs.

En coulisses, depuis des années, les deux hommes rivalisent à coups de millions dans les salles des ventes. « Il est quand même plus beau que celui de Pinault », s'extasiait Arnault en 2004 après l'acquisition d'une toile de Mark Rothko qui orne l'entrée de son bureau au siège parisien de LVMH avenue Montaigne. Mais ne lui en déplaise, c'est bien son éternel rival qui figure en tête du top 100 de l'*Art Review*, au palmarès des acteurs les plus influents du marché de l'art mondial[13]. La hache de guerre est déterrée depuis longtemps entre les deux hommes sur le marché de l'art. Dans leur course au gigantisme, les deux *tycoons* du luxe se marquent à la culotte. Bernard Arnault s'est ainsi emparé de Philips, numéro trois de la vente aux enchères à la fin des années 90 pour 125 millions d'euros[14]. Quatre mois plus tard, il s'offre le premier commissaire-priseur français, Tajan. Ceci alors que peu de temps auparavant, en 1998, François Pinault avait pris possession du leader mondial, Christie's, pour la modique somme d'1,2 milliard d'euros[15]. Onze jours après le rachat de Tajan par Arnault, Pinault annonce un accord de coopération avec Piasa, troisième acteur du secteur en France. De feutrées, les rivalités deviennent visibles.

Pourtant, la méthode des deux milliardaires est radicalement différente : Pinault apprécie le contact avec les artistes, on le voit

souvent dans les grandes foires d'art contemporain ou dans les ateliers de ceux auxquels il commande ou achète des œuvres. Officiellement, il fait de l'art une affaire personnelle, sa vraie passion. Même si en réalité, « il gère sa collection qui est l'une des plus importantes de l'histoire de l'art comme un fonds[18] », assure Alain-Dominique Perrin par ailleurs membre du comité d'honneur du Palazzo Grassi. Arnault, éternel mécène via LVMH, dispose d'une armada de conseillers qui le représentent dans les grandes ventes et chez les galeristes. L'art est plutôt pour lui le pilier de la stratégie de communication de son groupe. Arnault est plutôt branché art moderne et installations ultra-tendance, tandis que Pinault, qualifié de « Tapie de l'aggloméré qui a accédé à l'*establishment* [17] » par *L'Express*, aime l'art contemporain, minimaliste ou plus exubérant. Il n'achète pas par coup de cœur, jamais au hasard et choisit souvent des œuvres difficiles d'accès, intellectuelles, complexes. Il a constitué sa collection méthodiquement à la manière de son groupe. Son goût n'est pas celui d'un nouveau riche. Mais le combat est féroce. François Pinault s'achète une toile du japonais Takashi Murakami ? Arnault embauche ce dernier pour donner un nouveau souffle à Louis Vuitton. Pinault affiche une proximité avec le sculpteur Richard Serra ? Bernard Arnault installe à son siège une sculpture de l'Américain si monumentale qu'il faudra une grue pour la hisser au-dessus de la façade de l'immeuble. Chaque fois, l'addition se chiffre en millions de dollars.

On est là bien loin de la plus importante initiative privée à ce jour en France, la Fondation Cartier pour l'art contemporain, créée à l'initiative d'Alain-Dominique Perrin, un ancien antiquaire, collectionneur à ses heures et surtout chef d'entreprise à succès à la tête de la marque de luxe Cartier. « Lorsque j'ai fait la Fondation en 1984, explique-t-il, c'était un moyen pour Cartier de faire de la communication *soft*, positive, qui ne soit pas de la promotion classique[16]. Il ne faut pas oublier non plus que la France venait de basculer à gauche. Pour parler à ces gens-là on s'est rendu compte que l'art contemporain était le meilleur moyen. » Vingt-cinq ans après, la Fondation est devenue une institution. « Aujourd'hui, tout le monde fait pareil parce qu'ils se sont rendu compte que c'était très efficace. C'est un élément plus que positif

qui a fait beaucoup pour la notoriété de Cartier. Arnault va faire la même chose, mais en plus grand et en plus cher. Et aujourd'hui il peut défiscaliser ! »

Arnault sur le tard

Le P.-D.G. de LVMH ne s'en est jamais caché. Sa véritable passion, héritée de son père[19], c'est la musique. Notamment Mozart et Schumann. Bernard Arnault est d'ailleurs marié avec une pianiste, Hélène Mercier. Pour autant, véritable esthète – jugé un peu froid par nombre de ses détracteurs –, il se fait mécène des expositions d'art à travers le monde. En tout plus d'une trentaine ces dix dernières années. « Nos expositions », comme il le dit lui-même. Et il achète beaucoup, « aidé par un expert », ou même plusieurs. Chez Arnault, l'art n'est pas une question intime. Même lorsqu'il évoque avec tendresse son premier tableau, un Pont de Londres par Monet acheté 200 000 dollars en 1980. Ou encore ses goûts qui le portent vers « la première partie du XXe siècle », Picasso, Léger, Balthus et Jean-Michel Basquiat. Des choix bien plus classiques et moins aventureux que ceux de Pinault. Pour Bernard Arnault, l'art est plutôt une affaire de stratégie pour LVMH. Cela permet de gommer l'image « exclusivement financière » du groupe et de lui donner « une identité valorisante ». Diversification des investissements, synergies avec les marques de luxe du groupe comme Louis Vuitton, ou optimisation fiscale, l'art est pour lui davantage un placement. « Il s'agit de faire exister le groupe, explique son conseiller Jean-Paul Claverie, de créer une image institutionnelle. Nous vendons du rêve, de la créativité, de la qualité. Nos marques ne sont pas des musées. L'art doit être un atout pour le futur[20]. » D'un coût annoncé de plus de 100 millions d'euros, la future Fondation Vuitton, initialement attendue pour 2010, ne devrait finalement voir le jour qu'en 2012 au mieux, ou en 2013, dans le Bois de Boulogne à Paris. Retards de conception, de permis de construire, plaintes d'associations… conseillers qui s'accumulent et se succèdent parmi lesquels l'ancienne directrice du musée d'Art moderne de la Ville de Paris, Suzanne Pagé,

initialement recrutée comme directrice artistique de la fondation. Attention, a promis Arnault, « ce n'est pas une énième fondation d'art contemporain [21] ». Le chantier en cours est en tout cas un argument de poids dans ses négociations avec la Ville de Paris, concernant également la transformation de l'immeuble de *La Samaritaine*. LVMH, qui en est propriétaire, souhaiterait pouvoir y installer un hôtel de luxe et des commerces. Nul doute qu'Arnault a su rappeler au maire de la capitale, Bertrand Delanöé, qu'il investissait dans le Bois de Boulogne pour le rayonnement de la capitale au plan artistique et culturel. Car après le départ de Pinault pour Venise, Paris ne peut pas passer à côté de cette fondation, dernière chance pour la capitale de se doter d'un tel équipement culturel. Arnault ne le sait que trop bien et doit user de l'argument auprès du maire pour faire avancer ses affaires. Il veut cette fondation, il veut attirer la sympathie. « Que va-t-on penser de moi ? », ce souci est en effet constant chez Arnault, écrivent Nadège Forestier et Nazanine Ravaï dans *Bernard Arnault ou Le Goût du pouvoir*[22]. Les critiques de la presse le blessent. Il a besoin d'être reconnu, aimé.

Fabius responsable, mais pas coupable

Quand François Pinault confie ses goûts pour l'art, quand Bernard Arnault évoque sa « passion créative » et ses acquisitions de vidéos contemporaines, ils jouent sur le registre de la séduction. Bien loin de celui qu'ils manient pour diriger leurs empires. Ils savent que leur rôle et le statut de leader qu'ils revendiquent passent par une plus grande visibilité dans tous les domaines, de meilleures relations avec la presse, et des investissements dans l'art, le sport ou les médias. Malgré tout, la « collectionnite » aiguë des deux rivaux Pinault et Arnault est aussi due à de bonnes raisons, bien concrètes. Parmi celles-ci, le fait qu'en France les acquisitions des collectionneurs sont facilitées par la fiscalité qui les exclut de l'impôt sur la fortune. Comme certains monuments historiques, bois ou forêts, automobiles de collection, les œuvres d'art, d'antiquité ou de collection échappent à l'ISF. Voilà pourquoi certains industriels ou de riches commerçants se prennent parfois soudainement

de passion pour le marché de l'art… « L'organisation fiscale que j'avais recommandée à partir de 1987 sur les œuvres d'art a clairement déclenché cet engouement[23] », remarque Alain-Dominique Perrin, pour sa part résident suisse. « De mon côté, j'accumule plus que je collectionne. J'ai une centaine de César, du Buren, du Cy Twombly, j'ai aussi un grand et très beau Basquiat, un grand Joan Mitchell, beaucoup de photos. En tout peut-être six cents à sept cents œuvres. Mais je ne revends jamais. J'ai acheté tout cela au gré de mes coups de cœur, sans stratégie, sans finalité et surtout lorsque ce n'était pas cher ! Il y a des petites choses, d'autres plus importantes, mais je ne les montre qu'aux copains. Je ne veux pas tomber dans le syndrome de la fondation. Une fois que je serais mort, je serais mort. » Aujourd'hui en tout cas, la loi autorise tout particulier qui détient un objet d'art depuis plus de douze ans à être exonéré de toute fiscalité à la revente. Si on la revend plus tôt, même avec une forte plus-value, l'État ne demande que 5,5 %… et pour toute fondation culturelle, le collectionneur peut déduire jusqu'à 75 % du montant de son acquisition de ses impôts. Pratique, non ?

L'exonération des œuvres d'art de trop lourde fiscalité fut la trouvaille géniale d'un ancien Premier ministre, Laurent Fabius, en 1984. Il a été aidé dans ce sens par son collaborateur Patrick Careil, également énarque. Sont notamment considérées comme des œuvres d'art au regard de la loi les tableaux, peintures, dessins, gravures, estampes, lithographies, tapis, sculptures, timbres, monnaies ou antiquités de plus de cent ans… autant d'œuvres qui échappent donc à l'ISF. De même les dations, les paiements d'impôts par dons d'œuvres d'art ont été facilités en France. Lorsque Bernard Arnault achète en octobre 1999[24] chez Christian Deydier, fameux sinologue et antiquaire parisien, un chameau chinois en terre cuite du VIIe siècle, pour en faire cadeau au musée Guimet, il sait aussi que le geste plaira également au président de la République, un certain Jacques Chirac, pourtant ami intime de son rival François Pinault.

Autre disposition fiscale particulièrement avantageuse pour nos amis collectionneurs, leurs entreprises, peuvent, dans la limite de 3,25 pour 1 000 de leur chiffre d'affaires[25], déduire le prix d'une œuvre acquise de leur bénéfice imposable pendant cinq ans. LVMH, par

exemple, peut ainsi soustraire en tout plus de 55 millions d'euros à son imposition. Pour obtenir cet avantage fiscal, il est nécessaire de présenter l'œuvre au public… mais pas de panique, en réalité il suffit pour cela au P.-D.G. amateur d'art de les suspendre dans un couloir ou une salle de réunion ! En France, les incitations fiscales dans l'art ont été créées sur mesure pour quelques riches proches du pouvoir. Ils paient leurs impôts en offrant un tableau du même prix et s'attribuent dans le même temps une belle image de mécènes. Sans compter que dans l'art contemporain, affirmé au plan national avec la décennie 1980, ce sont les collectionneurs qui font les prix et le marché en l'absence de politique publique claire de l'État dans ce domaine.

La compétition est donc vive entre les entrepreneurs, industriels, vieilles familles et nouveaux riches. Elle ne s'arrête pas à la sphère professionnelle, mais se poursuit dans leurs passions privées. Les collectionneurs s'affrontent en salle des ventes ou tentent d'amasser des trésors qui susciteront la jalousie de leurs concurrents ou ennemis. La prospérité fait que l'on donne à voir sa collection, ses profits. Cela crée une émulation qui aboutit à la création d'institutions, de fondations, de musées ou à de spectaculaires dations. Les milliardaires s'affrontent comme des coqs sur leurs ergots, toisant leurs concurrents dans leur course au chef-d'œuvre jusque dans leur tombe en organisant leurs legs. Si dans certains cas les motivations authentiquement artistiques ne font pas de doute, les motifs de promotion sont loin d'être toujours d'ordre esthétique ou philanthropique. Les fortunes récentes adoptent des postures vis-à-vis de l'art contemporain qui leur permettent de se distinguer socialement. Mais pour ce faire, les montages juridiques et financiers sont toujours très élaborés et savamment calculés.

Mécènes et obscènes ?

« L'art a toujours été une question d'argent et de pouvoir [26] », tempère Pierre Bergé. Grand collectionneur, lui, moque « ceux qui s'achètent un passeport culturel » et sont entourés d'une noria de conseillers et consultants pour leurs collections. Suivez son regard.

Selon Éric Brunet[27], les millionnaires investissent 25 % de leur fortune dans l'art par souci de diversification patrimoniale plus que par passion. Il faut dire qu'il est loin le temps des grands mécènes d'hier comme les Noailles, un modèle absolu, ou les Jacquemard-André. Les Rothschild ont également toujours figuré au rang des premiers donateurs du Louvre, confortant une règle qui veut que les plus grosses fortunes constituent des collections d'art. Dans le pavillon de Flore du Louvre, le cabinet de la gravure porte ainsi le nom de « cabinet Rothschild ». Il renferme plus de 30 000 œuvres léguées par la famille, une contribution qui fait rejaillir sur le patronyme du prestige et de la notoriété, à la manière de ce qui se pratique chez les grandes fortunes aux États-Unis. Dans le club très fermé des grands philanthropes, il faut citer tout de même Marc Ladreit de Lacharrière, P.-D.G. de Fimalac. Mécène à titre privé et relativement discret du Louvre, sa fondation créée en 2006 défend la culture tout en combattant les inégalités. Sa femme, Véronique Morali, par ailleurs chef d'entreprise, est également très active sur tous les fronts. Mais ils sont peu nombreux comme eux, à part Pierre Guénant qui a effectué plusieurs donations relativement discrètes de meubles et d'œuvres d'art historiques au château de Versailles ou au Louvre dont il est membre du comité d'acquisition. Des donations ou règlement d'impôts en œuvre d'art rendus possibles par des dispositions fiscales dont la France a le secret. Au lieu de régler vulgairement ses impôts comme tout un chacun, on orchestre savamment une cérémonie haute en couleur lors de laquelle le ministre de la Culture et toutes les huiles se déplacent pour remercier le généreux donateur, sous l'œil des photographes et de la presse, convoquée à cet effet. Plus récemment, en février 2009, ce sont Martin Bouygues, P.-D.G. du groupe Bouygues, Pierre-Alexis Dumas, président de la Fondation d'entreprise Hermès, et Daniel Bouton, alors président du conseil d'administration de la Société Générale, qui se sont vu remettre la médaille de « Grand Mécène » des mains du ministre de la Culture de l'époque, dans les salons d'apparat de la rue de Valois.

En devenant mécènes des arts ou parrains d'artistes, ces milliardiaires et hommes d'affaires valorisent de surcroît leur image et acquièrent une notoriété nouvelle. C'est donc tout bénéfice. Car, dans

les affaires, être connu pour autre chose que son sens du *business* ne peut pas nuire. L'art est ainsi devenu le maître étalon de la réussite sociale. « S'entourer d'art, voilà la vraie richesse », assure le grand marchand et collectionneur suisse Ernst Beyeler. Beaucoup de gens qui ont réussi dans les affaires y trouvent un sens à leur quête de postérité. L'artiste Wim Delvoye confirme : « Pourquoi les gens collectionnent aujourd'hui ? Pour des raisons sociales : le désir d'appartenir à une classe. Pour des raisons financières : la collection peut se revendre ; elle conserve sa valeur qui peut même augmenter[28]. » Mais il serait trop simple de n'y voir que des opérations de communication ou d'optimisation fiscale. Certains philanthropes éprouvent un réel besoin de rendre quelque chose à la société, de financer un orchestre philharmonique ou de laisser leur nom à une collection d'art, loin des clichés de l'argent facile et du capitalisme triomphant.

Ainsi, à travers la gestion de sa collection, François Pinault prouve qu'on peut à la fois être esthète et avoir le sens du *business*. Comme lorsqu'il encourage Jean-Jacques Aillagon, l'ancien directeur du Palazzo Grassi qui fut longtemps son conseiller, à organiser à Versailles, où il est désormais président du domaine, une exposition Jeff Koons dont le commissaire n'est autre que… Elena Guena, une ancienne de chez Sotheby's, alors conseillère du milliardaire. Drôle de mélange. En finançant à hauteur de 2 millions le montage de l'exposition, et en prêtant plusieurs de ses Koons à Versailles (quatre sur les seize présentés, soit 25 % !), Pinault fait monter la côte de l'artiste. Pour preuve, dans l'année qui a suivi l'ouverture du Palazzo Grassi, où Pinault exposait plusieurs Koons, celui-ci est devenu l'artiste vivant le plus cher au monde et sa cote a quadruplé, passant de 3,5 à 12 millions d'euros, parfois même 23,56 millions pour un *Cœur rouge* vendu chez Sotheby's en novembre 2007. Quand on est propriétaire d'une salle des ventes, doublé d'un homme d'affaires à succès, il est sans doute difficile de rester immobile dans les coulisses, en amateur. Et quand Pinault assure : « L'art n'est pas un investissement[29] », on a bien du mal à le croire.

Collectionnite aiguë

Jamais en tout cas on a vu autant de nouveaux investisseurs dans l'art que depuis dix ans. Comme Roman Abramovitch, le milliardaire russe propriétaire du club de football de Chelsea en Angleterre qui s'est offert en mai 2008, à New York, deux toiles importantes de deux artistes majeurs du xxe siècle, Lucian Freud et Francis Bacon, pour 120 millions de dollars. Quelques mois plus tard, il inaugurait en grande pompe à Moscou la nouvelle galerie de sa femme, Dasha Zukova, baptisée *Le Garage*, entouré de François Pinault et de Jeff Koons. « Il y a vingt ans, 20 % des 500 plus grandes fortunes du monde achetaient de l'art, explique Thomas Seydoux, expert chez Christie's. En 2007, elles étaient 80 %[30]. » Jusqu'en 2008, l'envolée des prix de l'art a également attiré des nouveaux collectionneurs investisseurs. Et les cotes des artistes contemporains ont atteint des sommets, y compris celle des grapheurs ou des tagueurs. De 1996 à 2006, les prix ont augmenté de 108 %, soit plus que la Bourse[31]. Malgré une décote sévère en 2009, l'indice général du Fine Art a vu des succès impressionnants, comme la dispersion de la collection Saint Laurent-Bergé – surnommée « vente du siècle » –, en février 2009 pour 373 millions d'euros et sa flopée de records mondiaux, ou, dans une moindre mesure la vente du cinéaste Gérard Oury pour 6,5 millions d'euros le 21 avril de la même année. Ces dix dernières années, il était plus intéressant d'avoir investi dans l'art qu'en bourse, et c'est toujours vrai. « Collectionner l'art contemporain est devenu le nouveau club des gens dans le coup[32] », explique Gilles Fuchs, président de l'Association française des collectionneurs (ADIAF). Les nouvelles fortunes collectionnent parce qu'elles peuvent acheter cher et vite. Elles se pressent aux shows organisés par les maisons de vente aux enchères à New York ou Londres, pulvérisent les records et sont très friandes de la médiatisation que cela suscite. Pour beaucoup, c'est juste une façon de dire « voyez comme je suis riche mais cultivé ! » Avec la récession, il y a un retrait notable des collectionneurs de ce type aspirationnel, attirés par l'art contemporain en tant que « marque ».

Quoi qu'il en soit, de tout temps, collectionner des œuvres d'art a toujours conféré une sorte de légitimité aux mécènes. Accessoire du pouvoir, la collection sert d'adoubement aux princes. Les grands capitaines d'industrie poursuivent cette tradition. Ils visent le statut de « grand collectionneur ». Surtout avec l'art contemporain, devenu support marketing pour les marques de luxe. Cela permet à leurs promoteurs de s'adresser à leurs clients, actionnaires et salariés différemment, avec de nouveaux outils. Jean-Paul Claverie estime ainsi qu'avec sa fondation Arnault passera du statut de « simple homme d'affaires qui a réussi » à celui « d'acteur de la civilisation ». Rien de moins. À l'image d'Arnault, de nombreux entrepreneurs richissimes à travers la planète (les Ullens en Chine, les Broad ou les Walton aux États-Unis) font sortir de terre des musées privés ouverts au public. « Avant, la réussite passait par la propriété d'un grand cru, analyse Laurent Dassault, l'un des fondateurs de la maison de vente Artcurial. Aujourd'hui, la cerise sur le gâteau, c'est l'art contemporain. La réussite passe par la création d'une fondation. C'est aussi une façon de redistribuer ce qu'on a reçu et d'en faire profiter la société. Et avec ça on rentre dans la légende. Pourquoi pas le faire ? On y a pensé. Mais on n'a pas encore trouvé quoi[33]. » Voilà pourquoi les plus riches s'intéressent de si près à l'art contemporain. En réalité, souvent des nouvelles fortunes nées dans la bourse, la finance ou l'Internet. « Il est devenu tout à fait acceptable de collectionner les œuvres d'art d'une manière qui ne l'était certainement pas, disons dans les années 70 [34] », confirme Jussi Pylkkänen, président de Christie's Europe. Ils spéculent dans l'art comme sur n'importe quel marché, influencés par les grandes maisons de vente, les foires de Miami ou de Bâle. Plutôt que de collectionner, ils consomment de l'art. En attendant, Dassault a installé Artcurial dans l'ancien hôtel particulier de *Jours de France*, à l'angle entre les Champs-Élysées et l'avenue Montaigne. Et la maison connaît un grand succès.

En France, l'une des plus belles collections d'art contemporain est aujourd'hui celle de Claude Berri, le réalisateur et producteur de cinéma. Amateur averti aux choix pointus, il a ouvert en mars 2008 un espace à son nom dédié à l'art contemporain, peu de temps avant sa mort. Il faut

compter aussi sur Antoine de Galbert, l'un des héritiers de Carrefour, un homme très discret considéré comme le propriétaire de la troisième plus importante collection d'art contemporain français. Ancien galeriste, il a ouvert *La Maison rouge*, un espace d'exposition de 2 000 m^2 dans le quartier de la Bastille à Paris, reconnue d'utilité publique en 2003. C'est un homme plutôt discret. « Tous les collectionneurs que vous rencontrerez[35], explique-t-il, sont dans la reconnaissance sociale, même ceux qui vous soutiendront le contraire. Ils aiment s'exposer, ils veulent être aimés. »

C'est le cas encore de Guillaume Houzé, 29 ans, petit-fils de Ginette Moulin, elle-même petite-fille du fondateur des *Galeries Lafayette* et collectionneuse, devenu un personnage incontournable de la scène française. Depuis 2004, le fils de Philippe Houzé, patron des *Galeries Lafayette*, ambitionne de lancer une génération d'artistes contemporains français qu'il collectionne lui-même. Au sein du grand magasin, il a créé un espace pour les promouvoir, avec le financement familial. « J'ai tout de même des comptes à rendre à ma famille. De fait, la personnification est un moyen de faire parler du projet, d'obtenir des retombées presse[36] », se justifie-t-il. Il n'est d'ailleurs pas le seul. Il est amusant de noter que Serge Weinberg, l'ex-président du directoire de PPR et bras droit de Pinault, passé par le cabinet de Laurent Fabius au Budget en 1981, et par ailleurs collectionneur, a racheté avec Fabius et quatorze amis la maison de ventes Piasa à Pinault en juin 2008. Pas une « danseuse », assure celui qui préside aujourd'hui aux destinées de son propre fonds d'investissement. « Aucun de nous n'a envie de perdre de l'argent[37]. » Nous voilà rassurés !

1- In *Le Temps retrouvé.*
2- *Empreintes*, France 5, 20 février 2009.
3- Pierre Daix, *François Pinault*, *op. cit.*
4- Avant-propos du catalogue *Qui a peur des artistes*, sélection d'œuvres de la François Pinault Foundation à Dinard, 14 juin-13 septembre 2009.
5- Entretien avec l'auteur, 16 avril 2009.
6- Entretien avec l'auteur, 16 avril 2009.
7- Entretien avec l'auteur, 16 avril 2009.
8- Traduction : des obligations pourries.
9- *Le Monde*, 9 mai 2005.
10- Le 26 août 2008, une cour d'appel américaine annule l'amende infligée à sa holding Artemis. Nouvelle victoire pour Pinault.
11- Entretien avec l'auteur, 25 mai 2009.
12- Entretien avec l'auteur, 29 octobre 2009.

13- En 2006 et 2007 déjà.
14- *L’Express*, 4 avril 2000.
15- *L’Express*, 13 avril 2000.
16- Entretien avec l’auteur, 15 septembre 2009.
17- *L’Express*, 14 février 2008.
18- Entretien avec l’auteur, 15 septembre 2009.
19- Mort en février 2010.
20- *Challenges*, 11 janvier 2007.
21- Conférence de presse du 2 octobre 2006.
22- Olivier Orban, 1990.
23- Entretien avec l’auteur, 15 septembre 2009.
24- *L’Express*, 4 avril 2000.
25- Article 238 bis AB du Code général des impôts (CGI).
26- *Challenges*, 2 octobre 2008.
27- Éric Brunet, *Être riche, un tabou français*, Albin Michel, 2007.
28- In *Global Collectors*, de Judith Benhamou Huet, Phébus, 2008.
29- *Empreintes*, France 5, 20 février 2009.
30- *Le Nouvel Observateur*, 2 décembre 2008.
31- Indice Fine Art Challenges-Artprice.
32- *La Croix*, 19 novembre 2006.
33- Entretien avec l’auteur, 14 septembre 2009.
34- Conférence Luxe Reuters, Londres, 9 juin 2009.
35- Nathalie Guiot, *Collectionneurs*, Arabet éditions, 2008.
36- *L’Officiel*, septembre 2008.
37- *Le Monde*, dimanche 8-lundi 9 février 2009.

Chapitre 10

La course aux belles mécaniques

> « Le stress des affaires, l'âge avançant et les requêtes répétées de ma femme m'ont convaincu de changer de passion[1]. »
>
> Lindsay Owen-Jones, ancien patron de L'Oréal,
> qui fut coureur automobile.

Longtemps P.-D.G. de L'Oréal, Lindsay Owen-Jones a d'abord tâté de l'enduro avant de se lancer sur les circuits automobiles : « J'ai très vite pris le virus, mais j'ai aussi multiplié les chutes comme cela arrive très souvent en enduro. Je suis notamment tombé une fois en culbute dans une ornière. Je suis reparti aussi sec. Mais je me suis abîmé les cervicales[2]. » Alors, à 30 ans, il enchaîne sur la course automobile qu'il peut financièrement se permettre, sa carrière chez L'Oréal étant alors bien lancée. Longtemps, il a rêvé de s'aligner au départ du Rallye de Monte-Carlo dont les images lui ont fait découvrir et aimer la France, lui qui est né en Grande-Bretagne. En attendant, il se jette à corps perdu dans une carrière parallèle de pilote. Pas sur des voitures modernes, alors encore trop onéreuses pour lui, mais sur des GT. Au volant d'une Lotus élite, il remporte ainsi la première course à laquelle il participe, Vallelunga, en Italie. En Maserati, en Jaguar ou en Ferrari, pendant plus de vingt ans, il court les circuits classiques sur le bitume desquels il se

taille une belle réputation d’un tempérament pugnace et de gagneur. Acmé de sa carrière de pilote, il participe avec un ami banquier allemand, Thomas Bscher, aux Vingt-Quatre Heures du Mans en 1994 sur une Porsche. Sortie de route, la voiture prend feu. Honte mêlée de peur, « OJ », comme on le surnomme, décide l’année suivante de courir seul à bord d’une McLaren GT dont le cadran affiche 330 km/h. « La deuxième année, en 1996, nous avons terminé cinquième. Un Everest pour un amateur. Je crois que j’ai connu au Mans le summum de l’émotion du sport automobile[3]. » Il a souvent été dit qu’il devait demander l’autorisation de son conseil d’administration chaque fois qu’il s’inscrivait à une course. LOJ dément formellement, même s’il reconnaît que sa principale actionnaire, Liliane Bettencourt, lui avait au jour fait part de ses craintes et assuré qu’elle dormait mieux le soir, sachant sa voiture en panne au Mans ! Par la suite, elle fera en sorte de lui permettre d’acquérir un bateau qui portera haut les couleurs de L’Oréal sur sa grand-voile. D’ailleurs, la prodigalité de Mme Bettencourt est proverbiale. Ce serait en effet 160 millions d’euros[4] qui auraient été donnés par la propriétaire de L’Oréal à celui qui en fut longtemps le P.-D.G. Des montants jamais démentis par Owen-Jones. On comprend que celui-ci mène une retraite rêvée de port en port. Le photographe François-Marie Banier n’est pas le seul à bénéficier des largesses de l’héritière de l’empire des cosmétiques. Mais c’est une autre histoire dans laquelle la justice s’est invitée.

Rétromobile

En France, être propriétaire d’une voiture de collection ou d’une voiture de luxe, à fortiori plusieurs, n’est pas toujours bien vu. Se piquer de les faire rouler, qui plus est sur un circuit, l’est encore moins. Surtout en période de crise, avec la flambée des cours du pétrole et la montée en puissance des préoccupations environnementales. Combien de dirigeants roulent ainsi dans des berlines françaises discrètes pour éviter d’attirer l’attention ou la jalousie, alors qu’ils ont les moyens et souvent l’envie de prendre le volant de leur Aston Martin ou de leur vieille Jaguar Type

E qui sommeille dans le garage ? Il n'est qu'à voir ce sous-sol du siège d'une multinationale familiale établie en banlieue parisienne qui regorge de Ferrari et de voitures de prix. Bâchées la semaine, elles sont discrètement exfiltrées le week-end lorsque les salariés ont quitté les lieux. Parmi toutes les passions, celle de l'automobile, signe extérieur de richesse par excellence, est le plus souvent jugée coupable, surtout dans notre pays où exhiber son argent n'a pas toujours été bien considéré. Pourtant, c'est un fantasme absolu. Yvan Rebroff ne chantait-il pas en 1968 : « Ah si j'étais riche, fini la charrette » ? Au sujet des voitures, le célèbre psychanalyste Jacques Lacan parlait ainsi d'un « outil de monstration de soi ». Plus récemment, lors des débats parlementaires sur le Grenelle de l'environnement, le député Vert Yves Cochet a ainsi enfoncé le clou : « Le conducteur d'une grosse et belle voiture arrêtée au feu rouge n'aime-t-il pas à regarder ses voisins en pensant : “Regarde donc, j'en ai une plus grosse que toi ?[5]” » Résultat, les noms des acheteurs de voitures anciennes ou de collection sont rarement connus. Hormis des exceptions notables comme Édouard Michelin, qui participe régulièrement à des courses de voitures anciennes, peu nombreux sont les propriétaires qui acceptent de faire visiter leur garage ou de parler de leur amour des automobiles dans les journaux, tandis qu'il est davantage toléré de parler de son goût pour les grands vins ou de ses collections de premiers crus. Pourtant, les nababs au volant reconnaissent en privé que même lorsqu'ils dirigent un conseil d'administration, ils n'ont pas le sentiment de puissance qu'ils ont au volant d'un bolide.

Les plus importantes collections particulières se constituent donc en catimini, dans l'ombre des garages ou des sous-sols parisiens, provençaux ou bretons. Et les sublimes automobiles ne sont parfois portées à la connaissance du public qu'uniquement à la mort des intéressés ou lorsque l'objet de la passion parvient en vente publique. Ce fut le cas notamment le 29 avril 1996, lorsque les commissaires-priseurs Poulain et Le Fur présentèrent « la collection de deux amateurs », l'un « styliste », l'autre « héros de roman [6] », sans jamais donner leurs noms. Dans le catalogue, ils évoquaient ainsi anonymement cette collection avant dispersion : « La passion de l'automobile les avait pris jeunes quand le frère de l'un le transportait à l'école en Bugatti et quand

l'autre s'offrait sa première voiture au milieu des *sixties* […] le goût de la vitesse les rapprocha. À la fin des années 70, alors que leur collection respective était déjà conséquente, ils mêlèrent leurs compétences. » Un ensemble hors du commun, Bentley, Delage, Delahaye, Bugatti, Rolls Royce, Hispano-Suiza, Lamborghini, Ferrari, Porsche, en tout trente autos parmi les plus marquantes du siècle. Raison invoquée pour la vente, pas le besoin d'argent, non, non. « Ils se détachent d'une partie majeure de leur rassemblement pour mieux jouir d'autres plaisirs, l'avion pour l'un, l'hélicoptère pour l'autre. » Voilà qui nous rassure. Mais n'étonne guère.

Les riches collectionneurs de voitures anciennes ou de sports mécaniques se recrutent pourtant en nombre dans l'Hexagone. Musées privés à Reims, Puteaux ou Mulhouse, circuits privés de Formule 1, circuit Paul-Ricard… village-musée de Lohéac, autant d'entreprises qui ont bénéficié de très importantes subventions publiques pour entretenir de polluantes et coûteuses passions. Même notre Premier ministre, François Fillon, est un grand amateur de belles et rapides automobiles. Et ce n'est pas le seul homme politique. Voilà sans doute pourquoi les automobiles anciennes sont très peu taxées en France, pour le bonheur des riches amateurs. En effet, les véhicules de collection ne sont pas assujettis à l'ISF car ils sont assimilés à des œuvres d'art. Il suffit pour cela que l'auto en question ait appartenu à une personnalité célèbre, participé à un événement historique, soit dotée d'un palmarès sportif international, ait été utilisée seulement en compétition, soit éditée en série limitée ou qu'il en reste moins de 2 % des exemplaires produits en circulation. Par ailleurs, dans l'Hexagone, tout véhicule de plus de trente ans bénéficie également d'une assurance à prix modique. L'explosion, ces trente dernières années, de la cote des voitures anciennes, permet aussi de comprendre pourquoi les grosses fortunes s'y sont fortement intéressées. La France compte aujourd'hui deux cent mille collectionneurs possédant en moyenne quatre véhicules. Certains, comme Jean-François Bardinon, propriétaire de la marque de vêtements vintage Chapal, disposent même d'un circuit privé pour faire tourner leurs autos. Un très beau circuit en l'occurrence, installé sur les terres de la propriété familiale du *Mas du clos* à Saint-Avit-de-Tardes, dans la Creuse, qui semble avoir été dessiné pour que les vieilles Ferrari du

maître des lieux n'aient pas trop à freiner. C'est son père, Pierre, qui a assemblé toute une collection de Ferrari dans les années 60 et s'est offert ce circuit sur mesure. Jean-François Bardinon court chaque année les Vingt-Quatre Heures du Mans Classic et, comme son père, a fait de l'automobile ancienne le vecteur de communication de sa marque, en témoignent les nombreux articles de journaux qu'il sollicite.

Second circuit privé encore en activité, celui du Grand-Sambuc, deux kilomètres de pistes dans la garrigue provençale, situé au cœur du domaine éponyme, sur la commune de Vauvenargues. La famille Fraissinet, qui possède également le château voisin, cherche à s'en défaire depuis dix ans et régulièrement des publicités paraissent dans la presse automobile sans succès. Régis Fraissinet, ancien armateur, possède également une incroyable collection de Ferrari qu'il entretient en état de course. Normal pour un ancien pilote qui a couru les Vingt-Quatre Heures du Mans dans les années 60 ! D'autres, comme Michel Hommel, ont transformé leur passion en *business* sacrément rentable.

L'irréductible auto-entrepreneur

Pour les amateurs de voitures sportives, Michel Hommel, 64 ans, bon pied bon œil, est ce qu'on peut appeler une star. Ancien pilote automobile, devenu homme de presse, l'homme d'affaires alsacien a installé à Lohéac, petit village breton entre Rennes et Redon, un circuit automobile puis un musée, le Manoir de l'automobile, où il expose les 400 voitures de sa collection : Bugatti, Maserati, Ferrari, Jaguar, Lamborghini, voitures de sport, Formules 1… Cours de pilotage, activités diverses, Hommel a développé autour un véritable pôle d'attraction. Cela fait plus de trente ans que ce petit bourg de 700 habitants d'Ille-et-Vilaine, en plein cœur de la Bretagne, vit au rythme des passionnés de mécanique. Le rallycross de Loéhac est même le troisième événement sportif de France après les Vingt-Quatre Heures du Mans et le Grand Prix de France de Formule 1. Ceci grâce à Michel Hommel, créateur de journaux – dont la revue *Échappement*, bible pour les amateurs, et des titres de presse TV – qui a constitué en trente ans le

principal groupe de presse indépendant français. Il a en effet jeté son dévolu il y a quelques années sur une gentilhommière délabrée qu'il a retapée parce qu'elle lui rappelait l'Alsace de son enfance. Puis il a racheté des maisons alentours et de redonner vie au bourg jadis frappé par l'exode rural. En s'offrant par exemple la boucherie-charcuterie du coin. En 1986, Hommel installe un musée de l'Automobile dans ce petit village, autour de sa collection, dont dix-huit Formule 1, des Cadillac, Lamborghini, Alpine. Autour, Hommel, par ailleurs à la tête d'un groupe qui réalise plus de 100 millions d'euros de chiffre d'affaires[7], développe un pôle complet autour de sa passion pour l'automobile, restauration, karting, école de pilotage… Parallèlement, dans les locaux de l'ancienne laiterie du village, Hommel ouvre une usine de production de sa marque automobile éponyme, la berlinette Hommel. Elle fermera en 1994, date à laquelle une grande vente aux enchères des modèles Hommel est organisée. Ce ne fut pas un succès, mais la « barquette Michel Hommel » est devenue une belle auto de collection. Dans l'église de Lohéac, baptisée « chapelle des moteurs », Michel Hommel s'est même fait représenter à côté de l'une de ses autos ! Aujourd'hui, le magnat de la presse à centre d'intérêt veille toujours sur un pan entier de la mémoire automobile hexagonale, à la manière des frères Schlumpf, qui ont rassemblé plus de 150 Bugatti différentes dans leur collection. Dans les années 60, Fritz Schlumpf, industriel ayant fait fortune dans le textile, acquiert plus de cinq cents autos qu'il entrepose dans un entrepôt à l'abri des regards. En 1977, son empire s'écroule et ses salariés découvrent la collection. Ils exigent sa vente pour rembourser les dettes du groupe. La justice s'en mêle et découvre que les 26 millions de francs[8] ayant servi à acquérir et restaurer les autos ont été en très large partie prélevés sur les comptes des sociétés du groupe. Le verdict est sans appel : abus de bien social caractérisé. Mais devant la menace de la dispersion, la collection Schlumpf est classée monument historique. Le musée national de l'Automobile était né, c'est encore aujourd'hui l'un des plus grands au monde.

La fortune, un bon carburant

L'automobile est une grande passion française, prisée de tout temps par les milliardaires. « J'adore conduire, écrivait le baron Philippe de Rothschild, je suis un pilote né. J'ai été conçu pour m'asseoir dans un siège baquet ! » Son ami, le pilote Robert Benoist, dominait vers 1927 toutes les courses de grand prix en Europe. Le baron Philippe, pour sa part, adorait les voitures et ne manquait jamais d'acheter la dernière merveille. C'est ainsi qu'il s'inscrivit à bord d'une Bugatti lors d'une course sur le circuit de Montlhéry mais ne se présenta pas au départ de sa première course. Sa carrière de pilote commença réellement en 1928 lorsqu'il fit le Rallye Paris-Nice sur une Hispano-Suiza. En juin de la même année, il acheta une Bugatti Type 37 et s'inscrivit au Grand Prix Bugatti, qui ne comportait aucune voiture d'usine, mais était uniquement destiné à de riches pilotes privés. Cette course de 165 km sur le circuit du Mans fut gagnée par Dubonnet sur une Type 37. Le second sur une voiture identique était un mystérieux Georges Philippe qui n'était autre que le baron Philippe de Rothschild lui-même, dissimulé derrière un pseudonyme, par souci de discrétion. Autres temps, autres mœurs ! Cette première place d'honneur l'incita l'année suivante à acquérir une Bugatti Type 35 C pour courir le Grand Prix d'Antibes le 1er avril. Les plus grands pilotes de l'époque étaient présents et parmi eux René Dreyfus et Philippe Étancelin. Georges Philippe mena la course pendant 36 tours sur les 75 que comptait la compétition le long des ports d'Antibes et de Juan-les-Pins et sur le territoire de la Garoupe, mais un sérieux accident l'empêcha de terminer. Quelques jours plus tard Dreyfus, Étancelin et Georges Philippe prenaient le départ avec treize autres pilotes du premier Grand Prix de Monaco sur 100 tours. Georges Philippe dans sa Bugatti bleu France arriva quatrième derrière Williams, Bouriano et Caracciola sur une Mercedes-Benz SSK, une voiture de légende pour un pilote de légende. La performance était extraordinaire et René Dreyfus se souvenait : « C'était un assez bon pilote mais soit sa famille s'opposait à ce qu'il coure ou bien était-ce lui qui souhaitait être discret. » Quelques semaines plus tard, il inscrivit deux Bugatti 35 C au Grand Prix de Dijon, l'une pour son ami Bouriano arrivé second et l'autre pour lui-même qui lui permit de remporter ce grand prix. Lorsqu'on le rencontrait et qu'on évoquait avec lui ses Bugatti, il parlait volontiers des autos, mais il restait très discret sur son impressionnant

palmarès en course. « Pourtant, lorsqu'Alain Prost gagna en 1985 son premier titre de champion du monde de Formule 1, raconte Hervé Berland, Jean Berchon, alors directeur des relations extérieures de Moët et Chandon, nous a fait savoir qu'Alain Prost, qui en rêvait depuis longtemps, souhaitait venir à Mouton le lendemain avec Jean-Pierre Jabouille et Jacques Laffite. Ils ont dîné avec le baron Philippe et ont bu du 1881, tout en parlant d'autos. Prost ne s'est jamais remis de la rigolade lorsque le baron Philippe lui expliquait que sous le casque de cuir qu'il portait à l'époque au volant de sa Bugatti, il glissait une feuille de chou pour maintenir la fraîcheur ! »

Avoir son écurie de course

L'essor de la voiture et la popularité des courses automobiles, prisées même par les plus grandes fortunes et les aristocrates, ont poussé quelques entrepreneurs audacieux à créer des circuits. Par passion ou pour faire parler d'eux ou de leur société. Parfois les deux. C'est le cas par exemple de Paul Ricard dans les années 60. Alors qu'il recherche des terrains dans le Var pour installer un grand ordinateur et les quatre cents techniciens de sa direction informatique, il achète mille hectares entre Marseille et Toulon. Hélas, les permis de construire lui sont refusés. Alors Ricard ouvre un aérodrome privé, qui deviendra par la suite l'aéroport du Castellet. Las de toutes les tracasseries administratives, Ricard, qui entendait ouvrir son circuit à tous, finit par faire construire sur ses propres deniers un circuit automobile à la pointe de la technologie en moins de dix mois ! Le circuit Paul-Ricard est inauguré le 19 avril 1970 en présence de quarante mille personnes mais en l'absence de son créateur, fâché que les pouvoirs publics ne lui facilitent pas la tâche. « Pour la France, écrit-il à propos de son circuit, il semble être le produit d'une génération spontanée ; on ne le cite jamais à la télévision sous son nom, parce que c'est aussi le mien. On l'appelle circuit du Castellet, alors que la municipalité n'a rien à y voir. » Voilà sans doute pourquoi Ricard n'a jamais voulu faire de politique, hormis être conseiller municipal des Saintes-Maries-de-la-Mer puis maire de

Signes. Mais il a laissé un circuit où ont été écrites certaines des plus belles pages de l'histoire de la course automobile dans l'Hexagone.

Un autre capitaine d'industrie a donné ses lettres de noblesse à la compétition automobile : Jean-Luc Lagardère, puisque c'est en sponsorisant une écurie que l'industriel s'est fait connaître. En 1964, celui qui n'est encore qu'un patron parmi d'autres crée Matra Sports, sa propre écurie de course automobile. Ce sera sa plus belle réussite sportive en tant que sponsor. Jusqu'en 1974, date de sa dissolution, il remportera pas moins de 124 compétitions, plusieurs titres mondiaux et des victoires au Mans, sous ses couleurs. Une performance jamais égalée dans le sport automobile français. En tout cas pas par Alain Prost qui a investi au tournant des années 2000 une partie de ses gains de pilote dans l'écurie Prost-Ligier. Il s'est fourvoyé, n'obtenant aucun résultat, malgré les centaines de millions de francs engloutis par lui et ses partenaires.

Certains se souviennent peut-être d'un autre Français au pedigree prestigieux, Cyril Bourlon de Rouvre, qui tenta de se faire un nom dans la course automobile, avant d'en être chassé avec fracas. Héritier d'une riche famille française qui avait fait fortune dans le sucre au XIXe siècle, de Rouvre était le pur produit de l'élitisme à la française, un « fils de » élevé dans le XVIe arrondissement de Paris. Entré dans la compagnie familiale, il en hérite brusquement le jour où son père est assassiné par son propre valet, en 1979. Fou de sport automobile, ce pilote amateur – jugé bien piètre par les chroniqueurs de l'époque – consacre sa fortune soudaine à accompagner Thierry Sabine dans des reconnaissances et des raids, comme sur le Rallye Abidjan-Nice qu'il courut à bord d'une Range Rover. Sollicité de toutes parts, il investit dans le cinéma, dans l'immobilier et dans l'hôtellerie de luxe, mais aussi dans une compagnie aérienne et dans l'édition. Il s'offre également un splendide yacht et vit comme un nabab du pétrole. Son coup de maître est l'acquisition de la majorité de l'équipe AGS de Formule 1, alors moribonde. Flambeur, Cyril de Rouvre y investira plus de 18 millions d'euros. Mais son groupe, composé d'une kyrielle de sociétés – plus de 70 – prend l'eau de toutes parts. Du coup il est contraint de les vendre les unes après les autres pour financer sa passion pour les belles mécaniques qui s'avère un véritable gouffre, mais lui permet de nouer des contacts à très haut

niveau pour poursuivre, à la Bernard Tapie, une carrière politique. D'ailleurs, Cyril de Rouvre est élu maire de Chaumont (Haute-Marne) lors des municipales de mars 1989. Quelques semaines plus tard, il est forcé de vendre son écurie à des investisseurs italiens. D'autres en seraient restés là. Pas lui. À peine élu conseiller régional de Champagne-Ardenne en 1992, il rachète 21 % de l'écurie Ligier à son fondateur Guy Ligier. Quelques mois plus tard, le reste du capital tombe dans l'escarcelle de Rouvre qui, tel le phoenix, semble toujours renaître. Pourtant, lorsqu'il est arrêté en décembre 1993, mis en examen et écroué provisoirement à Fleury-Mérogis, c'est bel et bien sa chute. Il est accusé entre autres de siphonner ses entreprises qui gagnent de l'argent pour financer ses activités de course automobile. Lors de son procès en 1996, le procureur réclame trois ans d'emprisonnement et vingt ans d'interdiction de gestion. On ne le verra plus jamais dans les paddocks de la Formule 1. Quant à son écurie, elle tombe entre les mains d'un certain… Flavio Briatore, directeur de l'écurie de Formule 1 Benetton, qui sera directeur de Renault F1 Team, avant d'en être exclu en 2009 pour tricherie, décision suspendue ensuite par le tribunal de Paris. À croire que Ligier portait malheur… Tous ses propriétaires ont fini fauchés, acculés, ou sont passés par la case tribunaux.

Gentlemen drivers

Il n'y a pas que la course auto dans la vie. Rallyes, circuits et écuries riment, on l'a vu, souvent avec ennuis. Les passionnés de voitures anciennes, comme les propriétaires de voiliers classiques, font partie des spécimens de collectionneurs richissimes parmi les plus intéressants. Bien entendu, les plus fortunés s'offrent les modèles les plus onéreux, qu'ils confient à leur propre garage ou chauffeur. Mais il se trouve parmi ces hommes d'affaires à succès un grand nombre de fondus de vitesse. L'appellation de *gentleman driver* est née outre-Manche et désigne ces pilotes amateurs – en réalité, bien plus que cela – qui ne se font pas prier pour mener à rude épreuve leurs engins. Dopés à l'adrénaline, ils prennent eux-mêmes le volant, n'hésitent pas à mettre la

tête sous le capot en cas de pépin, voire à bricoler leurs moteurs. Pour faire tourner leurs bijoux qui valent parfois jusqu'à plusieurs millions d'euros, ils aiment se retrouver entre eux, sur des circuits privés où ils font joujou comme de grands enfants. Comme par exemple sur le Tour de France auto, la plus ancienne épreuve au monde qui se déroule chaque année au printemps. En tandem, plus de deux cents heureux possesseurs d'automobiles classiques parcourent les plus belles routes de France en faisant halte aux meilleures étapes et aux tables les plus réputées. Son principal sponsor et mécène est la célèbre marque d'horlogerie Audemars Piguet.

Également fou d'automobiles classiques, un autre horloger, Richard Mille, 57 ans, fondateur et propriétaire de la célèbre marque de montres de luxe éponyme. Richard Mille, faux air de Berlusconi, décontracté en chemise blanche et pantalon beige, est toujours souriant et bronzé. Volontiers affable, empoignant les gens comme du bon pain, souvent entouré d'une nuée de journalistes, il est à la fois massif et athlétique, jusque dans ses expressions et sa voix forte. Vibrionnant, il va de l'un à l'autre en tapotant les dos, embrassant à pleine bouche, tout en parlant avec animation. Un vrai personnage qui aime voir son nom en grandes et épaisses lettres sur les circuits. Après avoir effectué toute sa carrière dans la haute horlogerie, il a mis au point en 2001 des garde-temps[9] d'une sophistication extrême, à la fois du point de vue de la technique, des matériaux et des mouvements. Comme son modèle tourbillon, les plus chères peuvent atteindre plus de 500 000 euros. Ses garde-temps figurent parmi les plus chers du monde. Il le dit lui-même : « Il me suffit de vendre cinquante montres par an pour vivre, or j'en vends plus de mille. » Sans commentaires. Alors, pour asseoir sa notoriété auprès des acheteurs potentiels, Richard Mille, fou de bagnoles, sponsorise le pilote brésilien de Formule 1 Felipe Massa, ainsi que l'épreuve du Mans Classique ou encore le Grand Prix de Pau. Le lien ? Un amour pour la mécanique. « Ça correspond à la notion hédoniste de pur plaisir, avoir des sensations, essayer de trouver ses limites en s'amusant, sans se prendre au sérieux, avec des copains. C'est parfaitement dans l'esprit de la montre Mille, ça permet de coller à la philosophie de la marque[10]. » Refusant d'être catalogué comme collectionneur, Mille, qui possède de

nombreuses automobiles, dont une Lancia et une Lola, les sort sur circuit et les pilote lui-même.

Une autocratie européenne

Les *gentlemen drivers*, comme les *yachtmen*, ont donc leurs marques, leurs repères et leurs ports d'attache. Parmi eux, Mugello en Toscane, une petite bourgade à quelque trente kilomètres de Florence, bien connue des amateurs de rutilantes mécaniques. Chaque année, durant le dernier week-end d'octobre, cette agglomération rurale connaît comme un véritable raz-de-marée de Ferrari. À tel point que l'on peut sans doute y compter la plus forte concentration de bolides rouges de la planète. Il faut dire que la marque au cheval cabré est propriétaire de « l'Autodromo », un circuit particulièrement sinueux de 5,2 km et organise à cette période sa grande rencontre annuelle de *gentlemen drivers*. Les pilotes de formule 1 de l'écurie, Fernando Alonso et Felipe Massa ou Giancarlo Fisichella[11], font parfois le déplacement avec autos, mécanos et suppléants pour assurer quelques tours de chauffe. Jean Todt, lorsqu'il était le patron de l'écurie, et son pilote fétiche, Michaël Schumacher, demeurent de véritables idoles pour les amateurs éclairés. « Figure » tout aussi appréciée des ferraristes, Luca di Montezemolo, le P.-D.G., vient saluer ses clients, parmi lesquels Benjamin de Rothschild. Le financier possède ses propres autos customisées selon ses *desiderata*, mais n'aime rien tant que de se faufiler dans le baquet d'une de ses Formule 1 pour dévaler le circuit à plus de 300 km/h.

Ces pilotes, vedettes ou anonymes, sont réunis pour ce que Ferrari a baptisé les « Corse Clienti » : c'est-à-dire d'anciennes Formules 1 rachetées par de riches amateurs après chaque saison et dont la maintenance est assurée – forcément – par la marque, des prototypes du très exclusif programme FXX ainsi que des voitures de collection participant durant l'année au Shell Historic Challenge. Il y a un peu plus de dix ans, Ferrari a en effet créé un club de pilotes esthètes chargé de faire revivre la mémoire de la marque au sein d'un championnat de

voitures anciennes. Beaucoup moins tape-à-l'œil que les modèles contemporains, les modèles de sport réunis sont pourtant de véritables trésors roulants, certains valant plus de 5 millions d'euros pièce. Autant dire que le programme a tout du loisir pour grands enfants richissimes. Vingt propriétaires de Ferrari à la ville ont été scrupuleusement choisis par la marque, moyennant espèces sonnantes et trébuchantes, pour venir piloter le temps de dix séances d'essai dans l'année, sur des circuits du monde entier, une auto extraordinaire (6,2 l de cylindrée en V12 développant une puissance de 800 CV, vitesse limitée à 350 km/h). Après avoir été sélectionnés parmi les huit cents postulants initiaux, les vingt élus ont dû verser la modique somme de 1,5 million d'euros pour accéder durant deux ans à ce véhicule hors norme ! Mais attention, hormis de rares rendez-vous fixés par Ferrari, impossible de la conduire sur la route – l'auto n'est pas homologuée – encore moins de la ramener chez soi. Seuls les vingt techniciens et ingénieurs attribués à chaque client ont le droit de soulever le capot – et bien sûr la voiture reste la propriété de Ferrari.

« Les pilotes que l'on rencontre ici ne sont pas nécessairement des grosses fortunes, même si leur véhicule vaut plusieurs centaines de milliers d'euros, pour ne pas dire des millions dans le cas de certains très anciens modèles rares, explique un coureur qui préfère garder l'anonymat pour parler de ces choses-là. Ces personnes ont eu la chance d'acquérir ces voitures à un bon moment, dans de bonnes conditions, loin du système spéculatif des ventes aux enchères. Il y a donc potentiellement beaucoup d'argent ici. » Car même si ces engins sont considérés par le fisc français à l'identique des œuvres d'art, et donc non éligibles au calcul de l'ISF, comme on l'a vu plus haut, la question de la valeur demeure pour tous un sujet presque tabou, ou en tout cas hors de propos. Chez les *gentlemen drivers*, la frime ou l'idée même d'un faire-valoir n'a pas lieu d'être. L'esprit de compétition prime avant toute chose et c'est sur le circuit que les enjeux se jouent. Au point d'ailleurs que certains coureurs en fassent parfois les frais. Mais attention, la moindre sortie de route ou le moindre froissement de tôle peut entraîner des réparations astronomiques et des mois d'immobilisation.

À la lecture de la liste des participants, on est presque surpris de ne pas découvrir de noms connus, pour ne pas dire quelques VIP que l'on

sait portés sur les belles autos. Parmi ce club d'esthètes, peu roulent en Ferrari à la ville. Ils préfèrent de loin la piste pour grimper dans les strates des plus de 250 km/h. Cependant, la plupart disposent inévitablement des moyens nécessaires à même d'assouvir leur passion. Comme en témoigne par exemple ce concurrent mexicain, propriétaire de deux voitures, une Ferrari 625 TR (1956) et une 250 GT Berlinetta (1962) avec lesquelles il court respectivement dans deux catégories et qu'il prend soin de laisser à l'abri dans un garage en Suisse entre deux compétitions.

Aller plus haut

Les amateurs de vitesse, sur route ou sur piste, capables de dépenser plusieurs millions d'euros pour une auto sortie une fois par an dans le meilleur des cas, apprécient généralement tout ce qui a trait à la mécanique de précision comme les jets privés. Le marché en tout cas, s'il a connu un refroidissement depuis deux ans, s'est littéralement envolé ces quinze dernières années. Jamais milliardaires et hommes d'affaires n'ont possédé autant d'avions privés. C'est la rançon de la mondialisation.

C'est au plus fort de la tempête boursière, le 14 avril 2008, que Jet Republic avait ainsi choisi de se lancer en grande pompe à Paris. Une poignée d'invités triés sur le volet avaient été conviés pour une visite privée de l'exposition Kandinsky au Centre Pompidou. Sur la terrasse du *Georges*, on se serait cru dans un *James Bond*. Cornelia Breeze effectuait sa présentation au milieu des allées et venues des gardes du service de sécurité et des blondes et accortes hôtesses. Le principe de Jet Republic ? Les clients paient l'heure de vol 4 900 euros au minimum pour un jet privé au service « unique au monde ». Un système également spécialement étudié pour être fiscalement particulièrement intéressant pour les résidents français. Cerise sur le gâteau, c'est José-Luis Montero, l'un des plus célèbres *designers* de jets privés sur la planète, qui était censé dessiner les avions de la compagnie. Entièrement noires, les maquettes présentées tranchent avec les codes du secteur et laisse

deviner un service à bord d'un luxe inouï : wifi à bord à Mach 0,81, véritable restaurant volant pour des repas dignes d'un « boutique-hôtel ». De quoi séduire les plus riches et les plus pressés avec des prestations sur mesure. « Quoi de plus chic, expliquait le fondateur de Jet Republic, que de rassembler des clients ou des amis venus de toute l'Europe et pour qui aller voir une expo à Venise ou à Stockholm en avion est aussi facile que de prendre le métro ? Avec ces jets, nous allons redéfinir la notion de jet privé[12]. » La jeune pousse n'en aura pas eu le temps. Six mois plus tard, la compagnie mourait dans l'œuf, étouffée par la conjoncture. Mais d'autres, exclusives, perdurent.

Si l'aviation privée et les jets d'affaires ont été particulièrement touchés par la crise, il n'empêche qu'il n'y en a jamais eu autant. Selon Eurocontrol, le nombre de jets existants, 1 700, va doubler d'ici à huit ans. Et la demande reste forte, notamment de la part des entrepreneurs et des *working class millionaires*. Pour ceux qui n'auraient pas les moyens de disposer de leur propre avion en effet, les programmes de *jet card*, qui consiste à acheter des heures de vol ou une part d'avion, ont connu un essor considérable ces dix dernières années, en témoigne le succès phénoménal de Netjets. Un succès encouragé par la mauvaise publicité qui conduit de nombreux groupes à vendre leurs avions, la propriété d'un jet privé étant jugée par l'opinion publique comme indécente et amorale dans le contexte environnemental et économique actuel. Du coup, leurs dirigeants sont parfois contraints, pour leurs déplacements, de louer des avions-taxis encore plus onéreux en toute hypocrisie, sans que personne n'y trouve rien à redire. Longtemps enviés, les propriétaires de jets sont aujourd'hui voués aux gémonies.

Du temps de sa splendeur dans les années 80, Bernard Tapie pilotait lui-même son propre Jet Corvette, renforçant ainsi sa stature médiatique. Ce n'est évidemment pas le seul. Voilà pourquoi les groupes Total, Peugeot, Alain Afflelou, Michelin, Pierre Fabre, François Bich, ou Martin Bouygues, qui possèdent tous leur propre avion, restent très discrets sur le sujet. 25 %[13] des entreprises du CAC posséderaient au moins un aéronef, mais ne s'en vantent pas. Officiellement, il s'agit d'appareils destinés à assurer rapidité, confort et confidentialité aux dirigeants lors de leurs déplacements professionnels. Et après tout, un jet

privé ne coûte qu'entre 4 et 40 millions de dollars. 15 millions, c'est le prix d'un super Puma EC225 utilisé par des chefs d'État et dont la cabine de 8 mètres de long permet d'accueillir vingt-quatre passagers en plus du personnel de bord. Compter à peu près la même somme pour acquérir un Bombardier Challenger 300, petit biréacteur d'affaires très répandu en Europe. Pour une cabine plus grande, il faut passer au Falcon, plus onéreux, à partir de 20 millions d'euros pour le F 2000 qui emporte dix-neuf passagers plus deux membres d'équipage à une distance pouvant aller jusqu'à 7 000 kilomètres. Mais attention, les frais d'entretien de ces petites bêtes sont astronomiques : compter 40 000 euros pour changer la moquette, 150 000 euros pour la peinture du fuselage et 8 000 euros par siège ! Sans oublier que pour parcourir 1 500 kilomètres, il faut une tonne de carburant… Parmi les clients fortunés, Vincent Bolloré, qui a racheté en juin 2007 le Global Express Bombardier de Bernard Arnault, parce qu'il en avait assez de son Falcon 900 EX acquis en 2001 et immatriculé F-HBOL, la famille Decaux, qui possède un Cessna 680 Sovereign immatriculé JCD (Jean-Claude Decaux) au Luxembourg, ainsi qu'un autre appareil du constructeur américain, Albert Frère et Bernard Magrez, fidèles à Dassault, ou encore Warren Buffet pour ne citer qu'eux. L'ancien argentier du football français, Jean-Claude Darmon, lui, ne joue pas dans la même cour mais possède tout de même un Falcon 50 marqué à ses couleurs. L'ex-roi du marketing sportif continue à aller de match en match dans toute l'Europe avec ses amis, dont le chanteur Patrick Bruel et Jean-François Copé, le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, par ailleurs avocat chez Gide[14].

On ne compte plus les hyper-riches qui disposent de leur propre avion. Quand ils ne possèdent pas une flotte complète ou même une compagnie aérienne. Mais attention, on reste chez nous bien loin de la folie d'Howard Hughes pour l'aviation qui lui fit perdre la raison et engloutit toute sa fortune. En revanche, comme on a pu le constater dans plusieurs affaires, un flou plus qu'artistique règne autour de l'utilisation des appareils payés par les grandes compagnies. La moindre heure de vol peut constituer un véritable avantage en nature au sens fiscal du terme. « Pour quelques dirigeants, pilotes à leurs heures, l'utilisation

d'un avion peut constituer l'occasion de joindre l'utile à l'agréable. C'est toujours la passion de quelques autres, comme Michel Apchin, P.-D.G. de Barphone, filiale d'ATT à Saumur, qui pilote le bimoteur de sa société, ou encore Gérard Bourgoin, le très médiatique industriel du poulet, qui, fort de ses huit mille heures de vol, prend régulièrement les commandes des deux Falcon 10 de son groupe, basés dans son fief de Chailley, dans l'Yonne [15]. » Pour constater combien ces *tycoons* savent joindre l'utile à l'agréable, il n'est qu'à se rendre à Monaco ou à Saint-Tropez l'été : les jets privés atterrissent et décollent toutes les 10 minutes du petit aéroport de La Mole, sur la route en direction de Toulon. Triréacteurs Falcon 50 ou 900 se pavanent sur le tarmac, tandis que les propriétaires de Gulfstream, eux, sont contraints d'aller se poser à Cannes et de rejoindre la presqu'île en hélicoptère car il leur faut plus de place pour décoller. Le trafic est tel que les riverains ne s'entendent plus. François Pinault et Bernard Arnault, ennemis et voisins à « Saint-Trop' », possèdent chacun leur Falcon 900. « C'est une véritable Cadillac des airs, souvent utilisé par le président de la République. Il n'en existe que huit exemplaires dans l'Hexagone. Pour 40 000 francs l'heure de vol, ce mini-long-courrier amène ses quatorze passagers sur d'autres continents à 900 km/h. Paris-Chicago d'un seul coup d'aile [16] ! » En plus de son Falcon 900 EX immatriculé au nom de Goya, Pinault s'est offert récemment le dernier-né de la gamme, le Falcon 7X. Sa flotte compte également l'ancien Cessna d'Yves Saint Laurent, YSL, immatriculé, lui, au Luxembourg.

Les grands patrons sont souvent des globe-trotters, à l'image de Lakshmi Mittal, le propriétaire d'Arcelor-Mittal, surnommé le roi Midas, qui couvre chaque année plus de dix fois le tour du monde à bord de son Gulf-stream. Paul Allen, cofondateur de Microsoft, cultive, lui, l'excès avec deux 757, un jet Challenger et un hélicoptère. C'est le cas également pour le musicien star André Rieu qui dispose de deux Boeing pour transporter les décors de ses superproductions à travers le monde. Reste que dans le contexte actuel, la plupart des actionnaires, sans même parler des salariés ou des syndicats, ont vite fait de considérer que l'usage d'un jet privé est loin d'être pleinement justifié. À l'usage, un tel équipement coûte cher : kérosène, assurances, salaires des pilotes et

mécaniciens, maintenance, taxes diverses… l’heure de vol revient entre 1000 et 3 000 euros. Chaque année, il faut donc compter entre 1 et 2 millions d’euros de coûts d’exploitation, un tarif sans commune mesure avec les mêmes déplacements, même en première classe. C’est la raison pour laquelle pour ses Falcon, Dassault aviation a construit trois centres d’assistance high-tech, l’un à Saint-Cloud et les deux autres aux États-Unis. Ils sont destinés à venir en aide aux propriétaires des 1 800 appareils en circulation. Quatre-vingts personnes répondent chaque année vingt-quatre heures sur vingt-quatre aux questions des pilotes ou des techniciens. Un dispositif unique au monde qui permet de localiser très précisément tous les avions en panne et de leur prêter main-forte en fonction du degré d’urgence. L’objectif ? Faire en sorte qu’en cas de panne les avions des clients disposent de l’aide nécessaire pour pouvoir redécoller dans les deux heures. Pas question de faire attendre leurs riches et pressés patrons. Le luxe est à ce prix.

De la Terre à la Lune

Parfois « raisonnables », les superfolies des milliardaires sont aussi régulièrement extravagantes, notamment outre-Atlantique. Les caprices des nababs comme Steve Fosset ou Richard Branson, le milliardaire aventurier, défient souvent la raison. Il y a peu, le milliardaire américain Paul Allen, cofondateur de Microsoft, a réussi le premier vol privé dans la stratosphère avec son avion-fusée *Spaceship One*. On prête aussi à Jeffrey Bezos, le fondateur d’Amazon.com, l’ambition de lancer ses propres fusées interstellaires. Ces entreprises peu communes, parce qu’elles renvoient une image valorisante à ceux qui les financent et amènent les honneurs et des marques de respect, font indéniablement partie des attributs du pouvoir. C’est ce qui les différencie de la simple passion, comme peut l’être la chasse à courre. Il en est ainsi de la passion pour la vitesse qui ne connaît pas de frontières. Ses amateurs à la recherche de sensations fortes ou de publicité, comme le milliardaire américain Steve Fossett, dont le but dans la vie était juste de « battre le plus grand nombre de records du monde possible[17] », étendent leurs

conquêtes aussi bien sur terre, sur mer que dans le ciel. Et depuis quelques années, le monde terrestre n'est plus suffisant pour ces nababs qui peuvent s'offrir ce qu'ils veulent. Comme dans un film de James Bond, certaines têtes brûlées n'hésitent pas à dépenser plusieurs dizaines de millions de dollars pour un simple vol. L'avion privé ? Ringard, dépassé à l'heure où les vols dans la stratosphère se multiplient. Nouveau luxe ultime, une place à bord d'une navette spatiale est devenue la dernière coquetterie des riches entrepreneurs en mal d'ailleurs et de notoriété. À ce jour, sept touristes ont quitté l'orbite terrestre, depuis le vol de l'Américain Dennis Tito en avril 2001. Et le prix a presque doublé depuis, passant de 20 à près de 35 millions de dollars. Il faut dire que les possibilités sont rares, donc chères.

Dernier exemple en date, celui de Guy Laliberté, un Canadien créateur du Cirque du Soleil devenu le septième « touriste de l'espace ». En 1984, il lance sur la piste aux étoiles la troupe de saltimbanques, sans doute loin d'imaginer qu'elle va devenir une véritable multinationale du spectacle et que, vingt-cinq ans plus tard, il pourra lui aussi regarder la Lune de plus près grâce à cette réussite. Avec quatre mille salariés et un chiffre d'affaires de 800 millions de dollars, celui qui est très loin d'être un clown a amassé une fortune estimée à 1,76 milliard d'euros, ce qui le place en deux cent soixante et unième position du classement des plus grosses fortunes du monde. Le 30 septembre dernier, ce super-riche s'est envolé à bord de la fusée russe Soyouz, après avoir acquitté 35 millions de dollars pour son ticket. Excusez du peu.

D'autres milliardaires, principalement américains, désireux d'inscrire leur nom dans l'Histoire, ont également investi dans la construction de bases de lancement de navires spatiaux suborbitaux. Ils entendent démocratiser l'espace avec des vols à « seulement » 100 000 euros. À l'instar de Richard Branson, de nombreux *tycoons* sont ainsi partis à la conquête de l'espace, en vrais Jules Vernes des temps modernes, avec en ligne de mire l'idée de créer une industrie touristique spatiale. Le cofondateur de Microsoft, Paul Allen, déjà à la tête d'une véritable escadrille, a créé la société Spaceship One afin d'être le premier à lancer des avions-fusées dans l'espace. Quant à Jeff Bezos, il s'est offert rien de moins que 67 000 hectares au Texas pour y créer une base de lancement. Soit trois fois la surface de la réserve africaine de la

famille Getty. Branson, lui, créateur de la compagnie aérienne Virgin Atlantic, a annoncé pour 2010 son premier charter spatial et créé à cette occasion une nouvelle société, Virgin Galactic, dont l'activité est d'organiser des vols spatiaux et de les commercialiser. D'ores et déjà son premier vol est complet, à 20 000 euros par passager. Quant à l'homme d'affaires d'origine sud-africaine Elon Musk, il a initié un projet, Space X, qui a pour objectif final d'envoyer des hommes sur Mars. Milliardaire, il a fait fortune dans l'Internet en créant le système de paiement électronique Paypal, revendu à eBay. « À terme, assure-t-il, le voyage privé dans l'espace représentera l'activité principale, alors que le lancement de satellites deviendra un marché de niche[18]. » Il prétend que sa motivation ne résulte ni d'un rêve d'enfance ni d'un pur instinct de capitaliste, mais a plutôt une base philosophique, « étendre la vie à une autre planète ». Comme lui, Richard Branson se prend pour un nouvel Icare. Rien de moins. Le toit du projet de son astroport, en plein désert du Nouveau Mexique, dont le *designer* français Philippe Starck est le directeur artistique, représente l'œil de Branson. « Il sera visible depuis l'espace », promet Starck. Plutôt que l'humanisme, le carburant de leurs fusées semble surtout être un ego surdimensionné. Et ses limites comme celles de l'espace sont infinies.

1- *Les Échos*, Série limitée n° 65, juillet 2008.
2- *Idem*
3- *Les Échos*, Série limitée n° 65, juillet 2008.
4- *Le Figaro*, 5 décembre 2009.
5- *Le Nouvel Observateur*, du 23 au 29 octobre 2008.
6- Catalogue de la vente, Poulain-Le Fur, mars 1996.
7- *Stratégies*, 1er novembre 2007.
8- Hors-série *Connaissance des arts*, cité de l'automobile, musée national, collection Schlumpf.
9- C'est ainsi qu'on appelle une belle montre – généralement très chère – chez les amateurs d'horlogerie.
10- Voir www.blenheimgang.com.
11- Troisième pilote pour la saison de F1 2010.
12- Propos recueillis par l'auteur, 14 avril 2008.
13- *Le Nouvel Économiste*, 18 juin 2009.
14- L'un des plus prestigieux cabinets d'avocats d'affaires parisiens.
15- *L'Expansion*, 15 mai 1995.
16- *L'Expansion*, 15 mai 1995.
17- Entretien avec l'auteur, 14 juin 2004.
18- AFP, février 2006.

Chapitre 11

Les courses, c'est mon dada !

« Qui veut bien gérer, n'entretient pas ses maîtresses ! »
Édouard Leclerc[1].

« C'est parti, on y va ! » Au signal de l'entraîneur, une dizaine de grands enfants juchés sur leur cheval sortent au trot de l'écurie. Dans la froideur hivernale, des nuages de vapeur d'eau s'échappent des naseaux. Le thermomètre annonce -5 °C et la colonie file en direction de la forêt de Chantilly. Il est 5 heures du matin et les apprentis champions partent à l'entraînement bien avant l'heure à laquelle les cancres prennent leur place près des radiateurs des écoles. Les filets de brume cotonneux qui habillent les sous-bois peinent à se dissiper. Les bassins en contrebas du château du Grand Condé chuintent doucement dans la brume. Le centre-ville est désert. Seuls d'anachroniques cavaliers, haut perchés sur leurs montures, attirent l'attention. Concentrés, ils semblent sortir de nulle part dans l'aube ouatée. C'est à la lisière de la forêt royale, à quelques centaines de mètres des anciennes écuries du prince, que sont nées les courses modernes à la fin du XIXe siècle. Un champ d'entraînement unique au monde, « un domaine unique de 400 hectares, situé en lisière des 1 500 hectares de la forêt de Chantilly[2] », tracé au milieu d'une

forêt centenaire, qui a vu défiler depuis cent ans tous les grands champions et s'établir tous les plus grands propriétaires : l'Aga Khan, Wertheimer… Les plus grands noms du hippisme, milliardaires bâtisseurs de casaques prestigieuses ont choisi Chantilly. Dans l'alignement du château avec le soleil, la mythique piste des Lions, hersée et nettoyée plusieurs fois par jour par le personnel du centre d'entraînement, sert de galop d'essai pour les cracks à plusieurs millions d'euros. Plus de deux mille pur-sang y sont entraînés quotidiennement trois cent soixante-cinq jours par an par les professionnels les plus prestigieux.

Chantilly, la crème de la crème

Pour pénétrer dans l'enceinte, réservée aux professionnels et aux propriétaires, il faut montrer patte blanche. Pas question d'effrayer un pur-sang dont le moindre faux pas ou blessure peut coûter des dizaines de milliers d'euros de manque à gagner à son entraîneur. Passé un premier rideau d'arbres sous les frondaisons desquelles cheminent doucement les jockeys, casqués et harnachés, une grande plaine herbeuse apparaît, légèrement incurvée. En fonction de l'exercice du jour, les chevaux passent au trot ou au galop les uns après les autres devant l'entraîneur. En l'occurrence, une femme, Christiane Head, ressemblant furieusement à la réalisatrice Josée Dayan en plein tournage. Calée sur une canne-siège, elle donne ses instructions d'une voix de stentor qui ne supporte pas la contradiction. Aussi crainte que respectée, la dame est connue dans le monde entier. « Criquette », comme la surnomment affectueusement les gens du milieu, est LA figure de Chantilly et l'une des plus grandes professionnelles du métier. Fille d'Alec, grand entraîneur de pur-sang, elle s'oriente vite vers l'entraînement de chevaux de plat après des débuts comme cavalière. Depuis 1977, elle entraîne à Chantilly les chevaux des milliardaires. « Deux ans après mes débuts, j'ai gagné l'Arc de triomphe en 1979 avec *Three Troïkas* sous la selle de mon frère Freddy. Bien sûr, c'est inoubliable… sans oublier la victoire de *Bering* dans le Prix du Jockey

Club en 1986 et le Prix de Diane que j'ai remporté deux fois avec *Harbour* (1982) et *Egyptband* (2000)[3]. » Christiane Head est présente dans toutes les grandes courses et les chevaux de ses propriétaires arrivent toujours parmi les premiers. Et surtout, levée à 4 h 30 tous les matins, elle supervise deux vagues d'entraînement à Chantilly jusqu'à 8 heures, trois cent soixante-cinq jours par an. En fin de matinée, elle prend la route pour acheminer les chevaux sur les hippodromes de province. Chaque jour elle parcourt plusieurs centaines de kilomètres. Et rentre le soir venu, une fois les courses courues dans sa propriété en forêt de Chantilly. « Pour moi, Chantilly est LA ville du cheval, elle offre un cadre exceptionnel pour les événements équestres. Tous les types de chevaux doivent cohabiter : organiser un jumping sur un hippodrome aussi magnifique, c'est fantastique ! » Aujourd'hui, Christiane Head gère une équipe de soixante-quinze personnes qui s'occupe de cent cinquante chevaux à l'entraînement appartenant à douze propriétaires. Parmi eux, les deux frères Wertheimer (propriétaires de Chanel) qui n'ont pas moins de soixante chevaux à l'entraînement chez Christiane Head. Ils ne parlent pas à la presse et se méfient, discrétion oblige. Sur les hippodromes, ils ne disent pas un mot, même à Equidia, la chaîne des courses, mais se confient à leur entraîneur. Il faut dire que Christiane Head, elle, a mérité la confiance des plus grands propriétaires : elle compte à son actif plus de deux mille victoires dont cinquante-trois groupes I dans le monde ! Mais à l'en croire, ce n'est pas, loin s'en faut, sa principale motivation : « J'aime tous les chevaux, que ce soit de course, d'attelage, de jumping, de polo… je les aime ! » De même, elle éructe dès qu'on parle d'argent : « J'ai beaucoup de personnel et l'entraînement à ce niveau coûte cher, sans oublier le transport, le vétérinaire et le reste. Croyez-moi, à la fin, il ne reste pas grand-chose. » Son seul luxe ? Une Mercedes pour parcourir confortablement les dizaines de milliers de kilomètres qu'elle effectue chaque année.

Mais Head n'est pas la seule. Comme elle, une quarantaine d'entraîneurs sont installés autour du terrain des Aigles qui dispose de très belles écuries, à la fois anciennes et modernes. Ils travaillent pour la famille Wildenstein, le prince Aga Khan, et d'autres milliardaires.

Chantilly est un endroit unique au monde où 70 % des cracks qui courent sur les hippodromes parisiens toute l'année sont préparés et cajolés. C'est l'État français, via France Galop, qui met à disposition de l'aristocratie des courses 120 hectares de pistes en gazon, 120 kilomètres de pistes en sable et 12 kilomètres de pistes d'obstacles. France Galop est une association régie par la loi de 1901, placée sous la double tutelle du ministère de l'Agriculture et du ministère des Finances qui chapeautent la Fédération nationale des courses. Le ministère de l'Intérieur assure également le contrôle de la régularité des paris. Selon les conditions météo et les souhaits des entraîneurs, les pistes de sable sont ainsi hersées de trois à dix fois par jour. Le tout sous le contrôle des propriétaires, puisque après Jean-Luc Lagardère qui en fut longtemps le président, c'est Édouard de Rothschild qui veille à sa destinée depuis 2003.

Grosbois au top

Grosbois ? Connais pas. Sorte de Clairefontaine du trot, c'est pourtant un centre d'entraînement unique au monde. À l'écart aussi de la foule et des médias, que seuls intéressent le galop et ses jockeys stars. Comme Chantilly, Grosbois appartient également à l'une des sociétés de course publiques qui dépend du ministère de l'Agriculture. C'est donc avec l'argent public que derrière les hauts murs du domaine les meilleurs entraîneurs travaillent les plus grands cracks. Perdu dans une banlieue résidentielle inhospitalière, le château de Grosbois, au cœur d'un parc clos de 412 hectares, est protégé par son anonymat et des grilles du XVIIe siècle. En dehors de quelques noceurs qui y ont participé à un mariage dans l'orangerie, personne ne semble connaître l'existence à proximité d'un centre d'entraînement de chevaux de courses. Difficile pourtant de manquer son château majestueux, ancienne propriété royale, joyau de l'architecture Louis XIII en brique et pierre qui ne dépare pas dans son écrin, un immense jardin à la française jalonné de sculptures en bronze dédiées à l'équitation et à la chasse. Monument du classicisme, il a longtemps appartenu au prince de Wagram, maréchal d'Empire, qui y

chassait au cœur d’une forêt sublime, avant d’être racheté en 1962 par la Société du cheval français qui l’a transformé en centre d’entraînement pour les trotteurs. La société de courses a réaménagé les prés, les étangs et les forêts, créant en quelques années l’un des premiers établissements du genre.

Une quarantaine d’établissements loués à des entraîneurs par le Cheval français sont répartis dans le parc doté de tous les équipements collectifs nécessaires aux trotteurs. « L’intérêt du centre, lâche Jacky, premier garçon chez Bigeon, c’est que les infrastructures sont au top[4]. » Effectivement, chaque propriétaire y dispose d’une « cour » organisée comme une ferme à l’ancienne, mais dans des bâtiments à l’architecture néoclassique construits dans les années 60 et dotés de tout le confort moderne. Toute la famille y vit, ainsi qu’une partie du personnel, et bien entendu les chevaux. Appartements pour les premiers garçons, chambres pour les lads, sellerie, douches à chevaux et des locaux techniques. Entre deux boxes, les enfants circulent à bicyclette. Trente et une grandes écuries hébergent trente boxes, tandis que seize autres de taille moyenne se partagent deux cent vingt-huit boxes. Huit petites unités, rajoutées il y a presque vingt ans, offrent pour leur part quatorze boxes. En tout, ce sont plus de mille cinq cents chevaux et près de neuf cents professionnels qui évoluent sur le site.

Le centre est apprécié par les éleveurs de trot et les propriétaires pour la qualité de son environnement. Car les entraîneurs ont tout sur place. Ils peuvent varier les plaisirs et passer de la piste à la forêt. À partir de 8 heures du matin, dans les brumes automnales, les chevaux entrent et sortent des écuries de façon presque automatique. Mais on ne croise pas pour autant de fébriles *drivers* avec une lampe frontale partant à l’entraînement avant le lever du jour. Dans les allées, les sulkys virevoltent et se frôlent dans un captivant ballet orchestré de main de maître. Véritable ville, Grosbois bourdonne toute la journée de ces attelages mixtes, tantôt à cheval, tantôt à moteur, qui semblent cohabiter en toute tranquillité. L’effervescence qui règne dans cette bulle du trot et de la compétition est toute particulière. Ce qui frappe le plus le visiteur, c’est l’enchevêtrement des pistes avec des routes en goudron, la circulation incessante des véhicules qui croisent et qui recroisent les

sulkys sans que les chevaux ne semblent s'en plaindre. Comme à Chantilly, la grande affaire ici ce sont les pistes, élément indispensable à l'entraînement et à la préparation des compétitions. Il y en a plusieurs types sur le domaine : une en sable concassé, une grande piste de 1 500 mètres en sable rose, pour les qualifications, l'allée royale, dans la forêt, avec une double ligne droite de 1 000 m. Dans la forêt, les voies de circulation marquent le quadrillage historique des bois, jadis fréquentés par les seigneurs des lieux. À Grosbois, on trouve aussi, comme à Vincennes, une piste en mâchefer, de 1 000 m, une piste en sable fibré, huilée, toute nouvelle pour le trot. « Elle figure en effet parmi les premières construites pour la discipline, explique le régisseur, mais vous savez, bien que ce soient des installations mises à disposition pour répondre aux besoins, les entraîneurs eux aussi doivent s'adapter[5]. » Cette piste a été conçue dans une matière réputée moins traumatisante pour les trotteurs que le sable éolien ou concassé. Une piste standard, sous l'action de l'eau et du passage des chevaux devient plus dure. Ces nouvelles pistes, elles, ne se tassent pas. Théoriquement, elles sont plus drainantes et aussi plus résistantes. Leur entretien demande un savoir-faire et une expérience que seuls de rares domaines comme Grosbois peuvent offrir, c'est-à-dire plus de dix personnes à temps plein. Car il s'agit de réagir rapidement : en cas de pluie, de gel ou de neige, le travail diffère. La météo, scrutée scrupuleusement par l'équipe des pistes, détermine les actions à mener la veille au soir ou parfois très tôt le matin. « Nous sommes tributaires du temps qu'il fait, note Benoît. Si Météo France annonce qu'il va geler pendant la nuit, on doit absolument saler. Mais pas trop pour ne pas abîmer les chevaux. » Cette spécialité maison est l'une des plus appréciées par les locataires. Normal, certains sont au service du trot depuis plusieurs décennies et s'évertuent à donner le meilleur de leurs connaissances et de leur travail pour répondre aux besoins des chevaux. Il n'est donc guère étonnant que Grosbois soit une véritable usine à champions et que de nombreux gagnants du Prix d'Amérique se soient entraînés sur ses équipements. En cas d'intempéries ou de canicule, une piste couverte de 400 mètres et un manège couvert de 1 800 m^2 abritent les cracks. Lads, employés, entraîneurs, tous partagent un cadre de vie privilégié, largement

subventionné.

L'État au galop

Ce sont en effet les contribuables et les parieurs qui paient l'entretien minutieux et le personnel du domaine qui assure la renommée du centre d'entraînement de Chantilly. C'est l'État qui subventionne les écuries privées en mettant des terrains à disposition des milliardaires pour entraîner leurs chevaux. En échange, ceux-ci reversent à France Galop une location pour les écuries et les centres d'entraînement mis à disposition. Mais cela ne suffit pas. France Galop se finance donc en prélevant plus de 200 millions d'euros sur le PMU, auxquels s'ajoutent notamment des subventions de différents ministères. Une somme substantielle que France Galop reverse aux propriétaires et aux éleveurs sous forme d'allocations récompensant les cinq premiers concurrents à l'arrivée de chaque course. On comprend que cette manne suscite un intérêt certain de la part des écuries. Une bonne année, comme en 2000, par exemple, les chevaux du meilleur entraîneur – André Fabre, l'incontestable numéro un en France depuis 1987 – ont remporté cent une victoires et empoché plus de 20 millions de francs (3,5 millions d'euros) de gains. Du côté des propriétaires, les Wertheimer, l'Aga Khan, Wildenstein, le cheikh Al-Maktoum et Rothschild empochent chaque année entre 1,2 et 3,5 millions de gains en France[6], sans compter leurs victoires sur les champs de course étrangers. Gains auxquels s'ajoutent les primes versées par France Galop aux propriétaires lorsque les vainqueurs sont nés et ont été élevés sur le territoire national, afin d'éviter le départ des étalons les plus chers. Les cracks sont en effet « délocalisés » en Irlande où la fiscalité est avantageuse, notamment pour la reproduction. De quoi largement couvrir les frais de pension, 70 euros par jour pour chaque pur-sang. Sauf qu'à Chantilly le coût d'entraînement au centre revient à 2 000 euros environ par mois, sans oublier les frais d'engagement sur les courses et les transferts vers les hippodromes. Or l'espérance moyenne de gain en course pour un cheval à l'entraînement est de quelque

6 000 euros par an. Statistiquement, les propriétaires ont donc l'assurance de perdre de l'argent aux courses. La rentabilité de l'élevage de chevaux de course peut être importante, mais elle est surtout très aléatoire. Sauf lorsqu'elle est remarquablement bien gérée et qu'elle peut alors rapporter autant que d'autres formes de placement. « Une écurie est une vraie entreprise, remarque Hugues Dangy, entrepreneur à succès et propriétaire du magazine *Of Course*, journal de référence dans les courses hippiques, sauf qu'elle est organisée comme une armée. Dans certaines maisons, on a des exigences "business" fortes et on est organisé pour, sauf que la finalité n'est pas de gagner de l'argent, mais des courses. Sur un ou deux chevaux, on peut faire un coup, cela arrive, mais sur la masse, on perd. On peut gagner un million à l'Arc, mais si c'est le cas, cela veut dire qu'on a plusieurs chevaux à l'entraînement et sur la masse, on est perdant[7] ! » L'intérêt de posséder une écurie tient donc surtout à la symbolique qu'elle véhicule.

Reste que dans certains pays de l'Union européenne, comme en Irlande, véritable paradis fiscal, la possession de chevaux de course n'est pas considérée par l'administration fiscale comme une activité imposable, mais comme un passe-temps. En Irlande et au Royaume-Uni, les bénéfices réalisés par les éleveurs de chevaux de course sont imposables dans les mêmes conditions que ceux tirés de l'élevage d'autres animaux. Quant aux bénéfices tirés par les riches propriétaires de l'exploitation d'étalons et des plus-values de cession, ils sont exonérés d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés en Irlande. Ce qui entraîne de fortes disparités avec la France, où les propriétaires non éleveurs et non entraîneurs qui se bornent à confier leurs chevaux à un entraîneur sont imposables sur les plus-values réalisées sur la vente des chevaux. De même, les profits générés par les éleveurs de chevaux de course exploitant un domaine agricole relèvent des bénéfices agricoles alors que ceux retirés par les éleveurs sans sol sont classés dans la catégorie des bénéfices non commerciaux. Du coup, nombreux sont les propriétaires qui ont domicilié leurs chevaux en Irlande, pour jouir d'un climat fiscal encore meilleur.

Endosser la casaque

Jusque dans les années 50, se rendre aux courses était une activité très prisée des élites économiques. Tel ce riche industriel qui a offert à sa jeune femme un crack en guise de cadeau de mariage. Le jour même de la noce, il y avait un Grand Prix à Auteuil et les époux filèrent en catimini voir leur poulain passer la ligne d'arrivée, avec force champagne et cigares, en laissant les invités lambiner dans leur hôtel particulier. Une scène qu'on croirait tout droit sortie d'une gouache de Dufy ou du *Gentlemand'Epsom*, film avec Jean Gabin. Pourtant, le milieu des courses incarne le vieil argent, mélange de tradition et de discrétion. En ce début de XXIe siècle, on estime à cinq mille cinq cents le nombre de propriétaires ayant leurs couleurs, mais seulement trois mille six cents sont réellement actifs[8]. Parmi les conditions fixées par France Galop pour obtenir ses couleurs, disposer d'au moins 75 000 euros par an. Ne devient pas propriétaire d'une écurie de course qui veut ! « Surtout, explique Hugues Dangy, il y a plusieurs niveaux. D'un côté, vous trouvez les propriétaires de chevaux de course, de l'autre les propriétaires importants, et puis il y a les grandes casaques. En France, ce sont les Wertheimer, Niarchos, l'Aga Khan, les Wildenstein et les frères Maktoum. Ce sont tous des représentants de dynasties familiales et ce ne sont pas les premiers à être présents dans la filière. Ils appartiennent à des familles qui ont toujours connu les courses. Ils sont tombés dedans comme Obélix dans la marmite de potion magique lorsqu'ils étaient petits. Tous disposent de plusieurs haras et élèvent au moins deux cents chevaux, c'est du très haut niveau. Selon ce qu'on met dedans, il leur en coûte chaque année entre 10 et 30 millions d'euros. » Ces milliardaires investissent surtout dans le plat et n'ont aucune intention d'en sortir. C'est la discipline absolue. Avoir une belle écurie ne s'improvise pas, l'élevage est une science complexe, la qualité des chevaux aussi. Ces propriétaires sont donc présents sur l'intégralité de la filière, ils font naître, élèvent, pré-entraînent, entraînent, font courir et s'auto-alimentent avec leurs propres poulinières. En revanche, ces très riches amateurs vont très peu sur les champs de course. Ils n'ont pas le temps de suivre leurs nombreux

chevaux qui courent tout le temps ni même de se rendre dans leur haras. Le prince Aga Khan, par exemple, arrive à Pont-d'Ouilly en hélicoptère, en fait le tour au pas de charge en deux heures et repart comme il est venu. Une démarche difficile à appréhender. L'Aga Khan n'est pas dans l'ostentation : richissime, il passe son temps à circuler entre ses propriétés et à jongler avec ses intérêts comme un enfant avec ses jouets.

Comme lui, il demeure quelques grandes figures dans les gradins des hippodromes. Ainsi, la marquise de Moratalla, une grande aristocrate espagnole, très élégante, le cheveu argenté, qui parie tout le temps sur ses propres chevaux, sauf lorsqu'ils sont favoris, afin de ne pas risquer deux déconvenues en cas de défaite de son poulain. Comme cette grande dame du galop, les propriétaires sont souvent venus à l'élevage par béguin pour les chevaux. Aristocrates des champs de course, ils ont cherché à façonner des pur-sang à leur image, des chevaux qui courent vite et sont entraînés, comme eux, pour la gagne. En France comme ailleurs, les courses sont souvent une affaire de famille. Comme un trait de caractère qui se repasse de génération en génération. Toutes les grandes écuries de course sont la propriété de familles richissimes adossées à des fortunes considérables, car il faut bien souvent y mettre de sa poche. Ils ne sont qu'une poignée à avoir les moyens de subventionner l'engouement familial. Et pour ces gens-là, au fond, gagner compte moins que rêver. Ils sont fascinés par la compétition et l'esprit même des courses. L'espoir aussi de produire un crack et de remporter les plus grandes courses pour porter haut les symboles de la famille. Car les courses invitent à l'exploit, au rêve, de précieux atouts.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que l'on retrouve les Rothschild à Gouvieux, près de Chantilly, dans l'Oise, où ils ont possédé jusqu'à trois châteaux au milieu des haras et des hippodromes. L'un de leurs occupants, Guy de Rothschild, a constitué une écurie à ses couleurs, symbole de sa réussite et de celle de sa famille, même si c'est en Normandie, au milieu de ses chevaux, qu'il a passé les dernières années de sa vie, rendant visite quotidiennement au haras de Meautry, à Touques, où paissaient ses pur-sang. Guy de Rothschild fut le président du syndicat des éleveurs de chevaux de sang de France, une passion qui, contrairement à la finance et au vin, ne l'a jamais quitté jusqu'au dernier

jour. Même si les flamboyants succès de l'industriel du textile Marcel Boussac et de son jockey Yves Saint-Martin, le plus doué que la France ait jamais connu, l'ont souvent relégué dans l'ombre en tant que propriétaire. Surtout que Boussac, non content d'avoir l'écurie la plus importante de son temps, s'était offert l'hippodrome de Saint-Cloud, longtemps propriété privée d'Edmond Blanc, l'empereur des jeux de Monaco dont c'était la piste d'entraînement privée. Boussac l'a revendu en 1974.

Aujourd'hui, c'est le baron Édouard de Rothschild qui a repris la casaque jaune et la toque bleue de la famille, mais sans vraiment briller sur les pistes, contrairement à Élie de Rothschild sur les terrains de polo. Pilier du polo français, le père d'Élie, le baron Robert, avait même créé à Apremont l'équipe de Laversine qui fut victorieuse sur tous les terrains d'Europe. Aujourd'hui, c'est son petit-fils, Nathaniel, qui a pris le relais au polo club de la ferme d'Apremont. Édouard de Rothschild, président de France Galop, est par ailleurs un cavalier de concours émérite de très bon niveau. Spécialiste du saut d'obstacles, il monte également tous les jours. « Récemment, confie un proche, il s'était cassé le tibia et le péroné un mois et demi avant un championnat d'équitation. Eh bien il s'est débrouillé pour y être[9]. » Ce quinquagénaire au mieux de sa forme n'est pas un cavalier de classe internationale, un passionné qui perpétue une tradition héritée de son père et de son grand-père. « Mes parents se sont rencontrés sur un champ de courses. Aussi loin que remontent mes souvenirs, j'entends un galop de cheval[10]… » Propriétaire d'une vingtaine de poulinières, d'environ trente pur-sang, c'est un véritable éleveur. En 2007, il a empoché 380 000 euros pour les treize victoires de ses poulains, une exception dans son palmarès, aussitôt retombé l'année suivante. Selon les estimations du *Monde*[11], sa passion des chevaux de course lui coûte plus de 150 000 euros par an, sans oublier le reste. Malgré tout, Édouard persévère et donne chaque année fin août en son fief de Meautry, son manoir normand, la soirée de clôture des enchères de Deauville, événement particulièrement couru. « Il y a quelque chose de filial, d'important, à faire briller les couleurs de sa famille, note Hugues Dangy. Cela apporte des émotions que le *business* n'apporte pas[12]. » Élever et faire courir des chevaux qui portent vos couleurs est

très valorisant. Surtout quand dès 1834, Anthony et Nathaniel de Rothschild, petits-fils de Mayer Amschel, le fondateur de la dynastie, ont été membres du Jockey Club. La même année, les Rothschild remportent les premières courses jamais organisées en France, sur le Champ-de-Mars. La branche anglaise fait de même, afin de pouvoir fréquenter le beau monde utile quand on est banquier, et remporte le derby d'Epsom, épreuve reine des courses. La saga hippique familiale était lancée, elle ne s'arrêtera jamais. Même si les Rothschild ne sont plus les meilleurs ni les plus riches. Pourtant, remarque Éric Hoyeau, le président des ventes de Deauville, « il y a de plus en plus de gens qui s'intéressent aux chevaux de course. Ils manifestent un intérêt grandissant, quelle que soit la catégorie de prix[13] ». Le renouveau de France Galop impulsé par Édouard de Rothschild n'y est sans doute pas pour rien, puisqu'il a mis son expérience des affaires et de la finance au service de sa passion, les courses. Et ces dernières années, de nombreux chefs d'entreprise comme l'ancien président d'EADS, Noël Forgeard, ont été vus aux courses comme aux ventes, qu'ils entraînent ou qu'ils investissent. Plus discret que son ancien patron, Jean-Luc Lagardère, Forgeard fait courir ses pur-sang – casaque bleu foncé, toque mauve –, dont il partage la propriété avec Jean-Lou Tepper, un ancien P.-D.G. de Kookai, surtout en province. Parmi les autres patrons propriétaires, Daniel Augereau, président de Synergie, société d'intérim qui réalise 1,2 milliard d'euros de chiffre d'affaires, possède deux pur-sang, tout comme Philippe Gellmann, le P.-D.G. de Montaigne Fashion Group. Des amateurs au regard de Joël Séché, autodidacte, la cinquantaine triomphante. Dirigeant d'un groupe de traitement des déchets qu'il a fondé il y a trente ans, à la tête d'une fortune estimée aux alentours de 250 millions d'euros, ce dernier est propriétaire d'une vingtaine de chevaux de course. Avec ses trotteurs, il a remporté près de 370 000 euros de gains en 2007 qui fut pour lui une belle année avec dix-sept victoires. Gains que Séché a aussitôt réinvestis dans l'achat de galopeurs. On ne se refait pas. Lucien Urano, repreneur de Tati en 2004 et de la chaîne Pizza Pino, est l'un des plus importants propriétaires. Après avoir fait fortune avec la marque de prêt à porter Fabio Lucci, il a investi dans une écurie, l'écurie des Charmes, qui possède près de

soixante-dix trotteurs. En 2007, il a remporté plus de un million d'euros de gains. Mais tous ne connaissent pas la bonne fortune de Gérard Augustin-Normand, président de KBL Richelieu Finance, qui s'est offert en 2008 pour 100 000 euros un yearling baptisé *Le Havre*[14]. Son poulain a remporté le Jockey Club en juin 2009, lui permettant d'encaisser 1,6 million d'euros ! On peut dire qu'il a eu plus de chance ou de flair que Bernard Magrez dont les deux achats en 2006 et 2007, alors qu'il venait de se toquer d'hippisme, se sont révélés de véritables bourricots. L'entrepreneur en vins jure ses grands dieux qu'on ne l'y reprendra plus.

Parmi les autres habitués, des piliers des courses françaises, la famille Wildenstein. La passion familiale pour les chevaux de course dure depuis quatre-vingts ans. Daniel, le plus célèbre et le plus riche marchand d'art de son temps, avait monté une écurie de prestige en plus de ses collections de Botticelli, de Rembrandt, de Manet et de Monet. Obsédé par le secret, à la tête d'une fortune estimée à 5 milliards d'euros, il contrôlait d'une main de fer sa famille, sa dynastie vieille de cent ans dans l'art, et son haras renommé, Allez France. Mort en 2001, Daniel lègue sa fortune et son écurie à ses six petits-enfants. Son fils, Alec, suit l'exemple de son père et reprend ses activités hippiques tandis que son frère, Guy, prend les rênes du *business* familial. En 2005, la casaque Wildenstein remporte la Ascot Gold Cup, mais Alec décède à son tour en 2008. Depuis, Guy, 63 ans, veille aux destinées de la casaque Wildenstein, l'une des rares à avoir la particularité de courir dans les trois disciplines, le plat, l'obstacle et le trot.

Alain et Gérard Wertheimer ont également hérité leur passion des courses de leur père, Jacques Wertheimer, qui la tient lui-même de son père, Pierre, et de son oncle, Paul. Industriels de grande renommée, propriétaires de Bourjois et précurseurs de la globalisation dans les années 20, les Wertheimer, qui possèdent la jolie villa *Les Forgettes* à Deauville, sont des passionnés fous de turf. Pierre dépose ses couleurs en 1911, la belle histoire d'amour entre la famille et les courses ne cessera jamais. En 1920, Pierre achète le domaine de Bessan, dans le Médoc, et ses 144 hectares sur lesquels il installe un haras. Avec son frère, ils connaissent déjà des succès internationaux avec leurs chevaux

entre les deux guerres mondiales grâce à leur premier grand crack, *Épinard*. Mais dans les tribunes de l'hippodrome de Deauville, la place n'est pas qu'aux frivolités. On y fait aussi des affaires. Et en août 1923, c'est là que les frères Wertheimer font connaissance avec une couturière qui révolutionne la mode féminine, une certaine Coco qui aime également les chevaux. Six mois plus tard, ils créent ensemble les Parfums Chanel. Régulièrement, ils se retrouvent dans les hippodromes pour assister aux triomphes d'*Épinard* qui devient, notamment aux États-Unis, l'ambassadeur de la jeune marque de parfumerie et de son jus, le fameux N° 5. Associés de Coco Chanel, les Wertheimer finiront par devenir propriétaires de la maison Chanel dans les années 50. Leur fortune connaît alors un essor considérable, mais rien de comparable avec leur empire qui pèse aujourd'hui plusieurs milliards d'euros. Une force tranquille, de la détermination, voilà qui a permis aux Wertheimer, depuis près de cent ans, de constituer un élevage pur-sang unique. Un fait rarissime sur la longue durée à un tel niveau. La casaque bleue, coutures blanches, manches et toque blanches, brille dans les années 50 notamment avec *Lavandin*, vainqueur du derby d'Epsom en 1956, avant de se ternir avec la mort de Pierre Wertheimer en 1965. De 1969 à 1981, les couleurs bleu et blanc font des merveilles et les Wertheimer parviennent plus d'une fois en tête du palmarès annuel des propriétaires, sous la houlette d'Alec Head. En 1978, la pouliche *Reine de Saba* remporte le Prix de Diane montée par Freddy Head, le fils d'Alec Head, le grand entraîneur de Chantilly. Aujourd'hui c'est sa fille, Christiane, qui continue d'entraîner les chevaux des Wertheimer auxquels elle a donné en 1990, soit vingt-deux ans plus tard, une nouvelle victoire dans le Prix de Diane avec *Egyptland*, arrière-petite-fille de *Reine de Saba*. En 1987, Alain et Gérard qui vivent entre Genève et New York reprennent personnellement les rênes de l'écurie et investissent massivement dans l'achat de chevaux et d'écuries. Certains valent plus de un million de dollars pièce. Le haras familial de Saint-Léonard-des-Parcs, sur 250 hectares aux portes de Deauville, accueille l'écurie « Wertheimer et Frère ». Elle fêtera son centenaire en 2011, animée par la passion et la détermination de plusieurs générations.

Lagardère viendra à toi

L'esprit d'une écurie repose sur l'élevage de pur-sang les plus rapides possibles, à partir de la sélection et du croisement des pères et mères. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les courses hippiques, avant d'être des paris, soient des histoires de famille. Sauf chez Lagardère. Aujourd'hui aux manettes du groupe, Arnaud ne goûte guère un plaisir qui aura pourtant passionné son père, l'industriel et éleveur Jean-Luc Lagardère, toute sa vie. Certains ont reproché à l'héritier Lagardère d'avoir en quelque sorte tué le père une seconde fois en vendant ses haras.

C'est dans les années 60 que Jean-Luc Lagardère achète sa première poulinière, *Reine des sables*, née en 1966. Au Val-d'Henry, dans le Calvados, il fonde un élevage. Plus tard, Jean-Luc Lagardère reprend la casaque grise et toque rose de François Dupré mais pas l'effectif racheté en 1979 par le prince Aga Khan. Avec le haras d'Ouilly, Dupré avait alors la plus grande écurie française. Dans les années 80, les chevaux de Lagardère remportent les plus belles courses françaises et brillent sur les hippodromes : Prix de Diane-Hermès, Dubaï, Prix de l'Arc de triomphe… une consécration pour le créateur du groupe qui porte son nom. De 1995 à 2005, Jean-Luc Lagardère, qui a constitué en trois décennies le premier élevage français, dirige France Galop avec conviction et force. Chez ce passionné de chevaux, les courses hippiques sont orientées dans un but : promouvoir un homme, lui-même et son entreprise, Lagardère-Matra. Un tel engagement est rarement gratuit. À la moindre opportunité, les managers mettent à profit leur hobby pour leur communication.

En 2005, l'Aga Khan récidive en acquérant tout l'élevage de Jean-Luc Lagardère, décédé deux ans plus tôt, pour une somme estimée par les experts à plusieurs dizaines de millions d'euros. Il récupère les étalons mais également le personnel, revendant les prés de ce gentil haras qui, à côté de ses installations, n'a vraiment rien d'exceptionnel. Chef des ismaéliens nizârites et quarante-neuvième imam de cette communauté, il est l'un des propriétaires les plus riches et les plus respectés au monde. Sa passion pour les courses lui vient également de

son grand-père, l'Aga Khan III et de son père, le prince Ali Khan. Cela fait soixante quinze ans que sa famille élève des chevaux de sang en France et les y fait courir. Il dispose de trois cents chevaux dont la plupart sont à l'entraînement en Irlande et en Angleterre. En 1970, le prince installe son propre centre hippique à Aiglemont, près de Gouvieux, où ses cent chevaux français sont entraînés en exclusivité par Royer-Dupré. En France, les poulains et pouliches nés dans son élevage ont remporté les courses les plus prestigieuses, Prix du Jockey Club quatre fois, plusieurs fois le Prix de Diane, l'Arc de triomphe. À l'étranger, le derby d'Epsom, la Breeder's Cup entre autres. Après avoir racheté deux des plus grands élevages français dans les années 70, ceux de François Dupré en 1977 et de Marcel Boussac en 1978, l'Aga Khan s'est offert celui de Lagardère à la mort de celui-ci en 2005, avant de racheter Les Ventes de Deauville, en association avec la maison d'enchères Artcurial, propriété de Laurent Dassault. Ils ont ainsi créé Arqana. « C'est le tout premier acteur en Europe de vente de chevaux, souligne Laurent Dassault. C'est une institution et elle va le rester. Pris par la chose, je suis même devenu propriétaire de chevaux par le biais de l'acquisition de l'écurie Deauville-Racing-Club[15]. »

L'Aga Khan a ensuite redéployé ses activités dans ses haras de Saint-Crespin et Bonneval en Normandie et structuré son groupe d'élevage et de vente de chevaux. Résidant à Gouvieux près de Chantilly, il est également un mécène éclairé, qui participe depuis des années à la restauration et au sauvetage du domaine royal de Chantilly, autour de sa passion pour le cheval. Son action concrète, par sa dimension et ses engagements financiers, dépasse de très loin celle de la puissance publique.

Champion du monde

Tous ces éminents propriétaires et leurs meilleurs galopeurs se retrouvent chaque année lors des grands prix, comme celui de l'Arc de triomphe à Paris. Un événement mondain mais surtout la seule face visible pour le public du monde très feutré des courses. Ce n'est

qu'après avoir remporté l'une ou l'autre – ou plusieurs – de ces épreuves que les galopeurs peuvent espérer devenir étalons après trois ans de compétition. Quand ils deviennent reproducteurs, leurs propriétaires peuvent en espérer plusieurs dizaines de milliers d'euros la saillie (30 000 à 50 000 euros ne sont pas rares dans les poulinières de l'Aga Khan). Ils sont alors promenés en avion aux quatre coins du globe pour toucher de leur grâce un maximum de pouliches. De véritables machines à cash, comme ce crack, *Fusaichi Pegasus*, qui a sailli trois cent quarante-six juments en 2004. Certains étalons à part ont la semence millionnaire, puisque leurs produits se vendent entre 400 000 et 750 000 euros pour des yearlings qui n'ont jamais couru ! Aussi faut-il vendre son champion au bon moment.

Mais encore une fois, heureusement, l'État est là. Ainsi, lorsque le propriétaire d'une écurie vend l'un de ses chevaux de course avec une plus-value importante, il bénéficie d'un abattement supplémentaire de 15 % par année de détention. Une niche fiscale justifiée par les frais d'entretien générés par l'animal et qui coûte 2 millions d'euros à l'État. Les entraîneurs et professionnels du milieu des courses sont également exonérés de taxe professionnelle et de taxe foncière pour un montant total de 4 millions d'euros. Le ministre de la Défense, Hervé Morin, en sait quelque chose puisqu'il a acquis avec des amis, dont le P.-D.G. de Hertz, Éric Pokrovsky, *Literato*, pour 40 000 euros. C'est aux ventes de Deauville qu'Hervé Morin s'est offert ce cadeau prisé des milliardaires, une jambe de pur-sang. Puisqu'ils se le partagent à plusieurs, le ministre n'en possède en effet qu'une petite part. Confiée au prestigieux entraîneur palois Jean-Claude Rouget, *Literato* a remporté le Prix du Jockey Club, sous la casaque verte, manche rose, toque bleue, ce qui a permis à Hervé Morin de revendre (on parle de 5 millions d'euros) son cheval à Maktoum, le prince régnant de Dubaï. La femme d'un autre ministre, celui du budget, Éric Woerth, par ailleurs maire de Chantilly, a également créé une écurie réservée aux femmes dans laquelle elle a fait rentrer Joëlle Mestrallet, l'épouse du P.-D.G. de GDF Suez. Gérard Mestrallet, tout comme Gérard Augustin-Normand ou Noël Forgeard, ancien patron d'EADS, ont également confié leurs chevaux à l'entraînement à Rouget. De quoi faire mentir l'antienne selon laquelle « les élevages de chevaux de course ne sont pas bien vus des milieux

économiques en raison de l'incertitude qui va de pair avec les courses hippiques[16] ».

Toujours est-il que ce petit monde se croise plus fréquemment dans les grands hippodromes les jours de grands prix comme à Chantilly ou à Longchamp que dans les allées des centres d'entraînement. Habit et chapeau melon pour les messieurs, robe en soie et chapeau plumé pour ces dames. À la main, le « papier » grifouillé sur le programme *La Casaque*. Sans oublier les inévitables jumelles autour du cou. Aux balances ou dans les tribunes VIP, on reçoit ses amis propriétaires, les têtes couronnées, les stars du cinéma ou de la chanson, la presse internationale, des clients et des hommes politiques. Ministres et députés refusent rarement ce type d'invitation, marque de respect réservé aux plus hautes personnalités. On jauge ses chevaux, ceux de ses concurrents. Pour les propriétaires, s'imposer au Prix du Jockey Club ou au Prix de Diane, le summum des grands prix, c'est comme remporter un Grand Prix de Formule 1, à la fois une consécration et une démonstration de puissance. La magie des champs de course réside également dans l'illusion que propriétaires et jockeys, entraîneurs, lads et amateurs ou parieurs se mélangent. Magie toute symbolique puisque les propriétaires comme les membres du Jockey Club disposent par exemple de leur propre tribune, de leur propre accès et de leur restaurant où les autres ne sont pas admis.

Il y a les grandes courses. Et il y a le Prix de l'Arc de Triomphe, épreuve reine entre toutes, à la renommée internationale. C'est la course des plus grands champions. Certains propriétaires ou jockeys n'hésitent pas à venir du Japon ou des États-Unis pour la courir. Car ce grand rendez-vous est aussi le moment phare de la saison hippique. Rien d'étonnant à cela, l'allocation, plusieurs millions d'euros pour le week-end, dont plus de la moitié pour le gagnant du Prix de l'Arc attire les plus grands pur-sang de la planète. Un événement de taille qui accueille plusieurs dizaines de milliers de spectateurs à Auteuil, un record, et qui nécessite une logistique colossale. Tout est démesuré, démultiplié. Et ce à tous les niveaux. Cela doit être un sans-faute, à la fois sur le plan des infrastructures, de l'accueil, de la restauration, des transports, des remises de prix… sans parler des courses elles-mêmes. Autre élément

indissociable de l'Arc, le concours des chapeaux, qui attire à chaque édition plus de quatre mille élégantes. Une note de *glamour* et d'élégance, qui, comme les bars à champagne et l'alliance privilégiée avec le groupe Barrière, a considérablement renforcé l'image du Prix de l'Arc. Les propriétaires sont également soignés : « Pour ceux qui ont un partant, explique la responsable de la communication de France Galop, on déroule le tapis rouge avec l'envoi dans les hôtels de *welcome packs*. Ils disposent de places au déjeuner qui leur est réservé ainsi que des tribunes et des espaces qui leur sont dédiés. C'est quand même eux qui font l'animation du Prix de l'Arc[17]. » Chaque année, quatre-vingts propriétaires ont des partants, et quarante à cinquante entraîneurs les accompagnent. « Ils sont presque tous accessibles, mais je ne parle pas des Maktoum qui ont leur propre organisation[18] », note une responsable de la communication. Dans le public, se croisent turfistes et millionnaires, comme ce vieux monsieur de 70 ans, qui fait le tour du monde de tous les grands prix avec ses amis en buvant du champagne millésimé.

Dubaï, premier élevage mondial

À 5 kilomètres du centre-ville de la Vegas des sables, l'hippodrome de Nad al-Sheba, l'un des plus beaux au monde, construit au milieu du désert à la fin des années 80 a permis à l'émirat de Dubaï de s'imposer dans le monde des courses. En moins de dix ans, sous l'impulsion de cheikh Mohammed al-Maktoum, l'un des hommes les plus riches du globe, dont la fortune personnelle est estimée à 11 milliards d'euros, la cité arabe est devenue la plus courue des places hippiques avec sa Dubaï World Cup, la course la mieux dotée au monde (21 millions d'euros en une seule réunion !), malgré le coup dur de la crise. Autour, les écuries ultramodernes et leurs équipements révolutionnaires abritent les chevaux de l'écurie Godolphin, appartenant au maître de Dubaï, et régnant sur les hippodromes du monde entier. Cheikh « Mo », comme on le surnomme là-bas, possède quatre mille chevaux répartis dans tous ses haras, à Dubaï et en Europe. Une passion pour l'hippisme qui a englouti des

sommes colossales depuis dix ans. Mais dans l'émirat, on se lasse de tout, très vite. Voilà pourquoi Nad al-Sheba vient d'être démoli. En lieu et place, Maktoum fait actuellement construire un nouvel hippodrome, quintessence de technologie et de luxe, avec des tribunes de un kilomètre de long, un chenal menant jusqu'à la mer et des équipements à faire pâlir de jalousie Américains ou Japonais. Des travaux estimés à plus de 200 millions d'euros. Autant dire une paille pour cheikh Mo dont la casaque bleue occupe sans partage la première place dans le monde. Sa toute-puissance financière lui a permis de remplir les box avec les meilleurs chevaux du monde et d'en faire une sorte de Real Madrid des courses. La *dream team* dubaïote est certes le reflet de la passion de la famille Maktoum pour les pur-sang arabes et les courses, mais elle fait également partie d'une stratégie de conquête internationale lancée par l'émirat depuis quinze ans : faire parler de Dubaï dans le monde entier. Depuis qu'elle a été portée sur les fonts baptismaux en 1992, Godolphin a un but affiché, remporter les plus prestigieuses épreuves dans le monde entier, mais également marquer l'histoire des courses hippiques pour y laisser l'empreinte de ses fondateurs. « Il y a plus que de l'arrivisme chez les Maktoum, analyse Hugues Dangy. Pour eux, la dimension élevage est très importante et il faut y voir une véritable filiation avec la tradition arabe. » À ces fins, cheikh Maktoum et son frère, cheikh Mohammed, ont fait bâtir le centre d'entraînement le plus impressionnant et le plus moderne qui soit, une forteresse établie sur 300 hectares, Al-Qoz. Godolphin dispose également d'une écurie de cent chevaux à Newmarket, la Mecque du hippisime à l'anglaise. Des moyens qui lui permettent d'afficher une hégémonie incroyable depuis dix ans. Intouchable, elle possède les meilleurs chevaux, les meilleurs entraîneurs, et les meilleurs jockeys, sur toutes les distances et toutes les surfaces ! Et quand l'élevage faiblit, on achète à coups de millions d'euros les meilleurs chevaux, comme une pouliche payée 7 millions de dollars aux États-Unis, un record. Le cap des deux cents victoires en dix-sept ans est en vue, du jamais vu dans le monde des courses à cette échelle.

Cheikh Mohammed al-Maktoum est le mécène du sport hippique. Celui sur lequel repose l'économie des courses et des ventes de yearlings. En août 2008 à Deauville, il s'est offert quatorze chevaux

pour un total de 4,5 millions d'euros, c'est-à-dire 10 % du chiffre de la vente, selon Éric Hoyeau, le président des Ventes de Deauville. Même chose en 2009. « À lui seul, cheikh Mo assure le succès de la vente. Lorsqu'il vient, on sait que c'est une bonne année[19]. » Ce ne sont pas André Fabre qui entraîne cent dix-sept chevaux de Maktoum à Chantilly et Henri-Alex Pantall, cinquante-sept chevaux à Angers, qui diront le contraire. L'excellence, maître mot du puissant Émirati, est la seule ligne de conduite pour ses entraîneurs, son manager, ou ses jockeys, comme Lanfranco Dettori, véritable légende du turf avec ses deux mille huit cents victoires. L'argent ne compte pas pour satisfaire son envie de gagner et sa passion chevillée au corps.

C'est sans doute pour cela qu'en 2009, encore plus qu'en 2008, les Ventes de Deauville ont été le lieu d'affrontements à coup de carnets de chèques, entre les plus grands propriétaires. Et malgré la crise, le prix des yearlings, ne faiblit pas. À l'été 2009, les ventes de yearling ont même battu de nouveaux records en dépit du climat économique global[20]. Le prix moyen d'un poulain qui n'a jamais couru avoisine les 120 000 euros. Les *top price* dépassent régulièrement allègrement le million. En quatre ans, les ventes de pur-sang d'août à Deauville se paient même le luxe de progresser de 80 % en valeur !

1- Né le 20 novembre 1926 à Landerneau, cet entrepreneur a fondé l'enseigne Édouard Leclerc.
2- Dossier de presse de *France Galop*.
3- Entretien avec l'auteur, 10 septembre 2004.
4- Entretien avec l'auteur, 10 septembre 2007.
5- Entretien avec l'auteur, 10 septembre 2007.
6- *Les Échos*, 3 et 4 octobre 2008.
7- Entretien avec l'auteur, 17 juillet 2009.
8- *Of Course*, octobre 2008.
9- Entretien avec l'auteur 17 juillet 2009.
10- *Paris Match*, 24 juin 2004.
11- *Le Monde*, 6 février 2005.
12- Entretien avec l'auteur 17 juillet 2009.
13- Entretien avec l'auteur, 25 août 2007.
14- *Le Figaro Économie*, week-end du 15 août 2009.
15- Entretien avec l'auteur, 14 septembre 2009.
16- Guy Thibault, historien des courses dans *Les Échos*, vendredi 3 et samedi 4 octobre 2008.
17- Entretien avec l'auteur, 8 octobre 2007.
18- *Idem*.
19- Entretien avec l'auteur, 25 août 2007.
20- *Les Échos*, 19 août 2009.

Conclusion

Les nouveaux dynasteurs

« Je laisse la spéculation à ceux dont c'est le métier. »

Marcel Bich[1].

« La réussite est à mes yeux une soif de conquête plus que de profit financier. Dans mon rêve, mon entreprise brillait
comme une de ces caravelles d'antan partant à la découverte
de terres nouvelles, avec un équipage dévoué corps et âme à
son capitaine, car il savait que les richesses espérées au bout
du voyage seraient partagées entre tous. »

Paul Ricard[2].

Quand ils ont tout, les ultra-riches en veulent plus. Réussir ne suffit pas. Faire fortune non plus. Il faut encore posséder ce petit plus qui fait bisquer ses congénères. Certains diraient un petit supplément d'âme, un fragment d'éternité. Ils n'ont pas forcément raison. D'aucuns assurent que ce « toujours plus » est dans la nature des riches, qu'il est leur raison d'être, leur moteur. Avec « Plus vite, plus haut, plus fort » comme

devise, on est bien loin des grands principes olympiques de Pierre de Coubertin : « L'important est de participer ».

Quand le succès leur est venu, tout n'est plus qu'affaire de statut et de reconnaissance. Une soif inextinguible qui pousse à faire toujours mieux que le voisin. Comment sinon expliquer cette nécessité permanente des ultra-riches d'étonner, d'en imposer à travers des signes extérieurs de richesse qu'on ne cherche plus à dissimuler mais au contraire à mettre en avant ? C'est bien parce qu'aujourd'hui le statut d'un milliardaire, son influence, sa place dans l'histoire ne se mesurent pas tant à l'aulne de ses réserves en or, mais de ses passions. Châteaux, yachts, écuries de course, collections de peintures, chasse, voitures anciennes ou club de football, nombreuses sont les passions qui émettent des signes extérieurs de richesse particulièrement visibles. Les passions sont autant de médailles d'honneur ou de succès, comme les décorations militaires sur le torse d'un soldat démontrent son habileté à la guerre.

Même chose pour les charités. Après tout, les plus grands collectionneurs de vins, d'automobiles ou de montres ne sont-ils pas les plus grands donateurs ? Comme dans la chanson de Michel Berger, certains auraient voulu être des artistes ou des grands sportifs. À défaut, ils vivent leur carrière comme une succession de grands matchs ou d'exhibitions, à la manière d'un Robert Louis-Dreyfus, entrepreneur à succès dans la publicité, le sport et les télécoms, avant de devenir célèbre comme patron de l'Olympique de Marseille. Nos amis les super-riches butinent d'une activité à l'autre. Chaque terrain investi, chaque passion, est un marchepied vers davantage de gloire, de fortune ou de notoriété, parfois les deux. Hommes d'affaires avisés, multifacettes, souvent à double, triple ou quadruple fond, ils sont où on ne les attend pas, ou plus. Mais pas à n'importe quel prix. Il est amusant de constater que tel mécène, dont tout Paris assure qu'il agit uniquement mû par la passion, n'est en réalité qu'un homme d'affaires les pieds sur terre, aux intérêts économiques bien compris, dont les décisions sont les plus intéressées du monde. Gestionnaires avisés, entrepreneurs talentueux ou mécènes désintéressés, les grandes fortunes gèrent désormais leurs passions comme de véritables entreprises, entourés d'une noria de conseillers fiscaux et d'avocats qui leur indiquent les niches ou investir, les secteurs, les pays. Au mépris de Robert Musil qui écrivait : « Dans la

vie, ceux-là même qui calculent froidement n'ont pas la moitié du succès qu'obtiennent les esprits bien dosés, capables d'éprouver, pour les êtres et les relations qui leur sont profitables, des sentiments vraiment profonds[3]. » C'est que la concurrence est rude. Il en résulte une émulation très forte entre les collectionneurs d'art par exemple, les propriétaires de grands crus ou de clubs de football. La règle veut en effet que les grandes fortunes collectionnent et redistribuent également une partie de leurs richesses accumulées. La philanthropie n'est que l'extension symbolique de ce comportement.

Le tournant du siècle et l'avènement au pouvoir d'un enfant de la télé, Nicolas Sarkozy, auront, malgré la crise, conforté un capitalisme longtemps montré du doigt. En réhabilitant l'idée de travail et de fortune, parfois à l'excès, le président a contribué à créer un climat qui évoque furieusement le Second Empire comme le raconte brillamment Patrick Rambaud dans les *Chroniques du règne de Nicolas Ier*[4]. Une époque où les industriels qui possèdent les entreprises dirigent également la presse, où on entretient de nombreuses amitiés politiques à coups d'allers-retours en Falcon, de croisières sur des yachts ou de papiers laudateurs dans les journaux. Une époque où le mécénat ne se contente plus de prendre le relais d'un État en faillite, mais sert à quelques notables d'exception les intérêts de celui qui paye. Et qui permet d'entretenir avec faste une véritable cour autour de ces dynasteurs du *business*, où se mêlent les médias, les intellectuels, les artistes, les sportifs.

Plus qu'à des bâtisseurs d'empires, c'est aux capitalistes américains du XXe siècle que les ultra-riches français font penser. Comment ne pas voir qu'ils mesurent leur succès à l'aulne de leur enrichissement personnel ou des retombées presse de leur mécénat artistique ou philanthropique ? Hormis de rares industriels comme les Bich, les Dassault ou les Ricard, la plupart ne peuvent s'identifier à un métier, à une entreprise. Ce sont pour beaucoup des accumulateurs qui se consacrent à la gestion de leur patrimoine. Des actionnaires professionnels dont la logique est la volonté permanente d'accroître leur richesse. Et pas celle de servir la collectivité. En tout cas moins qu'ils voudraient nous le faire croire, en créant des fondations qui portent leur

nom, en achetant des journaux qui défendent leurs idées, des grands vins et des chevaux de course. Ils sont en quête d'une couverture médiatique la plus large possible pour eux, pour les produits qu'ils promeuvent ou leur entreprise. Avec toujours l'envie de faire et de faire savoir. Souvent conquérants, madrés, voire voyous, prédateurs à la Tapie, utilisant les politiques qui les courtisent, ils sont aussi férocement assoiffés de reconnaissance sociale. Exactement à la manière des grands capitalistes mythiques à la Cornelius Vanderbilt, Andrew Carnegie ou John D. Rockefeller, ou encore Bill Gates et Warren Buffett. Occupés toute leur vie à s'enrichir, ces faiseurs de cash plutôt secrets tentent de se racheter une image ou de s'en fabriquer une. Certains ont leurs œuvres comme jadis on avait ses pauvres. D'autres font montre d'une véritable générosité, créent des fondations comme Liliane Bettencourt ou Jean-Paul Baudecroux (NRJ), tout en restant dans l'ombre. Mais cette générosité est devenue un vrai *business* autour duquel on communique pour s'excuser d'avoir gagné de l'argent. Il est fini le temps des Médicis ou des Paul Getty qui menaient des actions de mécénat désintéressées à titre personnel. Aujourd'hui, le mécénat s'opère en attendant un retour économique, fiscal le plus souvent, qui permet à un individu ou à une entreprise d'assurer sa promotion, ses valeurs à peu de frais. Le tout emballé avec de grands mots devenus creux et vides de sens à force d'être galvaudés : « créativité », « passion », « perfection », « innovation », « excellence », « savoir »…

Car lorsqu'on a construit un empire, on est obnubilé par la transmission. Obsédés par l'idée de laisser une trace, ces capitaines d'industrie travaillent leur image comme leur compte en banque pour que leur dynastie leur survive. Ce n'est qu'à ce prix qu'un de leurs héritiers voudra reprendre le flambeau et que leur immortalité sera en quelque sorte garantie. On est bien loin du faste et de l'élégance des aristocrates et des grandes familles d'industriels européens comme l'étaient les Noailles ou les Rothschild. Leurs successeurs, plus intéressés que mécènes, ont longtemps été leurs fournisseurs. De l'ultra-riche au simple riche en somme.

1- *Le Baron Bich…*, *op. cit*.
2- In *La Passion de créer*, Albin Michel, 1983-2009.
3- Robert Musil, *L'Homme sans qualités*, Seuil, coll. « Points », 1995.

4- Grasset, tome I (2008), tome II (2009), tome III (2010).

Remerciements

Je remercie celles et ceux qui m'ont – volontairement ou non – aidé dans cette longue enquête. Plusieurs dizaines d'entretiens sur quatre continents ont été nécessaires pour la mener au cours de ces recherches qui se sont étalées sur plusieurs années.

Je ne peux bien entendu citer toutes les personnes qui m'ont consacré un peu de leur temps précieux, aussi pour n'oublier personne, je souhaite juste qu'ils soient tous ici remerciés. La plupart se reconnaîtront.

Il y a aussi la cohorte des anonymes qui préfèrent rester dans l'ombre pour des raisons qui leur sont propres – le plus souvent bien compréhensibles –, mais dont les témoignages ou les confidences ont été particulièrement utiles à l'élaboration de ce livre.

Je remercie plus particulièrement Laurent Léger qui a cru à ce projet dès le début et m'a bien aidé avec ses remarques et son sens aigu du détail, à Thierry Billard, mon éditeur, ainsi qu'à Sophie Charnavel et aux équipes de Flammarion.

Mes remerciements s’adressent également à Benjamin Eymère et à Emmanuel Rubin à *L’Optimum*, pour leur confiance.

Enfin merci à Claire, Louis et Paul pour le temps que je leur vole, ainsi qu’à Thierry, Grégoire et Charles pour leurs relectures et leurs précieux conseils.

